

150

26

REPRODUCTION

IT
Système d'information des marchés
Le Monde a développé le plus complet des systèmes d'information des marchés financiers et boursiers. Il est accessible en ligne sur le site Internet du Monde.

sultants Banque

Les consultants de la banque ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 10% en 1998. Ils ont également vu leur nombre augmenter de 10%.

onsable Technique

Les responsables techniques ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 10% en 1998. Ils ont également vu leur nombre augmenter de 10%.

Michael Page

Michael Page est une entreprise de recrutement et de conseil en ressources humaines.

ill you?

ill you? est une entreprise de conseil en ressources humaines.

managers 99

managers 99 est une entreprise de conseil en ressources humaines.

ill you?

ill you? est une entreprise de conseil en ressources humaines.

managers 99

managers 99 est une entreprise de conseil en ressources humaines.

ill you?

ill you? est une entreprise de conseil en ressources humaines.

managers 99

managers 99 est une entreprise de conseil en ressources humaines.

ill you?

ill you? est une entreprise de conseil en ressources humaines.

managers 99

managers 99 est une entreprise de conseil en ressources humaines.

ill you?

ill you? est une entreprise de conseil en ressources humaines.

managers 99

managers 99 est une entreprise de conseil en ressources humaines.

Le Monde

55^e ANNÉE - N° 16821 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE INTERACTIF

- MP3 : révolution musicale sur le Web
- Emploi : 6 pages d'annonces classées



Retraites : les solutions des partis politiques

● Interrogés par « Le Monde », les dirigeants du PC, du PS, du RPR, de DL et de l'UDF disent vouloir sauver le système par répartition ● Tous doutent de la possibilité de maintenir l'âge légal de la retraite à soixante ans ● Ils s'opposent, unanimement, à un « grand soir » sur les régimes des agents de l'Etat



La galaxie Murdoch

De Los Angeles à Hongkong ou Sydney, Rupert Murdoch (ci-dessus entouré de ses deux fils) poursuit sa quête insatiable de l'audience. Avec un rêve : fonder une dynastie. Seconde partie de notre enquête sur ce titan des médias. p. 12 et 13

Le FN éclaté

Voulue par Bruno Mégret, la mutation du Front national de mouvement protestataire en parti de pouvoir est difficile. Page réalisée en collaboration avec le Cécop. p. 15

Procès du sang : derniers débats

Après une deuxième semaine d'audiences devant la Cour de justice de la République qui a permis de mieux cerner les responsabilités respectives des ministres, les débats reprennent. Fin du procès prévu le 26 février. p. 10

Intempéries exceptionnelles

Les avalanches ont fait plusieurs morts en Suisse, Italie, Autriche. Inondations en Alsace, tempêtes de neige : les conditions climatiques restent difficiles en France. p. 32

Affaire Destrade

Trois anciens responsables financiers du Parti socialiste ont été mis en examen pour recel de trafic d'influence dans l'affaire Destrade, sur le financement du PS. p. 9

Communication : gêne de Matignon

La loi sur l'audiovisuel et l'AFP, ces deux dossiers qui embarrassent le gouvernement. p. 20

La naissance de Génoplane

Les principaux instituts de recherche français, les industriels des semences et de l'agrochimie se regroupent pour exploiter les gènes des céréales. p. 24

Baisse de l'euro

La poursuite de la baisse de l'euro face au dollar inquiète pas les autorités monétaires européennes. p. 19

Elle court vite

Muriel Huris vient de battre le record national du 200 mètres sur la piste du stade couvert de Liévin en 22 secondes 84. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 40 F ; Canada, 25 \$ CAN ; Danemark, 10 D ; Espagne, 200 PTA ; France, 1 F ; Grèce, 200 Dr ; Hongrie, 100 F ; Italie, 200 L ; Japon, 100 ¥ ; Pays-Bas, 100 G ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Kr ; Suisse, 1 F ; Taiwan, 100 N ; Thaïlande, 100 B ; Turquie, 100 L ; USA, 1 \$; Venezuela, 100 B.

M 0147-224-7,50 F



les remèdes, et parfois même sur le constat. M. Hue met ainsi en garde le gouvernement contre l'utilisation de « scénarios-catastrophe » reposant sur des projections économiques et démographiques « aléatoires », puisqu'elles portent sur la période 2000-2040. De son côté, M. Hollande préconise la mise en place d'une « retraite progressive » et la création de plans d'épargne salariale dotés d'avantages fiscaux. A droite, tous les chefs de parti reprochent au gouvernement de temporiser et d'instaurer un fonds de réserve sans en prévoir le financement. M. Séguin recommande la mise en place de fonds de pension, mais pas sur le modèle anglo-saxon. Le gouvernement regarde de près les projets du président des Etats-Unis. Bill Clinton propose d'affecter aux retraites 62 % des excédents budgétaires américains des quinze prochaines années, et d'en placer une partie en Bourse.

Kosovo : l'imbroglie

■ L'intervention du chef militaire de l'OTAN auprès des Kosovars

■ La partie serbe reste réticente au déploiement d'une force internationale

■ Les Occidentaux poursuivent leurs préparatifs militaires

■ Le pessimisme dominait à Rambouillet

Lire page 2

Les requins tentent de survivre à leur mauvaise réputation

LA POLITIQUE de communication du requin est désastreuse. Au lieu, comme la baleine, de recueillir Jonas pendant trois jours ou d'héberger le papa de Pinocchio dans la tempête - voilà qui peaufine une bonne image de marque -, le requin n'a rien trouvé de mieux que d'attaquer Tintin dans *Rockham* le rouge ou de se prêter dans *Les Dents de la mer* à des massacres sanguinaires. Résultat : la cote de ces poissons à squelette cartilagineux est nulle, et on ne trouve pour les défendre que quelques scientifiques essouffés. Dans ce contexte, il est remarquable que, pour la première fois, un accord international de protection ait pu être adopté cette semaine, à Rome, par le Comité des pêches de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Car il y a urgence. La pêche d'épaves - classe regroupant les quelques 400 espèces de requins et 300 espèces de raies - a spectaculairement augmenté depuis quelques décennies : de 346 000 tonnes en 1960 à 759 000 tonnes aujourd'hui. Encore ces statistiques de la FAO n'incluent-elles pas les tonnages non déclarés et les rejets à la mer, ce qui pousse des spécialistes comme Bernard Séret, de l'Institut de recherche pour le développement, à évaluer à près de 1,5 million de tonnes le prélèvement des élamobranches. Les principaux pays pêcheurs sont l'Indonésie, l'Inde, les Etats-Unis. Pour sa part, la France est le premier tueur de requins de l'Union européenne, avec environ 18 000 tonnes débarquées. C'est que, dans le requin, plus encore que dans le thon dont il est souvent une prise accessoire, tout est bon. Les ailerons agrémentent la gastronomie chinoise. L'huile de son foie est un émulsifiant très stable utilisé dans les crèmes de beauté. La peau est appréciée par les tanneurs. Le cartilage intéresse la recherche médicale.

Quant à la réputation macabre du requin, elle semble exagérée : on a recensé dans le monde soixante attaques de requins contre l'homme en 1997, dont onze aux conséquences mortelles, selon le fichier attentivement tenu par la Société américaine des élamobranches de l'Université de Floride, qui constate que « beaucoup plus de gens sont tués sur la route en allant ou en revenant de la plage ». De surcroît, très peu d'espèces sont agressives, alors que requin-tapis, ange de mer, poisson-guitare ou requin baleine (le plus grand poisson du monde) sont de paisibles compagnons.

Bateaux en rade

DANS LES PORTS français, quatre navires étrangers sont actuellement bloqués, abandonnés par leur propriétaire pour cause de vétusté ou de difficultés financières. Les équipages en sont les premières victimes : dans l'attente de leurs salaires et d'un hypothétique rapatriement, les marins survivent grâce au soutien des associations caritatives. Le gouvernement tente de résoudre ces situations mais il se heurte à la lenteur des procédures judiciaires et à la dimension internationale de ces affaires. La France s'apprête à débloquer, discrètement, 500 000 francs (76 220 euros) pour l'équipage du *Kijangongdo*, un cargo oublié au Havre depuis cinq ans.

Hervé Kempf

Lire page 8

Réformer la PAC, pour l'Europe

par Jean Glavany

L'AGRICULTURE et l'élevage ont une histoire commune depuis l'origine de la construction européenne. Pendant les années 60 et au début des années 70, dans un contexte de forte croissance, l'agriculture devait développer sa production pour nourrir la population, accroître sa productivité pour libérer la main-d'œuvre nécessaire à l'industrie et aux services, assurer l'indépendance alimentaire de l'Europe. Tous ces défis ont été relevés. C'est ainsi que l'Europe est devenue la première puissance agricole mondiale, et la France le deuxième pays exportateur agroalimentaire après les Etats-Unis. Les conditions qui ont permis la mise en oeuvre et le succès de la première PAC ont aujourd'hui disparu ou se sont transformées. La pénurie est devenue surproduction dans bien des secteurs. La sécurité alimentaire a perdu, depuis bien longtemps, sa dimension quantitative pour prendre un sens qualitatif : nos concitoyens veulent une nourriture sûre, variée et de qualité. L'environnement économique européen et international s'est lui aussi profondément modifié. La contrainte budgétaire limite les marges de manœuvre. L'Organisation mondiale du commerce entraîne des règles du jeu plus contraignantes. Enfin, dans le contexte de chômage élevé que nous connaissons en Europe, l'exode rural dû à la disparition des exploitations a cessé depuis longtemps d'être un signe de modernité pour devenir un facteur aggravant de la situation de l'emploi. C'est d'ailleurs le point le plus critique de la PAC de 1992, qui a certes préservé, et même amélioré, les revenus agricoles mais dégradé fortement le nombre d'exploitations.

Le capitalisme à la suédoise



A QUARANTE-DEUX ans, Marcus Wallenberg va prendre, le 14 avril, la tête d'un empire industriel et financier qui contrôle 40 % des entreprises cotées à Stockholm. Ericsson, Astra, Scania, Electrolux, SKF et Saab Automobile se trouvent dans l'orbite de ce symbole du capitalisme suédois. Un géant en voie de déclin et dont Marcus Wallenberg est chargé de renouveler la stratégie.

Lire page 18

World Online
Embarquez sur Internet en 1^{re} classe
3 mois : 75 F
www.worldonline.fr

International	2	Entreprises	18
Actualités	3	Communication	20
France	4	Tableau de bord	21
Société	6	Aujourd'hui	24
Régions	11	Météorologie, jeux	25
Horizons	12	Culture	26
Cartes	17	Guide culturel	30
Abonnements	17	Radio-télévision	31

it 3

15

I fait

aines

27 fé-

a mo-

et dé-

le le

rait au

en tère

Après

de dé-

i à his-

Marc

lire es-

i de ré-

nagée,

lle Aur-

Soldini

bateau

ie. Il est

itape, à

us.

page 22

TIA

mou, plutôt

r dessus, il ne

se décrit ain-

d'Aix France

so-fils de cé-

la SFIO, ne-

de Force ou-

trait d'un pa-

le qui corrie,

rat ruminant.

..

Lire page 13

communication

sur de bord

un'hui

écologie

jeu

de culture

po-télévision

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

KOSOVO A quelques heures de la fin des négociations de Rambouillet sur l'avenir du Kosovo, mardi 23 février, la délégation serbe n'avait toujours pas accepté le prin-

cipe d'une présence militaire occidentale dans la province. ● LA DÉLÉGATION albanaise s'était divisée : les représentants de l'UCK, liés apparemment par l'intransigeance des

combattants sur le terrain, réclamaient toujours que la promesse d'un référendum d'autodétermination figure dans le texte. ● MADELEINE ALBRIGHT, la Secrétaire d'Etat

américaine, avait cependant mis en œuvre de très fortes pressions sur les Albanais pendant toute la journée de lundi. La politique américaine était que, si échec il devait y

avoir, au moins il ne soit imputable qu'à la partie serbe, ce qui permettrait aux Occidentaux de recourir aux frappes. ● EN SERBIE, la question du Kosovo reste taboue.

Après les négociations de Rambouillet, l'incertitude

L'éventualité d'un accord des Serbes et des Albanais du Kosovo sur l'ensemble du plan proposé par les grandes puissances regroupées dans le Groupe de contact était jugée irréaliste à quelques heures de la fin des pourparlers

A QUELQUES HEURES de la fin des négociations de Rambouillet, mardi 23 février à 15 heures, l'espoir était très faible de voir les délégations serbe et albanaise s'entendre pour mettre un terme au conflit. Les diplomates occidentaux ne chachaient pas leur pessimisme. L'enjeu de ces pourparlers, engagés depuis le 6 février, s'était pourtant rappelé en images : celles des cohortes de civils fuyant sur des charrettes, sur des tracteurs ou à pied les combats entre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et l'armée fédérale yougoslave dans le nord du Kosovo. Un convoi militaire avait été pris pour cible par les combattants indépendantistes dans la région de Vucitani lundi et l'armée fédérale répliquait à coup

de canons de char. Les villages se vidaient.

A Rambouillet, pendant ce temps-là, le blocage restait entier. Du côté des Albanais du Kosovo, la délégation semblait avoir perdu en fin de course l'unité et la cohésion dont elle avait fait preuve au début des pourparlers, les représentants de l'UCK semblant liés par l'intransigeance de leur base à Pristina.

NOUVELLES OBJECTIONS

En dépit des efforts déployés par la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, la partie albanaise ne renonçait pas à sa revendication de voir inscrire dans le projet de règlement la perspective d'un référendum d'autodétermination au bout de la période transi-

toire de trois ans. Elle soulevait même de nouvelles objections sur le volet militaire du texte élaboré par le Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie.

M^{me} Albright a passé des heures à tenter de rassurer les Albanais du Kosovo et demandé au commandant en chef des forces de l'OTAN, Wesley Clark, de venir lui-même fournir des précisions sur la rapidité d'intervention de la force multinationale qui serait déployée dans la province pour veiller à l'application d'un accord. Un des représentants de l'UCK, Hisham Thaqi, a été autorisé à sortir du château pour aller rencontrer le général pendant une heure sur la base militaire de Villacoublay. De source occidentale, on déclarait que His-

ham Thaqi, jeune chef militaire de vingt-neuf ans, était devenu le principal obstacle, côté albanais, à un accord. Il paraissait menacé, s'il faisait preuve de trop de souplesse, d'être totalement désavoué par sa base.

Les Serbes, de leur côté, continuaient de rejeter le principe de l'installation au Kosovo d'une force commandée par l'OTAN, et leur délégation avait refusé, lundi soir, d'examiner de nouveaux documents proposés par les médiateurs internationaux. Le président de Serbie, Milan Milutinovic, a cependant semblé nuancer le refus de Belgrade, en déclarant qu'une présence militaire internationale serait envisageable une fois que les deux parties auraient signé le volet

politique d'un accord. « Nous pourrions négocier l'ampleur et la mission d'une telle force après l'accord politique », a-t-il dit. Les puissances occidentales ont toujours refusé, cependant, de dissocier le volet politique et le volet sécurité de leur projet d'accord et exigé que la force de l'OTAN soit inscrite dans le texte.

« CELA S'ANNONCE PLUTÔT MAL »

M^{me} Albright s'était entretenue dans la journée avec le président Bill Clinton, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, et son homologue russe, Igor Ivanov. Elle a aussi téléphoné aux dirigeants du gouvernement de Tirana, en Albanie, pour leur

demande d'user de leur influence auprès de la délégation kosovare albanophone.

Le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer, et leur homologue italien, Lamberto Dini, devaient retourner à Rambouillet mardi matin, pour retrouver M^{me} Albright et le ministre français, Hubert Védrine, et prendre connaissance de la réponse des deux parties à la dernière mouture du projet d'accord. « Cela s'annonce plutôt mal », disait-on de source proche des négociations, où la question la plus réaliste était de se demander à quel, en fonction d'une éventuelle évolution mardi matin, serait imputable l'échec. — (APR, Reuters.)

L'attente des soldats stationnés en Macédoine

KOUMANOVO (Macédoine)

de notre envoyé spécial
La ligne de crête sur les montagnes enneigées marque la frontière avec la Yougoslavie. Le Kosovo est à moins de 10 kilomètres. Sur le terrain boueux que d'énormes engins de terrassement sont en train de stabiliser, une douzaine d'hélicoptères Puma sont prêts à décoller à la première alerte. Quelque deux cents hommes appartenant au 8^e régiment d'infanterie de marine de Castres sont installés dans les tentes alentour. Il leur faudrait moins d'une demi-heure pour s'envoler vers le Kosovo s'ils en recevaient l'ordre.

Commandée par le général français Marcel Valentin, la Force d'extraction est stationnée à Koumanovo, à Tétovo et à Pevrover, sur l'aéroport international de Skopje. L'état-major a pris ses quartiers à Koumanovo, dans une caserne macédonienne qui abrita naguère une division de l'armée fédérale yougoslave commandée par le général Mladic, celui-là même qui s'illustra tristement en Bosnie.

La aussi, l'incertitude quant à l'issue des négociations de Rambouillet pèse. La mission de ces soldats en dépend. Ils font partie de la Force d'extraction stationnée en Macédoine depuis le mois de décembre pour aller chercher, en cas d'urgence, les observateurs non armés qui ont été déployés au Kosovo. La force, qui compte au total mille huit cent cinquante hommes appartenant à dix nations de l'Organisation atlantique — dont huit cent cinquante Français —, n'a pas eu, pour l'instant, à intervenir.

Mais elle reçoit aussi quotidiennement des renforts qui lui permettent d'aller les chercher si la perspective de frappes aériennes de l'OTAN sur le Kosovo et la Serbie rendait leur maintien impossible. Elle a les moyens de les extraire, ainsi que le personnel d'autres organisations internationales, si le contexte est « permissif ou semi-hostile ». Au cas où des actions hostiles, d'un côté ou de l'autre, exigeraient un déploiement de forces plus important, elle serait assistée par d'autres unités de l'OTAN.

TROIS HYPOTHÈSES

En cas d'issue positive à Rambouillet, la Force d'extraction, placée dans la structure militaire intégrée de l'OTAN, constituerait les premiers éléments de la KFOR, la force de mise en œuvre des éventuels accords entre la communauté internationale, les dirigeants serbes et les Kosovars. Trois hypothèses peuvent être envisagées, disent les responsables de la Force d'extraction. Soit les premiers éléments se déploient immédiatement au Kosovo pour profiter de l'occasion créée par un accord. Bien que comportant quelques risques militaires, une telle décision serait politiquement utile pour ne pas laisser les deux parties tirer profit d'un vide provisoire.

Soit les autorités politiques et militaires de l'OTAN attendent que le contingent prévu — environ vingt-cinq mille hommes — soit quasiment au complet pour commencer à entrer au Kosovo ; ce choix ne comporte aucun risque militaire, mais il laisse la possibilité aux Serbes ou aux Kosovars de créer des faits accomplis. La troisième hypothèse est une décision moyenne, qui cumulerait les inconvénients des deux premières.

RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Il ne fait guère de doute que les militaires qui patientent depuis deux mois en Macédoine préfèrent la première hypothèse et sont prêts à assumer immédiatement une mission plus active au Kosovo.

A Koumanovo, l'OTAN laissera une base arrière qui comptera, selon toute vraisemblance, plus des mille hommes évacués par le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, lors de sa récente visite. Les Macédoniens, qui profitent des retombées économiques de cette présence militaire, ne s'en plaindront pas, bien qu'ils aient, dans un premier temps, considéré ce déploiement de forces avec des sentiments mitigés. Comme le dit un officier de la Force d'extraction, nous avons appris trois choses : ce pays n'est pas en guerre ; c'est un État souverain ; et nous ne sommes pas en Afrique. Une litote qui n'évoque pas seulement la dureté de l'hiver dans les Balkans.

Daniel Vernet

Des renforts lourds sont dépêchés dans la région

Les Britanniques et les Français ont commencé de débarquer dans le port de Salonique, en Grèce, des moyens lourds terrestres, qui devraient venir compléter ceux de la force d'extraction au Kosovo. Il s'agit, du côté britannique, de chars Challenger, de véhicules blindés de transport de troupes Warrior et de pièces d'artillerie. Pour leur part, les Français ont acheminé des blindés AMX-10RC, des transmissions et des matériels du génie. Les États-Unis disposent, de leur côté, de 3 000 « marines » sur leurs bateaux en Adriatique et ont dépêché de nouveaux moyens aériens, notamment en Grande-Bretagne et en Italie, parmi lesquels sept bombardiers B-52 armés de missiles de croisière Tomahawk et des avions dits « furtifs » F-117 pour des attaques de nuit. Au total, l'OTAN peut aligner quelque 400 avions à terre ou embarqués, dont 260 américains.

BELGRADE

de notre envoyé spécial
Extraits du journal télévisé serbe, dimanche 21 février, sur la réunion de Rambouillet : « Il n'est pas question d'un Kosovo indépendant », assure le présentateur. « C'est une nouvelle bataille du Kosovo que nous menons », lance un orateur à un meeting. « Si les puissances de ce monde essaient de créer un État dans notre État et d'y envoyer des troupes, alors nous n'avons pas d'autre choix que de répondre à la force par la force », déclare le chef d'état-major de l'armée yougoslave. « La défense du Kosovo n'a pas de prix, si nous perdons le Kosovo, nous perdons la Yougoslavie et notre liberté ! »

« La plupart des gens ici se fabriquent une opinion à partir de ce qu'ils voient à la télévision », constate avec regret Miljenko Dereta, qui dirige une association indépendante pour la démocratisation en Serbie, Initiative civique. Baignant dans une propagande permanente, « la population n'obtient aucun message alternatif » sur le Kosovo, souligne-t-il. « Même les partis d'opposition n'en fournissent pas. Tout ce qu'ils disent, c'est : « A cause de Milosevic, on va perdre le Kosovo ». Aucun ne dit de quelle façon il faudrait garder le Kosovo, par exemple que nous pourrions l'intégrer par la voie de l'autonomie, ou comme troisième élément de la Fédération [aux côtés de la Serbie et du Monténégro]. »

L'opposition au régime de Milosevic porte une lourde responsabilité, estime M. Dereta. « Le drame, c'est qu'au moment des manifestations de 1996-1997, alors que l'opposition a prononcé des discours pendant des mois, pas un mot n'a été dit sur deux sujets : le Kosovo et la responsabilité pour la guerre [dans l'ex-Yugoslavie]. L'un des chefs en vue de l'opposition, Zoran Djindjic, président du Parti démocrate, « était l'un des derniers défenseurs de Radovan Karadzic », ajoute cet observateur pour rappeler les compromissions d'une partie de l'opposition avec les surenchères nationalistes de Milosevic et le thème de la Grande Serbie.

ABSENCE DE DÉBAT

L'opposition, en somme, ne se risque pas à aborder le thème de l'autonomie du Kosovo d'une manière bien différente de celle du régime. Elle se contente de concentrer ses critiques sur la personne de Slobodan Milosevic et sa soif insatiable de pouvoir. « Ils ne prennent pas de risques », dit M. Dereta. « Ils espèrent utiliser le thème de Milosevic pour arriver un jour au pouvoir. L'opposant Zoran Djindjic a récemment semblé dresser un parallèle entre le plan de règlement du conflit du Kosovo mis en avant par les Occidentaux et la mythique bataille du Champ des merles (1389), perdue par les Serbes contre les Ottomans. « Quoi que dise Milosevic, d'ici à mars-avril, des

troupes de l'OTAN seront au Kosovo. Nous avons perdu une bataille, et cela sera bientôt officialisé, mais nous n'avons pas perdu la guerre. C'est désormais à l'opposition [en se débarrassant de Milosevic] d'adopter une armée, une police et une administration capables de régler le problème du terrorisme. » M. Djindjic a, dans le même souffle, défendu l'idée que seule une évolution vers la démocratie en Serbie pourrait permettre d'intégrer le Kosovo.

On entendait, ces jours-ci, un petit parti d'opposition, le Parti démocratique de Serbie, assez bien implanté à Belgrade, mettre en garde contre toute reculade des négociateurs à Rambouillet. La province du Kosovo « va totalement sortir du système juridique et politique de Serbie, et deviendra un État dans l'État. Après trois années sous un protectorat international, le Kosovo se séparera de la Serbie », s'est alarmé le chef de cette formation, Volslav Kostunica.

Les mesures répressives contre les médias indépendants aggravent l'absence de débat pluraliste sur la question du Kosovo. Il n'y a en Serbie actuellement qu'une seule radio indépendante, B-92, et deux journaux quotidiens d'opposition, Danas et Blic, dont les tirages sont relativement faibles et la distribution limitée. L'indigence de leur réflexion sur le Kosovo, ainsi que sur les moyens de la mettre en œuvre durablement, est frappante.

Les journalistes de ces médias sont en réalité vivement conscients de pouvoir tomber sous le coup de la loi sur l'information de 1998, qui permet aux autorités de frapper les médias de lourdes amendes, capables de les mettre en faillite. « Même parler du Kosovo comme possible troisième composante de la Fédération peut vous faire accusés de défaitisme, d'atteinte au moral de la nation », note l'un d'entre eux.

« Le mythe du Kosovo a été tellement utilisé à des fins politiques que les gens s'en lassent », estime Backo Diklic, à l'Agence indépendante Beta. En même temps, « il n'y a pas un enfant et pas un adulte serbes qui ne connaissent cette histoire [du Kosovo]. Si le régime le voulait, il pourrait enflammer les esprits... Mais depuis quelque temps les médias officiels sont en retrait sur ce point, ils parlent moins du "Kosovo-Terre sainte" qu'ils ne le faisaient au début de la guerre. »

« PETIT THÉÂTRE PATRIOTIQUE »
Les Serbes sont-ils prêts à prendre les armes pour conserver le Kosovo à tout prix ? « Il existe des gens prêts à cela mais ils sont très peu nombreux », estime M. Diklic. « Surtout, on ne trouve personne qui ne soit prêt à envoyer son enfant se battre. » Un sondage publié par le journal tabloïd d'opposition Dnevni Telegraph affirme qu'environ 38 % des Serbes « ne sont pas prêts à défendre le Kosovo par les

sont revenus progressivement après le départ des policiers, fin octobre. Une fois reconstruite, « l'école Rambouillet » accueillera près de 400 enfants. Si tout va bien...

Les allers et venues des camions d'Action humanitaire permettent de maintenir le contact avec le reste de la province. La ville d'Oranovac n'est pourtant pas loin. Une dizaine de minutes en voiture, par un chemin de terre qui serpente dans les collines caillouteuses. « Si notre délégation signe un accord à Rambouillet, je pourrai retourner à Oranovac. Ça fait des mois que je n'y ai pas mis les pieds », explique M. Krasniqi. « Les gens ont peur », confirme Albout Kheili, Français d'origine kabyle, coordonnateur d'Action humanitaire qui reconstruit deux autres écoles et une vingtaine de maisons détruites par les combats. « Si l'OTAN bombarde, les forces armées serbes et yougoslaves seront obligées de se retirer. On peut craindre des exactions avant qu'elles ne se repient », dit-il. La veille, les habitants d'Oranovac, dont quelques milliers de Serbes parmi une majorité d'Albanais, ont d'ailleurs cru que le pire allait se produire. La police avait bloqué les accès de la ville pendant plusieurs heures avant de repartir, sans heurts.

En juillet, l'Armée de libération du Kosovo avait « pris » Oranovac pendant quelques jours — seule opération de ce genre menée par l'UCK à ce jour — avant d'en être délogée par les Serbes. Des dizaines de Serbes et d'Albanais avaient été tués. D'autres ont disparu, enlevés d'ont par l'UCK puis par la police lorsqu'elle a repris la ville. Mais la police ne contrôle pas les environs, pas plus Drenovac que la vingtaine d'autres villages de la commune, peuplés quasi-exclusivement d'Albanais. « C'est notre territoire », affirme Nasimi Zyberli, jeune commandant local de l'UCK, et nous le garderons. » Par les armes ou plus pacifiquement, en cas d'accord.

Christophe Châtelot

Le rêve d'une « école Rambouillet » à Drenovac...

DRENOVAC (Kosovo)

de notre envoyé spécial
« Si tout va bien, nous la baptiserons l'école Rambouillet. » Les événements récents ont appris à Eshref Krasniqi à mesurer son optimisme. Directeur de l'école du

REPORTAGE

Dans les montagnes du sud de la province, un petit village en partie détruit en septembre, à l'avenir bien incertain

petit village de Drenovac, M. Krasniqi rappelle comment les forces serbes ont détruit une bonne partie de la localité, en septembre 1998. « S'il n'y a pas d'accord à Rambouillet, explique-t-il, nous continuerons à nous battre. Depuis un an, on a déjà goûté à la peur. On s'y est habitué. La guerre sera longue mais nous la gagnerons. »

Dans ce petit village perdu dans les montagnes, au sud du Kosovo, la vie tente de reprendre son cours normal. Une ambulance est garée dans la cour de l'école : c'est jour de BCG. La vaccination prévue à la rentrée scolaire de septembre avait été repoussée pour cause de combats. Des enfants jouent. D'autres aident à décharger les briques d'un camion de l'organisation franco-allemande, Action humanitaire, créée à l'initiative des ministres des affaires étrangères de Paris et de Bonn. Le matériel aidera à la reconstruction de l'école du village dont il ne reste actuellement que les murs extérieurs.

« C'est sans doute l'un des villages du Kosovo qui a été le plus touché par l'offensive de la police et de l'armée l'année dernière. Ils se sont attaqués à tout ce qui symbolisait notre pouvoir : l'école, les bâtiments administratifs, le dispensaire », affirme M. Krasniqi. Les quelque 1 800 habitants de la commune avaient alors fui dans les montagnes. Aujourd'hui, la moitié des villageois

armes : 37 % sont prêts à le faire « dans tous les cas de figure ».

Un professeur de littérature, opposé au régime, explique pour sa part : « Le Kosovo, tous les gens qui ont eu une éducation nationale, patriotique, y tiennent. Le Kosovo, ce sont des histoires, des légendes, ça fait partie de l'inconscient national. Mais, politiquement, les gens comprennent que la réalité n'est pas propice à l'idée de garder le Kosovo. » Il poursuit : « La force d'intervention armée est une solution humiliante pour le pays. En fin de compte, c'est une sécession du Kosovo qui se prépare, c'est évident. » Il affirme aussi que « les gens n'ont pas dit en face qu'ils accepteraient la perte du Kosovo ». Les déclarations à l'emporte-pièce, va-t-on dire, faites par certains habitants tiennent, selon lui, de la bravade. « Les gens ont parfois besoin de se livrer à un petit théâtre patriotique. »

La crainte existe aussi, chez les démocrates, de voir l'octroi d'une autonomie au Kosovo attirer les extrémistes serbes actuellement alliés de Slobodan Milosevic. Ces radicaux dénoncent les « intentions criminelles des États-Unis et de l'OTAN », accusent Madeleine Albright de « haine démagogique envers le peuple serbe » et proclament que « défendre le Kosovo par tous les moyens est une lutte morale pour tous les patriotes ».

Natalie Nougayrède

Les des négociations ricole commune

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

de la négociation

En Irak, l'opposition chiite assure que des troubles sanglants se poursuivent

Les autorités démentent des informations « inventées et fausses »

Pour le troisième jour consécutif, l'opposition chiite irakienne à l'étranger a fait état d'émeutes dans le pays, en protestation contre

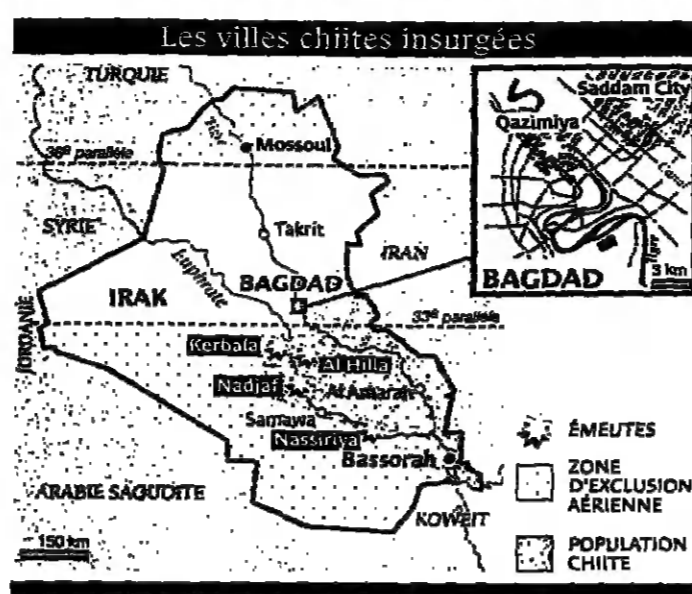
l'assassinat, imputé au régime, d'un haut dignitaire religieux. De leur côté, les autorités opposent un vif démenti aux informations faisant

état de dizaines de morts. La confusion règne alors que les raids aériens américains et britanniques se poursuivent au sud et au nord.

LA SITUATION est restée confuse en Irak, lundi 22 février, trois jours après l'assassinat d'un haut dignitaire religieux chiite, l'ayatollah Mohamad Sadek El Sadr. Celui-ci a suscité, selon l'opposition, des émeutes sanglantes dans tout le pays contre le régime de Saddam Hussein, jugé responsable de sa mort. Les autorités irakiennes assurent que le calme règne, mais plusieurs partis chiites irakiens à l'étranger ont affirmé au contraire que les troubles se poursuivent.

Alors que le journal *Babel*, dirigé par Oudai Hussein, le fils du président, assurait lundi que Saddam Hussein avait déposé un émissaire dans la ville chiite de Najaf pour présenter ses condoléances à la famille de la victime, le directeur de l'agence de presse officielle irakienne INA, Oudai El Tai, a démenti « les allégations de certains médias et de certaines parties hostiles à l'Irak » (à propos des troubles), lesquelles « sont inventées et fausses ». « Ces parties veulent semer la zizanie pour nuire à l'Irak et entamer la résistance de son peuple », a-t-il ajouté.

PLUSIEURS VILLES CONCERNÉES Dans le même temps, l'opposition irakienne à l'étranger a confirmé les émeutes sanglantes survenues samedi et dimanche que plusieurs villes irakiennes



étaient encore en proie aux troubles. Un porte-parole du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak a ainsi affirmé que la ville de Nassiriyah, située à 300 kilomètres au sud-est de Bagdad, n'était plus contrôlée par les forces gouvernementales. Cette information n'a pu être confirmée de sources indépendantes.

« La situation s'oriente vers une explosion », a assuré l'ayatollah Mohammad Hakim, chef du

Conseil suprême. Un autre mouvement d'opposition chiite, le parti El Daawa, a fait état pour sa part de violents heurts à Saddam City, au nord de Bagdad. « Les manifestants ont attaqué les bureaux du parti Baas au pouvoir et ont fait un grand nombre de tués parmi les partisans du régime », a affirmé El Daawa dans un communiqué publié à Damas.

Plusieurs quartiers à majorité chiite de Bagdad seraient assiégés

par les « Fedayine de Saddam », un corps paramilitaire, « pour empêcher les affrontements de s'étendre jusqu'au centre de la capitale ».

Ces émeutes n'ont suscité aucune réaction à l'étranger. Seul le président du Parlement libanais, Nabih Berri, a annulé lundi une rencontre avec le ministre irakien des Affaires étrangères, Mohammed Said El Sahaf. Un proche de M. Berri a expliqué que ce dernier « ne peut rencontrer Sahaf alors que du sang chiite est versé en Irak et que des allégations font état d'une implication des autorités irakiennes ».

RAIDS AÉRIENS

En revanche, les raids aériens menés par les États-Unis en coopération avec la Grande-Bretagne dans les deux zones d'exclusion aérienne situées au sud et au nord du pays se sont poursuivis. Les F-15 américains et les Tornado britanniques ont bombardé deux sites de communications et deux dépôts d'armements dans la région de Bassorah (sud-est), « en réponse à l'entrée de deux appareils Mig 23 irakiens dans la zone d'exclusion aérienne ». Des sites d'artillerie anti-aérienne et des sites radar dans la région de Mossoul (au nord) ont également été touchés. L'agence officielle irakienne INA a affirmé qu'un irakien avait été tué et plusieurs autres blessés. (AFP Reuters.)

La répression des populations civiles, un drame jamais évoqué

LES ATTENTATS qui ont visé quatre hauts responsables religieux chiites en l'espace de dix mois en Irak (Le Monde du 23 février) posent avec acuité un problème jamais résolu depuis que l'armée de Bagdad a été chassée du Koweït, en février 1991 : comment protéger les populations civiles, singulièrement chiites, principales victimes de la répression du pouvoir ?

Le rapporteur des Nations unies pour les droits de l'homme en Irak, M. Van der Stoep, a constamment dénoncé les exactions du régime. En juillet 1998, il a clairement mis en garde contre le harcèlement systématique par les autorités des membres de la hiérarchie religieuse chiite. Les communautés chiites irakiennes, libanaises et iraniennes n'ont cessé d'accuser le régime de Bagdad, mais les capitales occidentales, singulièrement Washington, sont demeurées quasi indifférentes à cet aspect du problème irakien.

Ajoutons que le département d'État est généralement d'une grande promptitude pour imputer tout ce qui se passe en Irak au régime de Saddam Hussein, les meurtres des chefs religieux chiites l'ont laissé pratiquement de marbre. Les États-Unis, qui sont les vrais maîtres du jeu en Irak, se comportent comme si les irakiens étaient condamnés à prendre leur mal en patience, jusqu'au renver-

sement - très hypothétique - de M. Hussein.

Pour obtenir sa chute, ils ont proposé de soutenir financièrement sept formations de l'opposition (97 millions de dollars, soit 88,2 millions d'euros, sont prévus à cette fin, en vertu de l'Irak Liberation Act) et ils ont nommé en janvier un représentant spécial « pour la transition en Irak », le diplomate Franck Ricciardone. Une seule des grandes formations chiites fait partie des sept partis sélectionnés : le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, de l'ayatollah Mohamad Baqer El Hakim.

« AIDER LE PEUPLE »

Dans un entretien au Monde (du 13 février), ce dernier a décliné l'offre, et mis les points sur les « i ». C'est, a-t-il dit, une façon erronée de poser le problème, parce qu'il n'est tenu aucun compte du peuple irakien, « principal vecteur du changement ». Une somme de 97 millions de dollars n'a jamais permis de renverser un gouvernement, et c'est le peuple qu'il faut aider, en arrêtant « la répression du régime, de la même manière que la communauté internationale exige des Serbes de ne pas se livrer à toutes sortes d'exactions au Kosovo par exemple ».

Le fond du problème est là. Il a été posé par la résolution 688 adoptée en avril 1991 par le Conseil de sécurité des Nations unies. La-

dite résolution « condamne la répression des populations civiles (...) edge (...) que l'Irak mette fin sans délai à cette répression » et confie au secrétaire général des Nations unies la tâche de suivre cette affaire. Protéger les populations civiles sans empiéter sur la souveraineté des États est certes chose difficile, mais il fallait faire preuve d'une grande naïveté pour croire que Bagdad prendrait l'initiative de mettre fin à ses pratiques.

La résolution 688 - d'inspiration française, et qui a été adoptée au nom de ce qui a alors été appelé « le devoir d'ingérence humanitaire » - ne s'est d'ailleurs traduite que par le déploiement pendant un an (1992-1993), de 300 « observateurs humanitaires », dont le mandat n'a jamais été renouvelé à cause du refus de l'Irak. Une intervention quelque peu abusive de cette résolution a néanmoins permis aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à la France d'imposer à Bagdad deux zones d'exclusion aérienne, au nord du 36° parallèle et au sud du 32° - du 33° depuis septembre 1996. Ces deux zones empêchent certes l'aviation irakienne de sévir contre les civils, mais elles ne limitent pas ses mouvements au sol. Dans le nord, la troupe a pris elle-même l'initiative de se retirer, parce qu'elle était en terrain escarpé, mais ses adversaires, les *pehmergas* (combattants) kurdes, connaissent tous les coins et re-

coins. Ce n'est pas le cas dans le plat pays du Sud.

Bagdad s'est lavé les mains de toute responsabilité dans les meurtres des chefs religieux. Cependant, la fréquence des crimes, dans une région - le Sud - très sévèrement gardée par l'armée et les forces spéciales, le prestige dont jouissaient les victimes auprès des populations chiites, le harcèlement auquel elles ont toutes été soumises par le gouvernement avant leur assassinat et les enterrements à la va-vite, sans autopsie ni cérémonie funéraire, qui ont été imposés par les autorités laissent peu de doute sur l'implication de ces dernières. D'autres assassinats du même genre avaient déjà eu lieu dans le passé.

TERNIR L'IMAGE DES RELIGIEUX

Après les meurtres des ayatollahs Mohamad El Bouroujerdi, en avril 1998, et Mirza Ali El Gharawi, en juin de la même année, les autorités avaient affirmé avoir arrêté des coupables. Huit hommes - dont cinq étudiants en religion - rappelés un irakien fin connaisseur de son pays, mais qui souhaite garder l'anonymat, ont été présentés à la télévision comme étant les assassins. La valeur de tels « aveux » dans un pays comme l'Irak est égale à zéro, et ils semblaient avoir pour seul et unique objectif de ternir l'image des hommes de religion, en les présentant comme des voleurs.

Lorsque, en janvier, l'ayatollah Bachir Hussein El Pakistani a été la cible d'un attentat manqué, le meurtrier a été tué par la grenade à main qu'il tenait. C'était l'occasion pour les autorités, ajoute-t-il, de prouver qu'elles n'étaient pour rien dans cette affaire. Elles n'en ont rien fait. Le corps du coupable a été emporté sans que soit jamais révélée son identité.

Quant au choix du moment du meurtre de l'ayatollah Mohamad Sadek El Sadr - vendredi 19 février -, il n'est sans doute pas fortuit, estime ce spécialiste. « C'est, dit-il, un message adressé aux populations et qui tient à peu près en ceci : Américains et Britanniques affirment vouloir vous aider à vous débarrasser du régime. N'en croyez rien. La preuve : je tue vos chefs et ils ne cillent pas. » Et il ajoute : « L'Irak est peut-être le pays où le plus grand nombre de chefs religieux ont été tués et où la question des violations des droits de l'homme est au moins aussi importante que celle des armes. Personne n'en parle. »

Moussa Naïm

Trois soldats israéliens tués au Liban sud

LA SITUATION s'est sensiblement dégradée, lundi soir 22 février, au Liban sud, où l'aviation israélienne a mené plusieurs raids contre des positions du Hezbollah libanais, après que trois soldats de l'État hébreu ont été tués et quatre autres blessés, d'après les sources libanaises, dans une embuscade tendue par le Hezbollah, à proximité de la « zone de sécurité » que Tsahal occupe au Liban sud.

D'après les services de sécurité libanais, les militaires tués - dont un officier - faisaient partie d'une unité de parachutistes. Ce sont les premiers soldats israéliens tués au Liban sud depuis le début de l'année. Neuf militaires ont été blessés pendant cette période. En 1998, 24 soldats ont été tués et 109 autres blessés, selon un décompte établi par l'AFP.

L'aviation israélienne est revenue à la charge mardi matin, cependant que le Hezbollah affirmait avoir saisi des armes et du matériel lais-

sés par l'unité israélienne qui s'était infiltrée au nord de la zone occupée. Après de la Résistance islamique, branche armée du Hezbollah, on indique que les combattants intégrés avaient tendu une embuscade à une patrouille israélienne qui circulait à pied. « Des combats rapprochés, à l'arme automatique et à la roquette anti-char, les ont opposés aux militaires israéliens », a indiqué cette formation.

DUEL D'ARTILLERIE

Les combats ont été immédiatement suivis d'un duel d'artillerie au cours duquel plus de 150 obus ont été tirés à partir de la zone occupée, sur les vallons du sud de la Bekaa, alors que le Hezbollah bombardait au mortier certaines positions israéliennes. Dans le même temps, des hélicoptères israéliens ratissaient le secteur des affrontements à la mitrailleuse Jourde.

Le comité de surveillance du cessez-le-feu au Liban sud a examiné

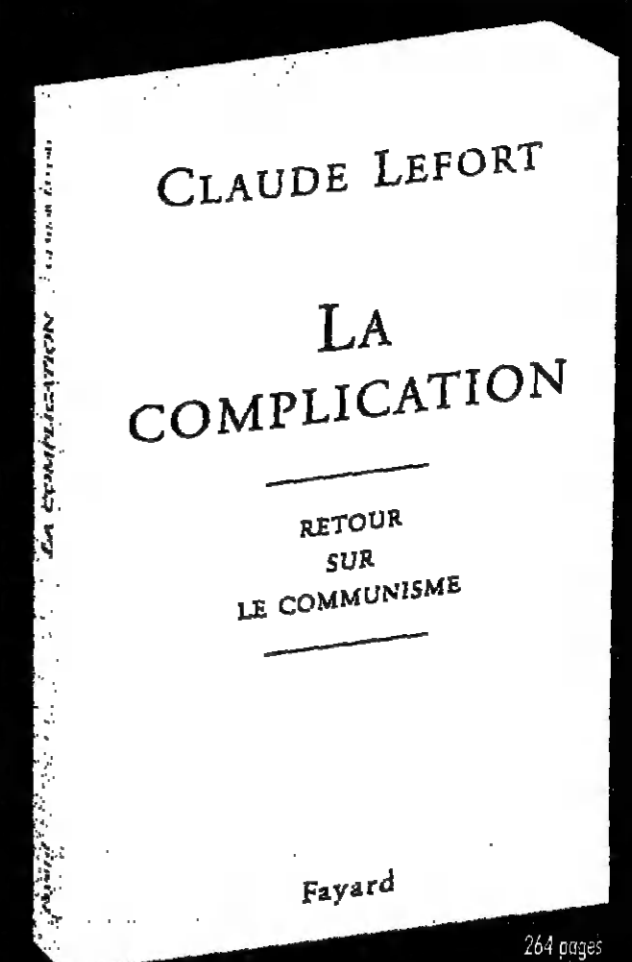
lundi trois plaintes libanaises - dont l'une concerne l'incorporation du village d'Arnouh à la zone occupée par Israël -, et une plainte de l'État hébreu. Beyrouth avait saisi jeudi le comité après l'incorporation, le même jour, de la localité d'Arnouh dans la bande de 850 km² que l'État hébreu occupe au Liban sud. Le Premier ministre Salim Hoss avait simultanément adressé un message au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, lui demandant d'informer le Conseil de sécurité de l'ONU de cette mesure portant « atteinte à l'intégrité territoriale du Liban ».

Ledit comité, chargé de superviser l'application des arrangements d'avril 1996 en vertu desquels les belligérants au Liban sud se sont engagés à épargner les civils des deux côtés de la frontière libano-israélienne et à ne pas mener d'attaques à partir de zones habitées, se borne en fait à distribuer des blâmes. (AFP.)

Claude Lefort

Une réflexion sur le totalitarisme qui trouve le moyen de renouveler un sujet que l'on croyait épuisé.

Alain-Gérard Slama, Le Figaro



Claude Lefort met l'accent sur la dimension sociale du phénomène [totalitaire], sa dynamique propre en lien paradoxal avec le modèle de la Révolution française, et la tradition du despotisme russe. Par là il pense que le communisme « complique » notre rapport à l'Histoire.

Michel Crépu, L'Express

Le titre... relève le défi des simplifications ordinaires... Cette approche permet une discussion sérieuse et prêter l'effort de compréhension à la simple dénonciation... Au delà d'un fructueux dialogue avec les thèses de Tocqueville ou d'Hannah Arendt, Lefort soulève enfin la question, cruciale pour l'époque, du jugement historique et de la sagesse historienne.

Daniel Bensaid, Le Monde

FAYARD

it 3
15

il faut
uines
27 fé-
e mor-
e dé-
le au
en tête
de en
Après
de dé-
i à his-
Marc
ure es-
de ré-
nagée.
ille Au-
Soldini
bateau
re. Il est
tipe, à
urs.

page 22

TTA

moi, plutôt
r dessus, il ne
ne décrit ain-
d'Alt France
ric-fils de co-
la SFIO, ne-
de Force ou-
sive a conquis
trait d'un pa-
ne qui confie.
«ré» ruminant.

Live page 13
monition... 18
sou de bord... 19
marché... 21
écologie... 25
... 25
une... 26
de culture... 26
la télévision... 28

PROTECTION SOCIALE Le commissaire au Plan Jean-Michel Charpin tient une ultime réunion, jeudi 25 février, avec les partenaires sociaux, sur l'avenir du système des

retraites. Début avril, il fera connaître ses recommandations en vue d'une réforme. **LE DÉBAT** sur les retraites entre donc dans une phase décisive. Pour en cerner les en-

jeux, *Le Monde* a interrogé les dirigeants de l'UDF, du PS, du PCF, de DL et du RPR. Chacun défend des solutions qui lui sont propres, tels François Hollande, qui recommande un

système de retraite progressive, ou MM. Séguin et Bayrou, qui suggèrent une modulation des durées de cotisation. Mais tous convergent pour dire qu'il faut agir avec prudence. **AUX**

ÉTATS-UNIS, le président Clinton prépare une réforme qui vise à affecter aux retraites, au cours des quinze prochaines années, 62 % des excédents budgétaires à venir.

Les partis politiques dévoilent leurs propositions sur les retraites

Alors que le commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, achève sa mission sur les retraites, *« Le Monde »* a interrogé les dirigeants de l'UDF, du PS, du PCF, de DL et du RPR sur les réformes qu'ils préconisent. Dans leurs réponses prédomine une relative prudence

LE DÉBAT sur l'avenir des retraites entre dans une phase décisive. Après une ultime réunion, jeudi 25 février, avec les partenaires sociaux, pour arrêter avec eux le « diagnostic partagé » qui lui a été demandé sur la situation actuelle des dix-neuf principaux régimes de retraite par répartition (salariés du privé, fonctionnaires, agriculteurs, indépendants, etc.), le commissaire au Plan Jean-Michel Charpin remettra au premier ministre, début avril, ses suggestions de réforme. Lionel Jospin a annoncé que la remise du rapport Charpin serait suivie, au cours du deuxième trimestre, d'une large concertation, dont on ignore la forme. Il a assuré que les « pre-

mières décisions » seraient prises avant la fin de l'année.

Pour fixer les enjeux de ce débat, *Le Monde* a interrogé les dirigeants des cinq principales formations politiques – François Bayrou, président de l'UDF, François Hollande, premier secrétaire du PS, Robert Hue, secrétaire national du PCF, Alain Madelin, président de Démocratie libérale et Philippe Séguin, président du RPR – sur quelques points décisifs de ce dossier.

Les documents publiés depuis novembre 1998 par le Plan donnent un aperçu du problème. Le Commissariat estime qu'il y aura sept retraités pour dix actifs en 2040 et que les dépenses de re-

traite seront, à cette date, trois fois plus importantes qu'aujourd'hui, alors que la masse salariale sur laquelle sont prélevées les cotisations ne fera que doubler. Il juge que le recul progressif de l'âge de la retraite est le « paramètre d'ajustement essentiel » des régimes de retraite.

Aucun des leaders politiques interrogés ne conteste que le choc démographique de 2005-2010 va entraîner des problèmes de financement. Si plusieurs d'entre eux critiquent certains points des travaux du Plan – tel M. Hue, qui met en garde contre les lectures « catastrophistes » des simulations officielles –, un constat fait consensus : des mesures urgentes

sont nécessaires. Lesquelles ? C'est une des surprises qu'apportent ces réponses parallèles. Si l'opposition profite de la circonstance pour brocarder l'attentisme du gouvernement, elle prend, cependant, bien soin, sur un sujet aussi sensible, de mesurer ses critiques. Premier indice de cette prudence, M. Séguin, M. Madelin et M. Bayrou ne remettent pas en cause le principe du fonds de garantie voulu par le gouvernement. Tout juste relèvent-ils que les sommes qui y ont été versées sont « dérisoires ».

Deuxième indice, même le libéral M. Madelin affirme, dans le cas des régimes spéciaux, qu'il faudra « avoir le courage de certaines re-

mises en cause », mais qu'il faudra « procéder avec discernement et prudence ».

La lecture de ces contributions invite donc à se méfier de toute caricature. Penserait-on que la gauche défend le système par répartition et que la droite entend promouvoir la capitalisation ? M. Séguin rectifie cette caricature puisque, s'il défend la nécessité de créer des fonds de pension, c'est moins pour faire l'apologie du système anglo-saxon que pour réhabiliter le thème gaulliste de la participation. De l'autre côté, M. Hollande confirme les évolutions du PS : il se dit ouvert à des « formules d'épargne salariale », même « dotées de certains avan-

tages fiscaux ». Derrière la pudeur des mots, on devine le changement de doctrine : du « non », le PS est passé au « oui, mais... ».

Si les cinq dirigeants convergent sur certains points, chacun n'en livre pas moins sa préférence pour sauver les régimes des retraites, qu'il s'agisse du système de « retraite progressive » défendu par M. Hollande, de la « relance de l'emploi » demandée par M. Hue, des mesures combinées recommandées par M. Madelin ou de la modulation de la « durée des cotisations » suggérée par MM. Séguin et Bayrou.

Jean-Michel Bezat
et Laurent Mauduit

1. Les projections du Commissariat général du Plan

« Que pensez-vous des projections établies par le Commissariat général du Plan ? »

François Bayrou – Quel temps perdu ! Le diagnostic est établi depuis les travaux du Plan en 1989, repris dans le Livre blanc de Michel Rocard en 1991, puis par la commission Briet en 1995. Le gouvernement actuel avait cinq ans devant lui pour agir, il en a déjà perdu deux. Toujours reporter à plus tard, dire « nous avons six ou sept ans devant nous avant que la dégradation ne fasse plus forte », ce n'est ni courageux ni responsable.

« Sur le fond, nous ne connaissons aujourd'hui du rapport Charpin que son constat et ses projections. Même en partant de l'hypothèse euphorique de 6 % de chômage en 2005 (au rythme actuel, qui y croit ?), les dépenses des régimes tripleraient alors que la masse salariale qui assure les rentrées de cotisations serait seulement doublée. On nous dit même qu'en 2040 la France comptera sept retraités pour dix actifs, contre quatre pour dix actuellement. C'est non seulement le financement des régimes qui est en cause, mais également la situation individuelle des retraités : le montant de la retraite rapporté au dernier salaire d'activité pourrait passer de 70 % actuellement à 50 % en 2040, sans éviter pour autant une hausse des cotisations. »

François Hollande – La mission confiée à Jean-Michel Charpin doit aboutir aux estimations et aux projections les plus justes sur l'avenir de notre système de retraite et l'ampleur du « choc financier » prévu à partir de 2005-2010. Cette démarche a été engagée en concertation avec les partenaires sociaux, afin que chacun partage le dia-

gnostic. Ses conclusions serviront de base aux discussions sur l'avenir des retraites et les mesures à prendre dans les années à venir. Elles ne seront pas les seules références à prendre en compte.

« Si un état des lieux était nécessaire, il faut, bien sûr, se méfier des projections macro-économiques à long terme, qui, par définition, sont aléatoires. La variable-clé reste le taux de chômage, qui peut descendre, sur la période 2005-2040, en dessous du taux de 9 % retenu par le Commissariat du Plan. C'est en effet le niveau de l'emploi dans l'économie, conjugué avec l'évolution de la masse salariale, qui sera déterminant, compte tenu de l'assiette des cotisations sociales. L'enrichissement du contenu en emplois de la croissance comme la dynamique de l'activité induiront largement les résultats affichés, de même qu'une baisse plus rapide du taux de chômage pourra dégrader des marges financières supplémentaires susceptibles d'être affectées aux régimes de retraite. Je me méfie donc des scénarios-catastrophe, surtout à l'horizon 2040 ! C'est le rôle du politique que de les éviter. Mais c'est aussi son devoir de prendre dès aujourd'hui les décisions nécessaires pour les deux prochaines décennies. »

Robert Hue – Il est nécessaire, bien sûr, d'envisager les années à venir, de s'y préparer avec sérieux et rigueur. Les travaux du Commissariat me semblent appuyés sur une vision un peu plus figée de l'avenir – le taux de chômage est fixé à 9 %, jusqu'en 2040. Je pense qu'il faut travailler sur des hypothèses plus diversifiées et contradictoires. N'utilisons donc pas le travail statistique de cette mission

pour étayer a priori des scénarios-catastrophe parfaitement aléatoires. En effet, d'autres experts qui essaient d'anticiper les évolutions démographiques et d'apprécier leurs conséquences ne font pas la même lecture « catastrophiste » de l'avenir que le Commissariat général du Plan.

« N'utilisons pas ce travail statistique pour étayer a priori des scénarios-catastrophe parfaitement aléatoires »

Robert Hue

« Je trouve que ces projections devraient plutôt tenir lieu d'alerte pour tout gouvernement de gauche et poser avec force la question d'une politique plus efficace en termes de croissance et d'emploi. Par exemple, on sait qu'une croissance annuelle de 0,5 % permettrait de faire face à l'augmentation du nombre des retraités, ou bien encore qu'une croissance annuelle de 2 % correspond à un doublement du produit intérieur brut en trente-cinq ans. La question est de savoir comment utiliser ces ressources considérables et pour quel choix de société. »

Alain Madelin – Pendant trop longtemps, on a pratiqué la politique de l'autruche, refusé de re-

garder les réalités de nos régimes de retraites en face. Les projections du Commissariat général du Plan ne m'apprennent rien de fondamental. Elles ne font que confirmer ce que, pour ma part, je dis depuis des années. Depuis plus de vingt ans, un nombre considérable de rapports et de Livres blancs ont dressé un diagnostic clair et précis sur l'avenir de nos systèmes de retraite. Le problème n'est pas de commenter les rapports, mais d'en tirer les conséquences.

Philippe Séguin – On peut s'étonner que les deux scénarios macro-économiques retenus par le Plan soient ceux d'une diminution du taux de chômage à 9 % ou bien à 6 % de la population active à l'horizon 2005. Par prudence, un scénario de stabilité du chômage à 12 %, soit son niveau moyen des dernières années, aurait pu faire l'objet d'un chiffrage complémentaire. Les conclusions du travail réalisé par le Commissariat du Plan font ressortir trois éléments principaux : « - les besoins de financement à moyen et long terme sont colossaux : dans le cadre de l'hypothèse d'une réduction du chômage à 9 % au cours des prochaines années, le déficit cumulé des différents régimes de retraites culminerait à 1 000 milliards de francs en 2040, soit les deux tiers du budget de l'Etat ;

« - une très forte inégalité est perceptible entre les différents régimes de retraite ;

« - un inflexionnement favorable des dynamiques démographique et économique serait à lui seul insuffisant pour résoudre les difficultés encourues par le système des retraites ; des réformes structurelles s'avèrent donc indispensables. »

visionner les déficits futurs, cette démarche n'a un sens que si elle correspond à des économies. Or nous sommes très loin d'une telle situation. En conséquence, l'alimentation de ce fonds de réserve ne correspond pour l'instant qu'à une surcotisation déguisée. « C'est d'ailleurs tout le problème du financement futur de ce fonds : soit il est possible de dégager des ressources exceptionnelles, par exemple au moyen d'un vaste programme de privatisations. Dans ce cas, il serait intéressant que Lionel Jospin fasse part d'une telle intention, notamment par courtoisie à l'égard de ses alliés communistes... Soit le recours à ce type de recettes n'est pas envisagé et, dans ce cas, tout abondement de ce fonds ne correspondra qu'à des surcotisations, les Français en supportant directement la charge financière. »

Il y a donc un besoin de transparence financière. Nous constatons qu'une fois de plus le gouvernement a préféré retarder l'échéance en prenant une demi-mesure dont on sait qu'elle sera inefficace. »

3. Les pistes de réforme

« Parmi les différentes pistes de réformes possibles – modification des règles concernant l'âge du départ à la retraite, modification des règles de calcul des pensions, augmentation de la cotisation, etc. –, laquelle privilégiez-vous ? »

François Bayrou – Ne perdons pas de vue que l'action la plus dynamique pour défendre les retraites, celle dont on ne parle jamais, c'est l'augmentation du nombre des actifs. Pour ce qui est des principes, nous voulons défendre le système de retraites par répartition et le compléter par un système très incitatif d'épargne-retraite. Si l'on veut défendre le lien social, le sentiment de solidarité, il est juste que les actifs assument une part essentielle du destin des retraités. Il est tout aussi normal que la nation, connaissant les contraintes de notre démographie, incite les actifs à préparer eux-mêmes le complément de leur retraite future.

« Nous ne pouvons envisager ni le relèvement des cotisations – les prélèvements obligatoires étant déjà trop lourds en France – ni la baisse des taux de retraite par rapport au dernier salaire perçu. Il conviendra donc de travailler autour de la durée des cotisations nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein, de la moduler en fonction de la nature des tâches, de leur pénibilité au cours de la vie professionnelle. Cela permet de profiter d'un système beaucoup plus juste que la retraite française actuelle, marquée par une cessation d'activité uniforme légalement fixée théoriquement à soixante ans. Il s'agit pour nous d'introduire de la souplesse par l'adaptation des modes de calcul aux réalités qui ont entouré l'exercice de la vie active des salariés. Cette réforme aurait dû se dessiner dès 1983. Mais, poussé par le seul souci d'un effet d'affichage idéologique, le gouvernement socialiste de l'époque a créé la retraite à soixante ans. »

François Hollande – Il faudra privilégier une solution plurielle. Notre objectif doit être de préserver les retraites des générations à venir, ce qui passe par le maintien du système par répartition. Trois principes pourraient nous guider : l'ajustement des retraites se fera sur plusieurs décennies, et il s'agira d'un processus continu ; ensuite, les efforts devront être partagés équitablement entre actifs et retraités, entre catégories sociales, entre générations ; enfin, nous devons favoriser une certaine souplesse, diverses solutions pouvant être proposées au choix des intéressés. Pourquoi ne pas envisager des formules de « retraite progressive », permettant de cumuler pendant une certaine période une fraction de pension avec les revenus d'une activité à temps réduit ?

Robert Hue – Les politiques de l'emploi qui se sont succédées ces deux dernières décennies ont eu quasiment pour unique objectif l'allègement des cotisations et des contributions sociales des entreprises. Le résultat est là : moins de

social – Edouard Balladur a fait passer de 37,5 à 40 annuités la période de cotisations, et de 10 à 25 les meilleures années pour le calcul des retraites – et davantage de chômage et de précarité. Ce dont la France a besoin, c'est d'une relance de l'emploi par des mesures structurelles fortes. Il faut, par exemple, un engagement gouvernemental plus résolu afin que la loi sur les 35 heures donne des résultats sensiblement plus significatifs en termes de créations d'emploi. En ce qui concerne la réforme des cotisations sociales patronales, une modulation nouvelle de cette cotisation peut être envisagée, qui jouerait non pas comme une incitation à la baisse du coût du travail salarial, mais comme un moyen de stimuler les efforts de créations d'emplois stables et correctement rémunérés.

« Des formules de retraite progressive permettant de cumuler pension et activité à temps réduit »

François Hollande

Alain Madelin – Il n'y a pas de potion magique ni de remède unique pour sauver nos retraites. Il faudra nécessairement combiner l'allongement des durées de cotisation, la modification des règles de calcul des pensions, la création d'un marché du travail pour les travailleurs plus âgés qui sont aujourd'hui mis à la retraite du jour au lendemain à 60 ans, voire 55 ou 50 ans, et se trouvent brutalement exclus de toute activité professionnelle sans l'avoir souhaité, pour certains. Il faut aussi, évidemment, se donner les moyens d'augmenter la population active, notamment au travers d'une croissance plus forte. En ce qui concerne les solutions à plus long terme, il faut mettre en œuvre dès maintenant des fonds de pension et des systèmes de retraites complémentaires.

Philippe Séguin – Dans les années à venir, il serait peu raisonnable de laisser inchangée l'une ou l'autre des composantes du mode de calcul des retraites par répartition : ce serait faire supporter injustement tous les efforts sur une partie de la population en se privant, par ailleurs, de toutes les marges de manœuvre possibles. Mais il est certain que la durée de cotisation – et donc, nécessairement, l'âge de départ en retraite – doit être une variable d'ajustement envisagée. C'est celle qui semble la plus juste et la plus cohérente, car elle correspond à une évolution démographique – l'allongement de l'espérance de vie – elle-même à l'origine de la fragilité financière de la répartition. »

2. L'instauration d'un fonds de réserve

« La loi de financement de la Sécurité sociale pour 1999 a instauré un fonds de garantie des retraites, dans lequel 2 milliards de francs ont été versés. Approuvez-vous cette décision ? »

François Bayrou – Deux milliards de francs, c'est une plaisanterie. C'est plusieurs dizaines de fois moins que ce qu'il faudrait. Ou bien ce fonds reste à la hauteur de quelques milliards, et il sera un sujet de dérision dans quelques années, ou bien il est alimenté de ressources conséquentes, ce n'est pas la question. Mais encore une fois, ce sont des ressources capitalisées entre les mains de l'Etat : il s'agit là d'un véritable risque, car les impôts d'un budget toujours impécunieux passeront sans doute avant l'objectif de financement des retraites.

François Hollande – Ce fonds de réserve avait été proposé par Pierre Bérégovoy dès 1992 : comment voudriez-vous que nous ne l'approuvions pas aujourd'hui ? Bien sûr, la dotation actuelle demeure insuffisante. Bientôt, la réforme des caisses d'épargne portera la somme à 20 milliards. Si

d'autres ouvertures de capital d'entreprises publiques sont décidées, elles viendront abonder le fonds. La majorité précédente aurait été bien inspirée d'y affecter les recettes des privatisations qu'elle a gaspillées en dépenses de fonctionnement. On peut également imaginer l'affectation de ressources fiscales ou parafiscales fondées sur le principe de solidarité.

« Encore une fois, ce seront des ressources capitalisées entre les mains de l'Etat »

François Bayrou

Robert Hue – L'idée n'est pas à rejeter. Mais il doit s'agir de garantir le système par répartition, et non pas de créer un fonds de capitalisation déguisé. Je propose qu'il contribue à garantir l'essor de la

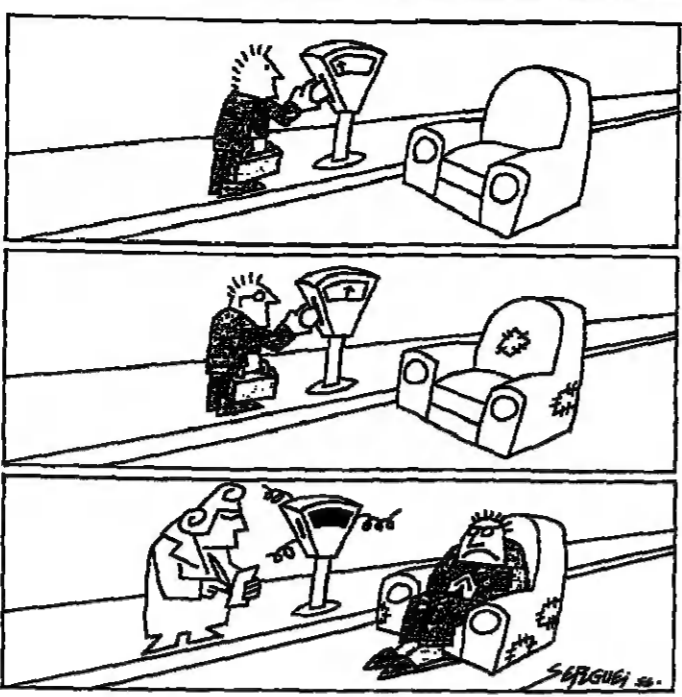
base cotisante du système par répartition, en favorisant le développement de l'emploi et des qualifications. Une cotisation additionnelle sur les produits financiers des entreprises et des institutions financières peut être instituée, et affectée à ce fonds.

Alain Madelin – En 1992, j'avais approuvé la proposition de Pierre Bérégovoy de créer un fonds de « lissage » des retraites alimenté par les recettes des privatisations. Je reste favorable à cette idée, mais le fonds créé par le gouvernement Jospin et la modeste des sommes qui y ont été affectées ne sont pas à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi j'ai proposé que l'on engage sur plusieurs années la privatisation de grandes entreprises, à commencer par EDF, dont une part importante des recettes de privatisation pourrait être affectée à ce fonds.

Philippe Séguin – En regard des projections du Plan, la constitution de ce fonds doté de 2 milliards de francs a quelque chose de dérisoire, si ce n'est d'indécent. Si on ne peut qu'approuver la constitution de réserves destinées à appro-

Les mesures proposées...
...sur les retraites

3. Les pistes de...



« Faut-il aller vers des fonds de pension et à quelles conditions ? »
François Bayrou. - Le projet de l'UDF pour l'Europe propose la constitution de fonds de pension européens. La nécessité du maintien du pouvoir d'achat des retraités appelle une réponse volontariste : la création, au-delà des deux niveaux de retraite obligatoires (de base et complémentaire), d'un troisième niveau facultatif constitué sous la forme d'un supplément de retraite par capitalisation. La création de plans de prévoyance-retraite pourrait résulter d'un accord collectif de branche et d'entreprise. A défaut d'accord, les salariés concernés pourraient adhérer directement à un fonds.

exonérés des cotisations d'assurance-vieillesse. Ces fonds formeront, en même temps, une arme économique majeure au service de nos entreprises européennes. Contrôlés par les partenaires sociaux, les fonds devraient investir les sommes recueillies à hauteur de 60 % au moins dans des produits financiers ou des actions de sociétés de l'Union européenne. C'est la seule manière de protéger notre espace européen contre des prises de contrôle extérieures à seule visée financière.

Robert Hue. - L'instauration des fonds de pension menacerait dangereusement notre système de retraite, fondé sur la solidarité entre générations d'une part, entre actifs et retraités d'autre part. L'épargne des salariés ne devrait, en aucun cas, être captive des marchés financiers. Cette question touche à la conception même de la société, au choix de l'être humain ou de l'argent. Elle n'est donc pas l'affaire seulement de ceux qui ont cessé leur activité professionnelle. Toutes les générations sont solidaires. Et les décisions ne devraient être prises qu'après un très vaste débat associant toutes les parties concernées.

Philippe Séguin. - Les projections du Plan confirment qu'il y a une nécessité, pour sauver les régimes par répartition, à encourager la constitution d'une épargne-retraite complémentaire. Qu'il soit permis, à cette occasion, de rappeler l'importante contribution des gaulistes à ce grand enjeu de société, au moyen de la participation. Cet outil au service des entreprises et des salariés a toute son actualité. Il est même d'une rare modernité, préconisée, en France comme à l'étranger, par les entreprises les plus innovantes. Car la participation permet, non seulement, une juste répartition de la croissance et une plus grande efficacité économique, mais aussi un partage équilibré entre tous les acteurs qui font vivre l'entreprise. C'est ce que de Gaulle appelait l'"association capital-travail".

4. Le cas des régimes spéciaux

« Faut-il envisager des mesures de portée générale ou des mesures adaptées à chaque régime ? Faut-il prendre, en urgence, des mesures pour les régimes les plus menacés (régimes spéciaux, etc.) ? »
François Bayrou. - La réalité est celle d'une extrême diversité des régimes de retraite, qui ira croissante si aucune réforme d'ensemble n'est entreprise. Il en est ainsi du « taux de remplacement », c'est-à-dire du montant de la retraite par rapport au dernier salaire d'activité. L'écart devrait se creuser entre anciens salariés du privé et du public, du fait de l'indexation des pensions du régime général sur les prix, et non plus sur les salaires, depuis 1993. Il en est de même pour la durée de cotisation, qui est 37,5 ans dans le public et de 40 années dans le privé. Le but à atteindre n'est pas l'uniformisation systématique, mais la transparence et la rigueur des critères justifiant chaque fois les modalités qui s'appliquent aux catégories concernées.

Alain Madelin. - Il ne serait pas raisonnable d'envisager une sorte de « grand soir » des régimes de retraite. Je suis partisan de prendre des mesures adaptées à chaque régime, mais cela doit se faire dans un souci d'équité en proportionnant l'effort demandé aux uns et aux autres. En 1993, Edouard Balladur, qui est le seul à avoir engagé une véritable réforme en matière de retraite, a porté la durée minimale de cotisation, pour le régime général, de 37,5 ans à 40 ans, et a modifié le montant des pensions, calculé désormais

sur la base des 25 meilleures années, au lieu de 10 précédemment. Je pense qu'un effort de même importance devrait être demandé aux salariés du secteur public.

« Il faut avoir le courage de certaines remises en cause, même s'il faut procéder avec discernement et prudence »
Alain Madelin

« S'agissant des régimes spéciaux et des avantages particuliers qu'ils comportent, il faut avoir le courage de certaines remises en cause, même s'il faut procéder avec discernement et prudence. En effet, les avantages acquis de ces régimes résultent de conventions et d'engagement contractuels passés. Les salariés qui ont pu en bénéficier ont fait des choix de carrière et des projets de vie en fonction de ces avantages. On ne saurait donc les remettre en question brutalement. D'autant que certains de ces avantages correspondent, par exemple, à l'exécution de travaux pénibles qui méritent que l'on parte plus tôt à la retraite. » Cependant, il est légitime de demander à ces salariés, proportionnellement, les mêmes efforts qu'à tous les autres salariés, tout comme il est possible de renégocier ces avantages. Dans

telle entreprise publique, par exemple, on pourra troquer tel avantage contre une participation au capital de l'entreprise. Enfin, lorsque ces avantages ne sont manifestement pas soutenables pour l'avenir, il est urgent d'en alléger la charge en modifiant les termes des contrats pour les nouveaux entrants dans l'entreprise.

Philippe Séguin. - La solidarité entre les différents régimes de retraite doit être affirmée. Elle sera indispensable à l'avenir, certains régimes spéciaux ne pouvant, en tout état de cause, envisager un équilibre financier dans les prochaines années. Le montant de la dette implicite - c'est-à-dire l'actualisation des droits déjà acquis - de certaines de ces caisses est tel qu'aucune surcotisation ou autre modification du calcul des retraites dans le futur ne serait suffisante à assurer la solvabilité.

« Il faut donc considérer le problème dans son ensemble. La solidarité entre les régimes assurera le lissage dans le temps des difficultés propres à chacun. Cette solidarité entre les régimes doit s'accompagner de leur harmonisation. Il ne serait pas acceptable que certains voient leurs déficits comblés par la contribution des autres régimes et continuent à bénéficier d'avantages parfois exorbitants, qui expliquent pour une grande part la dégradation de leur situation financière. Une rationalisation de l'ensemble des régimes existants est nécessaire, dans le sens d'une plus grande équité. Pour autant, celle-ci ne doit pas être synonyme d'uniformité, car il est certain que la spécificité de certains métiers justifie des traitements particuliers. »

Alain Madelin. - Cela fait plus de vingt ans que le je propose. Mais, après plusieurs décennies d'immobilisme, il faut clairement dire aujourd'hui que les fonds de pension ne constituent pas une solution aux graves déséquilibres que connaissent nos régimes de retraite à l'horizon de 2005. Au milieu des années 80, je me souviens d'avoir proposé que l'on engage un mouvement massif de privatisations et que l'on affecte le capital des entreprises publiques privatisées à l'amorçage de fonds par capitalisation. Il s'agissait de rendre ces entreprises publiques, financées par l'argent des Français, à tous les Français, pour leur permettre de préparer de meilleures retraites. Si l'on avait suivi cette voie, les problèmes soulevés à l'horizon de 2005 ne se poseraient plus aujourd'hui.

Cela étant, les déséquilibres de nos retraites étant appelés à se prolonger pendant plusieurs décennies, il reste nécessaire et urgent, aujourd'hui, de créer à notre tour de tels fonds, comme cela se fait partout en Europe et dans le monde. Je suis partisan de formules les plus souples et les plus libérales. Le travail va profondément se modifier dans les prochaines années, et les droits à la retraite que les salariés pouvaient

« Nous sommes favorables à la constitution de fonds participatifs dotés d'un régime fiscal attractif »
Philippe Séguin

« Alors, oui, nous sommes favorables à la constitution de fonds de pension participatifs auxquels tous les salariés doivent pouvoir souscrire volontairement, et pas seulement pour sauver le système des retraites de notre pays, mais parce que derrière la question des fonds de pension se cache l'enjeu du contrôle de nos entreprises. Pour que ces fonds de pension participatifs aient une chance de se développer, il faut se doter d'un régime fiscal attractif, sous forme, sans doute, d'exonérations diverses, de cotisations sociales et d'impôts. Les partenaires sociaux seront logiquement appelés à jouer un rôle majeur dans la sélection et le contrôle des professionnels chargés de la gestion des fonds.

Pour finir, rappelons qu'il sera nécessaire de définir, lors d'un grand débat national, le cadre légal et réglementaire des fonds de pension : le calcul des pensions et les modalités de leur versement ou des règles de gestion de ces fonds ne peuvent être laissés à l'appréciation des marchés financiers. »

Le gouvernement observe de près l'exemple américain

Washington veut consacrer plus de 2 700 milliards de dollars au financement des pensions

LE MAGOT du XXI^e siècle pourrait bien aller aux retraites : 62 % des excédents budgétaires américains, sur les quinze prochaines années, soit plus de 2 700 milliards de dollars prévus (2 458 milliards d'euros, soit 16 125 milliards de francs), devraient être consacrés au financement des pensions américaines. Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, a présenté son plan « Save social security now », le 19 janvier, lors du traditionnel discours sur l'état de l'Union devant le Congrès.

Pour ce président « baby-boomer », l'objectif est double : sauver le système de retraite par répartition (« pay as you go ») créé aux Etats-Unis en 1935, tout en introduisant une dose de capitalisation supplémentaire, ce que l'administration Clinton appelle la « bipartition way ». Cette manne de 2 700 milliards de dollars viendra alimenter les fonds de réserve existants et un quart de cette somme sera placé sur le marché des actions-obligations. En outre, des incitations fiscales seront créées pour favoriser le développement de nouveaux comptes d'épargne individuelle. A terme, ces placements devraient représenter 4 % des investissements sur les marchés financiers ainsi que la moitié des sommes engagées dans les fonds de pensions très puissants aux Etats-Unis. « C'est à la fois tactique et politique. Bill Clinton met un pied dans l'eau pour mesurer la température », commente un expert français des systèmes de retraite. Aux

Etats-Unis, confrontés comme les autres pays industrialisés au vieillissement de leur population, le débat a été soigneusement préparé. « Ils acceptent de discuter. Leur situation est meilleure que la nôtre », soupire d'envie l'expert français.

Dès 1997, un comité consultatif a balisé le terrain et soumis plusieurs hypothèses de réforme. Puis, l'année suivante, M. Clinton a appelé à un débat national sur le sujet et des conférences ont été organisées sur tout le territoire, avant d'aboutir à un séminaire complet de deux jours, les 8 et 9 décembre 1998, à la Maison Blanche. N'était-elle l'affaire Monica Lewinsky, les retraites auraient largement occupé le devant de la scène.

Qualifiant son projet de « décision historique », M. Clinton n'a pourtant pas surmonté toutes les réticences. Le Congrès, à majorité républicaine, dont dépend en grande partie l'adoption du plan, y est hostile. Les républicains, qui prônent un allègement des impôts à hauteur de 500 milliards de dollars (455,22 milliards d'euros), voient en effet comme une hérésie le fait que l'Etat contrôle un paquet d'investissements sur les marchés financiers. « C'est contraire à la libre entreprise et cela ouvrira la porte à toutes sortes de manœuvres de favoritisme impliquant le gouvernement », s'est insurgé le républicain Bill Archer.

Un point de vue qu'Alan Greenspan n'est pas loin de partager. La réaction du président de la Réserve fédérale américaine a été assez

fraîche, au point de faire naître un début de polémique, à la grande joie des opposants au président. Ainsi, tout en saluant le principe de l'utilisation pour les retraites des excédents budgétaires - « Une chute majeure qui va dans la bonne direction », il s'est inquiété des « risques pour l'efficacité du marché et par conséquent de notre économie » du placement d'une partie des sommes en jeu. « Même en faisant des efforts héroïques, je doute qu'il soit possible à long terme d'isoler ces fonds des pressions politiques, directes ou indirectes », a écrit, le 28 janvier, M. Greenspan, en réponse au Sénat qui l'interrogeait sur le sujet.

« CRISE DÉMOGRAPHIQUE »
Rien à voir pourtant avec les craintes du gouvernement français, qui manipule le dossier avec prudence. Les Etats-Unis bénéficient, il est vrai, d'une longueur d'avance. Fondée par une loi de 1935, la « Social Security », qui recouvre les pensions de retraites et d'invalidité mais pas l'assurance-maladie, a déjà été réformée en 1983. Non seulement, le principe du recel de l'âge de la retraite a été planifié, de soixante-cinq à soixante-sept ans progressivement d'ici 2027 pour pouvoir bénéficier d'un taux plein, mais des fonds de réserve ont aussi été constitués. Les prestations en ont certes souffert (elles sont inférieures aux cotisations) mais le financement est assuré... jusqu'en 2021.

« Au point où ils en sont, on ne

s'en occuperait même pas ! », trône-t-on à Matignon. Cette situation va pourtant évoluer. Aujourd'hui, sur la base de trois scénarios, un optimiste, un intermédiaire et un pessimiste, les experts américains estiment que ces fonds seront épuisés après 2032. A cette date, les cotisations ne couvriront plus que les trois quarts des prestations, au mieux. Au même moment, le nombre des retraités aura doublé, passant de 34,2 millions de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus à 68,4 millions. « La crise démographique menace », lançait, le 27 juillet 1998, M. Clinton, conscient, sondages à l'appui, du refus des Américains de repousser encore l'âge de la retraite à soixante-dix ans.

A Paris, on suit maintenant l'affaire de près, une récente note de l'ambassade de France expliquant que les « républicains sont, dans l'ensemble, favorables à une privatisation partielle tandis que la plupart des démocrates restent attachés au système par répartition », débat qui n'est pas sans rappeler celui qui agite les élus français. Le 26 janvier, le Conseil d'analyse économique, qui dépend de Matignon, a organisé une réunion à l'Assemblée entre parlementaires, partenaires sociaux et experts américains. Le Commissariat général au Plan, chargé d'une mission de concertation en France, s'était joint à la rencontre.

ÉCONOMISEZ 60%* SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !

VOS APPELS À PRIX IRRÉSISTIBLES 24 heures/24 7 jours/7

RENSEIGNEZ-VOUS AU 01 53 53 75 18

One.Tel 100% Télécoms.

*Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif généralement constaté en heures pleines. *Tous les appels vers l'étranger. *Véhicule tenu déposé et vers les téléphones portables. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

UN APERÇU DE NOS TARIFS EXCEPTIONNELS A L'INTERNATIONAL

0,43 \$ CANADA

0,43 \$ JAPON

0,43 \$ AUSTRALIE

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 75 18 devant le numéro de votre correspondant.

RENSEIGNEZ-VOUS AU 01 53 53 75 18

One.Tel 100% Télécoms.

*Pourcentage d'économie calculé par rapport au tarif généralement constaté en heures pleines. *Tous les appels vers l'étranger. *Véhicule tenu déposé et vers les téléphones portables. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

fait unes 27 fé- mo- et dé- e le ait au n tête ide en Après je dé- à his- Marc ire es- de ré- nagée. le Au- Soldini bateau e. Il est rape, à rs.

page 22

Lire page 13

communication 16
au de bord 19
anthologie 21
sociologie 25
je 25
le culturel 28
la télévision 29

Isabelle Mandraud

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

MARINE Dans les ports français, de plus en plus de bateaux étrangers sont bloqués pendant des mois, voire des années, pour cause de vétusté, de difficultés financières en-

trainant leur abandon par les sociétés propriétaires. Les marins en sont les premières victimes : dans l'attente de leurs salaires et d'un hypothétique rapatriement vers leur

pays d'origine, ils survivent grâce au soutien des associations caritatives. **QUATRE NAVIRES** sont actuellement oubliés dans les ports et la France se heurte à la dimension in-

ternationale des procédures et à la lourdeur de son système judiciaire. Le 14 janvier, la CFDT a écrit au premier ministre, Lionel Jospin, pour l'alerter. **LE GOUVERNEMENT** s'ap-

prête, cependant, à débloquer, dans la plus grande discrétion, 500 000 francs (76 220 euros) pour l'équipage du *Kifangondo*, un cargo bloqué au Havre depuis cinq ans.

Dans les ports, des marins prisonniers de leurs navires abandonnés

Quatre bateaux étrangers sont actuellement bloqués en France, pour cause de vétusté ou de difficultés financières. Leurs équipages survivent sans salaire grâce aux associations humanitaires. Le gouvernement tente de trouver une solution à ces situations de détresse

L'*OSCAR-JUPITER*, à Nantes, le *Baltiskiy-22* à Tréguier, le *Kifangondo* au Havre et maintenant le *City-of-London* à Marseille... Les ports français n'en finissent plus d'héberger des bateaux étrangers bloqués pendant des mois, voire des années, pour cause de vétusté ou de difficultés financières. Le phénomène n'est pas récent mais il s'est accentué avec la décomposition des flottes d'Etat, en Afrique et dans les ex-pays communistes. Les pratiques en vigueur dans le milieu maritime - pavillons de complaisance, armateurs insaisissables... - ajoutent à la complexité des problèmes posés par ces navires oubliés. Les premières victimes sont les marins : dans l'attente de leurs salaires et d'un hypothétique rapatriement, ils survivent tant bien que mal, grâce au soutien des associations caritatives.

En juin 1997, le syndicat international des marins (International Transport Workers Federation [ITF]) avait relevé 119 cas d'*« équipages abandonnés »* - soit 744 personnes - à travers le monde, d'Is-

tambul à Bombay, de Karachi à Rotterdam. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer et la France, du fait de sa situation géographique et de sa tradition d'aide humanitaire, figure parmi les principaux points de fixation.

Les motifs d'immobilisation sont variables. Ainsi, arrive-t-il que les autorités françaises, en application des conventions internationales, obligent un armateur à effectuer des réparations sur un bateau jugé dangereux. S'il s'exécute, celui-ci peut repartir ; s'il ne le fait pas, faute de volonté ou de moyens, il ne repart pas. Or la crise est telle, dans certaines régions du monde, que les navires hors d'âge, poussés jusqu'à leur dernier souffle, sont de plus en plus nombreux ; les propriétaires eux-mêmes finissent par s'en désintéresser.

Second cas de figure : les navires font l'objet de saisie, à la demande de tel ou tel créancier. Si les tribunaux français se déclarent compétents - ce qui n'est pas systématique -, de longues batailles juridiques s'engagent, qui peuvent aboutir à la vente aux enchères du

bateau concerné. Souvent, les équipages se retrouvent donc piégés, contraints de patienter s'ils veulent être payés après la vente. Les plus vulnérables sont ceux du tiers-monde et de l'ex-URSS, maintenus à l'écart du marché et corvéables à merci. Afin d'aider ces hommes qualifiés de *« nouveaux esclaves »* lors d'un colloque organisé au printemps 1998 à Nantes, une Fé-

deration des associations d'accueil de marins (FAAM) a vu le jour et dispose de relais dans presque tous les ports français. La France, où quatre navires sont actuellement bloqués, est confrontée à deux obstacles : la dimension internationale des procédures et la lourdeur de son système judiciaire. En 1995, à Marseille, l'Africa et ses quatorze marins rou-

« Ici, il faut deux ans pour résoudre un problème. En Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, il faut trois ou quatre mois ! »

main, tures ou sierra-léonais avaient attendu six mois avant la vente amiable de leur cargo. L'année suivante, toujours à Marseille, les douze Birmanais et Coréens du *Hassel* ont patienté quatorze mois avant la vente judiciaire de ce « chimiquier ». Leurs salaires sont restés bloqués dix-huit mois après la vente. En 1998, le *Belostrov*, un porte-conteneur russe, a été blo-

qué pour cause de faillite de la société armatrice. La vente a eu lieu un an et demi plus tard... Le représentant du syndicat ITF à Paris, James Smith, s'insurge contre ces délais : « Ici, il faut deux ans pour résoudre un problème. En Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas, il faut trois ou quatre mois ! Nous nous heurtons aussi à des difficultés de coordination. Il est difficile de savoir

à qui s'adresser car plusieurs administrations peuvent être concernées, les transports mais aussi les affaires étrangères et le budget. » Selon M. Smith, la France ne devrait pas seulement « réformer ses propres structures », elle devrait aussi imposer comme un « moteur sur le plan international ». Le 14 janvier, la CFDT a écrit au premier ministre, Lionel Jospin, pour l'alerter. « Nous trouvons scandaleux, écrivent plusieurs syndicalistes, que le gouvernement se contente de laisser les marins abandonnés dépendre d'une assistance humanitaire qui s'avère souvent insuffisante ; cela semble être prétexte à ne rien faire pour établir de vraies réformes. Il est temps que le dispositif judiciaire de notre pays prenne la mesure du contexte de plus en plus internationalisé de notre profession maritime. (...) Les procédures juridiques françaises sont ridicules : elles durent beaucoup trop longtemps (...) et les décisions des tribunaux ne sont pas forcément respectées. »

Pour le gouvernement, le sujet est délicat. S'il s'apprête à déblo-

quer 500 000 francs (76 220 €) en faveur des marins du *Kifangondo*, un cargo bloqué au Havre depuis cinq ans (lire ci-dessous), c'est avec une infinie prudence. La France n'entend pas suppléer les employeurs défaillants et courir le risque de devenir un « pot de miel », selon l'expression d'un spécialiste de ces questions. La solution, si solution il y a, passe par une mise à plat de l'ensemble du dossier et par une coopération internationale accrue.

A l'initiative du ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, un groupe de travail a été créé en octobre 1998, qui devrait rendre rapport à la fin du mois de mars. Le président de ce groupe, Jean-Marie Gilroy, conseiller à la direction des affaires maritimes et des gens de mer, regrette, lui aussi, la « lenteur » de la justice. A l'entendre, les interventions auprès de la garde des sceaux afin d'accélérer les procédures n'ont pas été suivies d'effets.

« Notre réglementation n'est plus en phase avec son époque », constate également M. Gilroy. Dès lors, quelles sont les solutions envisageables ? Diverses mesures sont à l'étude : l'instauration d'un fonds de garantie international, qui permettrait de payer les marins en toute circonstance ; un système d'assurance obligatoire contractée par les armateurs ; ou encore, la création d'un fichier centralisé, dans le cadre du programme européen Equas (European Quality Shipping) - les navires figurant sur cette « liste noire » se verraient interdire l'accès aux ports européens, destinations incontournables pour tous les armateurs... Sans doute conviendrait-il également d'appliquer les textes déjà rédigés. Ainsi existe-t-il une convention qui accorde aux marins le statut de créanciers prioritaires en cas de saisie de leur bateau. En théorie, ils devraient donc percevoir leur dû avant tout autre créancier.

Cette convention date de 1993, mais elle n'a jamais été appliquée. Selon M. Gilroy, ni la France ni ses partenaires ne l'ont ratifiée...

A Marseille, les damnés du « City-of-London » demandent la saisie de leur navire

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Au bout des sept kilomètres de la digue du large, le *City-of-London*, 86 mètres de coque grise tavelée de rouille, attend dans les rafales, abandonné par son propriétaire, la Star Shipping and Trading Company, basée à Londres. Alexandre Shulga, son capitaine russe, qui fut footballeur professionnel dans une autre vie, reçoit derrière son bureau de *« Miroir »* ébréché : *« Miroir »*, son chat gris tigré qui a embarqué avec lui il y a dix-huit mois, vient se blottir sur les banquettes de Skat râpées.

M. Shulga raconte alors, dans un sabir anglo-russe, les mésaventures de son cargo vauquien, immatriculé par complaisance à Belize (Amérique centrale). Le dernier voyage l'a conduit de Bulgarie à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), où il a été déchargé, fin novembre 1998, ses soutes remplies de nitrate d'ammonium. Depuis, il n'a plus reçu qu'un seul ordre ni un seul dollar du propriétaire sri-lankais, qu'il n'a jamais vu. Son équipage n'a rien touché depuis six mois, si

ce n'est 100 dollars remis à Istanbul, en octobre 1998, par un représentant de l'armateur.

La cambuse, qui permettait de nourrir les onze marins et la femme du capitaine dans un mess aux tables poisseuses, est arrivée à épuisement depuis quinze jours. La solidarité organisée par l'Association marseillaise des amis des marins (AMAM), liée à la mission catholique de la mer, permet de survivre grâce aux dons de la Banque alimentaire. Le combustible, l'eau et l'huile de graissage sont désormais fournis par le Port autonome de Marseille (PAM) afin d'éviter une avarie mortelle du *City-of-London*. Les élèves de l'école de la marine marchande se sont aussi mobilisés pour aider les abandonnés.

Six Lettons, un Lituanien, trois Sri-Lankais et deux Russes composent cet équipage de fortune, doué dans ce bateau fantôme construit il y a vingt-sept ans en Angleterre. Six autres cadets sri-lankais, embarqués à Malte, probablement contre un baluchon, ont, dès les premiers jours,

disparu on ne sait où. Ces damnés de la mer se font peu d'illusions sur leur sort : si l'armateur ne donne plus signe de vie, il leur faudrait alors attendre la vente judiciaire de leur navire - ce qui prend des années quand il est en bon état - pour espérer toucher les quelques sous qui leur permettraient de repartir.

FONDS DE SOLIDARITÉ

« L'état de leur bateau leur laisse peu d'espoir. « Il ne vaut même pas le prix de la tôle », dit le président de l'AMAM, Louis Hug. D'ailleurs, en cas de vente, ils ne seraient pas les premiers créanciers remboursés : les droits de port ou de douane passent avant. C'est pourquoi ils ont entamé une démarche avec leur avocat, M. Dany Cohen, afin de demander la saisie de leur propre navire : la démarche auprès du tribunal de commerce vient d'aboutir et un huissier est venu à bord la signifier.

Leurs amis veulent à tout prix éviter que ne se reproduise ce qui arrive au Havre, où le *Kifangondo* pourrait depuis cinq ans (lire

ci-dessous). Le fonds de solidarité dont dispose l'AMAM, alimenté par des dons du Comité catholique contre la faim et pour le développement, quelques armateurs, le PAM, la ville et le conseil régional, permet d'envisager une aide pour un retour au pays, guère plus. Heureusement, l'Office international des migrations a entamé les démarches pour le rapatriement de six marins, cinq Lettons et un Sri-Lankais, vers leur pays d'origine.

« They are good men, good men », dit le mécanicien lituanien, Vladimir Sipilov, en vareuse maculée, à propos des bénévoles de l'AMAM et du Père Tanguy, qui vient les voir chaque jour. Et il fait visiter la salle des machines aux odeurs grasses où s'efforce de maintenir en marche les gros moteurs Diesel. Au poste de commandement, une pauvre gravure de Nicolas Ogodnek, saint patron des marins russes, veille sur le navire et ses marins perdus dans le mistral glacial.

Michel Samson

Philippe Broussard

La France s'engage à payer les marins angolais du « Kifangondo », oublié au Havre

LE HAVRE

de notre envoyé spécial

Sur le port du Havre, le *Kifangondo* fait désormais partie du décor. Plus personne ne s'étonne de voir

REPORTAGE

A hauteur du hangar 56, une épave où vivent quatre matelots sans le sou

vieilles la carcasse de ce cargo angolais qui végète depuis cinq ans le long du quai Herman-du-Pasquier. Sa coque s'écaille, sa passerelle vacille, la rouille le ronge, mais il est toujours là, rafiot solitaire et silen-

cieux, à hauteur du hangar 56. Il a fait l'objet de tant procédures judiciaires, de tant de tractations plus ou moins discrètes, que son histoire, entre imbroglio juridique et drame humain, est devenue emblématique.

Cette épave, où vivent quatre marins sans le sou, appartient théoriquement à la société maritime nationale angolaise, Angonave. Pris dans une tempête en baie de Somme en janvier 1994, le *Kifangondo* avait été remorqué jusqu'au port normand, avec l'obligation d'effectuer des travaux de réparation. Or Angonave, en pleine détresse financière, n'a jamais effectué ces réparations. A son initiative, divers équipages se sont tout

de même succédé à bord, afin d'assurer une sorte de « gardiennage ». Certains marins, que ce soit dans le groupe d'origine ou dans la première « relève », ont été payés, ce qui leur a permis de rentrer à Luan-da. Mais ces salaires n'ont été versés qu'au terme de longues négociations et dans des conditions parfois rocambolesques. Fin 1996, l'avocat havrais Alain Michel avait dû se rendre à l'ambassade d'Angola à Paris afin de récupérer une valise remplie de dollars. L'équivalent de 903 000 francs (137 661 euros) en espèces...

MANOEUVRES AUTOUR DU CARGO

C'est le dernier équipage en date qui pose problème. Ces quatre hommes, arrivés en janvier 1997 sans avoir été informés des « épi-sodes » précédents, n'ont pas été payés depuis le mois d'avril de la même année. La société Angonave, désormais à l'agonie, les a abandonnés. Comme ils n'avaient pas les moyens de repartir chez eux en avion, ils sont restés au Havre, espérant obtenir gain de cause en justice. « Nous ne rentrerons qu'avec nos salaires », affirment-ils.

A bord, chacun dispose de sa propre cabine, un « chez-soi » sans eau chaude, où l'on se sent vite à l'étroit. Des organisations humanitaires, en particulier la Mission de la mer, Médecins du monde et l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés du Havre (Asdh) les aident à survivre. Des lycéens leur ont fourni des vélos. L'Union maritime CFDT et M^e Alain Michel les conseillent dans leurs démarches. Outre les lourdeurs judi-

ciaires, leur principal motif d'indignation concerne les manœuvres constatées autour du cargo. La vente aux enchères, qui aurait permis d'obtenir des fonds, a en effet été reportée à plusieurs reprises. A chaque fois, d'autres créanciers, français et étrangers, se sont manifestés au dernier moment et Angonave les a remboursés sans avoir à vendre le bateau.

Au total, 25 millions de francs de créances (3,81 millions d'euros) ont ainsi été honorés en quatre ans et demi. Mais sans un sou pour l'équipage ! Dénonçant cette « injustice », le syndicat International Transport Workers Federation (ITF) s'est interrogé dans l'un de ses bulletins : « Bien que condamnée à plusieurs reprises par la justice française, la compagnie Angonave s'est toujours débrouillée pour échapper à la mise en vente du navire. (...) S'agit-il d'opérations de blanchiment d'argent sale ? » D'autres syndicalistes, à la CFDT, ont soupçonné le gouvernement de vouloir ménager l'Angola, un pays riche en ressources pétrolières.

Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle tentative de vente aux enchères est prévue le 25 février, une issue est néanmoins en vue puisque la France se dit prête à débloquer 500 000 francs (76 220 euros). Cette somme couvrirait les salaires et les billets d'avion. Les ministères concernés, transports et budget, se sont récemment engagés en ce sens mais l'opération s'avère délicate et oblige à la discrétion. Paris ne veut pas créer un

précédent, au risque d'être sollicité par d'autres « équipages abandonnés ». Surtout, nul ne sait trop comment justifier, légalement, le versement d'une telle somme aux employés d'une société étrangère. La solution retenue pourrait être celle d'une « enveloppe » octroyée à une association qui se chargerait de reverser les 500 000 francs aux

« naufragés » du *Kifangondo*. En attendant, ceux-ci s'impatientent. Ils prennent des cours de français et écoutent à la radio les nouvelles d'un pays en guerre. Deux d'entre eux, Manuel et Miguel, n'ont jamais vu leurs derniers enfants, nés quelques mois après leur départ...

P. Br.

Sur Minitel la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

NATEXIS GROUPE

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

VENTES PAR ASSOCIATION
Office Spécial de Publicité
41, rue de la République - 93000 Le Havre
Tél : 01.43.94.23.42

75 Vente s/sais. imm. au Palais de Justice de PARIS
Judi 11 Mars 1999 à 14h 30 - En deux lots
2 APPARTEMENTS à PARIS 16^{ème}
21-21 bis et 23, rue du Bouquet de Longchamp
1^{er} lot : Au 4^{ème} étage, 4/5 Pièces - Cave et parking
2^{ème} lot : Au 5^{ème} étage, 4/5 Pièces - Cave et parking
MISE A PRIX : 2.000.000 F ch.
S'adresser à Maître J. WEISZ, Avocat à PARIS 15^{ème}
130, avenue de Suffren - Tél : 01.43.06.71.99
Au Greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS
Visites le 5 Mars 1999 de 11h à 12h et le 9 Mars 1999 de 10h à 11h

94 Vente sur saisie au Palais de Justice de CRETEIL
Judi 11 Mars 1999 à 9h30
APPARTEMENT à NOGENT S/MARNE
53 bis, Rue Marceau - Bât. D au 2^{ème} étage
(60 m² environ) - Sous-sol : CAVE
MISE A PRIX : 350.000 F
S'adr. à Me Marie CORNELIE-WEIL, Avocat, 16, Rue Paul Bert
à NOGENT-SUR-MARNE (94) - Tél : 01.43.94.23.42
Me Jean-Marie BENEAMOU, Avocat à PARIS 17^{ème}
3, Rue de Lognon - Tél : 01.44.15.94.00

Trois anciens cadres du PS mis en examen dans l'affaire Destrade

Les cahiers de notes d'un ancien dirigeant d'un groupe de grande distribution, saisis au cours de l'enquête sur un éventuel financement occulte du Parti socialiste, pourraient impliquer d'autres formations politiques

Le juge d'instruction de Pau Thierry Pons a mis en examen pour « recel de trafic d'influence », le 5 février, trois anciens cadres financiers du Parti socialiste. Ces poursuites interviennent dans le cours de l'affaire

Destrade, du nom de l'ancien député (PS) et conseiller général des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade, soupçonné d'avoir servi de « correspondant » de son parti auprès des grands groupes de distribution commerciale,

dans le but de récolter des fonds. Mis en cause par l'ex-député, Henri Emmanuelli avait été mis en examen, le 15 octobre 1998. Lors d'une perquisition effectuée la semaine dernière par la brigade financière de Bor-

deaux, des documents évoquant des opérations financières suspectes ont été saisis chez un ancien dirigeant du groupe Promodès. Ils pourraient mettre en cause d'autres partis politiques, de droite et de gauche.

QUATRE MOIS après la mise en examen d'Henri Emmanuelli, l'enquête sur les malversations attribuées à l'ancien député (PS) des Pyrénées-Atlantiques Jean-Pierre Destrade continue d'explorer la piste d'un financement occulte. Le juge d'instruction de Pau, Thierry Pons, a adressé, le 5 février, des avis de mise en examen pour « recel de trafic d'influence » à trois anciens cadres du Parti socialiste, chargés à divers titres des questions financières : Laurent Azoulay et Aïssa Khelifa, délégués généraux successifs auprès du trésorier du parti, et Gérard Peybernes, qui dirigeait l'association officielle de financement du PS, créée en 1990 après l'adoption de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques.

Ces mises en examen apparaissent consécutives aux déclarations de M. Destrade, qui assure, depuis quatre ans, avoir servi de « correspondant » au PS auprès des groupes de la grande distribution. Mis en examen pour « escroquerie, recel d'abus de biens sociaux, faux en écriture privée et trafic d'influence », l'ancien député avait écrit, le 29 août 1995, alors qu'il se trouvait en détention provisoire, un long récit en forme de confes-

sion. Il y désignait M. Emmanuelli comme son inspirateur et son supérieur, affirmant avoir été chargé par lui de collecter des fonds en contrepartie d'interventions en faveur des implantations de grandes surfaces commerciales.

DÉPÔTS D'ARGENT LIQUIDE

Ayant siégé au sein de la Commission nationale d'urbanisme commercial (CNUC) de 1981 à 1988, M. Destrade s'était constitué, dans ce secteur d'activité, un réseau de relations qu'il dit avoir ainsi mis à profit jusqu'en 1992. « J'ai permis d'apporter au PS, écrit-il, quelque 33 millions de francs de financement occulte » (*Le Monde* du 4 octobre 1995). Précisant ces déclarations accusatoires, l'ex-député a justifié, devant le juge, les importants dépôts d'argent liquide constatés sur ses comptes bancaires personnels, par la rétrocession d'une partie des sommes destinées au PS. Il assurait avoir eu affaire aux délégués généraux du parti, rue de Solferino, lors de ces remises d'espèces - ce que MM. Azoulay et Khelifa, interrogés par la police, ont nettement dément.

« Je suis impatient d'être confronté à M. Destrade, afin que la vérité

puisse être établie », a déclaré au *Monde* M. Azoulay, qui n'exerce plus de fonctions au sein du PS. Lors d'une perquisition au siège du parti, le 23 septembre 1998, les enquêteurs avaient saisi plusieurs notes internes dont il était l'auteur, décrivant la situation préoccupante des finances du PS. Dans l'un de ces documents, daté du 4 octobre 1994 et adressé à M. Emmanuelli, M. Azoulay s'inquiétait notamment du train de vie excessif du parti, au moment où les fournisseurs ne pouvaient pas être payés. « Les entreprises avaient pris un engagement moral avec Urba qui n'a pas été reporté sur l'Association de financement du PS », déplorait-il, faisant allusion à l'ancien bureau d'études, dissous au terme d'une succession d'enquêtes judiciaires. Il estimait, en outre, nécessaire de demander aux fédérations du PS de « solliciter à nouveau les entreprises ». Les archives du PS, consultées par les policiers, attestent que plusieurs gestionnaires de centres commerciaux cités dans l'instruction avaient acheté des stands au congrès de Rennes, en 1990. Une

trentaine de dirigeants de groupes de distribution et d'intermédiaires spécialisés ont été mis en examen dans ce dossier. Aucun d'entre eux n'a, à ce jour, confirmé l'existence d'un véritable système de financement politique.

Ancien directeur des relations extérieures de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), M. Peybernes s'était trouvé impliqué dans l'affaire de fausses factures qui avait frappé, en 1989, ce groupe de bâtiment et de travaux publics, mais il avait bénéficié de la loi d'amnistie. Nommé ensuite directeur financier de la structure officielle chargée de collecter les fonds du PS, il aurait été « informé », selon M. Destrade, de l'existence de contributions clandestines des grands distributeurs au financement du parti. Questionné par le juge Pons, le 12 janvier 1999, M. Emmanuelli a nié avec vigueur avoir confié une telle mission à M. Destrade, qu'il avait néanmoins appelé à ses côtés en 1992, au titre de « conseiller technique », après son élection à la présidence de l'Assemblée nationale. « Je réfute toute idée de pacte qui

aurait été passé [entre les groupes de distribution et le PS], a déclaré l'ancien trésorier du PS.

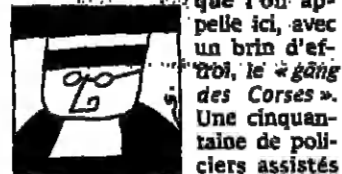
La découverte de nouveaux documents, lors d'une perquisition conduite la semaine dernière dans la région lilloise, pourrait orienter les enquêteurs vers d'autres pistes politiques. Au domicile d'un ancien dirigeant du groupe Promodès, les enquêteurs ont saisi trois grands cahiers de notes, recensant certaines opérations financières au cours des années 1991, 1992 et 1993. En voyage à l'étranger, celui-ci n'a pu être interrogé sur le détail de ses annotations, qui mettraient en évidence de nombreux versements susceptibles d'intéresser l'enquête, au profit de formations politiques de gauche et de droite. Dans sa lettre du mois d'août 1994, M. Destrade avait lui-même indiqué qu'il avait, dans l'exercice de sa « mission », « fait connaissance avec les pourvoyeurs du financement occulte du PS des autres formations politiques (RPR et PR notamment) ».

Jacques Follorou et Hervé Gattegno

Une équipe de braqueurs devant la cour d'assises du Tarn

ALBI de notre envoyé spécial

Le petit tribunal d'Albi est presque en état de siège. La cour d'assises voit comparaitre, ce 23 février, l'équipe de braqueurs qui, avec un brin d'effronterie, le « gang des Corses ».



PROCES

Une cinquantaine de policiers assistés de chiens filèrent les entrées et fouillèrent le public, tandis que le Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) a été mobilisé. Un périmètre de sécurité a été établi autour du palais de justice jusqu'au 5 mars, date prévue de la fin des audiences. Sous la tribune du président de la cour s'étale un arsenal impressionnant d'armes de guerre et de munitions. Ces pièces à conviction rappellent la série d'attaques à main armée contre des agences bancaires de la région, entre les mois d'août et d'octobre 1994.

A chaque fois, le même scénario se reproduisait : des hommes entraient dans la banque à visage découvert, mais grimaçant de postiches, et se faisaient remettre le contenu des coffres sous la menace de leurs armes, sans oublier d'emporter la cassette vidéo des caméras de surveillance. Plusieurs témoins ont souligné « l'accent corse » ou seulement « méridional » de certains assaillants. La bande avait une prédilection pour des villes moyennes du Tarn, de l'Aveyron et de l'Ariège, voire pour deux petites localités de la Drôme et de l'Isère.

Pour la première journée d'audience, lundi 22 février, la cour a examiné les relations entre les deux seuls braqueurs - sur cinq identifiés - présents dans le box : Ange Federici, présenté comme le chef du gang, et Jean-Pierre Louadoudi, son lieutenant dans le Tarn. Deux accusés corses et un toulonnais, arrêtés puis remis en liberté, ont préféré ne pas se présenter à Albi. Un troisième accusé corse, mis en cause dans un autre braquage avec Ange Federici, avait déjà pris le maquis pendant l'instruction.

Ancien parachutiste engagé aux Comores aux côtés du mercenaire Bob Demard, Jean-Pierre Louadoudi est né dans le nord de la France dans une famille de dix-sept enfants. Il connaît la région d'Albi pour y avoir été instructeur avant de désertir l'armée. Il revient en France après un grave accident de voiture qui lui interdit de sauter en parachute et ouvre un vidéo-club à

Gallic (Tarn), sans succès. Déjà condamné pour trafic de drogue, il reconnaît avoir fourni des armes au gang, mais nie toute participation directe aux attaques, bien qu'il ait été reconnu par des témoins. Les enquêteurs ont aussi découvert un trésor de guerre qu'il avait laissé en dépôt à Montélimar chez l'un de ses frères, ancien militaire et légionnaire : huit fusils d'assaut, des fusils à pompe, des revolvers et des pistolets avec leur munitions, et même une mitrailleuse et un lance-roquettes. Interrogé sur la provenance d'un tel arsenal, Jean-Pierre Louadoudi finit par avouer qu'il est en relation avec Ange Federici et se vante d'être son ami.

« MENTEURS »

Condamné à sept reprises pour divers vols à main armée, Ange Federici est resté muet depuis le début de l'instruction, se contentant de nier toute implication et traitant ses co-accusés de « menteurs ». Les enquêteurs n'ont pas jugé utile de le confronter aux autres accusés. Vêtu d'un blouson de montagne, les cheveux longs, il se présente comme éleveur de moutons. Le maire de son village natal de Venzolasca (Haute-Corse) le définit comme « gentil et très serviable ». Ce n'est pas exactement le portrait brossé par l'arrêt de renvoi, qui le considère comme « le chef de cette association de malfaiteurs, celui qui est partout mais qui terrorise tellement ses lieutenants les plus aguerris qu'ils préféreraient endosser l'entière responsabilité plutôt que de parler ».

Au premier jour d'audience, Federici et Louadoudi n'ont échangé ni paroles, ni regards. Un ancien légionnaire, Gilles Frodel, très attaché à Louadoudi qui lui avait sauvé la vie aux Comores, est aussi présent dans le box. Il avait été recruté par Louadoudi comme homme de main après la série de braquages de 1994. Mais toutes les tentatives des deux hommes pour continuer les attaques de banques, après l'arrestation de Federici en janvier 1995, ont avorté. Vous enfin être jugés une vingtaine de personnes qui comparaissent la plupart, librement, pour « association de malfaiteurs ». Un couple de jeunes Tarnais, accusé de recel, a été autorisé par le président Philippe Bellemere à rejoindre les rangs du public, après avoir passé une nuit à la maison d'arrêt d'Albi. Dans le box des accusés, il ne reste donc plus qu'un Corse muet et deux mercenaires à la dérive.

Stéphane Thépot



HP invente la technologie de superposition des couleurs. Vous savez bien, vous ne trouvez pas d'imprimante qui vous offre des couleurs comparables à celles de nos imprimantes jet d'encre et laser. Pour des couleurs encore plus vives, nous avons doté nos HP Color LaserJet du système HP ImageREt (superposition des points) et nos imprimantes jet d'encre de la technologie HP PhotoREt (jusqu'à 16 gouttes d'encre superposées dans chaque

pixel). Il n'est donc pas étonnant que, même sur papier ordinaire et à une vitesse allant jusqu'à 6 pleines pages couleur par minute, elles soient capables de reproduire pratiquement tous les dégradés perceptibles par l'œil humain. Au final, la qualité de l'image que vous obtenez est digne d'une photo. Et si vous n'avez pas encore de HP, notre palette d'imprimantes couleur professionnelles est si étendue que vous y trouverez forcément votre bonheur.

hp HEWLETT
PACKARD
Expanding Possibilities®
HP Et tout devient possible

13
15

Il fait
ulnes
27 fé-
e mo-
et dé-
le le
rait au
en tête
de en
Après
de dé-
i à his-
e. Marc
ire es-
i de ré-
nagée.
lle Au-
Soldni
bateau
e. Il est
tipe, à
us.

page 22



TRA

mau, plutôt
r dessus, il ne
te décrit ain-
d'Air France
réfils de cé-
e la SFIO, de-
de Force ou-
che a conquis
trait d'un pa-
le qui confie,
des ruminant,

Lire page 13
mentation 18
me de bord 19
aérien 22
technologie 25
zinc 26
de culture 28
ip-télévision 29

PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

Trois questions pour la dernière semaine de débats devant la Cour de justice

La deuxième semaine d'audiences, plus dense que la première, a permis de mieux préciser les trois « fautes » reprochées aux ministres par la commission d'instruction. La fin du procès est prévue, après réquisitoire et plaidoiries, pour le vendredi 26 février

AVEC L'AUDITION des derniers témoins, mardi 23 février, les observations conclusives des prévenus, le réquisitoire et les plaidoiries, le procès du sang contaminé devant la Cour de justice de la République touche bientôt à sa fin. Il y eut d'ailleurs déjà comme un air de fin de procès, vendredi 19, quand, au terme de l'audience, la défense renonça par anticipation à l'audition programmée de certains des témoins qu'elle avait fait citer et quand la Cour ramena une dernière fois le calendrier des débats au vendredi 26.

Succédant à une cinquantaine de témoignages centrés sur les faits, les dépositions du philosophe Paul Ricoeur et de Pierre Mazeaud, membre du Conseil constitutionnel, avaient déjà élargi le débat, l'orientant sur la philosophie des poursuites plutôt que sur les poursuites elles-mêmes, donnant comme un avant-goût de ce que pourraient être la réquisitoire et les plaidoiries : une réflexion portant peut-être moins sur ce qui est reproché aux prévenus que sur la nature des responsabilités engagées, aux confins du pénal et du politique.

Concernant les faits eux-mêmes, deux semaines d'audience ont, dans la confusion tout d'abord, puis avec une certaine densité par la suite, abordé les trois « fautes » reprochées par la commission d'instruction de la Cour de justice, du moins autant que les imperfections de la procédure de cette juridiction d'exception le permettaient.

1. L'absence de sélection chez les donneurs de sang. Peu centrale dans l'arrêt de la commission d'instruction qui a renvoyé les ministres devant leurs juges, la question de la sélection chez les donneurs de sang, pour laquelle seul Edmond Hervé est poursuivi, est finalement revenue de manière récurrente au cours des débats.

Évoquant la « spécificité française » liée à l'affaire du sang contaminé, le chercheur au CNRS Michel Setbon a notamment expliqué comment des pays européens qui avaient pourtant mis en place le dépistage biologique des dons du sang postérieurement à la France avaient finalement été moins touchés au regard des contaminations post-transfusionnelles parce qu'ils avaient assuré, en amont, un premier barrage en procédant à une sélection stricte

parmi les donneurs de sang. En première ligne, Edmond Hervé a renvoyé la balle dans le camp des médecins, estimant « avoir pris ses responsabilités » en publiant, dès le 20 juin 1983, par l'entremise du directeur général de la santé, Jacques Roux, une circulaire préconisant cette sélection. Puis, en faisant établir une lettre de rappel en janvier 1985. Sur ce point, Laurent Fabius a appuyé son ancien secrétaire d'État à la santé : « Ce serait une assez grande illusion de penser que, d'une façon générale, parce qu'il y a des directives données par les ministères, celles-ci s'appliquent (...). Dans le rapport entre l'État et la réalité de la médecine, on est dépendant de ce que font ou ne font pas les médecins. »

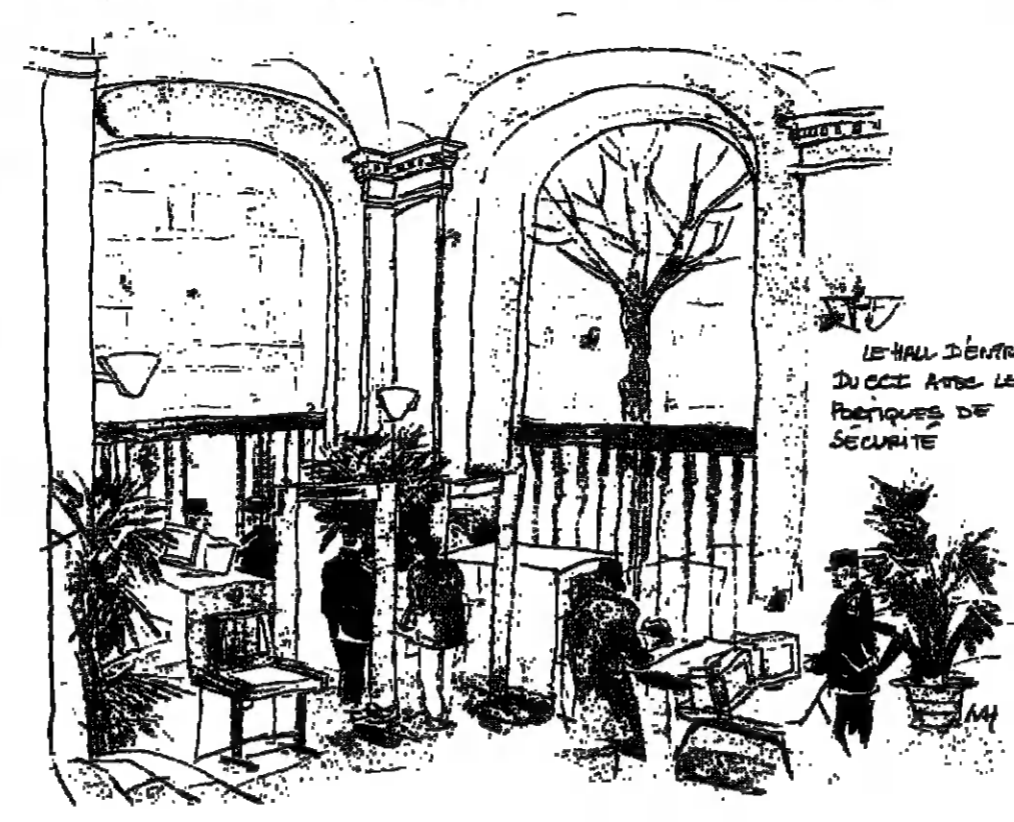
Des causes culturelles (volonté de ne pas exclure...), associées à l'inconscience du risque, ont été avancées pour justifier la poursuite des prélèvements

Cependant, l'audience s'est appuyée sur les dysfonctionnements qui ont fait que cette circulaire est restée inappliquée. Notamment, fut souvent évoquée la décision de la directrice de l'administration pénitentiaire

Mme Ezratty se défend sur les collectes en prison

Myriam Ezratty, ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, mise en cause au cours du procès pour avoir signé, le 13 janvier 1984, une circulaire recommandant d'intensifier les dons de sang en prison, affirme, dans un entretien à *Libération* du 23 février, qu'elle n'avait pas alors « la moindre information sur les risques de ces collectes ».

« La circulaire du 20 juin 1983 [de la direction générale de la santé, qui recommandait d'écarter les donneurs à risques] n'est pas parvenue au journal officiel et n'a jamais été communiquée à l'administration pénitentiaire », indique Mme Ezratty. Selon elle, « fin 1983, plusieurs CTS [centres de transfusion sanguine] ont sollicité avec insistance les établissements pénitentiaires afin d'augmenter la fréquence de leur passage. Aussi ai-je indiqué, par note de service prise en janvier 1984, que, si les prélèvements pouvaient être légalement augmentés, ce devait être dans le cadre des maxima définis par le code de la santé publique ». Cette note, selon elle, « a peu produit d'effet ».



taire d'autoriser l'augmentation des collectes dans les prisons, où était concentrée une forte « population à risque ». Ces collectes, qui ont représenté 0,37 % des dons en 1985, ont été à l'origine de 25 % des contaminations cette année-là (les chiffres n'ont jamais été communiqués pour les années antérieures).

Des causes culturelles (volonté de

ne pas exclure, humanisation des prisons), associées à l'inconscience du risque, ont été avancées pour justifier la poursuite de ces prélèvements. Le directeur général de la santé, Jacques Roux, a mis en cause l'attitude du ministère de la Justice d'alors, tandis que l'inspecteur général des affaires sociales, Michel Lucas, a stigmatisé des « désaccords » et des « intérêts contradictoires » au sein même de la direction générale de la santé.

2. Les retards dans la mise en œuvre du dépistage. Restituée dans la chaîne des événements, la question du dépistage biologique du virus de l'immunodéficience (VIH) dans les dons du sang, pour laquelle sont poursuivis les trois ministres, a débouché sur un aveu de plusieurs rétrogrades. Il y eut effectivement intention de favoriser le test français au détriment de son concurrent américain Abbott, dont on demanda le blocage du dossier au Laboratoire national de la santé (LNS). « Quinze jours », a indiqué le professeur Roux. « Quelques jours », a soufflé Robert

Netter, le directeur du LNS. Mais, au cours d'une déposition attendue, François Gros, conseiller scientifique de Laurent Fabius, a dédouané clairement l'ancien premier ministre de cette intention. Du coup, la démonstration de Laurent Fabius visant à montrer qu'il avait agi avec célérité, à chaque fois qu'il avait été saisi, n'a souffert apparemment d'aucune incohérence. Son directeur de cabinet, Louis Schwelzger, a estimé en résumé que l'intervention du premier ministre avait été finalement « utile, mais pas nécessaire ».

De même, Georgina Dufoux a eu beau jeu, via ses conseillers, de montrer que ses services, une fois saisis, n'avaient pas retardé le processus, dans le temps administratif requis, pour mettre en place les mesures de financement et d'avancer de deux mois la date prévue pour la généralisation du dispositif. Pour ne pas être taxée de favoritisme, elle a également fait valoir qu'un dispositif de conventionnement avec Diagnostics Pasteur avait été abandonné.

En revanche, un important défaut

structurel inhérent au fonctionnement de son ministère a été pointé : l'« autonomie » (souhaitée) du secrétariat d'État à la santé, déconnectant la prise de conscience du risque sanitaire des mesures de financement et générant alors du retard.

De son côté, interrogé sur des lettres dilatoires visant à retarder l'enregistrement du test Abbott, Edmond Hervé a indiqué : « Je ne connaissais pas ces discussions, mais j'assume. » Il a insisté sur la nécessité d'évaluer les tests et assuré finalement que « jamais des considérations financières n'avaient bloqué des décisions d'importance ». L'avocat général a déploré, pour sa part, qu'un dépistage partiel, ciblé par exemple sur les grandes villes, n'ait pas été mis en place plus rapidement.

3. Les retards dans la « sécurisation » des produits antihépatophiliques. Relativement assez peu abordée au regard des deux sujets précédents, la question de la double distribution, pendant quelques mois, de produits antihépatophiliques chauffés et non chauffés, qui résulterait de « fautes d'imprudence et de négligence », taillait Edmond Hervé que de Georgina Dufoux, selon la commission d'instruction, a fait l'objet d'une réponse invariable des deux anciens ministres, à savoir qu'ils n'avaient pas été consultés sur cette question technique. Et qu'elle faillait, selon eux, « l'objet d'un consensus ». Rien n'est encore venu les contredire. Il reste encore à entendre, sur ce point, lecture des dépositions de l'ancien conseiller d'Edmond Hervé, Claude Weisselberg.

Restait enfin en suspens, notamment, le problème dit du « rappel des transfusés », pour lequel les ministres sont également poursuivis. Abordé par intermittence, ce sujet a été plus particulièrement fouillé par Jean-François Girard, le successeur du professeur Roux à la direction générale de la santé. Celui-ci a énergiquement critiqué l'arrêt de la commission d'instruction, qui affirme que cette mesure, destinée à éviter la propagation des contaminations, n'a pas été mise en œuvre avant une loi de 1993. Et il a égayé l'affirmation selon laquelle « on ne pouvait pas dire que rien n'avait été fait ».

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Herrschmidt

Le président Le Guehec, transformé, a rendu une forme décente aux audiences

« LE GU » s'est ressaisi. L'affaire, pour lui, avait commencé un peu plus mal. L'attitude du président de la Cour de justice de la République (CJR) aura alimenté

PORTRAIT

Il s'est ressaisi. Il était temps. Personne ne trouvait son compte dans ce ca-fouillage

la chronique du procès du sang contaminé, au point de déporter vers sa personne le centre d'attention légitime. En deux semaines d'audience, Christian Le Guehec, surnommé « Le Gu » dans le milieu, fut à lui tout seul un théâtre.

Acte I : en 1997, alors président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, Christian Le Guehec est élu par ses pairs à soixante-huit ans à la présidence de la CJR. Les avocats de Laurent Fabius, Georgina Dufoux et Edmond Hervé redoutent ce haut magistrat dont la réputation de fin juriste est doublée de celle d'un homme classé à droite. Après le pourvoi en cassation concernant le premier procès des docteurs Garretta, Allain, Netter et Roux, il avait commenté l'arrêt de la Cour, ouvrant la voie à des poursuites pour « empoisonnement ». La défense le soupçonnait de « vouloir la peau » des ministres socialistes.

Acte II : trois semaines avant le début du procès, Christian Le Guehec, tout affairé à régler les dernières questions de protocole, déclare ne pas avoir commencé à travailler le dossier : il préfère

« avoir à juger avec une certaine virginité » (*Le Monde* du 9 février). Naturellement, personne n'y croit : il ne peut s'agir que de coquetterie chez ce haut magistrat réputé pour son sérieux et la méticulosité quasi maniaque avec laquelle il se met d'ordinaire à la tâche.

Acte III : c'était donc vrai ? En moins d'une semaine d'audience, la statue du commandeur se fissure gravement. Commencé par annoncer la couleur « surréaliste » de la juridiction qui s'apprête à siéger, le président se livre à une succession de bourdes et d'approximations, témoignant d'une incroyable méconnaissance du dossier. Ferait-il son lieutenant Colombo, feignant la naïveté pour mieux refermer le piège ? Dans la salle de report vidéo réservée à la presse, les soubres sautent de plus en plus bruyants lorsque le président « Le Gu » oublie de faire prêter serment à un témoin, évoque la « cour d'assises » à la place de la Cour de justice de la République, ou demande au docteur Garretta, venu témoigner, ce qu'est le CNTS...

Acte IV : les trois jours de suspension d'audience, au terme de la première semaine, ont manifestement été mis à profit. On envisageait la démission de « Le Gu ». Il ouvre l'audience avec calme, sans une allusion aux critiques fusant de toute part à son encontre. C'est un président transformé qui apparaît, précis dans ses interventions, plus pertinent dans ses questions, maîtrisant enfin les sigles ou les fonctions des témoins cités à comparaître, et toujours d'une re-

marquable courtoisie. Le week-end a été studieux. Le procès des trois anciens ministres prend une forme décente. Il était temps. Personne ne trouvait son compte dans ce ca-fouillage. Ni les victimes, ni les prévenus, ni la justice, ni la République. Le corps de la magistrature non plus.

« RÉEL SOULAGEMENT »

Qu'est-il donc arrivé à Christian Le Guehec ? L'angoisse de ne pouvoir fumer à l'audience pour un homme qui arrache si fébrilement les bouts-filtres de ses Philip Morris ? Ou l'expérience d'un magistrat qui, habitué aux subtilités juridiques de la Cour de cassation, n'a jamais eu à présider d'audience sur le fond ? Les qualités requises ne sont pas les mêmes. A la Cour de cassation, on juge le droit, pas les faits, qui sont considérés comme acquis. Le débat y est purement formel. Peut-être a-t-il estimé que l'audition des débats, ajoutée à son talent de juriste, suffirait à emballer l'affaire.

« Le Gu », donc, s'est ressaisi. Au Palais, où les couloirs bruissaient d'une douloureuse consternation, on éprouve « un réel soulagement ». « Peut-être n'a-t-il pas su quel bon adopter, entre une présidence trop stricte et une présidence trop lâche », s'interroge poliment un avocat général. « Il y aura plusieurs leçons à tirer, poursuit-il, sur le fonctionnement de la Cour de justice. Pour l'instant, le cauchemar semble avoir pris fin. » Le rideau devait s'ouvrir, mardi 23 février, sur le cinquième acte.

Marion Van Renterghem

Les juges parlementaires sous l'œil vigilant des politiques

INSTRUIT par trois magistrats professionnels, mais aussi par douze parlementaires en majorité de droite, le « procès du sang » peut-il échapper à la vigilance des politiques ? Le procès n'est pas une « affaire parlementaire », assure un élu de Démocratie libérale. « Par pudeur, ça ne nous vient pas à l'idée d'en parler », renchérit un député PS. Mais chassés le naturel, il revient au galop. Pas de dispositif voyant, ni de rencontres officielles mais une veille discrète, à droite comme à gauche.

Des tabous sont d'abord tombés : Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, a constaté que des députés venaient « spontanément » prendre auprès de lui des nouvelles du procès, à l'issue des séances de questions d'actualité à l'Assemblée, mardi 16 et mercredi 17 février. « On ne me regarde plus comme si j'avais quelque chose de souffrant dans ma famille », explique ce proche de Laurent Fabius.

Le procès ayant un enjeu politique, un député du RPR, qui a des « contacts » réguliers avec des juges parlementaires « de tous bords », surveille le procès comme le lait sur le feu. Il accepte de s'exprimer, mais sous couvert de l'anonymat. Toute publicité sur les discussions des juges et, plus encore, sur celles qu'ils peuvent avoir avec leurs collègues du Parlement et du parti est « en théorie » prosaïte.

Cet élu sans nom affirme avoir senti un « tournant » à l'issue de la première semaine. « Avant que la Cour se réunisse, la tonalité était : "Je n'ai pas le sentiment qu'ils sont coupables." Ce préjugé favorable a

régressé au point que certains sont convaincus de la culpabilité de Georgina Dufoux et d'Edmond Hervé et s'interrogent sur celle de Laurent Fabius. » Il note que des témoignages récents, comme celui de François Gros, ancien conseiller scientifique de M. Fabius à Matignon, sont « positifs » pour les prévenus. Il le sait, pour avoir rencontré « un juge » au cours de la deuxième semaine. « Le RPR a toutes les raisons de suivre le procès, commente un élu socialiste. En toile de fond de sa stratégie, il y a la course à l'Elysée : la droite pourrait décider de relancer Fabius pour déstabiliser Lionel Jospin. »

Pas de dispositif voyant, ni de rencontres officielles mais une veille discrète, à droite comme à gauche

Il y a aussi les rencontres fortuites. Juges le jour, députés la nuit : depuis le début du procès, le 9 février, les occasions de rencontrer les élus qui siègent à la Cour de justice ne manquent pas. Charles de Courson (UDF), juge suppléant, est particulièrement présent à l'Assemblée. Mercredi 17 février, peu avant 23 heures, le député de la Marne est apparu dans l'hémicycle en plein débat sur le projet de loi sur l'électricité.

Dans la nuit du 11 au 12 février, il est venu voter le projet de loi sur l'intercommunalité. Gros travailleur, M. de Courson vient aussi « bûcher » ses dossiers, le soir, dans son bureau de l'Assemblée.

Tel élu de Démocratie libérale déclare avoir « croisé » le juge parlementaire Patrick Ollier (RPR) dans les couloirs. Telle députée socialiste a « rencontré » un « juge » à la résidence Saint-Dominique, l'hôtel des députés de province situé à deux pas du Palais-Bourbon. Plus discrètement, un proche de M. Fabius a dîné avec un « ami avocat » qui défend Laurent Fabius.

Myriam Ezratty, l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, signataire d'une circulaire controversée demandant d'augmenter les collectes de sang dans les prisons, a même contacté par téléphone un « juge » PS à son domicile ! Un député socialiste fabiusien s'interroge : « Il ne faudrait pas que ce procès discrédite se transforme en énorme piège pour les trois ministres. »

Enfin, les « juges » font parfois le point entre eux, comme ces trois élus socialistes qui ont dîné ensemble, jeudi 18 février, au restaurant de l'Assemblée. A gauche, Laurent Fabius est jugé « brillant, trop peut-être » ; Georgina Dufoux est « très polie » et Edmond Hervé « un peu sec, un peu rapide » dans ses réponses à la Cour. Certains juges parlementaires ont donc suggéré à l'ancien secrétaire d'État à la santé d'« argumenter plus »...

Clarisse Fabre

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999

Le gouvernement veut redynamiser la recherche en Ile-de-France

Longtemps, le paysage scientifique hexagonal a fait la part belle au Bassin parisien. La politique volontariste de décentralisation, lancée au début des années 90, a trop bien réussi : aujourd'hui, l'urgence est de conserver un pôle d'excellence francilien, compétitif à l'échelle européenne

LA RECHERCHE française a-t-elle trop bien réussi à décentraliser ? C'est ce que pensent les responsables scientifiques universitaires de la région parisienne, inquiets de la déperdition de son potentiel de matière grise. Les craintes ne manquent pas de fondements : en dix ans, la carte de France de la recherche a beaucoup changé et ses lignes d'équilibre – un pôle d'excellence – sont déplacées.

A la fin des années 80, le paysage scientifique hexagonal offrait un visage équilibré. L'opposition entre le Nord et le Sud, le Parisien et le provincial, était moins tranchée qu'aujourd'hui. Le transfert en région de 4 500 emplois de chercheurs à la fin du siècle. Et l'alternance politique n'avait pas empêché le développement de la recherche. Le gouvernement d'Edouard Balladur.

Ces objectifs ambitieux n'ont

pas été complètement atteints : l'élan décentralisateur a été freiné par les résistances budgétaires politiques et, surtout, par un trop faible niveau de recrutement dans les organismes de recherche. Le CNRS, fer de lance de la recherche, a néanmoins porté ses fruits. La province est passée de 47 % à 54,5 % fin 1997, soit une inversion du « rapport de forces ». Tous établissements publics de recherche confondus, la part des régions s'élevait alors à 56,5 %, selon une étude que s'approprie à publier l'Observatoire des sciences et des techniques (OST).

EFFETS PERVERS

Cette redistribution des têtes chercheuses, qu'elle a surtout favorisé à un petit nombre de pôles déjà relativement bien dotés (Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, PACA), a eu toutefois des effets pervers. Deux tiers des jeunes chercheurs étant affectés en province, le développement des équipes scientifiques du Bassin parisien s'en est trouvé ralenti. La moyenne d'âge dans les laboratoires y atteignait 48,2 ans fin 1996, contre 38,5 ans dans les autres régions. Le déficit de la région parisienne était encore plus accentué : l'âge moyen des chercheurs y atteignait 52,5 ans.

La recherche était donc trop concentrée par le passé, trop

de balancier a été trop brutal. En mathématiques, par exemple, beaucoup d'enseignants-chercheurs ont essaimé d'Orsay vers la province, et ce mouvement est resté le sens unique. Il est aujourd'hui difficile d'attirer des provinciaux en région parisienne, déplore Alain Gaudemer, président honoraire de l'université de Paris-Sud. « Il serait dangereux et absurde de ne pas maintenir un pôle scientifique national compétitif au niveau européen », renchérit l'un de ses collègues. L'argument prend d'autant plus de poids que, parmi les vingt-

cinq premières métropoles européennes pour la recherche, la technologie, ne figurent, selon l'OST, que deux « régions » françaises : l'Essonne – avec ses trois britanniques – et douze allemandes.

Les élus des responsables économiques d'Ile-de-France, qui ont longtemps négligé un pôle scientifique régional, ont pris la mesure du danger. Le lobbying qu'ils mènent en faveur de l'installation

à Orsay, d'une nouvelle ligne de rayonnement synchrotron au nom prometteur de « L'Orsay », illustre un nouvel esprit d'offensive. L'actuel synchrotron d'Orsay, plaident-ils d'une même voix, est vieillissant et condamné à une fermeture prochaine. Son remplacement, qui coûterait sur place 400 emplois permanents et drainerait chaque année entre 1 500 et 2 000 utilisateurs, est « vital » pour le plateau scientifique de Paris-Sud, par la perte d'équipements lourds du CEA et du CNRS.

RÉÉQUILIBRAGE

« S'agit-il ou non – le dossier est toujours à l'étude au ministère –, il semble que l'avenir s'annonce un jour meilleur. La déconcentration autoritaire et irrégulière, les comités interministériels d'aménagement du territoire ont découvert des décisions de délocalisation dénuées de fondement. C'est fini, assure Vincent Courtillot, directeur de la recherche au ministère. Le rééquilibrage des populations de chercheurs entre l'Ile-de-France et le reste du pays est satisfaisant. Il n'y a pas lieu d'aller au-delà. »

Ce discours, en rupture avec ce-

lui des précédents gouvernements, a trouvé un écho au CNRS, dont la politique de recrutement connaît depuis peu une inflexion. « Nous n'abandonnons pas l'objectif de parvenir à un ratio de 1 % de notre effectif régional. Il n'y a plus de raison d'y aller à marches forcées maintenant la règle des deux tiers. La recherche en province, gagnant en puissance, est devenue plus attractive, et le mouvement se fait maintenant de façon naturelle », observe Hervé Douchin, directeur des ressources humaines.

Il faut savoir comment se traduira, sur le terrain, le plan universitaire du troisième millénaire U 3 M, dont le ministre de l'Éducation nationale et de la recherche, Claude Allègre, a souligné qu'il devait tendre à « un rééquilibrage national, au profit de Paris-centre ». « Il ne s'agit pas de tirer toujours sur Paris : la France s'affaiblit si Paris s'affaiblit », défend-il. Dans le futur schéma des enseignements supérieurs, a aussi indiqué le ministre, la recherche occupera une place centrale.

Pierre Le Hir

TROIS QUESTIONS À...
FRANÇOIS BOUVIER

1 Vous conseiller pour les questions scientifiques de Jean-Louis Guigou, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Quel est l'état de la recherche en Ile-de-France ?

L'Ile-de-France est toujours le plus grand pôle scientifique et technologique d'Europe. Elle n'est dépassée que par Londres pour les publications scientifiques, et par Munich pour la production de brevets. Mais c'est un pôle d'excellence fragile en relative perte de vitesse, tous les grands centres européens, face à l'émergence de nouveaux pôles comme la Suède et la Finlande. La recherche en Ile-de-France est également relativement délaissée par le gouvernement en plein développement des biotechnologies et l'information.

2 D'où vient cette perte de compétitivité ?

Ce n'est pas la faute des scientifiques eux-mêmes, mais plutôt celle des responsables économiques, qui n'exploitent pas suffisamment les données acquises par la recherche. Par ailleurs, les services de l'État ont trop souvent été réticents : d'un côté, à la recherche des chercheurs, et de l'autre, à la recherche pour le quart effectif. Quant à la recherche indus-

trielle, elle est trop concentrée sur les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

Il semble pourtant que des entreprises innovantes se développent à nouveau dans la région. Mais elles rencontrent de grandes difficultés pour établir des relations avec les centres de recherche. L'Ile-de-France est en retard sur la province dans ce domaine. À Paris, par exemple, il n'y a pas de pépinières d'entreprises à proximité des établissements scientifiques. La ZAC de la Gauche devrait fournir une formidable occasion de créer un pôle scientifique moderne.

3 Quel avenir voyez-vous pour la recherche en Ile-de-France ?

Elle a une vocation internationale. Elle ne doit donc pas être démantelée, mais au contraire confortée. C'est l'idée défendue par Claude Allègre (lire ci-dessus). La recherche scientifique d'Ile-de-France a également pour vocation d'entraîner le reste de la recherche française. Mais, pour cela, elle doit faire preuve de solidarité. La seule façon d'atteindre cet objectif est la constitution de pôles nationaux. Il faudrait que la recherche d'Ile-de-France se dote de moyens d'accueillir les chercheurs d'autres régions.

Propos recueillis par
Christophe Chenay

La RATP acceptera les paiements
en euros à partir du 15 mars

DEUX MOIS après le lancement de l'euro, la RATP se met à l'heure de la monnaie unique européenne. Les titres de transport de la région parisienne pourront payer leurs titres de transports en euros, par chèque ou par carte bancaire, à partir du 15 mars. La RATP a libellé ses tarifs en francs. En revanche, les tarifs sont libellés dans tous les points de vente en euros et en francs.

La RATP se préoccupe déjà du retrait de l'euro au janvier 2002, et de la période transitoire précédant le retrait des francs. La tarification sera alors fixée en euros, à des tarifs permettant d'aboutir à des chiffres ronds, et de telle sorte que la RATP « préserve ses résultats ». Les agents de la RATP continueront à accepter les francs durant ces quelques semaines, mais le volume de billets et de pièces en euros qui sera en circulation, et qui pourrait conduire certaines caisses de la RATP à manquer de la monnaie européenne suffisante pour effectuer des transactions.

DÉPÊCHE

GARDANNE : dix-sept d'intrigue, sous-traitant Houillères de France dont le siège est à Lunel (Hérault) et qui effectue depuis plus de vingt ans des travaux miniers au puits Gardanne (Bouches-du-Rhône), campent au pied de la mine, paralysés la production. Ils demandent des garanties quant au renouvellement de leur contrat, qui doit s'achever cet été. Leurs avocats ont demandé, lundi 22 février, au tribunal la grande instance d'Aix-en-Provence, de nommer un médiateur.

Soulagement sur le Plateau de Sacy

L'évolution du gouvernement sur la recherche en Ile-de-France rassure les responsables d'Ile de science. Une association, née d'une suggestion de François Mitterrand, qui a été créée en 1988, se mobilise depuis 1991 pour défendre le pôle scientifique du Plateau de Sacy. Ce secteur, au sud et à l'ouest de Paris, à cheval sur l'Essonne et les Yvelines, entre Evry, Massy-Palaiseau, Orsay, Gif-sur-Yvette, Sacy, Saint-Quentin-en-Yvelines, regroupe 400 laboratoires, 1 000 enseignants et chercheurs, 7 000 ingénieurs et environ 30 000 étudiants. C'est là que sont installés le CEA, l'École polytechnique, HEC, Supélec, trois universités, l'Institut national de la recherche agroalimentaire, les entreprises de haute technologie comme Thomson-CSF, Aerospatiale, Alcatel, Renault et le groupe pharmaceutique Sanofi-Sintelabo.

Entrez

dans la 4^{ème} banque mondiale.

8 actions Paribas
pour
5 actions Société Générale

Les actions Paribas apportées à l'échange bénéficieront du dividende Paribas versé au titre de l'exercice 1998.

Offre publique
d'échange sur les
actions Paribas

Du 12 février
au 18 mars 1999 inclus

Paribas Actionnaires
0800 05 17 88

Pour toute information,
adressez-vous à votre banque
ou à votre intermédiaire financier

Une note d'information (visa COB 99-116) est disponible gratuitement sur simple demande auprès des intermédiaires financiers et aux sièges de Paribas, 3, rue d'Antio, 75002 Paris et de Société Générale, Tour Société Générale, 27, cours Valmy, Paris-la Défense 7.

Société Générale et Paribas unissent leurs forces, leur culture, leur dynamisme et leur ambition.

SG Paribas : 1^{ère} banque française et 1^{ère} banque de la zone euro et 4^{ème} banque mondiale par le total de ses fonds propres.

SG Paribas : 24 milliards d'euros de fonds propres, 15,5 milliards d'euros de revenus, 21 milliards d'euros de résultat net, 220 milliards d'euros d'actifs gérés, 1^{er} portefeuille européen de participations industrielles.

SG Paribas : 80 000 collaborateurs au service de 40 millions de clients et une présence dans 80 pays.

SG Paribas dispose de tous les atouts pour s'affirmer dès aujourd'hui comme un leader.

SG PARIBAS

13
15

fait
27 fé-
e mo-
et de
e il
au
en
Après
le dé-
à bis-
Marc
ire es-
de ré-
nagée,
le Au-
Soldat
bateau
e. Il est
tape, à
rs.

page 22

ITA

mou, plutôt
dessus, il ne
te décrit ain-
le Air France
tit-fils de cé-
la SFIO, ne-
le Force ou-
he a conquis
trait d'un pa-
e qui confie,
été ruminant.

Lire page 13

numération... 18
au de bord... 19
un hôtel... 22
sordide... 25
26
re... 26
le culturel... 28
la télévision... 29

صحن من الامل

HORIZONS

ENQUÊTE

2. LA GALAXIE MURDOCH

Des jeux, une star et une Chinoise

La quête insatiable de l'audience a poussé Rupert Murdoch à investir dans les équipes de base-ball et de basket, lui qui n'aime guère le sport. En Chine, c'est Richard Nixon qui lui aurait ouvert les yeux sur le potentiel de téléspectateurs et d'acheteurs de journaux. A 67 ans, le magnat rêve toujours de fonder une dynastie. Mais avec qui ?



Los Angeles

L sport, le bémol de la télévision payante : « Je credo de Rupert Murdoch pourrait figurer au fronton de Dodgers Stadium, vieux stade dégingué, on peut le voir dans les films noirs des années 50, situé à l'est, dans le quartier mexicain de Los Angeles. Les bouleversements apportés à cette équipe de base-ball prestigieuse par le magnat des médias illustrent la volonté de promouvoir le sport-spectacle qui désormais au cœur de la stratégie planétaire.

Les Dodgers sont nés à New York à la fin du XIX^e siècle. Ils se sont installés à Los Angeles dans les années 50. Walter O'Malley, le propriétaire de l'époque, était un « puriste » qui avait interdit toute publicité sur les gradins ; les sièges ne disposaient pas de logos ; les sièges inconfortables étaient en plastique. Le merchandising résumait à des tristes casquettes aux couleurs du club, bleu et blanc. Le design des maillots n'avait pas changé depuis trente ans. La discipline était draconienne pour les joueurs qui devaient adopter un look « GI, rasé de près, cheveux à la brosse.

O'Malley refusait l'engagement des stars à des salaires mirobolants. Résultat : une gestion paternelle : les Dodgers vivaient en milieu de classement et le club accusait un déficit annuel de 10 millions de dollars (8,9 millions d'euros).

En 1998, les Dodgers ont vendu. Murdoch a les fonds pour régler 350 millions de dollars (312 millions d'euros), mais surtout les amitiés nécessaires. A Washington d'abord, où les parlementaires de la droite républicaine neutralisent toute velléité d'opposition des agences fédérales. En ajoutant un nouveau club à la palette, News Corporation risque, effet, de contrevenir à la législation antimonopole.

La République dominicaine et le Venezuela, où les Dodgers ont installé deux équipes d'entraînement, font également pression en faveur de Murdoch sur le Département d'Etat. A Sacramento, la capitale de la Californie, le gouverneur, Pete Wilson, que Murdoch a soutenu financièrement lors de campagnes électorales, lui apporte son appui. Le Los Angeles Times

porte Murdoch aux commandes du cinquième groupe de communication au monde est l'un de ses principaux annonceurs, via le réseau Fox TV et le studio 20th Century Fox. Sa femme, Anna Murdoch, qui réside en permanence à Beverly Hills, est une lobbyiste auprès de la haute société de l'entertainment.

Pourtant, malgré ce dépitement des forces, il y a un problème : Ted Turner, le fondateur de la chaîne d'information CNN qui vient d'être rachetée par Time Warner, est propriétaire des Broncos, une équipe de base-ball de premier rang qui est basée à Atlanta. A ce titre, l'ennemi juré de Murdoch siège au conseil d'administration de la National Baseball League où il dispose d'un droit de veto. Pour le dissuader, Rupert Murdoch rappelle à Time-Warner qu'ils ont des projets cinématographiques en commun. Élémentaire, cher Rupert, mais plus, Ted-le-magnifique mord la poussière.

Le sport passionne guère Murdoch. En revanche, l'entrepreneur au flair infallible pour sentir les désirs du public est conscient des potentiels de cette acquisition. La marque Dodgers est sous-exploitée : le plan commercial. Les fans - majorité des jeunes - intéressent les publicitaires. Discipline olympique depuis 1992, le base-ball n'est pas seulement un sport américain. Il est populaire en Amérique latine, en Asie, même en Italie, où News Corporation a des ambitions. Les Dodgers s'ajoutent à la vingtaine d'équipes de base-ball dont Murdoch dispose des droits télévisés pour les chaînes locales, mais la télévision mise sur la retransmission exclusive des championnats de football américain de hockey sur glace.

Dans son bureau vétuste couvert de trophées d'antan tapissés de photos un peu jaunies de légendes passées, Derrick Hall, le nouveau directeur de la publicité, explique comment Murdoch a changé les Dodgers. « Nous avons révolutionné le base-ball en introduisant la touche hollywoodienne et en transformant ce sport en un divertissement. Le public s'amuse et il n'y a plus de déficit. » Le rouleau compresseur News Corp a balayé la culture O'Malley. Le directeur général, un protégé de l'ancien patron, a été brutalement remplacé

par un professionnel venu de Baltimore. Les salaires ont été doublés pour attirer les stars à l'intersaison. La publicité est apparue sur les balustrades. Le signe magique « LA », plus chic, plus sexy que les Dodgers, a été associé à l'ancien logo.

Désormais, on se rend au Dodger Stadium comme au cinéma. Une vingtaine de caméras sur le terrain, des angles nouveaux, des présentateurs jeunes et agressifs, des shows à l'hollywoodienne à la cef pour que ça aille vite. Le remake de l'hymne aux Dodgers en un air euphorisant soulève les foules. Pour la première fois depuis leur implantation en Californie, les Dodgers sont devenus l'équipe symbole d'Angelinos. Les couleurs sont dé-

Avec Wendy Deng. Il y a un an, lors d'un voyage en Chine, Rupert Murdoch est tombé amoureux de la Chinoise qui lui servait d'interprète.

naître l'âme n'a que faire de la communauté du show business, trop marginale, trop à gauche, et préfère fréquenter les milliardaires d'Orange County à la richesse discrète.

L'exécutif control, le nom, digne de La Guerre des étoiles, du bureau de David Hill, fondateur de Fox Sports, souligne les ambitions planétaires du plus grand empire médiatique consacré au sport. « Le marché du divertissement télévisuel sera plus en plus

« Nous avons révolutionné le base-ball en introduisant la touche hollywoodienne et en transformant ce sport en un divertissement. Le public s'amuse et il n'y a plus de déficit »

sormais présentes dans les boutiques plus chics de Rodeo Drive, l'artère super-riches.

De Dodgers Stadium, Sunset boulevard, The Strip, directement, via Chinatown et Hollywood à Fox Lot, le croisement Pico boulevard et l'Avenue of the Stars, se trouve la légendaire 20th Century Fox. A gauche, la fausse rue new-yorkaise où a été filmé NYPD Blue et les vieux bâtiments art déco de l'ère Zanuck, à droite le gratte-ciel à l'acier de l'ère Murdoch. Rupert, qui a ce studio de cinéma au bord de la faillite en 1985, y tenait tellement que, pour accélérer les procédures, le natif de Melbourne a pris la citoyenneté américaine. Sa garde rapprochée, Peter Chernin, le créatif de The X-Files, le technicien, co-présidents de America, mais aussi fait numéros 2 de la News Corporation, sont basés dans le haut lieu de l'entertainment. Citoyen du monde, Murdoch aime Hollywood qui fait mourir le passé pour des lendemains de science-fiction. Si, sur le plan personnel, ce réaction-

fragmenté. Par rapport aux films, le sport est un colosse. C'est la dernière frontière à conquérir. Le résultat d'un match est totalement imprévisible. Avec son vieux surfeur, David Hill a gardé la touche australienne. Le succès de Fox Sports ? « Le ballon », dit-il en esquissant un dribble avec un ballon de basket-ball. « Tant que l'on frappe le ballon, grande, petite, ou ovale, les pieds sont dans les mains, c'est gagné. Il la télé, le tennis est devenu ennuyeux, l'athlétisme, la gym, la natation ne font pas rêver en dehors des Jeux olympiques. La formule : la télé ont des publics trop spécialisés. » C'est pourquoi Murdoch investit dans des clubs - 20 % des New York Knicks (basket-ball), 20 % des New York Rangers (hockey sur glace), 10 % des Los Angeles Dodgers - et les grandes équipes sportives - 20 % du Madison Square Garden, la Mecque new-yorkaise du sport. En Angleterre, le tycoon s'est porté acquéreur de Manchester United et en Australie, il dispose de 10 % des droits de retransmissions télévisées de la National rugby league.

La terre ronde comme un ballon ? Le compagnon de route de Sa Sérénissime, David Hill, de quoi il parle. En 1992, chef du sport chez BSkyB, la chaîne britannique négociée par Murdoch, il a négocié l'acquisition des droits de retransmission télévisée des matches de la Premier League. Ce coup de génie va permettre à Sky, qui jusque-là survivait de vieux films, de comble à la guimauve et de jeux proposant la « fortune » de décoller l'audimat. Aujourd'hui, l'une des grandes lignes de la Corporation est de faire jouer les synergies entre sport, télévision, presse écrite et édition.

Le TV Guide américain exerce les programmes de Fox Net, le nouveau réseau câblé sportif qui couvre les marchés locaux et diffusera auprès de millions de foyers. HarperCollins publie des livres et des livres sur les vedettes d'antan des clubs News Corp. La grande innovation de Sky, l'affichage en permanence sur le petit écran du score et du temps qui reste à jouer dans un match de foot, a été appliquée par Fox à d'autres sports aux Etats-Unis et en Australie. Le New York Post couvre avec un intérêt digne de suspicion les exploits des équipes maison. Ses journalistes ont le monopole des accès à l'issue des séances d'entraînement, des réactions à chaud après le match. Murdoch applique la même stratégie que Canal Plus avec le PSG et Berlusconi avec le Milan AC, à la télévision planétaire.

Quand on évoque la couverture des chaînes généralistes, aux Etats-Unis comme en Europe, David Hill ne s'encombre pas de circonvolutions pour défendre City Rupert : « Ennuysé, c'est la télé de papa ! »

Mais il danger d'un monopole sur les retransmissions sportives ? « Il n'y a pas de complot machiavélique visant à dominer le monde. Nous respectons le consommateur. Nos programmes sont faits sur mesure pour répondre à la volonté du public au lieu de le prendre à haut. Les chaînes publiques en Europe ont une conception paternaliste et aristocratique de la télévision des téléspectateurs. Les démocrates, c'est nous. »

Si c'est qui il dites, Hill.

L'éclatement du FN est révélateur des difficultés de sa mutation

DEUX ans après que la crise du Front national, les premiers sondages sur les intentions européennes marquent à la fois une tendance au recul de l'extrême droite et un médiocre résultat de Bruno Mégret, entre 3 % et 5 % des voix, nullement assurée, donc, de sa survie politique. Les applications les plus fréquemment fournies mettent l'accent sur l'impact de la division et le manque de charisme du candidat délégué général comparé à celui de Jean-Marie Le Pen. Il convient d'y ajouter les difficultés pour mettre en œuvre la transformation du mouvement.

Formulé de manière implicite, l'analyse critique de M. Mégret à l'encontre de M. Le Pen est sur le plan principal : le surplace du FN depuis 1988, 14,5 % des voix à la présidentielle d'alors et 15 % dix ans plus tard ; l'impuissance du mouvement, qui dispose certes d'une grande capacité de nuisance mais ne peut espérer pour lui aucun résultat - son statut aux présidents de région est le même que celui de son vice-président de commission ; enfin, la dégradation de son image, en raison des excès de son fondateur, qui l'empêche de faire son cercle électoral habituel.

Comme remède, M. Mégret propose, semble-t-il, un nouveau projet stratégique fondé sur quatre éléments principaux. Tout d'abord, l'ancrage du FN à droite, à l'opposé du « ni gauche ni droite » proclamé par les lepenistes, jusqu'aux appels anti-Chirac de 1995. En deuxième lieu, la transformation d'un parti protestataire en un parti de pouvoir, qui doit aspirer à gouverner et pour cela accepter des compromis et des alliances. En troisième lieu, la « dédramatisation » du mouvement, qui passe par la mise en avant de son histoire, ou, si cela était impossible, la cassure du mouvement. Enfin, la captation de nouveaux électeurs en s'appuyant sur le constat que, si 20 % à 25 % des Français partagent les idées du FN, seuls 15 % vont à son faveur. Dans une quatrième étape, la mise en œuvre d'une nouvelle progression pour un parti plus sérieux et débarrassé de ses excès. L'ob-

La volonté de Bruno Mégret de transformer le Front national en parti de pouvoir se heurte à la singularité des électeurs de l'extrême droite - foncièrement protestataires - et à la coupure croissante avec les valeurs de la droite modérée



COORDINATION
Gérard Courtois
Jérôme Jaffré

L'électorat du Front national radicalement différent des autres

	FRONT NATIONAL	RPR-UDF-DL	GAUCHE ET VERTS
JUGENT LA DÉMOCRATIE INEFFICACE	58 %	29 %	21 %
NE FONT PAS CONFIANCE AUX JOURNAUX	71 %	48 %	36 %
CONSIDÈRENT QUE LA FRANCE COMPTE PLUS QU'À TOUT	71 %	48 %	37 %
DÉFAVORABLES À LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE	54 %	19 %	19 %
DÉFAVORABLES À L'EURO	63 %	32 %	32 %
JUGENT LA MONDIALISATION NÉGATIVE	65 %	35 %	35 %
JUGENT LA CONSOMMATION DE LA VIE PLUS UN DÉUT PLUTÔT QU'UNE MALADIE	52 %	31 %	31 %
PENSENT QU'IL FAUT TRAITER LES MINEURS DÉLINQUANTS COMME DES ADULTES	65 %	46 %	46 %
JUGENT MAUVAIS LE PRINCE PAPON	57 %	30 %	30 %

tif de la mutation paraît clair : imposer le FN comme un partenaire obligé de la droite modérée et lui permettre ainsi d'accéder à des positions de pouvoir locales, voire nationales.

Cependant, les données recueillies par les instituts de sondage montrent les difficultés de la tentative. L'ancrage à droite du FN se heurte à un électorat qui se caractérise par son refus des deux grandes tendances de l'esprit public. Aux législatives de 1997, selon l'enquête post-électorale du Cevipof, 79 % des frontistes déclaraient ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner le pays. Fin 1998, 63 % d'entre eux refusent encore de dire qui de la gauche ou de l'alliance possède les meilleures solutions pour le pays ; 72 % ne font pas confiance à Lionel Jospin, mais 70 % ne font pas davantage confiance à Jacques Chirac. Selon la Sofres, en cas de duel au second tour entre un socialiste et un « alt-right », 20 % voteraient socialiste, 43 % à droite (au lieu de 50 % en 1997) et 37 % se réfugierait dans l'abstention ou le vote blanc.

Il est vrai que l'électorat du FN recroquerait la main tendue de la droite comme une marque de reconnaissance. 82 % des frontistes ont avoué des ministres de leur mouvement dans un gouvernement à droite. Mais cette main tendue, les électeurs RPR et UDF s'y refusent massivement. Ainsi, selon Ipsos, 59 % des RPR-UDF considèrent les quatre prés-

dents de région de droite élus grâce au FN en 1997 n'auraient pas accepté son soutien ; 71 % estiment que l'alliance avec le FN éloignerait les distances avec l'extrême droite, 70 % déclarent qu'ils refusent d'être associés au FN dans un gouvernement de droite. Enfin, dans la liste des priorités assignées à la droite modérée, combattre le FN vient au troisième rang (avec 40 % des réponses des sympathisants RPR-UDF), devant la création d'un parti unique, le renouvellement des dirigeants et

la droite modérée (lire tableau), jusqu'à critiquer la démocratie au régime politique, critiquer la justice, rejeter la mondialisation et l'euro.

La singularité de l'électorat du FN se traduit dans la survie politique du courant, mais elle rend très difficile son intégration. 44 % des électeurs FN ne déclarent pas leur « adhésion » de la politique. Comme l'observe Pascal Perrineau (Le Symptôme Le Pen, page 115), « un des éléments de sa réussite »

Le mouvement est installé dans le rôle d'un parti antisystème, qui ne saurait donc participer à sa gestion sans se dévoyer

de politiser un mouvement et de rejeter de la politique ». Comment transformer un refus en une participation aux responsabilités ?

Tout au moins la création du FN-Mouvement national avec un chef annonce-t-elle la fin des excès verbaux. Mais cela suffira-t-il à « dédramatiser » le mouvement ? Certes, M. Le Pen apparaît comme un handicap pour le FN à une proportion croissante de Français (35 % en 1996, 43 % en 1997, 59 % en avril 1998), mais les deux tiers des électeurs frontistes continuent de voir en lui « un juste », 14 % estiment ses positions « justes », 13 % tiers qui les

font tuer. Le FN ne peut guère attirer ceux qui approuvent ses idées mais ne votent pas pour lui. Au demeurant, 14 % d'entre eux citent comme choix partisan de re-

La mutation entreprise à ses risques et périls par M. Mégret se heurte à l'obstacle des européennes, où le scrutin proportionnel rend inutile toute alliance et, ps, fait des voisins immédiats les plus rudes adversaires du FN. La bataille de Pen/Mégret aura lieu dans le camp retranché de l'électorat traditionnel du FN et les idées classiques de l'extrême droite. Ce qui n'est sans doute pas le meilleur terrain pour engager la mutation du mouvement frontiste.

trouvent « excessives ». Le changement de leader pourra-t-il, pour autant, faire basculer la fraction de l'électorat reboutée, jusque-là, par le style du mouvement ? Rien n'est moins sûr. Le principal facteur de résistance à la mutation du FN réside moins dans M. Le Pen que dans la nature du parti, jugé par 87 % des Français « raciste », par 73 % « pas capable de gouverner » et par 73 % comme constituant « un danger pour la démocratie ».

Il est vrai que 20 % à 25 % des électeurs d'accord avec les idées du FN, ce qui constitue sur le papier un réservoir de nouveaux électeurs représentant 5 % à 10 % des voix, pouvant permettre l'envoie de la liste de M. Mégret aux européennes. Selon l'enquête de la Sofres pour Le Monde et RTL en avril 1998, 25 % des RPR, 15 % des UDF, 11 % des communistes, 7 % des socialistes et 7 % des autres s'accordent avec les idées du FN. Mais, en réalité, le groupe composite lui accorde sa confiance que sur le seul thème de l'immigration (47 % d'entre eux le choisissent sur ce thème comme le parti le plus capable d'y faire face). En revanche, ils ne votent que 18 % à l'issue de l'insécurité, 6 % sur le chômage, 2 % sur l'économie. Attirer une forte proportion de nouveaux électeurs suppose aussi que l'immigration prenne une place déterminante dans les motivations de vote, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Dès lors, le FN ne peut guère attirer ceux qui approuvent ses idées mais ne votent pas pour lui. Au demeurant, 14 % d'entre eux citent comme choix partisan de re-

La mutation entreprise à ses risques et périls par M. Mégret se heurte à l'obstacle des européennes, où le scrutin proportionnel rend inutile toute alliance et, ps, fait des voisins immédiats les plus rudes adversaires du FN. La bataille de Pen/Mégret aura lieu dans le camp retranché de l'électorat traditionnel du FN et les idées classiques de l'extrême droite. Ce qui n'est sans doute pas le meilleur terrain pour engager la mutation du mouvement frontiste.

Jérôme Jaffré est directeur du Centre d'études et de connaissances sur l'opinion publique (Cecop).

Pour en savoir plus

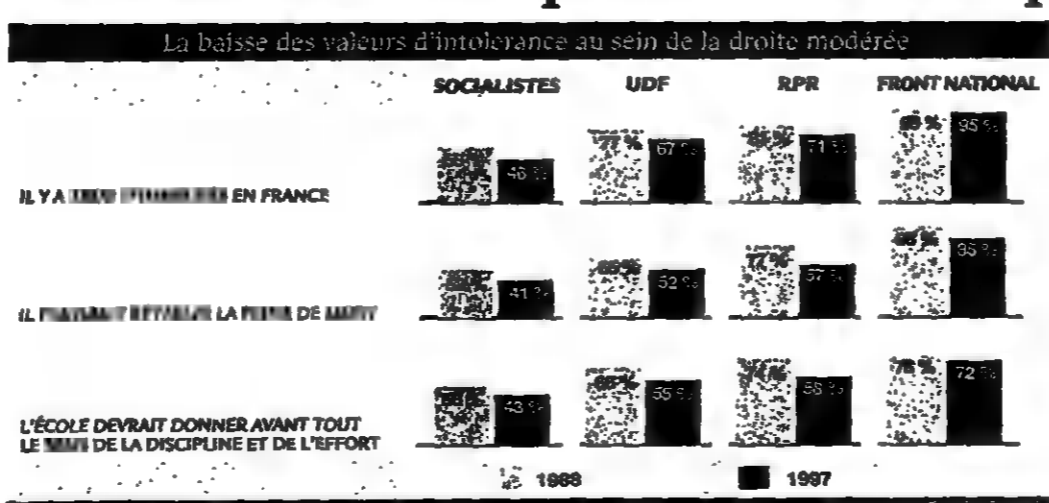
Le Symptôme Le Pen, de Pascal Perrineau, Fayard, 1997, 257 p., 120 F (18,29 €). Examine les caractéristiques du FN et les interprétations de son enracinement depuis quinze ans. L'Après-Le Pen, de Michaël Darmon et Michaël Rosso, Le Seuil, 1998, 271 p., 130 F (18,29 €). Décrit, quelques mois après la scission, la montée en puissance de Bruno Mégret au sein du parti, son opposition croissante avec Jean-Marie Le Pen et la gestion municipale de Vitrolles. Du « lepenisme » au vote frontiste, par Nicolas Mayer, Armand Colin, 1998, 128 p., 338 F (48,48 €). Étude du vote FN aux législatives de 1997 en soulignant son autonomie par rapport au vote présidentiel et les progrès dans les zones où il s'est le plus implanté.

Le Gaullisme après la Gaule, d'Andrew Knapp, Le Seuil, 1996, 191 p., 110 F (29,72 €). Étudie les évolutions idéologiques du RPR, de la synthèse gaulliste à la position de droite clairement assumée. L'extrême droite en Europe, de 87 à la revue Pouvoirs, 1998, 219 p., 125 F (14,48 €). Eclairage historique sur l'extrême droite en France ; offre une comparaison avec l'extrême droite européenne, du fascisme à l'Autriche. La France bifurquée, de Jean-Christophe Cambadélis et Eric Osmond, Plon, 514 p., 139 F (21,19 €). Une histoire de l'extrême droite qui retrace la renaissance de cette famille politique, marginalisée après la Libération.

Le RPR à la difficile reconquête des électeurs perdus

UNNE proportion déterminante de l'électorat du Front national est issue de la droite modérée, parmi les personnes ayant voté pour un candidat FN au premier tour des élections de 1997, 61 % déclarent avoir voté pour Jacques Chirac le 7 mai 1995. La stratégie du RPR passe donc par la reconquête de ces électeurs perdus. Peut-il y parvenir en parlant aux électeurs séduits par l'extrême droite des sujets qui les préoccupent ? A observer la manière dont le RPR a pris en charge les préoccupations frontistes dans ses programmes, il semble plutôt être passé d'une phase de rapprochement à une prise de distance. Et, même si celle-ci masque parfois des attitudes plus flottantes, elle correspond à l'évolution d'un électorat RPR s'éloignant progressivement de l'univers idéologique du FN.

Dans un premier temps, la tendance a bien été au rapprochement. De 1986 à 1993, les programmes électoraux du mouvement gaulliste en témoignent. La lutte intransigeante contre l'insécurité est érigée en priorité. Le thème de l'immigration est associé à celui de l'identité nationale. La volonté d'expulser les immigrés en situation irrégulière est mise au pair avec la défense d'un modèle d'immigration fondé sur le refus de toute forme de multiculturalisme. En 1988, une première accentuation va dans le sens d'un patriotisme plus accusé et d'une fermeté accrue dans le contrôle des flux migratoires (la lutte contre l'utilisation abusive du droit d'asile est affichée). Mais le dosage ne se modifie nettement qu'aux élections législatives



de 1993. Se plaçant sur le terrain du FN, le RPR se pose comme le porte-drapeau de « l'exception nationale » : son programme s'ouvre sur une interrogation nationale : « Y aura-t-il encore une France en l'an 2000 ? ». Mais le domaine de l'immigration, il réaffirme que « le seuil de tolérance est franchi depuis longtemps », prône « une exclusion sans mansuétude » des immigrés en situation irrégulière, stigmatise la « polygamie » et réaffirme qu'il « faut reconsidérer certains aspects de notre système de solidarité sociale » en réaffirmant le rôle de la famille.

Depuis 1995, une nouvelle séquence est ouverte. Des signes de distanciation, comme le refus d'alliance de droite, ont été affichés. Mais, à l'approche présidentielle, le programme de Jacques Chirac est devenu radicale-

ment la logique d'emprunt privilégiée deux ans auparavant. Face à un concurrent, Edouard Balladur, qui campe sur une position plus traditionnelle, il inverse l'ordre des priorités en réagissant en dernière position les thèmes de la sécurité ou de l'immigration. Il change les références en substituant la République à la nation et en plaçant les valeurs de tolérance et d'égalité des chances avant celle d'identité.

La plate-forme d'union RPR-UDF de 1997 a globalement tenu la même ligne. Fait marquant, elle n'évoque même pas la question de l'immigration. Si elle s'adresse aux électeurs conquis par l'extrême droite, c'est en évoquant d'autres sujets qui les préoccupent, en particulier la sécurité (sanctions alternatives pour les délinquants, réponses judiciaires aux délits commis par les mineurs, lutte contre la drogue, etc.)

et la criminalité de la vie publique. Pourtant, la loi de la prise de distance exige d'être nuancée. Les programmes officiels n'épuisent pas l'attitude de la droite gaulliste.

Et l'on ne dit pas la même chose dans une réunion électorale, au niveau local ou national. Là même, on ne agit pas toujours comme on le proclame : le RPR peut simultanément dénoncer les compromissions avec l'extrême droite et accueillir le maire de Nice qui en est issu. Plus encore, au sein même de l'organisation, les prises de position divergent. Certains se prononcent peu ou prou pour une reprise du thème du FN, à l'image d'Alain Juppé ou d'Alain Peyrefitte, d'autres appellent à la dénonciation des idées de l'extrême droite - comme Jean-Pierre Delalande dans un rapport demandé sous la présidence d'Alain Juppé.

Au même moment de la vie politique, le mouvement, Philippe Séguin a redonné sa mission au RPR de parler aux électeurs du FN « des sujets qui les angoissent ». La tâche est risquée : la voie de plus en plus étroite. Depuis une dizaine d'années, ceux qui se reconnaissent dans la droite modérée ont un système de valeurs qui se distingue plus qu'auparavant de celui des sympathisants de l'extrême droite. Le mouvement de dédramatisation culturelle les a touchés, en particulier les sympathisants du RPR, jusqu'alors moins tolérants que ceux de l'UDF. Par rapport à 1988, les RPR sont, par exemple, moins favorables au multiculturalisme (la peine de mort (-20 points), l'immigration (-16 points), le nombre de personnes qu'il y a trop d'immigrés (-10 points).

Depuis une dizaine d'années, les preuves d'une radicalisation de l'électorat de la droite modérée sont introuvables. En fait, les sympathisants du RPR se trouvent aujourd'hui à l'égal de ceux des socialistes et des frontistes, un peu plus proches des premiers. Dans ce contexte, l'effacement de la formation de Bruno Mégret sur l'électorat apparaît très significatif : qu'on ne peut exclure que la scission de l'extrême droite modifie les jeux dans les cercles militants locaux.

Florence Haegel est chargée de recherches au Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française).

t 3
15

fait
tunes
fé-
mo-
et dé-
le
au
n tête
de en
Après
le dé-
le bis-
lire es-
la ré-
nagée.
Au-
Soldini
e. Il est
tape, il
rs.

page

10A

mou. plutôt
dessus, il ne
se décrit ain-
d'Air France
tit-fils de ce-
la SFO, ne-
le Force ou-
le a conquis
trait d'un pa-
z qui confie,
des rambling.

Lire page 13
national... 18
en de bon... 18
en l'ind... 22
en l'ind... 25
en l'ind... 25
en l'ind... 26
en l'ind... 26
en l'ind... 26

DISPARITIONS

Walter Lini

Le père de l'indépendance du Vanuatu

LE PASTEUR anglican Walter Lini, premier ministre du Vanuatu de 1978 à 1991, est mort dimanche 21 février d'une infection virale. Il avait 56 ans. Fer de lance du mouvement d'indépendance dans l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, dans le Pacifique sud, il était la plus grande figure politique du pays, largement considéré comme le père de la République du Vanuatu.

Né en 1943 à l'île de Pentecôte (nord-est de l'archipel du Vanuatu), Walter Lini avait une formation ecclésiastique en Nouvelle-Zélande où il fut même élève à l'école anglaise de l'épiscopat.

d'Aoba, un jeune anglophone le plus brillant, où le Royaume-Uni formait la future indépendance. C'est d'ailleurs Walter Lini, ministre du gouvernement local, qui a été le premier à Paris du dernier « commissaire résident » français aux Nouvelles-Hébrides, « modérés » (partis d'obédience francophone), en voyant en revanche clair le commissaire britannique à son propre parti francophone, le Parti nationaliste du Vanuatu (PNV). L'indépendance, en 1980, installa Walter Lini au poste de premier ministre, une fonction qu'il occupa jusqu'en 1991. Le climat tendu du post-colonialisme des prises de position radicales, en particulier sur la question nucléaire, qui a fait de la Nouvelle-Calédonie. Les partis étaient proches du FNKS et Walter Lini comptait parmi ses amis nombre de leaders indépendants canaques.

UNE JOURNÉE À TOULOUSE

Le Monde LA POSTE

Vendredi 12 mars 1999

LE MONDE ET LA POSTE vous invitent à

Rencontrer

des acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde

Découvrir

Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélique

Débattre

« Vivre à Toulouse » un débat public dont vous êtes les acteurs : les questions de l'avenir de la ville aux responsables politiques, économiques, culturels...

au THÉÂTRE DE LA CITÉ à partir de 13 h 30
1, rue Pierre-Baudis, Toulouse
Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Toulouse

Question :

A retourner par courrier à : LE MONDE, Jean-Paul BESSET
10, rue des Arts, 31000 Toulouse

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :
3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1066 F 1 AN - 1980 F
au lieu de 585 F au lieu de 1170 F au lieu de 2340 F
* Prix de vente au numéro (livre en France métropolitaine uniquement) Bot. 360 F d'économie

Je joins mon règlement soit :
par carte bancaire ou postal à l'ordre du Monde

Date de validité : _____ Signature : _____
M. M. Mme Nom : _____

Prénom : _____ Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2180 F	2060 F	2340 F
3 mois	585 F	790 F	1170 F

• Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc.
Téléphonez au 01-42-17-32-40 de 8h30 à 18h30 du lundi au vendredi.
• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension temporaire un numéro exclusif : 03 022 021 (0,99 F TTC/mn)
bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, Abonnements-24, avenue du Général-Leclerc 69646 Chantilly Cedex.

Zélandais, souhaitaient se retirer de l'archipel ; pour autant laisser la France récupérer leur « part » d'influence au Vanuatu.

C'est d'ailleurs Walter Lini, ministre du gouvernement local, qui a été le premier à Paris du dernier « commissaire résident » français aux Nouvelles-Hébrides, « modérés » (partis d'obédience francophone), en voyant en revanche clair le commissaire britannique à son propre parti francophone, le Parti nationaliste du Vanuatu (PNV). L'indépendance, en 1980, installa Walter Lini au poste de premier ministre, une fonction qu'il occupa jusqu'en 1991. Le climat tendu du post-colonialisme des prises de position radicales, en particulier sur la question nucléaire, qui a fait de la Nouvelle-Calédonie. Les partis étaient proches du FNKS et Walter Lini comptait parmi ses amis nombre de leaders indépendants canaques.

Pourtant, à l'épreuve du pouvoir, l'attitude de Walter Lini à l'égard de la France s'assouplit. Il s'efforça d'obtenir une aide en France en 1988. En 1987, il fut victime d'une hémiplegie qui l'affaiblit considérablement. Evincé de son parti, il fonda un nouveau parti en 1991, le Parti nationaliste (PNV). Quelques mois plus tard, le PNV conclut une coalition avec l'Union des partis modérés (UPM), parti francophone mené par Maxime Carlot. C'est donc paradoxalement grâce au soutien de Walter Lini qu'un francophone a obtenu, pour la première fois, le poste de premier ministre du Vanuatu. Les familles Allouche, Zeltoum, Cohen-Boulhaka, Cohen, Gami, Gauthier, leurs enfants et petits-enfants, ses parents et alliés, ses nombreux amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre ALLOUCHE, administrateur civil au ministère des Finances, conservateur des hypothèques honoraire, ancien député.

Florence de Changy

JOURNAL OFFICIEL

Le Journal officiel du lundi 22-mardi 23 février sont publiés :
• Logement : deux décrets sur le fonctionnement du fonds de soutien de l'économie sociale du logement.
• Enseignement : un arrêté portant attribution du diplôme d'ingénieur de l'École nationale supérieure de l'aéronautique et de l'espace en 1998.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Bienvenue.

- Mariage.

Mari-Claude et Alistair MacLAREN, épouse et Marius GERARDIN, les grands-parents, sont heureux de l'accueillir dans le monde.

- Mariage.

- Anne et Matthieu.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Mariage.

- Sylvie Zaidman et Michèle Maitre, Patrick et Frédéric, Arielle, Agathe, Ambre et Canelle, Stanley Kahn, Richard Kahn, Thomas Lutz, Raelin Hamina, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Deborah CAEN ZAIDMAN, journaliste,

survenu le 11 février 1999.

- Trop de peine...

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Ninette CHEMLA, née BONAN,

survenu le 20 février 1999.

De la part de :
M. Georges Bonan,
M^{me} Rachel Souffir,
M^{me} Yvonne Bonan,
ses frères et sœurs,
M^{me} Chantal Chemla,
sa fille,
M^{me} M^{me} Gabriel Souffir
et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel
et leur fille,
ses neveux,
Michel, Brigitte, Pierre, Jean-
Yves et Geneviève,
ses petits-enfants,
Et tous ses arrière-petits-enfants.

Que son souvenir soit associé à celui de son mari,

Joseph CHEMLA,

qui nous a quittés le 15 mars 1992.

127, avenue de Flandre,
75019 Paris.

- M. et M^{me} Gérard Dasse,
M. et M^{me} Claude Dasse,
M. et M^{me} Alain Dasse,
M. et M^{me} Thierry Dasse,
ses fils et belles-filles,
Bruno, Eric, Nathalie, Karin, Cécile,
Alexandre, Laurence Dasse,
ses petits-enfants,
M^{me} Flore Marchais-Le Clerc,
M^{me} Charles Cohn-Dasse,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} André Dreyfus,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Nico DASSAS,

chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,
croix de la guerre 1939-1945,
grand téméraire de guerre,
ancien déporté.

survenu dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont lieu mardi dans l'intimité familiale.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

On nous prie de faire part.

- Le Bureau national de l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public, a la grande tristesse de faire part du décès, le 18 février 1999, de son président-fondateur.

Louis-Marie MORFAUX,
professeur honoraire aux lycées
Condorcet et Claude-Bernard,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de l'association de 1971 à 1998.

Par son action, son enseignement et ses écrits, il a défendu et illustré la tradition vivante de l'enseignement philosophique français.

- Isabelle Perrin,
Simon et Lucas,
Et toute la famille,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. J. PERRIN

survenu à Paris, le 11 février 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 février à 16 heures, en l'église d'Eysines (Gironde).

23, rue de la République,
93000 Paris.

- Catherine Truquand,
épouse de la famille,
et la Communication,
François Berré,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. J. PERRIN

survenu à Paris, le 11 février 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 février à 16 heures, en l'église d'Eysines (Gironde).

23, rue de la République,
93000 Paris.

- Catherine Truquand,
épouse de la famille,
et la Communication,
François Berré,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. J. PERRIN

survenu à Paris, le 11 février 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 24 février à 16 heures, en l'église d'Eysines (Gironde).

23, rue de la République,
93000 Paris.

- Catherine Truquand,
épouse de la famille,
et la Communication,
François Berré,
ont la tristesse de faire part du décès de

La loi sur l'audiovisuel et la succession à l'AFP embarrassent Matignon

Après plus d'un an et demi d'hésitations et au terme d'un dernier sursis accordé à Catherine Trautmann pour finaliser son projet de loi, le premier ministre est désormais en première ligne et doit assumer le risque politique de cette réforme

LES ERREMENTS du projet de loi sur l'audiovisuel resteront sans doute comme l'un des pires dossiers du gouvernement Jospin. « Cette réforme s'est mystérieusement compliquée », déclare Dominique Mathus, rapporteur du projet de loi. C'est un euphémisme. Aucune décision gouvernementale n'a encore été prise sur le maintien de ce projet initié voici plus d'un an et demi.

Afin d'être en demi-
 jour une semaine de travail, qualifiée — positive », a eu lieu la 1^{re} conférence à Maignon le 10 mars. Le ministre Trautmann, ministre des cultures, communication, et Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et du budget. Une autre réunion interministérielle aura débuté pour essayer de trouver un ultime consensus avant l'arbitrage définitif du premier ministre. C'est paradoxalement au moment où M^{me} Trautmann a réussi à fédérer une majorité phrétique autour du projet loi tel que les amendements survient sa réforme s'amenuise (*Le Monde* du 4 février). S'il n'est pas inscrit dans le calendrier parlementaire avant la fin du premier semestre, le projet risque d'être définitivement abandonné.

donné. Trouver un créneau pour envisager une discussion à l'Assemblée au cours des six derniers mois de l'année sera plus compliqué, en raison de l'actualité parlementaire.

Dans le dossier, chacun tente désormais d'imputer la responsabilité des hésitations politiques à son voisin. La Rue ■ Valois, Matignon ■ Bercy ■ renvoient la balle. ■ un premier temps, Catherine Trautmann n'a manifestement pas mesuré la ■ capacité de réaction ■ lobbyistes du secteur privé de l'audiovisuel, ■ qui l'a obligée ■ effectuer une spectaculaire reculee par rapport à ■ ambitions initiales.

SOUTIEN INESPÉRÉ

C'est presque par défaut, ■ pour répondre ■ à une idée chère à la gauche ■, selon un député, que le ministre s'est mis à réformer la télévision publique, en abaissant ■ le temps de publicité sur France 2 ■ France 3. Catherine Trautmann ■ reçu, fin septembre 1998, le soutien inespéré de Lionel Jospin. Sortant de sa réserve, le premier ministre ■ plus loin que prévu ■ défendant ■ ligne la plus dure proposée par

la Rue de Valois, soit une réduction de douze à cinq minutes de publicité par heure sur les grandes chaînes publiques. En accordant, le 1^{er} janvier, un ~~montant~~ ~~de~~ Catherine Trautmann pour lui permettre de trouver un ~~crédit~~ ~~de~~ au ~~sein~~ de la majorité « plurielle » et chez les professionnels, le premier ministre s'est une nouvelle fois engagé.

Porte du feu vert obtenu, le 7 février, les députés de la majorité en charge des questions audiovisuelles, M^{me} Trautmann pourrait donc renvoyer à M^{me} de la Motte la responsabilité d'un éventuel projet de loi si le premier ministre le repoussait définitivement. « Tout ce problème est désormais aux hésitations dans l'entourage de Lionel Jospin », explique un député. Dans la perspective de l'élection présidentielle, plusieurs conseillers l'incitent à ne pas « lancer un appel parlementaire » long et compliqué.

Le président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Jean Le Garrec, Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire) et Frédéric Bredin (PS, Seine-Maritime) nènent ■■ froude auprès ■■ conseillers de Matignon, pour les convaincre ■■ l'utilité d'une loi sur l'audiovisuel. « ■■ rien fait aurait des conséquences considérables ■■ le public et le privé », affirment-ils. M^{me} Trautmann recevra ■■ l'appel ■■ députés rocardiens.

Elle se heurte encore aux critiques de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialistes à l'Assemblée nationale, ou de Jean-Marie Le Guen, député PS de Paris. Ce dernier estime « insuffisante la pérennité des formations du secteur public » et préconise « la

conséquences incontournables du déplacement massif et **rapide** du marché publicitaire vers le privé ». A un **projet** de loi, M. Ayrault préférerait une **liste** d'aménagements restreints, **à** la fin de l'exclusivité **de** diffusion **des** chaînes publiques sur TPS **et** l'allongement du mandat du président de France Télévision.

« Ici sur l'audiovisuel n'est pas le seul dossier à embarrasser chaque jour davantage Matignon. A l'exception de la privatisation RMC, qui s'est passée sans trop de heurts, du plan social négocier avec la CGPME française de production (SFP), les dossiers de communication sont très régulièrement des difficultés. Incontestable au niveau supérieur de l'audiovisuel, la Commission nationale (CSA) ou l'ARF, les nominations des présidents des sociétés publiques de l'audiovisuel, qu'il s'agisse de Radi France, de la France Internationale (RFI), l'Institut national de l'audiovisuel (INA), la Société de Production France Outre-mer (RFO) ne sont pas l'exception sans tergiverser ni rebondissement.

DYSFONCTIONNEMENTS

Aujourd'hui, les problèmes de succession à la présidence de l'Agence France Presse (AFP) sont particulièrement délicats. Le crédit des pouvoirs publics. La fin du mandat triennal de Jean Miot, le 2 février, doit tout sauf une

surprise. ■ Les pouvoirs publics, ■ commandant un audit à charge sur la gestion ■ Jean Miot voici un an, n'ont pourtant en rien préparé ■ succession », déplore un cadre de l'AFP. ■ Les dysfonctionnements sont apparus ■ les représentants ■ le premier ■ conseil d'ad-

References

fait pas prêt à faire le saut. En tout cas, « cette crise n'aurait dû avoir lieu », selon un observateur. « La seule gloire Matignon est d'avoir réussi à ne pas donner image politique », dit-il. « Le départ de Jean », ajoute-t-il, « n'a aucun candidats », dit-il, « ou offi-

Un contrôle parlementaire pour France Télévision

Jean-Marie Guen, député PS de Paris et rapporteur du comité public de l'audiovisuel de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a indiqué à *Monde* qu'un contrôle sur la gestion de France Télévision allait être prochainement engagé par la commission.

C'est au cours d'un contrôle de ce type qu'Alain Griotteray (ex-député UDF du Val-de-Marne) a découvert des anomalies dans les contrats passés entre France 2 et les animateurs-producteurs, ce qui avait entraîné, en juin 1996, la chute de Jean-Pierre Elkabbach, alors président de France 2 et de France 3.

ministration - qui l'a ~~trouvé~~^{trouvée} pas le trouver au ~~ministère~~^{ministère} ni au sein du gouvernement. C'est bien que, malgré les protestations de Matignon (et de la Haute-Volais), Pierre Jeanette, le candidat favori du directeur général de Sud-Ouest, eut l'impression de passer un examen de passage à Bercy. Il n'a obtenu la double autorisation d'un abandon de créance d'un prêt eu l'Etat ni l'AFP ni d'un budget 1999 pour l'agence voté avant septembre.

ceux, ne semble faire l'unanimité. « La façon dont le conseil d'administration tarde à élire le nouveau président de Jean Lévesque et la situation de blocage actuelle démontrent par l'absurde le besoin de moderniser les statuts de l'APP », affirme Monique Villa, directeur du développement et des affaires commerciales de l'agence. Cette fois-ci, la partie de mistigri n'a joué, au conseil d'administration, entre les représentants de la province et ceux de l'État.

Nicole Vulser

La CLT-UFA a décidé de céder sa participation dans la chaîne Première au groupe Kirch

ALBERT FRÈRE a enfin obtenu ~~l'autorisation~~. Depuis dix ans, le ~~père~~ de la CIT-FA n'a pu cesser d'obtenir de son ~~co-directeur~~ Bertelsmann l'autorisation de ~~mettre~~ le groupe de la télévision à péage. Il vient de recevoir ~~l'accord~~ au principe de Bertelsmann ~~pour~~ ~~accéder~~ la participation à la CIT-FA dans Première, contrôlée à ~~50 %~~ avec Kirch. L'homme d'affaires belge n'a jamais vraiment ~~eu~~ son peu de goût pour la ~~télévision~~ payante. ~~Seul~~ lui, ~~son activité~~ est trop gourmande en capitaux et ~~il a~~ surtout tendance à enrichir les détenteurs de ~~actions~~ au détriment des opérateurs.

En analyse l'avait conduit, l'an passé, à organiser le réseau de la CLT-UFA du tour du table du bouquet TPS. En Allemagne, Albert Brex a considéré qu'il valait ~~pas~~ opportuniste ~~de~~ continuer à investir des sommes considérables dans ~~une centrale~~ ~~difficile~~ de la chaîne cryptée allemande ». Outre-Rhin, le groupe Kirch est le maître du patron de Première grâce à la maîtrise des droits de ~~sa~~ ~~les~~ ~~analyses~~ américains et du contrôle de la technologie du décodeur numérique. En son temps, Canal Plus, qui détenait 37,5 % de Première, ~~avait~~ parvenu à la même analyse et s'était retiré, préférant la ~~diffusion~~ avec NetHeld.

Pour l'heure, la CLT-UFA n'aurait pas encore vendu sa participation à la Première. « Nous essayons de parvenir à une solution finale des négociations les plus rapides possibles », affirme, mardi 23 février, le groupe UFA qui possède un droit de préemption. Malgré un portefeuille de 1,7 million d'abonnés, la chaîne cryptée n'a jamais été rentable. Elle aurait affiché 400 millions de francs de pertes en 1991 (205 millions €) sur un chiffre d'affaires de moins de 700 millions.

Pour conclure cette vente, la CLT-UFA et Canal Plus et Kirch lors de l'échange entre Téléplus et Canal Plus. L'échange, le prix de la vente est évalué autour de 60 millions (1.454 €). À cette somme, l'entreprise a évalué entre 12 et 14 milliards de francs (entre 1,8 et 2,1 milliards €), soit 6 à 7 milliards de francs pour la CLT-UFA (1 milliard €, 1,05 milliard €). Avec ce pactole, l'opérateur luxembourgeois compte se renforcer sur son métier traditionnel : la télévision généraliste en Europe et le multimédia. Il compte aussi devenir un des leaders européens du négocier des droits. Mais il ne faut qu'il ne s'aperçoive que Canal Plus pourrait l'amener à participer au capital du club de football des Girondins de Bordeaux. M. G. a été en opération, c'est la phase d'examen du dossier » après l'appel d'offres lancé par le club.

SCISSION DÉMENTE

Le retrait de la Première ne devrait pas être l'occasion d'une **union** entre la CLT et l'UFA. Didier Belens, **un** droit d'Albert Frère, **est** **démonté** ces **raisonnements** **sans** **fondement** **soûlève** l'unicité **de** **vues** **sur** **M. Frère** **et** **la** **CLT**. Certains imaginent déjà une alliance **de** la CLT-UFA, **entre** la télévision payante, **et** **TF1**, première **de** la généraliste d'Europe, dont M. Frère est administrateur: Patrick Lay, PDG de la Une, affirme **ne** **avoir** **pas** **intention** **de** **se** **retirer** **de** **la** **CLT** **et** **de** **pege**. Selon lui, **TF1** continue **de** regarder **les** **opportunités** **se** **présenter** **à** **la** **fin** **de** **l'année**.

Guy Duthell et Philippine Ricard

Le ■ Wall Street Journal ■ évoque
une fusion entre Canal Plus et BSKvB

LES NÉGOCIATIONS entreprises entre Canal Plus et le magnat austro-américain Rupert Murdoch font couler beaucoup d'encre. Le *Wall Street Journal* assure que Rupert Murdoch, **CEO** de **News Corp.**, mène des pourparlers visant purement et simplement à fusionner le bouquet de chaînes thématiques britannique BSKyB (dont il contrôle 40 %) avec le groupe français. Un scénario créerait le plus important groupe européen de télévision à péage.

Selon le quotidien américain, **M. Murdoch** est favorable à une solution de fusion ou à des échanges d'actifs, ce qui lui donnerait les clés de la **FR3** payante en Europe (il n'est pour l'instant réellement présent qu'en Grande-Bretagne). L'idée d'un rachat de Canal Plus par **BSkyB** semble en revanche écartée. **Rupert Murdoch** de **News Corp.**, PDG de Canal Plus, se **rencontre** plusieurs fois, à **New York**, à **Paris**, pour **avancer** ces

discussions (*Le Monde* du 23 février).

Le groupe **Canal Plus** s'est refusé, le 23 février, à « **renouer la rumeur du jour** ». Le **Wall Street Journal** précise que les deux groupes envisagent également d'autres scénarios, comme **l'investissement** de **BSkyB** **internationaux** **Canal Plus**, ou encore une fusion des **filiales numériques** **deux géants** de la télévision payante en Europe.

Le quotidien new-yorkais ne cache pas que le plus important problème, dans un éventuel rapprochement entre Canal Plus et BSkyB, devrait venir de la Commission de Bruxelles. Un porte-parole de Karel Van Miert, le commissaire en charge des questions de concurrence, a précisé qu'un accord entre les deux groupes « soulèverait un grand nombre de problèmes ».

N. V.

Q

OFFRE SPÉCIALE PME

Vous voyez quelque chose à rajouter ?

TROPHÉE DE
L'INNOVATION 99
INFO PC / FHT

CHOIX DE LA REDACTION
WINDOWS NEWS 2/99

DESKPRO SERIE EP SB 6350X

- Moniteur 17" 5700
- Format minitour transformable en Desktop
- Processeur Intel® Pentium® II 350 MHz
- Intel® 440BX AGPset - Bus interne à 100 MHz- 512 Ko cache
- 64 Mo SDRAM 100 MHz (384 Mo max)
- Disque dur SMART II Ultra ATA 6,4 Go
- Carte graphique Matrox Millennium 6200 AGP 8 Mo
- Lecteur CD-Rom 32x
- Audio Compaq Premier Sound
- Modem V90 56 kbps
- Clavier avec touche Euro et souris Intellimouse
- Compatibilité An 2000 : matériel + Bios
- Windows® 98
- Norton Antivirus 4.0 pré-installé
- CD de restauration en standard

GARANTIE 3 ANS*
*Sauf pour les composants optionnels

MICROSOFT OFFICE 97 EDITION PME
FRANCAIS

8990^{FHT}
10 842^{FHTC}

COMPAQ à suivre...
www.compaq.fr

PROFITEZ DE CETTE OFFRE AU
0 803 804 805
OFFREZ-VOUS UNE VÉRITABLE GARANTIE

*Les garanties ne couvrent pas les dommages dus à l'usage abusif ou à la négligence. Elles ne couvrent pas les dommages dus à l'usage non autorisé. Les garanties ne couvrent pas les dommages dus à l'usage non autorisé. Les garanties ne couvrent pas les dommages dus à l'usage non autorisé.

embarrassent Matignon

Le ministre de l'Environnement, Jürgen Trittin, a annoncé mardi 22 février, le renoncement à interdire le retraitement des déchets nucléaires usés, une mesure qui aurait entraîné la normalisation des relations entre les deux pays dans le domaine, a déclaré le président de Cogema, Jean Syrota (lire page 2).

Le constructeur automobile allemand a assuré aux analystes financiers qu'il « prendra toutes les mesures pour que sa filiale britannique Rover sorte du rouge en l'an 2001 », a indiqué lundi un porte-parole de BMW.

La métallurgie allemande s'est ralliée, lundi, à l'accord salarial pilote. Bode-Wurtemberg conclut la semaine dernière. Les métallurgistes allemands d'une augmentation de 3,2 % en 1^{er} mars, auxquels s'ajoutent un trimestre unique de 1 % dans l'année et une prime de 100 euros pour janvier et février 1999. La Bavière sera le premier Land à signer l'accord signé lundi le Bade-Wurtemberg.

La grève dans la filiale du papierier finlandais UPM-Kymmene, à Strasbourg, a été reconduite mardi à la suite de l'échec des nouvelles négociations sur le passage aux 35 heures et surtout sur le montant des indemnités de licenciement concernant la fermeture de l'unité de pâte à papier.

CGM : la Compagnie générale maritime a signé lundi avec Delmas un accord de principe pour lui racheter les lignes Méditerranée-Caribbes et Méditerranée-Guyane-Brazil.

TRANSAUTOMOBILES : les conducteurs d'autobus à Nîmes (Gard) poursuivront lundi 22 février leur mouvement de grève déclenché vingt jours plus tôt pour protester contre l'agression d'un chauffeur.

Le ministre de l'Environnement, Jürgen Trittin, a annoncé mardi 22 février, le renoncement à interdire le retraitement des déchets nucléaires usés, une mesure qui aurait entraîné la normalisation des relations entre les deux pays dans le domaine, a déclaré le président de Cogema, Jean Syrota (lire page 2).

Le constructeur automobile allemand a assuré aux analystes financiers qu'il « prendra toutes les mesures pour que sa filiale britannique Rover sorte du rouge en l'an 2001 », a indiqué lundi un porte-parole de BMW.

La métallurgie allemande s'est ralliée, lundi, à l'accord salarial pilote. Bode-Wurtemberg conclut la semaine dernière. Les métallurgistes allemands d'une augmentation de 3,2 % en 1^{er} mars, auxquels s'ajoutent un trimestre unique de 1 % dans l'année et une prime de 100 euros pour janvier et février 1999. La Bavière sera le premier Land à signer l'accord signé lundi le Bade-Wurtemberg.

La grève dans la filiale du papierier finlandais UPM-Kymmene, à Strasbourg, a été reconduite mardi à la suite de l'échec des nouvelles négociations sur le passage aux 35 heures et surtout sur le montant des indemnités de licenciement concernant la fermeture de l'unité de pâte à papier.

CGM : la Compagnie générale maritime a signé lundi avec Delmas un accord de principe pour lui racheter les lignes Méditerranée-Caribbes et Méditerranée-Guyane-Brazil.

TRANSAUTOMOBILES : les conducteurs d'autobus à Nîmes (Gard) poursuivront lundi 22 février leur mouvement de grève déclenché vingt jours plus tôt pour protester contre l'agression d'un chauffeur.

Le ministre de l'Environnement, Jürgen Trittin, a annoncé mardi 22 février, le renoncement à interdire le retraitement des déchets nucléaires usés, une mesure qui aurait entraîné la normalisation des relations entre les deux pays dans le domaine, a déclaré le président de Cogema, Jean Syrota (lire page 2).

Le constructeur automobile allemand a assuré aux analystes financiers qu'il « prendra toutes les mesures pour que sa filiale britannique Rover sorte du rouge en l'an 2001 », a indiqué lundi un porte-parole de BMW.

La métallurgie allemande s'est ralliée, lundi, à l'accord salarial pilote. Bode-Wurtemberg conclut la semaine dernière. Les métallurgistes allemands d'une augmentation de 3,2 % en 1^{er} mars, auxquels s'ajoutent un trimestre unique de 1 % dans l'année et une prime de 100 euros pour janvier et février 1999. La Bavière sera le premier Land à signer l'accord signé lundi le Bade-Wurtemberg.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

COGEMA : la décision du ministre allemand de l'environnement, Jürgen Trittin, lundi 22 février, de renoncer à interdire le retraitement des déchets nucléaires usés, marque un retour à la normale des relations entre les deux pays dans le domaine, a déclaré le président de Cogema, Jean Syrota (lire page 2).

MICHELIN : le fabricant de pneus français a son homologage italien, Pirelli, ont signé, lundi 22 février, un accord de développement conjoint du système PAX, mis au point par Michelin, permettant de continuer à rouler après une crevaisson.

BMW : le constructeur automobile allemand a assuré aux analystes financiers qu'il « prendra toutes les mesures pour que sa filiale britannique Rover sorte du rouge en l'an 2001 », a indiqué lundi un porte-parole de BMW.

MÉTALLURGIE ALLEMANDE : la métallurgie allemande s'est ralliée, lundi, à l'accord salarial pilote. Bode-Wurtemberg conclut la semaine dernière. Les métallurgistes allemands d'une augmentation de 3,2 % en 1^{er} mars, auxquels s'ajoutent un trimestre unique de 1 % dans l'année et une prime de 100 euros pour janvier et février 1999. La Bavière sera le premier Land à signer l'accord signé lundi le Bade-Wurtemberg.

STRACEL : la grève dans la filiale du papierier finlandais UPM-Kymmene, à Strasbourg, a été reconduite mardi à la suite de l'échec des nouvelles négociations sur le passage aux 35 heures et surtout sur le montant des indemnités de licenciement concernant la fermeture de l'unité de pâte à papier.

SERVICES

CGM : la Compagnie générale maritime a signé lundi avec Delmas un accord de principe pour lui racheter les lignes Méditerranée-Caribbes et Méditerranée-Guyane-Brazil.

TRANSAUTOMOBILES : les conducteurs d'autobus à Nîmes (Gard) poursuivront lundi 22 février leur mouvement de grève déclenché vingt jours plus tôt pour protester contre l'agression d'un chauffeur.

VALEUR DU JOUR

Air France réussit son entrée

SANS réelle surprise, l'arrivée à la Bourse d'Air France a tenu du voyage sans encombre, lundi 22 février, à la Bourse de Paris. Vendue 14 euros aux particuliers, l'action s'est rapidement appréciée de 28,6 % avant de terminer la journée sur un gain de 15 % à 16,10 euros. Le titre termine en deçà de son plus haut niveau de 16,50 euros. Les échanges ont porté sur plus de 9,96 millions d'actions. La cotation, initialement prévue à midi, a été retardée d'un quart d'heure par la Société des titres françaises, la demande de titres excédant nettement l'offre.

Le cours actuel se conforme à celui des analystes financiers, pour qui le prix de l'offre représentait une décote d'environ 20 % par rapport à la valeur de la compagnie. « Le titre bénéficie d'éléments techniques », estimait lundi soir Wyn Ellis, analyste de la Commerzbank citée par Reuters faisant notamment allusion à la faible part du capital introduit en Bourse, qui génère un phénomène de rareté. Le président d'Air France, Jean-Cyril Spinetta, a estimé pour sa part que l'ouverture du capital avait remporté « un énorme succès populaire » auprès des Français, qui ont découvert à cette occasion le potentiel de la compagnie. Sur France Inter, il a rappelé qu'elle avait suscité la plus forte demande de la part des particuliers après l'ouverture du capital. France Télécom. Même les pilotes y sont allés.

FINANCE

STOREBRAND/SKANDIA : les assureurs suédois et norvégiens ont annoncé qu'ils allaient fusionner leurs opérations d'assurances non-vie et chercher d'autres partenaires en Europe du Nord.

CAISSES D'ÉPARGNE : l'intersyndicale Syndicat unifié-CPDT-CGT a lancé un mot d'ordre de grève à partir du 2 mars, avant la discussion du projet de loi de réforme de l'Écurie prévue les 9 et 10 mars.

BNP : Michel Pebeureau, le président de la banque, a expliqué à ses représentants syndicaux son projet de rapprochement avec le Crédit lyonnais. Il prévoit de limiter les effectifs à la BNP en 1999 à 333 000 équivalents temps-plein, au lieu de 1 100-1 200.

SANTANDER : Ana Patricia Botín, directrice générale, a annoncé lundi 22 février son départ de la première banque d'Espagne, présidée par son père Emilio Botín, à trente-huit ans, elle présente jusqu'à présent comme devant lui succéder à la tête du Santander, qui a récemment annoncé sa fusion avec le Banco Central Hispano (BCH).

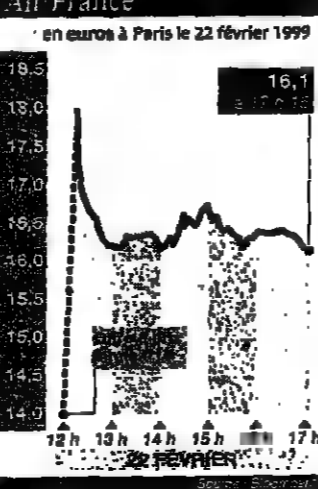
RÉSULTATS

ECIA BERTHOLD FAURE : l'équipementier automobile (groupe PSA) a enregistré un résultat consolidé (part du groupe) de 111 millions de francs (31 millions d'euros) en 1998, en hausse de 51 % par rapport à 1997. Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé en 1998 à 25,8 milliards de francs (3,9 milliards d'euros), en hausse de 11,2 %.

CANAL+ : le groupe de distribution a annoncé un résultat net, part du groupe, en hausse de 27 % en 1998 à 1,415 milliard de francs (215,7 millions d'euros), contre 1,114 milliard de francs en 1997. Le résultat d'exploitation a progressé de 33,9 % à 2,897 milliards de francs (441,6 millions d'euros), contre 2,164 milliards de francs en 1997.

TUI : le tour-opérateur allemand a annoncé un résultat net record à 175 millions de deutschmarks (89,5 millions d'euros) pour l'exercice 1997-1998 clos le 30 septembre. Le chiffre d'affaires a diminué de 204,52 millions d'euros, à 4,14 milliards d'euros.

Cours de l'action Air France



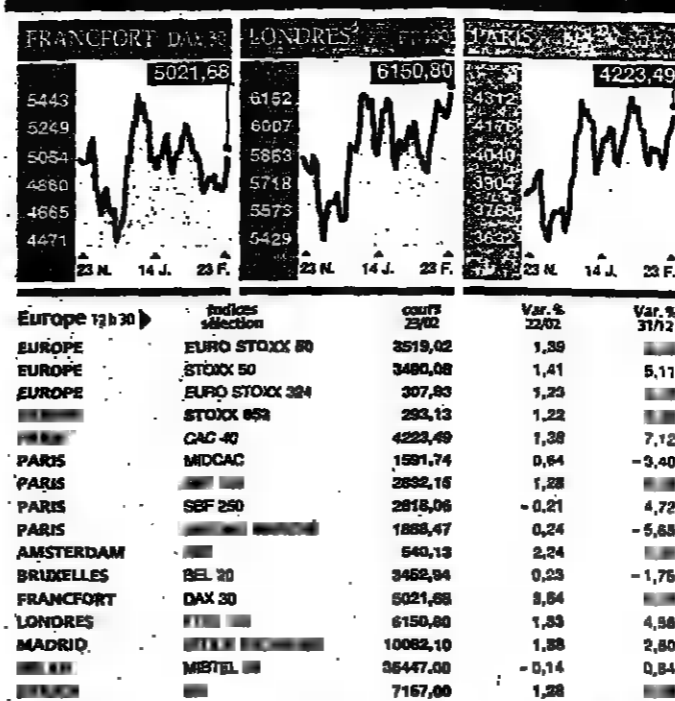
leur encouragement bien qu'ils aient critiqué initialement le prix de l'offre pour la mise en vente. Un communiqué intitulé « Le décollage d'Air France », les pilotes du SNPL ont noté que le titre de « cours du titre Air France (...) démontre l'attachement des petits et des gros porteurs à la compagnie nationale ». Selon le SNPL, Air France « maintient condamnée à réussir ». « L'attente des actionnaires - salariés - de l'entreprise - traduit à partir d'aujourd'hui par une exigence forte : l'obligation de résultats », ont-ils précisé que les pilotes seront « aussi exigeants qu'intransigeants sur ce qui relève désormais des prérogatives du deuxième actionnaire ».

François Bostnavaron

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / MERCREDI 24 FÉVRIER 1999 / 21

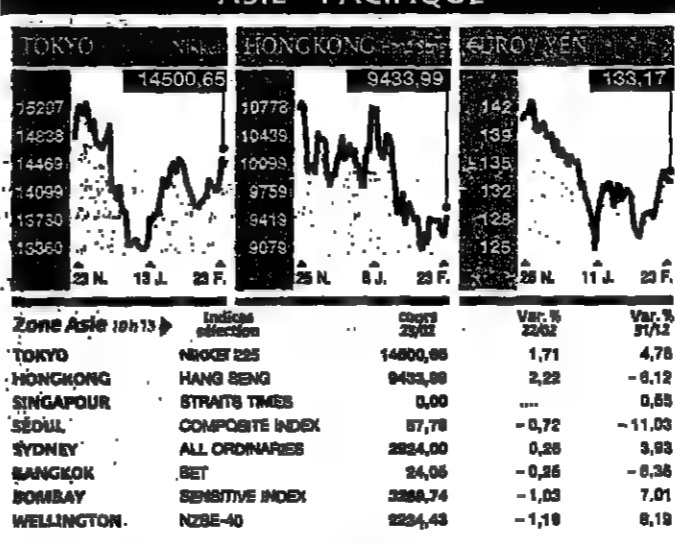
EUROPE



AMÉRIQUES



ASIE-PACIFIQUE



SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE DE PARIS était en hausse, mardi 23 février, à la mi-journée, l'indice CAC 40 progressant de 0,44 %, à 4186,21 points. Lundi, l'indice CAC 40 a fini sur un gain de 0,86 %, à 4165,86 points.

FRANCFORT

LA BOURSE DE FRANCFORT était bien orientée, mardi 23 février, à 12 heures, l'indice DAX gagnait 1,94 %, à 3832,32 points. Lundi, le marché allemand avait progressé de 1,34 %, l'indice DAX affichant 4 887,70 points à la clôture grâce au repli de l'euro face au dollar et aux impulsions de Wall Street.

LONDRES

LA BOURSE DE LONDRES était proche de son plus haut historique, mardi 23 février dans la matinée, dopée notamment par les bons résultats d'Unilever et Natbank. L'indice Footsie 100 s'établissait en hausse à 1,43 %, à 6157 points. Lundi, l'indice Footsie 100 avait clôturé à 6069,9 points.

TOKYO

RAGAILLARDIE par la hausse de Wall Street, la Bourse japonaise a clôturé en hausse mardi 23 février. L'indice Nikkei a progressé de 1,7 %, à 14 500,65 points. Les valeurs de la haute technologie ont été à la faveur de l'affaiblissement du yen et des gains des valeurs du secteur à la Bourse de New York.

NEW YORK

L'INDICE S&P 500 a terminé lundi 22 février sur une hausse de 2,28 %, à 552,68 points tandis que l'indice composite de la Bourse électronique Nasdaq a gagné 2,58 %, à 2 342,01 points. Les investisseurs ont repris confiance sans attendre le discours du président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, sur l'état de l'économie américaine. La Bourse a également bénéficié de rapprochements d'entreprises, notamment l'acquisition par United Technologies de la société Sundstrand.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert sur une irrégulière mardi 23 février dans l'attente des déclarations d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine. Le rendement de l'obligation du Trésor français émise à 10 ans s'inscrivait à 3,95 %. Celui des bunds allemands émis sur la même échéance s'établissait à 3,87 %. Outre-Atlantique, le rendement de l'obligation du Trésor américain à 30 ans s'affichait lundi à 5,349 %.

MONNAIES

APRÈS AVOIR touché lundi son bas niveau depuis son lancement, l'euro se ressaisissait dans les premières transactions des marchés des changes européens mardi 23 février, à 110,52 dollars. Face au yen, l'euro se repliait à 132,85 yens. Le billet de 100 dollars cédait du terrain face au yen à 120,20 yens contre 121,00 yens lundi.

ÉCONOMIE

Croissance de 3,2 % en 1999 aux États-Unis selon la Fed de Philadelphie

LA CROISSANCE devrait atteindre 3,2 % aux États-Unis, selon une enquête de la Réserve fédérale (Fed) de Philadelphie, publiée lundi. Ils tablent ainsi sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3 % rythme annuel au premier trimestre 99 et 2,7 % au deuxième trimestre, précise la Fed de Philadelphie, une douze institutions régionales formant le système de Réserve fédérale. Malgré ce rythme soutenu, ces mêmes conjoncturistes tablent sur la poursuite de la baisse de l'inflation. C'est ainsi que l'indice des prix à la consommation devrait augmenter en moyenne 2 % en 1999, contre 2,3 % lors de la précédente enquête. Pour sa part, Bruce Steinberg, le principal économiste de Merrill Lynch, la firme de courtage financier à Wall Street, table sur une progression de 3 % à 3,5 % au premier trimestre et une inflation quasi absente.

Les États-Unis et la Russie ont conclu une série de protocoles de coopération desquels Moscou a réduit de près de 70 % ses exportations d'acier bon marché sur le marché américain, évitant ainsi l'imposition de mesures anti-dumping, a annoncé lundi le département du Commerce.

BCE : la faiblesse de l'euro, monnaie unique de onze pays européens, a été provisoire et due, pour l'essentiel, à deux raisons : la vitalité de l'économie aux États-Unis et les pressions politiques en Europe en faveur d'une baisse du taux d'intérêt, a déclaré lundi soir le président de la Banque centrale européenne (BCE), le Néerlandais Wim Duisenberg.

CHINE : Pékin a critiqué mardi 23 février la multiplication des enquêtes anti-dumping lancées par la Chine au cours des dernières années, le jour où l'arrivée du secrétaire adjoint américain au Trésor, Lawrence Summers. « Des enquêtes anti-dumping déraisonnables nuisent au développement des exportations chinoises », a écrit le quotidien de langue anglaise China Daily. Le commentateur du China Daily survenant alors que Pékin s'apprête à accueillir une série de dirigeants américains aux prochains jours qui devraient tenter de faire pression sur la Chine pour qu'elle réduise son excédent commercial avec les États-Unis. Ce dernier a atteint le chiffre record de 57 milliards de dollars (51,6 Md\$) l'an dernier, selon les statistiques américaines, et pourrait atteindre 70 milliards de dollars cette année.

La Chine a démenti mardi l'existence d'un excédent de 23 milliards de francs (3,5 Md\$) dans son commerce avec la France l'an dernier, faisant état d'un déficit de 2,32 milliards de francs (350 Md\$). Selon des chiffres officiels, le commerce franco-chinois s'est établi à 5,4 milliards d'euros l'an dernier, soit une hausse de 8,1 % par rapport à 1997, en raison principalement d'une hausse rapide des exportations chinoises à destination de la France (+20,1 %). La France se situe au troisième rang des partenaires commerciaux européens de la Chine, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni.

CAMBODGE : le premier ministre Hun Sen a quitté mardi Phnom Penh pour assister à une réunion des pays donateurs à Tokyo où le Cambodge espère recevoir une aide de plus de 1 milliard de dollars. Selon l'agence de presse Kyodo, les pays donateurs vont débiter une enveloppe d'1,3 milliard de dollars répartie sur trois ans en faveur du Cambodge lors de leur réunion le 27 et 28 février dans la capitale japonaise.

ISRAËL : la Banque centrale a annoncé lundi une baisse de 0,5 % de son taux directeur qui a ramené à 13 %. À la suite de la baisse des prix enregistrée en janvier, le directeur avait été brusquement élevé de 2 % en novembre pour freiner alors la chute du shekel et juguler l'inflation. Depuis, les prix à la consommation ont diminué de 0,5 % en janvier et la chute la plus importante depuis des décennies. Les signes de récession se multiplient récemment en Israël. Sur l'ensemble de 1998, la croissance a atteint 1,9 % contre 2,4 % en 1997. Le taux de chômage est autour de 8,3 % de la population active, contre 6 % lors de l'arrivée au pouvoir de Benjamin Nétanyahou en mai 1996.

ARABIE SAOUDITE : le gouvernement a chargé lundi le ministère de l'Énergie d'étudier la création de franchises dans les ports saoudiens et d'une voie de chemin de fer reliant l'Arabie saoudite à l'Arabie émiratie. Le plein fouet par la chute des cours du brut, qui alimente à plus de 75 % l'économie saoudienne, Riyad a décidé d'encourager le secteur privé à procéder à des privatisations.

Taux de change zone euro

Franc contre	Taux	Franc contre	Taux	Franc contre	Taux
FRANCE	6,55967	EURO	1,00000	COLOMBIE	1,7337
ALLEMAGNE	1,93626	EURO	1,00000	CORÉE	1,7337
ITALIE	1,93626	EURO	1,00000	ESPAGNE	1,7337
ESPAGNE	1,66639	EURO	1,00000	PORTUGAL	1,7337
GRÈCE	2,00482	EURO	1,00000	IRLANDE	1,7337
IRLANDE	1,27802	EURO	1,00000	FINLANDE	1,7337
FINLANDE	5,94575	EURO	1,00000	ISRAËL	1,7337
ISRAËL	1,7337	EURO	1,00000	CHINE	1,7337
CHINE	1,7337	EURO	1,00000	INDONÉSIE	1,7337
INDONÉSIE	1,7337	EURO	1,00000	TAÏWAN	1,7337
TAÏWAN	1,7337	EURO	1,00000	THAÏLANDE	1,7337
THAÏLANDE	1,7337	EURO	1,00000	VIÊT NAM	1,7337
VIÊT NAM	1,7337	EURO	1,00000	PHILIPPINES	1,7337
PHILIPPINES	1,7337	EURO	1,00000	BRÉSIL	1,7337
BRÉSIL	1,7337	EURO	1,00000	ARGENTINE	1,7337
ARGENTINE	1,7337	EURO	1,00000	CHILI	1,7337
CHILI	1,7337	EURO	1,00000	PEROU	1,7337
PEROU	1,7337	EURO	1,00000	COLOMBIE	1,7337
COLOMBIE	1,7337	EURO	1,00000	VÉNÉZUELE	1,7337
VÉNÉZUELE	1,7337	EURO	1,00000	ÉQUATEUR	1,7337
ÉQUATEUR	1,7337	EURO	1,00000	GUAYANE	1,7337
GUAYANE	1,7337	EURO	1,00000	FRANCE	1,7337

Cours de change croisés

Zone 12h30	Cours	Zone 12h30	Cours	Zone 12h30	Cours
DOLLAR	121,0000	YEN	132,85	FRANC	1,7337
YEN	132,85	FRANC	1,7337	EURO	1,0000
FRANC	1,7337	EURO	1,0000	TAÏWAN	1,7337
TAÏWAN	1,7337	THAÏLANDE	1,7337	VIÊT NAM	1,7337
THAÏLANDE	1,7337	VIÊT NAM	1,7337	PHILIPPINES	1,7337
VIÊT NAM	1,7337	PHILIPPINES	1,7337	BRÉSIL	1,7337
PHILIPPINES	1,7337	BRÉSIL	1,7337	ARGENTINE	1,7337
BRÉSIL	1,7337	ARGENTINE	1,7337	CHILI	1,7337
ARGENTINE	1,7337	CHILI	1,7337	PEROU	1,7337
CHILI	1,7337	PEROU	1,7337	COLOMBIE	1,7337
PEROU	1,7337	COLOMBIE	1,7337	VÉNÉZUELE	1,7337
COLOMBIE	1,7337	VÉNÉZUELE	1,7337	ÉQUATEUR	1,7337
VÉNÉZUELE	1,7337	ÉQUATEUR	1,7337	GUAYANE	1,7337
ÉQUATEUR	1,7337	GUAYANE	1,7337	FRANCE	1,7337

Taux d'intérêt (%)

Taux 3 mois	Taux 6 mois	Taux 1 an	Taux 2 ans	Taux 3 ans	Taux 5 ans
FRANCE	3,08	2,81	2,81	2,81	2,81
ALLEMAGNE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
ITALIE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
ESPAGNE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
GRÈCE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
IRLANDE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
FINLANDE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
ISRAËL	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
CHINE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
INDONÉSIE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
TAÏWAN	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
THAÏLANDE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
VIÊT NAM	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
PHILIPPINES	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
BRÉSIL	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
ARGENTINE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
CHILI	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
PEROU	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
COLOMBIE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
VÉNÉZUELE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
ÉQUATEUR	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
GUAYANE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81
FRANCE	3,12	2,81	2,81	2,81	2,81

Matières premières

En dollars ▶	Var. % veille	WTI (NEW YORK) LIGHT CPLDNE	11,96 11,97	0,78 0,78
MÉTALX (LONDRES)				
CUVRE	9303	0,13		
ALUMINIUM 3 MOIS	1179,5	0,13		
PLOMB 3 MOIS	514	-0,58		
ÉTAIN 3 MOIS	5245	0,45		
ZINC 3 MOIS	1017	0,17		
NICKEL 3 MOIS	4070	0,21		
PIÈCE 10 DOLLARS US				
OR	1244	-0,36		
PLATINE	944	0,41		
GRAINES				
BLÉ (CHICAGO)	252,6			
MAÏS (CHICAGO)	124,4			
SOJA TOURTEAU (CHIC.)	219,5			
SOUS-ENSEMBLE				
PIÈCE 10 DOLLARS US	11,96			
PIÈCE 20 DOLLARS US	11,97			
PIÈCE 50 DOLLARS US	11,98			
PIÈCE 100 DOLLARS US	11,99			
PIÈCE 200 DOLLARS US	12,00			
PIÈCE 500 DOLLARS US	12,01			
PIÈCE 1000 DOLLARS US	12,02			

VALEURS EUROPEENNES

Les valeurs du secteur des télécommunications ont été dopées lundi 22 février grâce à l'espoir de nouvelles fusions après l'annonce par l'italien d'une offre publique d'achat de 52,6 milliards d'euros sur Telecom Italia. Cette dernière a gagné 8,8 %, à 9,84. Mannesmann a progressé de 2,7 %, à 123,0. L'espagnol Telefonica s'est apprécié de 4,7 %, à 41,42 euros, l'anglais Orange 3 %, à 89,5 pence, le belge Mobistar de 2,8 %, à 74,3 euros et Telecom Italia Mobile de 5,2 %, à 6,05.

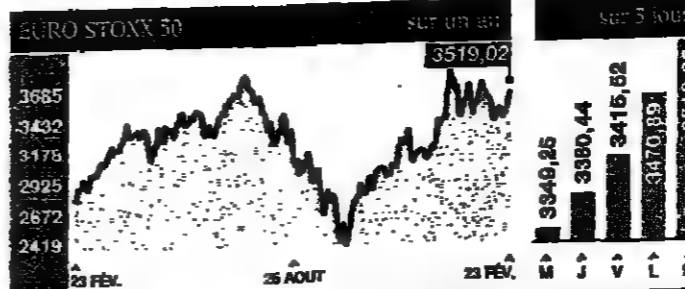
Ericsson a progressé lundi 3,3 %, à 219 couronnes suédoises. Le numéro trois du téléphone mobile dans le monde serait proche d'un accord avec son rival américain Qualcomm qui

terminerait une procédure judiciaire entamée depuis 18 ans sur des brevets.

HSBC a perdu lundi 4,5 %, à 160 pence. La banque britannique a annoncé une baisse de ses résultats en 1996.

Metro a terminé à 123,75 euros, l'effet d'informations démenties pourtant par le distributeur allemand qu'il s'appropriait l'acquéreur du leader français Carrefour.

Scania a clôturé en recul à 5,4. Le constructeur suédois a perdu 202 couronnes suédoises. Investor AB, le principal actionnaire du deuxième constructeur de camions en Europe, a rompu ses négociations avec Volvo (lire page 18). Volvo a cédé 1,2 %, à 214 couronnes suédoises.



23/02 (h31) en euros

AUTOMOBILES	Changement
AUTOLUX SOR	+0,82
BASF	+4,58
BMW	+0,03
CONTINENTAL AG	+0,02
DAEWOO	+2,88
FIAT	+0,35
FIAT	+0,59
LABINAL/IR	+4,79
LUCAS	+4,17
IT	+0,17
MICHELIN-BR	+0,17
PIRELLI	+0,17
RENAULT	+0,17
SAATCHI	+0,17
VOLVO	+0,17

CHIMIE

AGC	-0,46
AGC	-0,46
AGC	-0,46
AGC	-0,46
AGC	-0,46

ALIMENTATION ET BOISSON

ALLIED DOMESTIC	7,03
ASSOCIATE BMT	1,29
BASS	11,72
BORG OF BOURG	42,1
BORG OF BOURG	42,1

EURO STOXX 50

AGF	53,5
AGF	53,5
AGF	53,5
AGF	53,5
AGF	53,5

BANQUES

ABEY NATIONAL	10,38
ALLIED IRISH	10,38
ALPHA BANK	10,38
ARGENTARIA	10,38
B	10,38

CONGLOMERATS

ALBA RGT	10,01
ALBA RGT	10,01
ALBA RGT	10,01
ALBA RGT	10,01
ALBA RGT	10,01

0 803 800 100

PLACEMENTS FINANCIERS

AXA INVESTMENT MANAGERS

BIENS D'EQUIPEMENT

ABB AB	10,38
ABB AB	10,38
ABB AB	10,38
ABB AB	10,38
ABB AB	10,38

TELECOMMUNICATIONS

BAITEL	1,41
BAITEL	1,41
BAITEL	1,41
BAITEL	1,41
BAITEL	1,41

CONSTRUCTION

ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48

ENERGIE

ALSTOM	8,10
ALSTOM	8,10
ALSTOM	8,10
ALSTOM	8,10
ALSTOM	8,10

BIENS DE CONSOMMATION

ANOLD	1,42
ANOLD	1,42
ANOLD	1,42
ANOLD	1,42
ANOLD	1,42

PROPRIETES BASE

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

CONSTRUCTION

ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48
ALBORG PORTLAND	17,48

SERVICES FINANCIERS

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

COMMERCE DISTRIBUTION

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

AMSTERDAM

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

BRUXELLES

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

FRANCOFORT

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

HAUTE TECHNOLOGIE

ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42
ALCANTARA	1,42

CODES PAYS ZONE EURO

FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique

CODES PAYS HORS ZONE EURO

CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède

FINANCES ET MARCHES

[illegible]

MARDI 12 FÉVRIER Cours relayés à 12 h 30

[illegible]

MARDI ■ FÉVRIER

(Publicité)

LA GRANDEUR N'EST PAS UNE QUESTION DE TAILLE

**SECOND
MARCHÉ**

MARDI 12 FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ►

	Cours de Paris	Cours de France	% Var.
100	100	100	0
485,28	485,28	485,28	+ 1,78
2,28	2,28	2,28	0,00
0,08	0,08	0,08	0,00
100,25	100,25	100,25	+ 0,25
0,28	0,28	0,28	0,00
2,28	2,28	2,28	+ 0,28
48,88	48,88	48,88	0,00
17,28	17,28	17,28	+ 0,28
12,88	12,88	12,88	+ 0,28
0,28	0,28	0,28	+ 0,28
27,50	27,50	27,50	0,00
239,94	239,94	239,94	+ 0,28
87,88	87,8	87,8	0,00
87,87	87,87	87,87	0,00
884,58	884,58	884,58	+ 0,28
180,08	180,08	180,08	+ 1,98
292,38	292,38	292,38	+ 0,48
837,88	837,88	837,88	0,00

AROPHARM	87	430,48	+ 1,47
ASSUR-POP	87	638,28	+ 1,57
BENETEAU	100,25	100,25	+ 0,25
BISC. GARDE	0,28	0,28	0,00
BORON (LY)	2,28	2,28	+ 0,28
BOSSIST (LY)	48,88	48,88	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28
BOURGEOIS (L)	0,28	0,28	+ 0,28
BRICE	27,50	27,50	0,00
BROUCHE PHAQ	239,94	239,94	+ 0,28
BUT SA	87,88	87,8	0,00
CHANO	17,28	17,28	+ 0,28
ELLE	12,88	12,88	+ 0,28

[illegible]

Line collection

75,25	8446,87	22/02	COMPUTUR C	104,05	820,08	22/02	SILVAFRANCE	399,38	1854,78	22/02	POSTE PREMIER S	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	COMPUTUR D	104,05	820,08	22/02	SILVAM	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 1 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	ORATION	104,05	820,08	22/02	SILVARENT	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 2 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	SILVAM-VEST	104,05	820,08	22/02	SILVAM-VEST	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 3 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	SEVA	104,05	820,08	22/02	TRILION	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 4 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	SYNTHESIS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 5 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 6 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 7 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 8 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 9 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 10 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 11 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 12 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 13 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 14 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 15 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 16 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 17 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 18 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 19 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 20 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 21 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 22 AN	9497,77	42356,58	22/02
75,25	8446,87	22/02	UNION ASSOCIATIONS	104,05	820,08	22/02	Crédit Mutuel	1074,30	887,18	22/02	POSTE PREMIER 23 AN	9497,77	42356,58	

13
15

fait
à mo-
et dé-
e le
n tête
ide en
Après
le dé-
à bis-
. Marc
ire es-
de ré-
ragée.
lle Au-
Soldini
il tape,
page 22

Lire page _____
 unication _____
 as de bord _____
 ir'hui _____
 orologie _____
 ire _____
 e culturel _____
 o-télévision _____

Le Français ■ fait une escale technique dans la baie d'Aquirre lors de la 3e étape de l'Around Alone

APRÈS quelques apéritifs agré-
mentés par un bon pommelo,
Giovanni a proposé de faire
savourer au sablé le champagne au pas-
sage du cap Horn, mardi 23 février :
« Comme la dernière fois (NIDL,
lors du Vendée Globe 1996-1997), je
ne le verrai pas, car je vais y passer de
nuit, mais... » Gio a Soldini, lundi
22 février. Mais nous allons nous faire
une fête... Après... troisième
sième étape mouvementée mar-
quée par le sauvetage d'Isabelle An-
tissier, qui a chaviré, lundi
15 février, le passage du plus fameux
cailloù du monde... quelque
d'encore plus émouvant. Le
navigateur italien le fait bien
comprendre... e-mails
floues et

Il a tous les droits de se réjouir et de trouver belle la vie. Il parle encore du sauvetage d'Isabelle Antisier, mardi 16 février, de sa peur de ne pas la trouver et de sa joie immense de l'apercevoir : le plus beau jour de sa vie. A bord, la Française ■ ■ ■ raconte-t-il, ■ ■ ■ ses amis parlent beaucoup. Ils ont refait le monde, celui des terriens comme des marins, ils ont parlé de course,

« Glo » plaisante : « Il y a trois bonnes bouteilles dans les cales de Fila. » Il devrait bien en ramener sa passagère jusqu'à l'arrivée de Punta del Este (Uruguay). Il fait silence sur un éventuel crochet par une île pour déposer l'Autissier. Le sieur Soldini est pressé.

Dans une mer dure, grosse et inhospitalière, « Gio » a parfaitement navigué. Il a eu une option très nord, il a eu raison, il a filé à 16, voire 18 nœuds de moyenne. A cette cadence, il est revenu sur Marc Thiercelin (*Somewhere*) et a avalé du temps perdu, d'autant que le Français s'est ensuite astreint à un arrêt pour réparer sa bôme endommagée.

deux concurrents devraient arriver le 1^{er} mars à Punta del Este (Uruguay) où l'italien déposera Isabelle Autissier, qu'il a sauvée le 11 février.

des mers du Sud. Là-bas, la foule m'a
cruelle. Jean-Pierre Mouligné, la
l'Épreuve **Cray Valley**,
une **de** **démontée**, à 700 milles du
à 1 800 milles de l'arrivée.
« D'abord, **ou** **une** **tempête**
obligé **d'enlever** **complètement** **la**
grande **vile** **et** **courir** **le** **sec** **de** **toute**
pendant **six** **heures**. » Tout de même,
le navigateur français avançait en-
core le 10-12 décembre. « La mer est
si gigantesque, pressurée, il
me est **émergence** **plus** **énorme** **avec**
énormes **que** **je** **n'ai** **jamais** **vus**
de **ma** **vie**. De temps en temps,
une vague arrivait **nulle** **part** **qui**
avait **l'air** **de** **deux** **fois** **plus** **grande** **en-**

Derrière lui, à près de 150 miles, le *Magellan* (Magellan Alpha) en devient fou, qui perd le compte des jours de cette tempête qui n'en finit plus : « Où en sommes-nous, à deux, à trois ou quatre jours, groumelle-t-il. Ce grain semble ne jamais s'essouffier. » Il s'alarme : le grand voile s'arrache à lambeaux dans le vent. « Je n'ai plus rien à dire », dit-il. Les deux yachts, les *Magellan* et le *Garside*, *Paul Van Lee* préfère l'humour à l'effroi. « Ten ai eu », merci beaucoup, mais j'ai le sang-froid. Nous avons été très très secoués dans les dernières 24 heures, ma vieille copine (NDLR, *Balance Bar*, son monocoque) retombe sur ses pieds après chaque vague avec insouciance comme pour dire : Merci monsieur, j'ai pu en avoir encore une autre. » Après le Horn, nous devrions retrouver des îles portantes dans les îles du large, ou bien de la côte. Alors, les mers du Nord seront des *magellan* qu'ils raconteront si souvent. Jusqu'à la prochaine fois.

Bénédicte Mathieu

UN PRÉVENU MALADE, DES TÉMOINS ABSENTS... C'est finalement mardi 11 février à 16 heures, non lundi 10 février comme prévu, que s'est engagée la 1^{re} partie des comptes du club de football des Girondins de Bordeaux. La liste des successeurs l'ancien directeur sportif et l'ancien sacraire général du club, Didier Couéquin et Hervé Blum, ainsi que les intermédiaires, Licio D'Onofrio et Ljubomir Barin. Ils sont soupçonnés d'avoir été les complices du Claude Bez, l'ancien président du club, dans le janvier, dans des transferts sur joueurs et dans les fonds des matches européens entre 1993 et 1994. La première chambre du tribunal correctionnel de Bordeaux a dû se reporter à début février en audiences en raison de la santé de Ljubomir Barin, flétri et grippé. Comme témoins, les anciens arbitres internationaux Michel Vautrot et Jean Quimlin, absents lundi pour « raisons professionnelles », devraient se déplacer mercredi 15 février.

LE TIRAGE AU SORT DE L'OPEN D'ÉTÉ DE FRANCE, effectué lundi 22 février, désignait la Française Laurence Andreotto, 139e joueuse mondiale, première des qualifications, comme adversaire de sa compatriote Amélie Mauresmo. Celle-ci évolue dans la partie du tableau que la Suisse Martina Hingis, la numéro un mondiale, pourrait rencontrer en quart de finale pour une revanche de la finale de l'Internationaux d'Australie où la Française s'était inclinée, en janvier. Après le forfait, lundi matin, de son partenaire de double, Marcel Bollegraf, grippé, Amélie Mauresmo s'est finalement engagée avec Fabrice Testud. L'épidémie de grippe est responsable du forfait à Paris de la Tchèque Jana Novotna, tête de série n° 2. Multibatteur battu a pris en tête du tableau. Exemptée du premier tour, la Française pourrait rencontrer l'Américaine Serena Williams en deuxième tour.

DÉPÊCHES
■ **BASKET-BALL** : **Dennis Rodman**, 37 ans, le fantasque joueur aux multiples tatouages et à la chevelure à couleur variable, jouera le rôle de la talon du championnat américain (NBA) avec les Los Angeles Lakers. Debutant dans la dernière en date des vedettes de la grande équipe des Chicago Bulls à émigrer sous d'autres cieux depuis la retraite, en janvier, de **Michael Jordan**. - (AFP)

Le championnat de football italien de la Serie A a été suspendu, lundi 22 février, à la 18^{ème} journée de Milan pour excès de hausse. Dimanche 21 février, la Lazio avait pris, seule, la tête du championnat national après sa victoire sur l'Inter de Milan (1-0). A la préouverture, le titre avait progressé de 50,4 % par rapport à son niveau de vendredi 1^{er} février.

■ Le milieu du terrain ■ Malbranque, 17 ans, a signé un contrat professionnel de cinq ans avec l'Olympique lyonnais (OL), actual 3^e du championnat de France de première division et quart-de-finaliste de la Coupe de l'UEFA, a-t-on appris, lundi 22 février, auprès du club rhodanien. Le jeune joueur, formé à l'OL, avait jusqu'à présent un « espoir » qui, samedi 11 échéance le 10 juin 2000, il fait l'objet de négociations pressantes de club anglais et italien.

■ Michel Platini a affirmé, lors de la première réunion de la nouvelle commission locale de la Fédération Internationale (FIFA), qui s'est tenue lundi 22 février, à Zurich (Suisse), qu'il est « actuellement impossible de faire une Coupe du monde biennale ».

« Une certitude : une telle compétition ne pourra se faire que s'il y a un calendrier harmonisé », a-t-il assuré devant les 19 autres membres de la commission, justement rassemblés pour évoquer l'harmonisation du calendrier international des règlements en 2004. La commission, présidée par l'espagnol Angel Villar, lui-même favorable à une Coupe du monde biennale, n'a qu'un pouvoir consultatif et ne peut que soumettre et recommander ses décisions au comité exécutif de la FIFA, seul habilité à appliquer des décisions. - (AFP)

giste. (AFP) Sergio Santander, 72 ans, a renoncé officiellement, lundi 14 février, à la présidence du Comité olympique chilien (COC), une fonction dont il a suspendu provisoirement depuis le 27 janvier dans le cadre de l'affaire de corruption entourant l'attribution des Jeux olympiques d'hiver 2002 à Salt Lake City (States-Unis). Il est remplacé par Sergio Santander, un des six membres d'International olympique (CIO) exclus par la commission exécutive l'organisation le 24 janvier, d'avoir touché sans justification 20 millions de dollars de la commission d'été de 2002. Les membres du comité de candidature de la capitale de l'Utah. (AFP)

■ **OMNISPORTS** : le Niger a élu les 5^{es} Jeux de la Francophonie prévus en 2005, a annoncé, lundi 22 février, la République nigérienne, selon laquelle le choix a été effectué à l'issue d'un vote, vendredi 1^{er} février, à Niamey (Mali), lors d'une réunion des ministres de la Jeunesse et des sports des Etats francophones. Cette manifestation est le premier événement sportif d'envergure qui sera organisé au Niger depuis l'indépendance. (AFP)

■ **SKI ALPIN** : Alexandra Meissnitzer, 25 ans, championne du monde en slalom géant, a remporté, lundi 22 février, l'épreuve d'Aare (Svède), devant sa compatriote Anni Wachter et la Norvégienne Andrine Flemmen, augmentant ainsi son palmarès en tête du classement général ■ Le Coupe du monde. Après cette nouvelle victoire, la quatrième de la saison, la Française est géant, l'Autrichienne est presque assurée de gagner le Coupe du monde et la spécialiste ■ **NORDIQUE** : le Finlandais Mika Myllylä, 29 ans, a gagné le titre de champion du monde du 10 km style classique de ski de fond, lundi 22 février, à Ramsau (Autriche) devant l'Autrichien Andi Stadlober et le Norvégien Odd-Bjørn Hjeltneset. Le Norvégien Bjørn Dæhlie, la star du ski de fond mondial, a dû se contenter de la cinquième place. Chez les dames, la skiste classique est revenue à la Norvégienne Bente Martinsen, 26 ans, qui a précédé la Russe Olga Danilova et la Tchèque Kateřina Neumannová.

LA RESSEMBLANCE est frappante. En ■■■■ seulement physiques. En ■■■■ Muriel Hurlis, la nouvelle championne de France du 200 m, on ne peut s'empêcher de penser à Marie-José Pérec. Ou encore, plus près de nous, à Christine Arron. Même allure fière et digne, presque hautaine. Même aisance dans le mouvement. Et, dans le regard, ■■■■ même détermination à s'emparer avant les autres ■■■■ la seule ■■■■ qui ■■■■ viraissent la piscine de femmes la porta d'un d'intensité, la victoire. Les trois jeunes femmes sont rigoureuses de la Guadeloupe. Et elles ont découvert, un peu malgré elles, que la nature ■■■■ ■■■■ ■■■■ un formidable talent pour la course à pied. ■■■■ croire que leurs traits ont été dessinés d'une seule et même main.

« **UN AMUSEMENT** ». Troublante symétrie. Et pourtant, tellement trompeuse. ■ ■ différence de Marie-José Pérec, Muriel Hurtis parle peu, s'excuse parfois de sa propre timidité et semble encore tout ignorer du vrai sens du mot rebelle. Contrairement à Christine Arron, elle n'a jamais eu à vaincre l'infortune ■ ■ se sortir d'une longue ■ ■ ■ ■ ■ pour découvrir son potentiel athlétique. ■ 19 ans, ■ ■ ■ ■ ■ parcours ■ toujours suivi une courbe gentiment rectiligne. Une médaille d'argent sur 200 m ■ ■ ■ championnats d'Europe juniors en 1997.

A 19 ans, Muriel Hurtis est la nouvelle étoile de l'athlétisme français

ance, l'an passé, toujours chez les juniors. Une première victoire en seniors, au début de ce mois, aux championnats de France en salle. Et un record national du 200 m (22 s 84 contre 22 s 95 pour Christine Arron en 1998).
■ douceur dimanche 21 février 1999, sur la piste érythréenne du stade couvert de Léviin. Jamais un fume pas, ■ un mot plus hant que

■ tisme, ■ Hurts s'en souven-
■ stils ■ d'hier. « *J'ai com-*
■ *mençonné tard, raconte-t-elle. A*
■ *13 ans. Et encore, je n'y suis pas*
■ *grand-chose.* » Poussée par ses pa-
■ rents et son professeur d'éducation
■ physique, elle se laisse alors docile-
■ entraîner vers la piste. Elle
■ s'en ■ bien passé. « *Je n'avais*
■ *pas besoin du sport pour être heu-*
■ *reuse, confie-t-elle. Mais je n'ai*
■ *rien contre. Et il semblait que j'avais*
■ *quelques dispositions pour la course*
■ *piéd.* » Son premier about : un gaba-
■ rit hors normes - 1,80 m pour 68 ki-

■ Depuis, le succès ■ jamais
■ ■ équilibre. En 1998

elle a préféré quatre vacances en Gadeloupe à une participation, jugée trop précoce, aux championnats d'Europe de Budapest. L'automne dernier, elle a passé de cinq à quatre heures de rythme hebdomadaire d'entraînement. « Je veux privilégier mes études, pour devenir plus un éducateur pour enfants, explique-t-elle. L'athlétisme est avant tout pour moi un amusement. Et j'espère que ça lui restera éternellement. » C'est bizarre, son entraîneur lui parlait autrefois de la soirée, en semaine, sur le stade de Pantin, en l'honneur parisienne. Dans la journée, elle apprendre championne suivait un stage chez son entraîneur de la Fédération française.

— Et je n'avais plus le temps de faire grand-chose d'autre », avoue-t-elle.

Son premier record de France en poche, Muriel Hurts a **trai** sur la suite de la saison en salle. Elle n'ira pas **championnats** du monde, prévus **5** **7 mars**, à **(Japon)**. Une décision prudente. **faut** s'entraîner, gommer **imperfections** d'une technique de course encore incertaine, **sa** mise en action. On **la** voir le **répond** à lui **un** sourire que le temps **lui** **apprendre**. **je n'ai pas encore** 20 ans, dit-elle. **je vis encore** chez mes parents. **son** âge, Marie-José Pérec courait moins vite le 200 m. Et elle ignorait le mot sagesse.

Allen Merder3
15

fait
ines
7 fé-
mo-
t dé-
le
it au
o tête
en
Après
dé-
à his-
Mart
re es-
de ré-
agée.
le Au-
Goldini
bateau
e. Il est
tape, à
rs.

page 22

mou, plutôt
 dessus, il ne
 le décrit ain-
 d'Air France
 it-fils de cé-
 la SFIO, ne-
 le Force ou-
 he a conquis
 trait d'un pa-
 : qui confie,
 des ruminant,

ire page 13

communication	18
de bord	19
Fluxi	22
ologie	25
	25
	26
culturel	28
television	29

Le Monde interactif

<http://www.lemonde.fr>

“ Les **nouvelles technologies** : les hommes, les entreprises, les produits pour entrer et vivre dans le XXI^e siècle. ”

Semainier

L'Est à petits prix, le Fouquet's change de mains, bientôt le printemps

LA PREMIERE cantine du Monde était à Paris. On y accédait à l'issue d'un long chemin, où, derrière le terminus de l'ascenseur, il fallait s'écarter de plusieurs mètres avant de se mettre à table. C'était une grande mansarde laissée à la résonance des propos et des avis de tous. On était près du ciel ! dévorer pour pas cher les dernières nouvelles du jour. Les menus étaient stricts. Petit déjeuner aux lentilles le lendemain. On vivait à l'estime et à l'estime dans un journal maigre de pages et musclé d'ambition.

Les cantines. Nous y avons laissé une part de nos illusions et construit en même temps l'essentiel de nos projets. Lieux clos, banc de rame où galéraient ensemble des amis probables et nos ennemis déjà certifiés. Nous pensions à eux, à ces musiciens, qui sur trois quarts de siècle, s'étaient retrouvés ici, dans la salle à manger du conservatoire Serge-Rachmaninov de l'avenue de New-York, dans le 16^e. Et quoi ça cause des musiciens à l'entracte ? Assurément depuis la création de la loi de 1901, l'endroit quitte l'associatif pour entrer dans le commercial et prend le nom de Cantine. Elle offre désormais des toiles crées à carreaux et qui veulent en profiter.

C'est aussi modeste qu'hétéroclite. Clientèle largement inclasable, réfugiée là, poussée par rumeurs du bouche à oreille. Les assiettes sont zakouski et croquettes polaires, sortent, elles, du savoir à neuf d'une équipe de cuisiniers sri-lankais habiles et traqueurs. Une sortie pour fin de mois difficile ou pour intriguer des amis.

Toujours en sous-sol, mais encore plus fort. Le Foyer Concorde, dépendance. Les amis de la mission catholique polonaise, installés dans une crypte de l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, rue Saint-Honoré. Lui aussi jusqu'ici réservé à ses membres, les voici depuis plusieurs mois ouverts au public. Décoration pieuse et musique de fond très sage, studieuse. On n'y fume pas les

de crédit n'y ont encore cours. Qu'à cela ne tienne, on présente le chef comme un homme de haute expérience et sachant tout de la ruse gastronomique de son pays. Parfaitement vrai. Etonnant bouillon de betteraves rouges et raviolis à la viande comme on aurait du mal à trouver d'aussi réussis à la capitale. Verre de Wyborowa et une cannette de bière Okocim pour croire vraiment dans un restaurant.

Pour un repas d'affaires, choisissez plutôt le Fouquet's. Le Fouquet's, qui vient d'échapper à la dynastie des Casanova, tombant dans les projets de remise en ordre du groupe Lucien Barrière. La fin d'une époque, le début d'une autre. En août, on lancera les travaux qui redonneront à la brasserie beaucoup de l'aspect qu'elle avait au début du siècle, puisqu'il s'agit d'un lieu où Paris vient de l'élire à la plume tout en rechargeant sa batterie à la terrasse de l'avenue George-V, plus précisément, où un échotier fameux a choisi la table à la nommant « Les Canons de Navarone », poste de tir longue distance qui ne laisse personne à l'abri d'une terrifiante puissance de feu. On a fait une réputation comme on peut.

MIROIR AUX ALOUETTES

Nous, nous n'étions que dans la grande salle du populo, et seulement aux Champs-Élysées pour apprécier la rondeur de préparation des œufs en gelée, vieille gloire de l'établissement dont la critique fait depuis toujours grand cas. Oul, chers - on les sert par deux -, n'était une gelée de complexion un peu trop naïve pour que l'on puisse crier au miracle. Attention ! ce plat de quatre sous en vole et disparaît. Le minuteur à la minute qu'il réclame ne convient plus au siècle. Tant pis pour nous.

Et à propos de changement d'orientation et de la marche, l'exemple radical d'une toque aux palmes ayant remis ses ambitions à côté des impératifs du temps. A Maisons-Laffitte, François Clerc, il y a une quin-



zaine d'années, avait décroché la timbale à deux étoiles Michelin : une cuisine souriante, constante et précise. L'Elysée, du parterre parisien des arts et des lettres, du cinéma et du théâtre qui brillait au box-office du moment, on venait l'envahir de compliments et remplir la maison d'un parc à coquet, qui pensait à ces voyageurs que la banlieue n'était pas aussi dure qu'on le prétendait.

La demeure est toujours là, François Clerc moins, mais tout toujours manettes de la carte du restaurant, toujours patron du site, mais c'est le public qui a changé. Les prix. Les étoiles se sont envolées, laissant la place à deux sobres fourchettes et à un menu à 172 francs (26,22 €). Succès. Cadre inchangé, confort qui flatte et plats suffisamment tourmentés dans leur formule et formulation pour qu'on s'y laisse prendre. Miroir aux alouettes, miroir à l'époque. Astuce.

Mais voilà le printemps qui se pointe, et les jours qui commencent à en prendre à leur aise. Il faut donc un peu trop long-

temps tenter des expéditions dans la proche campagne. C'est le mot d'Alain Dutournier, l'irréductible Gascon du Carré des Feuillants qui nous prévenait. L'un de ses bras vient de s'envoler de la rue de Castiglione pour aller vivre au métier du côté de Châteaufort, cambrousse plaisante située à une dizaine de kilomètres de Versailles. Philippe Delaune, beaucoup de connaissances, un type sûr. C'était le mot. L'endroit, la belle époque, à de la belle époque et un nouveau et jeune chef de l'allant et du savoir-faire à revendre. En entrée, la charcuterie de chou à l'andouille. Vite ! vite !

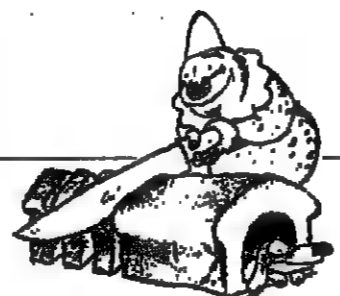
Jean-Pierre Quélin

La Cantine, 26, avenue de New-York 75016 Paris. Tél. : 01 47 27 45 17. Ouvert autour de 100 F (23,24 €).

Foyer Concorde, 263 bis, rue de la Harpe 75001 Paris. Tél. : 01 47 42 42 42. Ouvert de 11h à 1h. 75 et 85 F (17,36 et 19,04 €).

Rôtisserie Vieille Fontaine, 8, avenue Grétry 78000 Maisons-Laffitte. Tél. : 01 39 62 01 78. Ouvert de 12h à 14h. 172 F (26,22 €). Carte : 250 F (41,66 €).

La Belle Époque, 78117 Châteaufort-en-Yvelines. Tél. : 01 39 56 95 48. Menu, déjeuner, 175 F (26,67 €) ; dîner, 250 F (38,11 €). Carte : 250-350 F (38,11-53,35 €).



rendre le plus croustillant possible et n'hésite pas pour cela à utiliser du saindoux, « un produit injustement méprisé ». On notera toutefois que le veau, parce qu'il est cher, se fait de plus en plus rare dans les pâtés en croûte. Remplacé chez les industriels par de la volaille, le plus souvent de la dinde, il ne reste présent que dans les maisons traditionnelles, comme Millet, le pâtissier parisien de la rue Saint-Dominique. Chez celui qui fut meilleur ouvrier de France, la recette comprend du filet de veau et même quelques lamelles de truffes prises dans la gelée. Certains trouveront ce pâté en croûte bien sophistiqué, mais personne ne pourra contester que sa pâte brisée au beurre est crouillante et aérienne au possible.

Gilles Gaudin

* Pâté en croûte Luxos, 20 F, 3,04 €, environ les deux tranches de 220 g en libre-service. Au même rayon, on trouve aussi les marques Montarrot ou Michel Bolard. Pâtisserie Millet, 103, rue Saint-Dominique, 75007 Paris, 29 F, 4,42 € la tranche de 80 g environ.

Le pâté en croûte

Le pâté en croûte est un mutant. Pas tout de même au point de ces vaches néo-zélandaises qui, selon un écho publié dans *Courrier International*, feraient actuellement l'objet d'expériences de modification transgénique pour fournir du lait humain. Il n'empêche que le pâté en croûte a changé. Le best seller du Moyen Âge, celui que La Varenne proposait déjà de confectionner avec trois sortes de pâtes au choix : fine, feuilletée ou bise, ce pâté n'est plus le préféré des Français.

Les choses se sont modifiées au milieu des années 80, raconte Richard Luxos, l'un des principaux fabricants. C'est à cette époque que sont apparus les mini-pâtés en croûte. En faisant pour la première fois des formats beaucoup plus petits, à consommer à l'apéritif, le marché a littéralement explosé. Des régions comme le Nord ou la Bretagne qui se refusaient à manger du pâté en croûte ont ainsi découvert le produit. Sur les 16 000 tonnes vendues chaque année en grandes surfaces, la majorité reste toutefois achetée en région Rhône-Alpes, berceau de la production. Que met-on dans ces pâtés ? N'espérez pas trouver là en toutes saisons des fines comme

de celles que l'on débusque dans le pâté d'Amiens (au canard), celui de Chartres (au gibier), celui de Pithiviers (alouettes) ou celui de Brantôme (la bécasse). « Le bon pâté en croûte se doit tout de même, souligne Joël Robuchon, de contenir à la fois gras et maigre de porc, en l'occurrence la gorge de l'animal et du jambon, que l'on hachera en mélange avec du veau ». C'est avec cette recette que le grand chef a fait fabriquer le Noël, l'Albi, pour le compte de Fleury-Michon un excellent pâté.

« Ce que l'on met à l'intérieur est essentiel, ajoute-t-il, mais le plus dur est d'obtenir une croûte à la fois croustillante et savoureuse. Généralement, à cause de la farce, elle est détrempée en quelques jours et le consommateur la découvre molle et grasse ». Dans la recette qu'il réalise, Joël Robuchon incorpore pourtant un fumet légèrement gélatineux et qui rend un peu de jus. Pour éviter cet indésirable effet de détrempe il opère donc de deux façons : il hache d'abord ses viandes de façon assez grossière pour qu'elles restent suffisamment sèches. Il travaille ensuite sa pâte de façon à la

BOUTEILLE

AOC lalande pomerol

Château La Sergue 1996

L'appellation, sur la rive nord de la Garonne, est une variante précoce et allégée du pomerol, où se situent quelques-uns des plus grands et aussi des plus onéreux vins du Bordelais : Petrus, La Pin, La Conseillante. A Néac, les vignes sont plantées sur un plateau de graviers et de sable, où s'exprime le cépage merlot. Le dernier de la lignée de la famille Chateau-net, Pascal, oenologue, s'est attaché à valoriser 5 hectares de vignes trentennaires essentiellement consacrées à ce cépage, et produit, depuis 1996, un vin rouge dont la première vinification a été particulièrement soignée. Les Chatonnet, vignerons depuis deux siècles, ont été les bonnes fées de ce dernier-né. La culture traditionnelle, attentive à la maturité des raisins, et la vinification (érafage total, léger foulage, suifage) ont donné de bons résultats, que l'élevage en barriques de chêne français a russé et amplifiés. Le millésime 1996 est ample et gras, typé par le merlot, agressivité, développe des arômes de fruit rouge. Le bois ne développe aucune asséchement du palais. C'est un vin à garder, qui offre une bonne initiation à la dégustation des vins de Pomerol, lorsqu'ils sont plus accessibles.

Château La Sergue 1996 : 115 F TTC la bouteille (17,53 €). Vignobles Chatonnet, 33500 Néac, tél. : 05-57-74-62-25.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LA BOULANGERIE

La Lou Pascalou, un bistrot de mémoire à Ménilmontant, qui a vaillamment aux ravages de la rénovation, vient d'essayer sur la trottoir d'en face, dans une ancienne boulangerie. Quelques bas-reliefs du quartier évoquent les semailles, la moisson et le cheminement de la graine au pain. L'ensemble est chaleureux car la boulangerie est l'une des dernières à avoir ouvert ses portes dans le quartier. Une cuisine familiale, ouverte et conviviale, sert avec bonhomie. C'est l'esprit du quartier ! La boulangerie au canard confit, le thon au saumon, les rougets grillés aux épinards comme les rognons de veau à l'ancienne, ou les madeleines au chocolat chaud tout à fait honorables. Les prix, sans être élevés. Au déjeuner (et servi le soir avant 20h30) : formule à plats : 59 F, 8,99 € ; Menu : 9,90 €. Le soir formule (entrée + plat) : 11,89 €. Menu 98 F, 14,94 €. 15, rue des Panoyaux 75020 Paris, tél. : 01-43-58-45-45. Ouvert tous les jours.

Brasseries

LA GRILLE MONTORGUEIL

Rien ne paraît avoir changé dans ce quartier plétopomier depuis le début de la rue Montorgueil pavée (1878). Toujours la même et imposante ordonnance des façades de pierres qui ont les témoins de Paris à l'époque classique. La Grille, un boudoir créé en 1904 devait servir de cadre à l'œuvre d'Amour, un film de Grigoriy Tchernov en 1937, avec Jean Gabin. Les nouveaux propriétaires ont tenu à respecter scrupuleusement le décor ancien, avec son bar, animé et joyeux, et quelques tables de la jeunesse du quartier. Les plats sont petits plats d'autrefois, la gratinée à l'oignon que l'on sert jusqu'à 2 heures du matin, la meurette d'escargots, la terrine de foie de volaille maison, encore l'andouillette du Père Duval, la tête de veau sauce gribiche (excellente !), le cœur de charolais avec des pommes sautées, ou le petit salé aux lentilles proposé en plat du jour sur l'ardoise. Voici un travail sérieux, régulier. Une vivante dans un quartier qui a retrouvé son âme. A noter le gamay de Marlonnet (92 F, 14,03 €). A la carte, compter 27,44 €. 50, rue Montorgueil 75002 Paris, tél. : 01-43-58-45-45. Tous les jours jusqu'à 2 heures du matin.

Gastronomie

LES MAGNOLIAS

Jean Cheuvel a fait le pari s'installer au Perreux, à la suite d'un chef qui jouissait d'une belle réputation. Le temps avait fait son œuvre. Les Magnolias sont sur le point de refléter avec un jeune talent les qualités sérieuses, de la Table d'Anvers au Crillon, de la Tour d'Argent. Les grandes brigades, il a retenu le goût du travail et un langage culinaire construit. Comme tout langage, un ne le comprend que lorsqu'on connaît la syntaxe qui permet quelques astuces de style. Ici c'est le risotto crémeux d'escargots à l'ail, parfumé à la melle. Un cuisinier talentueux, un découvreur. L'emploi de la melle en cuisine peut susciter, c'est vrai, des réticences aux palais habitués à d'autres saveurs. Mais un vrai cuisinier ne doit-il pas, aussi, explorer d'autres chemins ? Les jus goûteux d'un pavé de saumon croustillant sur une embeurrée de chou blanc et de betterave, ou d'un escalope de veau inimitable qu'il faudra laisser un instant pour comprendre comment ils se font, l'espace d'un instant, nous déconcertent. La création, la cuisine, c'est la composition d'un ensemble harmonieux digne de figurer au musée imaginaire de nos goûts. Cave soignée. Formule au déjeuner 165 F (25,15 €). Menu 210 F (32,01 €). 48, avenue du Bry Perreux Le Perreux-sur-Marne, tél. : 01-48-72-47-43. Fermé samedi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

PARIS 1^{er}

L'Escargot Montorgueil
Nouvelles formules : Midi 80 F - 11 F
Le Soir : Menu 11 F et Carte TLJ
rue Montorgueil - 01.42.36.83.51

PARIS 6^e

Yugaraj
Spécialités Indiennes
"Yugaraj" démontre, dans sa cuisine, l'un des plus vifs représentants parisiens. Cuisine indienne 19 - 1420
A midi le Delhi-Express 128 F
Carte environ 150 F à 190 F
14, rue Daphné 01.42.36.44.91 - Fermé lundi midi

PARIS 6^e

La Chope d'Alsace
Menu d'affaires 100 F
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6^e
Rés : 01 43 26 67 76
Ouvert jusqu'à 2 h du matin
Parking rue de l'Ecole de Médecine

PARIS 6^e

LE POLIDOR depuis
Authentique cuisine
artistique
Menu midi 80 F, 100 F
Carte 90/120 F - 41, rue Montparnasse La Prince
01.42.42.42 - O.T.L.J. jusqu'à 0h30

PARIS 7^e

KALIMNOS
LE NOUVEAU RESTAURANT GREC
payez une cuisine authentique
dans un cadre exceptionnel
Soirées animées au bouzouki.
Menu 78/150 F. Carte env. 180 F. 250 pers.
47, boulevard de Montparnasse
Tél. : 01 45 44 63 - 7377

PARIS 7^e

Choumieuca
Spécialité de Cassoulet
et Confit de Canard
Tous les jours jusqu'à 11h30.
Dimanche service continu de 12h à 14h.
Boulevard de la République 101 a 110 pers. 75007 Paris.
Tél. : 01 47 06 48 75

PARIS 7^e

LES MINISTÈRES
Menu 175 F apéritif et vin compris
Nouveaux plats de la cuisine de la Mer sur une table
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

PARIS 7^e

Le Bistrot de Breteuil
Sérieux - Qualité - Prix
Une cuisine qu'on ne peut que recommander : le haut de gamme, les formules sont comprises. Jugez vous-même : une sélection de produits frais de première qualité parmi les plus appréciés (pour ne pas dire les plus chers), des vins directs de propriété, le tout pour 182 F (apartir, vin et eau compris). Très rare, un tout compris, les superbes fines de la cuisine de la Marene
n°2, Breteuil 75017
3, place de Breteuil
01.45.67.07.27

PARIS 7^e

LA TERRASSE
Face à l'École Militaire, qualité et cadre.
un bel étage avec restaurant gastronomique
Menu 180 F (vin et eau compris)
Menu 195 F (vin et eau compris)
Menu 210 F (vin et eau compris)
Menu 230 F (vin et eau compris)
2 pl. de l'École Militaire - 75001 Paris

PARIS 7^e

La Poule au Pot
Poule au pot, Andouillette AAAA.
Croustillant poire et chocolat...
Formule 98 F. Menu 138 F
Fermé samedi et dimanche
121, rue de l'Université - 01.47.65.16.36

PARIS 12^e

Le Lys d'Or
Grand prix du festival international
de gastronomie de Dalian (Chine)
Menu variés 98 F. Menu 139 F. Carte 150 F
2, rue de Chaligny 75012 Paris
210, rue de Chaligny 01.44.68.90.00

PARIS 14^e

MONIAGE GUILLAUME
Cheminée. Spécialités de la cuisine
Bouillabaisse, Homard du Vivier.
Salon part. 25 pers. - Chânes confort**
MENU CARTE : 185 F/245 F
11, rue de la République 75014 Paris

PARIS 15^e

A TIPAZA
Cuisine - Tagines
GRILLADES AU FEU DE BOIS
Menu - Carte env. 110 F
155, rue Saint-Denis
01.45.54.01.17 - Ouvert TLJ

PARIS 15^e

Restaurateur classique
gastaine la rubrique
"GASTRONOMIE"
renseignements :
01.42.47.30.40

Abidjan accueille le MASA jusqu'au 28 février

■ Les musiciens urbains, qui font danser les foules de Kinshasa, Yaoundé ou Brazzaville. Et aussi des troupes comme l'Atelier-Théâtre de Lomé, qui joue *La Récupération*, un beau jeu de Josué Kossil Efovi. Cette troupe survit dans la capitale du Togo, un pays bloqué par un régime autocratique qui n'en finit pas. Pourtant, l'Atelier-Théâtre joue régulièrement

IMPROVISATION ET INDULGENCE
Tu Nokwe « justement zou-
lou. Elle chante depuis quinze
ans » compose de belles chansons.
C'est la première fois que la
musicienne africaine se produit en Afrique
du Sud. Elle est une vraie guitariste
et une chanteuse. C'est un
style traditionnel. Mais, quand il a
été le groupe sénégalais qui
passé après nous, il a voulu ap-
prendre ce style ». Tu Nok-
we, elle éblouit les découvertes

Chèque de la danse films de jazz réunis

■ attendent sa soirée « Ciné-Danse, Ciné-Transe » (24 avril). ■
■ lieux, une magnificence ■
■ et la qualité obsession-
■ du détail du copie, ses condi-
■ de projection, les films sont
■ d'accompagnement) : ces qualité-
■ fait que les films de Willgram des
■ événements exceptionnels. On ■
■ rendu compte, lundi 13 février,
■ la salle Henri-Langeols du Pa-
■ de Chailhot où, entre le ■
■ de Louis Armstrong
■ et le chef-d'œuvre indésa-

able du film **Le jazz** (Jammin' The Blues, 1944), où Milgram, avec Lester Young, 1944), où Milgram a projeté rareté, onze minutes déchirantes, une galerie de douleurs fond blues, le **film** Gary Davis, un **film** Becker (1964).

Milgram a quatre-vingt-trois ans, il ne le **fait** pas : **il** ne **peut** tromper. Sur scène, quand je présente mes films, je revs. Sinon : je suis **un** **bour**. Le faire tous les soirs ?

Le chœur pygmée Aka, à la Cité de la musique. Paris.

qu'elle a faites pendant ses premières quarante-huit heures à MASA.

Au fil des années, le MASA se fait de plus en plus africain, de moins en moins francophone. En 1993, l'Initiative de l'Agence de coopération technique - aujourd'hui Agence de la francophonie - le marché sera francisé progressivement ouvert au reste du continent. Le MASA est ainsi devenu l'un des acteurs clés en Afrique où les artistes kenyans ou congolais peuvent découvrir la production de leurs collègues d'Angola ou du Bénin.

En 1994, l'ouverture sur l'ensemble du continent s'est doublée d'une africanisation des structures. L'édition de la revue marque la naissance d'un MASA autonome, dirigé par un ivoirien, Thomas Mancou Yabathi, et doté d'un conseil d'administration rassemblant représentants de la francophonie et de la Côte d'Ivoire. Les deux ans qui suivent voudraient dépasser

non statutaire, porte l'accent sur les besoins européens pour développer des circuits africains. « Ce jour-là, les artistes qui veulent se produire dans une capitale africaine ont en général le choix entre le Centre culturel français (CCF) ou le théâtre de la culture, la plupart du temps construit par la classe populaire ou la Corée du Nord. Et les CCF sont les seuls à offrir des programmes organisés une tournée. Les guitaristes américains, par exemple, ont le rap sénégalais Positive Black Soul qui peuvent bien entendre leur musique aux États-Unis. Africains qu'en jouant sur les scènes françaises. Les producteurs de spectacles africains se souviennent du fait même les valeurs sûres, comme les vedettes du Congo démocratique.

M. Yablah voudrait profiter de l'implantation permanente du MA à Abidjan pour intervenir plus régulièrement dans la vie culturelle du continent, en aidant l'organisation tournée, les besoins des

Ces légitimes **ambitions** passent par la réussite du **MASA 1974**. La logistique que **l'association** a présentée d'une cinquantaine de spectacles joués par 500 artistes, **l'association** de centaines de professionnels africains, européens ou nord-américains ne s'improvise pas. Or, les deux premiers jours du festival, **les** leurs changements de programmation inopinés, leurs retards et leurs défections de dernière minute, laissent une forte impression d'improvisation. La plupart des professionnels européens **regardent** indulgents, « par habitude de l'Afrique ». Mais le déplacement à Abidjan et le séjour représentent un investissement lourd pour beaucoup de petites **structures** européennes « à **fortiori** africaines ». On ajoute **des** approximations, l'absence de lieu adéquat pour la présentation des formations musicales, le **MASA** **qui** **ne** **peut** **pas** **lâcher** **ceux-là** **mêmes** **qui** **font** **vivre**.

Thomas

■ **CINÉMA :** Catherine Trautmann reçoit ■ professionnels du cinéma au ministère de la culture le 23 février, pour en- ■ la concertation au moment où ■ système ■ financement du cinéma par les télévisions ■ remis ■ cause par l'évolution de ■ technique ■ de la jurisprudence. Dans le court-métrage, plusieurs ■ les organisations corporatives ■ où elle ■ convie à cette réunion, ■ ministre affirme : « Il m'im- ■ porte que cette négociation conduise ■ garantir, dans le respect ■ la diversité de la production cinématographique, ■ niveau suffisant et pé- ■ nalisations ■ imposées par ■ opérateurs, notamment ■ la forme de préfinancements, l'ar- ■ ticle 17 ■ donc de chacune des parties ■ que l'ensemble des propositions ■

■ **Le tournage de la suite de Mission : impossible** devrait commencer le 15 septembre prochain à Sydney avec, dans les rôles principaux, Tom Cruise et l'actrice américaine Thandie Newton (Beloved), Jonathan Demme, Shonduray, Bernardo Bertolucci. Le budget de Mission : impossible II est estimé à 100 millions de dollars (68 millions d'euros). Il sera tourné par John Woo pour la Paramount et financé par les productions Cruise/Wagner. Un tiers du tournage sera réalisé dans les studios de Sydney, le reste sera tourné à l'extérieur dans la ville à la Broken Hill, dans l'intérieur du pays. Mission : impossible II sortira sur les écrans américains à Noël. (Reuters.)

■ **ARTS : le peintre britannique Lucian Freud** a donné son accord conditionnel pour peindre un portrait de la reine Elizabeth II, selon le quotidien britannique *The Independent*. Le peintre aurait posé comme conditions de pouvoir travailler à domicile, en faisant venir la reine d'Angleterre à son atelier de l'ouest de Londres pour les séances de pose. Il demande que la reine, âgée de soixante-douze ans, se soumette à des séances de pose à discrétion, alors qu'elle n'en concède d'ordinaire que cinq.

13
15

Requiem pour les orgues de Saint-Louis-en-l'Île

DEPUIS dix-sept ans, la Cinéma-
thèque de la danse fait partie de la
Cinéma-thèque française. Tous les
mois, elle organise des projec-
tions sur une programmation
de J. Milgram. La série, unique au
monde, est intitulée « Trésors du
film « jazz » ». Elle participe
cette œuvre de monstration la-
quelle, outre son caractère d'archi-
ve de conservation, la Cinéma-
thèque se propose dans une
élégance et des manières à quel on
reconnait l'équipe dirigée par Pa-
trick Maurin. La collection
de J. Milgram lui est désormais intégrale-
ment dédiée.

Deuxième nouvelle : les films
de l'Opéra-Garnier, où étaient
montrés naguère, une fois par
mois, en présence de témoins
directs, les miracles de la
comédie musicale ou de la
danse, sont repris, que la série
reprenne en décembre
dans une nouvelle
Quant aux fidèles de Jean Rouch,

Il attendent sa soirée = Cinq-Danse, Cinq-transe = 7 avril. Les lieux, une magnificence de l'architecture et la qualité obsessionnelle du détail (le copié, ses conditions de projection, les conditions d'accompagnement) : ces qualités ont fait de ce Milgram des événements exceptionnels. On s'est rendu compte, lundi 15 février, dans la salle Henri-Langeols à Palais de Chaillot où, entre le 19 et le 21, se sont déroulés les événements mélangeant Betty Boop = Louis Armstrong (1932) et le chef-d'œuvre indéniable du film = jazz (*Jammin the Blues*, = Gjon Mili, avec Lester Young, 1944), Jo Milgram a projeté une rareté, onze minutes déchirantes, une galerie de douleurs foudroyantes, = Guy Davis, = Max Becker (1964).

Milgram a quatre-vingt-trois ans, il ne se passe pas une semaine sans qu'il ne soit trompé. Sur scène, quand je présente mes films, je revs. Sinon, je suis = bout. Le faire tous les soirs ?

plaisances, il me faut trois jours pour m'en remettre. J'ai commencé de projeter ma collection poussé par un type adorable, tout à fait désintéressé, ■■■■ Richard. Après, il circule ■■■■ cinémas d'angle, grâce à Noël Hervé, ■■■■ il fait quelque temps escale à Vincennes. ■■■■ meilleures conditions, ■■■■ meilleur accord, c'est à la Cinémathèque de la danse que je le dois. C'est un ■■■■ lagement pour moi, si les choses continuent dans le même esprit, que la collection soit ainsi prise ■■■■ main. ■■■■

■ ■ ■ ■ ■ BAIN D'HYLIE BOULLENT ■ ■ ■ ■ ■

■ En 1931, ■■■■ un truc en ferraille, ■■■■ phono à pavillon, j'ai entendu ■■■■ Armstrong. Ce fut ■■■■ révélation, ■■■■ éblouissement. J'ai tout compris d'un coup. Je n'ai jamais plus lâché. D'abord l'époque des disques que ■■■■ on pouvait découvrir ■■■■ cabine, ■■■■ big bands, les solistes, l'âge d'or du jazz, l'âme lumineuse des Noirs d'Amérique; puis le Hot-Cut-

... une rythmique à rendre fou,
j'ai sangoté pendant le spec-
tacle... comme plongé dans
de l'huile bouillante. À partir
de 1970, j'ai travaillé par Daniel Fil-
pacchi, j'ai recherché, acheté, col-
lecté ce qui pouvait avoir trait
à jazz sous forme de vrais
films. Il y avait des mu-
siques intéressants à Hollywood. Si
quelqu'un ne s'y était pas accroché,
il aurait disparu. La comédie
sociale, dansure, la gestuelle, les
mimes de l'orchestre,
la chorégraphie des instrumentistes,
dessinent, fondus pour le Cinéma-
thèque de la danse. Elle a le
coût en valeur.

Ces images rejoignent la collec-
tion de plus de cinq films
quatre mille vidéos que s'est
construite, en trois lustres, l'Insti-
tution dirigée par Bensard. Elle
continue à servir de réservoir à
la suite des trois événements
qu'elle monte à l'étranger. À côté des

« IL Y A vingt-deux ans, une idée simple et forte était lancée par Jacques Chirac pour l'église Saint-Louis-en-l'Île : installer en lieu privilégié un instrument signé par le grand facteur d'orgue Jürgen Ahrend. Celui-ci — déjà considéré par ses pairs comme le meilleur spécialiste en ce domaine. Vingt ans après, ■■■ de prestigieuses réalisations — actif, il l'est toujours. ■■■ Ainsi s'exprimait, ■■ mal 1987 dans une ■■■ destiné à Jean Tiberi, l'actuel maître de Paris, des artistes aussi incontestables que Gustav Leonhardt ■■ Henri Dutilleul. Que s'est-il passé pour que la commande effectuée par la ■■■ de Paris en 1977, renouvelée en 1989, à l'énigmatique facteur d'orgues baroques allemand, soit aujourd'hui caduque ?

Certes, le projet n'en ■■■ pas ■■■ premier rebond (Le Monde du 9 décembre 1997) : repoussé ■■■ première fois ■■ profit de la réfection de l'orgue de Saint-Eustache

lottes (insertion du *devis* dans l'enveloppe n°1 et non n°2) // **évincé**, à connotation générale. Sur onze candidats européens, **en lice** : deux sont français mais, si honorables soient-ils, ils ne peuvent **le** savoir-faire // leur homologue allemand. La confirmation du verdict en octobre provoque alors une levée de bouillottes. La défense du projet Ahrend s'organise, **par** d'éminentes personnalités – Marie-Claire Alain, Michel Chapuis, André Isolo, Georges Guiffard, Olivier Latry, François-Henri Houbart, Jean Galard, Bernard Focroulle, et autres... – et voit s'asseoir à la même **Pierre Boulez** – Marcel Landowski // On s'interroge : pourquoi un **déni** alors que la déclaration d'appel d'offres infructueuse **est** possible ? Pourquoi n'avoir pas **d'emblée** le marché « négocié » prévu par la loi lorsqu'il s'agit de faire valoir une

fait
uines
27 fé-
= mo-
et dé-
e le
ait au
n tête
■ en
Après
■ dé-
■ his-
Marc
ire ■
de ré-
nagée.
lle Au-
Soldini
■ ■
e. Il ■
tape. ■
■

page 22

Page 2



mou, pl
 dessus,
 e décrit
 d'Air Fra
 tit-fils de
 la SFIO
 le Force
 he a con
 trait d'un
 : qui co
 ôté rum

Lire po
unication
au de bord
arfbui
orologie
re
e culturel
o-Télévisio

100

 **cité de la
musique**
concerts, centre d'information

**Brahms
Schönberg**

œuvres de musique de chambre

Christoph Eschenbach, direction, piano
Gil Shaham, violon
Solistes de l'Orchestre de Paris
27 et 28 octobre

144 84 44 84  rte de Pantin

Noury, Jacques Bureau, qui ■■■■
merveilles de ■■■■ le géné-
ralité. Enfin ■■ scène : ■■ premier or-
que j'ai ■■ scène, c'est
Duke Ellington en 1933, après qui
Armstrong et ■■■ Calloway en 1934,
Cottan ■■■■ Moulin-Rouge
en 1937. Je ■■ suis, hélas ! allé aux
Etats-Unis qu'une fois, en 1963. Bar-
celone avait organisé un voyage pour
la présentation d'Aznavor au Carne-
ge Hall. Je ■■ suis précipité à
Apollo ■■■ Harlem.

Francis Mercurio

Nouvelles mesures en faveur des intermittents du spectacle

CATHERINE TRAUTMANN, ministre ■ la culture et de la communication, ■ le ■ forcé(e) ■ l'accord entre les partenaires sociaux ■ jusqu'au 31 décembre 1999 le régime d'indemnisation du chômage ■ intermettent ■

■ ministre a précisé que deux mesures venaient ■ prises en leur faveur : les allocations ■ ouvriers techniciens ■ réalisateurs de ■ production du cinéma ■ de l'audiovisuel seront désormais calculées selon ■ modalités comparables à ■ et ■ techniciens du spectacle vivant afin de ■ prendre ■ compte les conséquences apportées par leur passage au salaire réel ■ prévu par l'accord ■ partenaires sociaux ■ janvier. Par ailleurs, la ministre annonce ■ la reprise des ■ portant ■ la négociation ■ conventions collectives et le renforcement des contrôles pour lutter contre le travail dissimulé et les situations abusives d'emploi précaire ».

L'ANNÉE DE LA SPOLIATION

Mais le 3 décembre, coup de théâtre : au conseil municipal du 4^e arrondissement, le dossier est brutalement retiré de l'ordre du jour... renvoyé devant la commission centrale des marchés publics pour examen ! ■■■ doute les « affaires » qui secouent la Mairie de Paris incitent-elles à redoubler de prudence, ■■■ doute la forte pression du Groupement professionnel (français) des facteurs d'orgue porte-t-elle ■■■ fruits. Toujours est-il que 1997 ■■■ pour Ahrend - après vingt ■■■ d'expectative - l'année de la spoliation.

En juillet 1997, un appel d'offres international sur concours est donc lancé, auquel Ahrend se prête de bonne grâce. Mal lui prend : une confusion entre deux enve-

Marie-Aude Roux

1520

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Les Années Lénine.
Invités : François-Xavier Coquin, Pierre Lorrain, Pierre Rigoulot, Jacques Sapir.
Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part.
Invités : Damien, Nadia Fara, Irène, Fabrice Luchini, Sandrine Kiberlain.
France 3

19.10 et 21.00 Rendez-vous.
Invités : Ruth, Sandrine Kiberlain.
Paris Première

21.00 Le Gai.
Invités : Michel Grillo, Michel Le Bris, Olivier de Kersauson, Christian Goldstein, Christine Anchoy.
Paris Première

21.05 Temps présent.
Nicaragua : l'argent du bonheur.
France 2

22.30 Place de la République. Faut-il brûler les journalistes ?
France 2

23.20 Comment ça va ?
Au bonheur des dents.
France 3

0.30 Capital.
L'attaque aux Prodiges.
France 3

0.45 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

DOCUMENTAIRES

20.30 URSS.
1917-1999 : la révolution
conquise.
Forum Planète

20.35 Tsar Boris (2/2).
Intrigues au Kremlin.
France 3

20.45 Les Descendants (3/3). Les Indes
des tribus du Nord.
Histoire

21.20 Brocéliande.
Entre légende et réalité.
Odysée

21.25 Les Pasteurs himalayens.
Série thématique.
Arte

21.50 Les Ateliers du rêve.
2045. La règle de l'histoire.
Forum Planète

23.00 Une saga scandinave.
1/2.
Histoire

0.40 Les Blanchisseuses
de Magdalen.
Histoire

19.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

19.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

19.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

20.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

20.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

20.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

20.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

21.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

21.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

21.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

21.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

22.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

22.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

22.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

22.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

23.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

23.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

23.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

23.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

0.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

0.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

0.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

0.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

1.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

1.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

1.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

1.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

2.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

2.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

2.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

2.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

3.00 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

3.15 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

3.30 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

3.45 Les Champions d'Europe
1998.
France 3

MUSIQUE

19.15 Ligeti, Schumann et Prokofiev.
Par l'Orchestre symphonique
de Radio de Francfort.
Mozart

21.45 La Symphonie 41.
dite Jupiter, de Mozart.
Par l'Orchestre d'Europe.
Mozart

20.30 Jendie, Lady Randolph Churchill.
James Callaghan (3/3).
Festival

22.20 Tout va bien dans le service.
Charlotte Silvera.
Festival

20.40 The Practice. Chien méchant.
Premier degré.
Série Club

20.55 La Vie à cinq.
Accords et désaccords.
Série Club

21.45 Ally McBeal.
The East House Don't They ?
Série Club

22.15 Twin Peaks.
Episode 8 (v.o.).
Série Club

22.50 Tékou. Soldat inconnu.
13^e Rue.
Série Club

22.55 Star Trek. La nouvelle génération.
Deuxième chance (v.o.).
Canal Jimmy

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

23.00 High Secret City.
La guerre des cochons.
TF 1

FILMS

16.25 Le Cirque.
Charlie Chaplin (États-Unis, 1928, N.
muet, v.o., 70 min) O. Ciné Classics

17.15 Le Temps
de l'innocence.
Martin Scorsese (États-Unis, 1993,
125 min) O. Cinéstar 2

18.15 Viva l'Italia.
Roberto Rossellini (Italie, 1960,
125 min) O. Cinéstar 2

19.15 Ludwig ou le crépuscule
des dieux.
Ludwig von Mises (Autriche, 1972,
125 min) O. Cinéstar 1

20.15 Uge.
Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne,
1981, N., 100 min) O. Cinéstar 1

21.55 Pat Garrett
et Billy le Kid.
Sam Peckinpah (États-Unis, 1973,
125 min) O. Cinéstar 1

22.00 Stramboli.
Roberto Rossellini (Italie, 1949,
N., v.o., 105 min) O. Ciné Classics

22.30 My Beautiful Laundrette.
Stephen Frears (GB, 1985,
v.o., 100 min) O. Paris Première

0.15 Où est la maison
de mon ami ?
Alfred Hitchcock (Grande-Bretagne,
1981, N., 100 min) O. Paris Première

0.45 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

0.55 Chacun sa chance.
Karel Reisz, Debra Winger (EU,
1989, v.o., 95 min) O. Cinéstar 2

0.40 André.
André (France, 1965,
11 min) O. Cinéstar 2

0.45 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

1.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

1.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

1.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

1.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

2.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

2.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

2.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

2.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

3.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

3.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

3.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

3.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

4.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

4.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

4.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

4.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

5.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

5.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

5.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

5.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

6.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

6.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

6.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

6.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

7.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

7.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

7.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

7.50 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

8.05 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

8.20 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

8.35 Le Cercle.
Nancy, arts nouveaux.
France 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
18.30 Exclutif.
19.05 Le Bûcher.
19.30 Journal.
20.50 L'île aux pirates.
21.00 High Secret City.
21.05 L'île aux pirates.
21.10 High Secret City.
21.15 L'île aux pirates.
21.20 High Secret City.
21.25 L'île aux pirates.
21.30 High Secret City.
21.35 L'île aux pirates.
21.40 High Secret City.
21.45 L'île aux pirates.
21.50 High Secret City.
21.55 L'île aux pirates.
22.00 High Secret City.
22.05 L'île aux pirates.
22.10 High Secret City.
22.15 L'île aux pirates.
22.20 High Secret City.
22.25 L'île aux pirates.
22.30 High Secret City.
22.35 L'île aux pirates.
22.40 High Secret City.
22.45 L'île aux pirates.
22.50 High Secret City.
22.55 L'île aux pirates.
23.00 High Secret City.
23.05 L'île aux pirates.
23.10 High Secret City.
23.15 L'île aux pirates.
23.20 High Secret City.
23.25 L'île aux pirates.
23.30 High Secret City.
23.35 L'île aux pirates.
23.40 High Secret City.
23.45 L'île aux pirates.
23.50 High Secret City.
23.55 L'île aux pirates.
0.00 High Secret City.
0.05 L'île aux pirates.
0.10 High Secret City.
0.15 L'île aux pirates.
0.20 High Secret City.
0.25 L'île aux pirates.
0.30 High Secret City.
0.35 L'île aux pirates.
0.40 High Secret City.
0.45 L'île aux pirates.
0.50 High Secret City.
0.55 L'île aux pirates.
1.00 High Secret City.
1.05 L'île aux pirates.
1.10 High Secret City.
1.15 L'île aux pirates.
1.20 High Secret City.
1.25 L'île aux pirates.
1.30 High Secret City.
1.35 L'île aux pirates.
1.40 High Secret City.
1.45 L'île aux pirates.
1.50 High Secret City.
1.55 L'île aux pirates.
2.00 High Secret City.
2.05 L'île aux pirates.
2.10 High Secret City.
2.15 L'île aux pirates.
2.20 High Secret City.
2.25 L'île aux pirates.
2.30 High Secret City.
2.35 L'île aux pirates.
2.40 High Secret City.
2.45 L'île aux pirates.
2.50 High Secret City.
2.55 L'île aux pirates.
3.00 High Secret City.
3.05 L'île aux pirates.
3.10 High Secret City.
3.15 L'île aux pirates.
3.20 High Secret City.
3.25 L'île aux pirates.
3.30 High Secret City.
3.35 L'île aux pirates.
3.40 High Secret City.
3.45 L'île aux pirates.
3.50 High Secret City.
3.55 L'île aux pirates.
4.00 High Secret City.
4.05 L'île aux pirates.
4.10 High Secret City.
4.15 L'île aux pirates.
4.20 High Secret City.
4.25 L'île aux pirates.
4.30 High Secret City.
4.35 L'île aux pirates.
4.40 High Secret City.
4.45 L'île aux pirates.
4.50 High Secret City.
4.55 L'île aux pirates.
5.00 High Secret City.
5.05 L'île aux pirates.
5.10 High Secret City.
5.15 L'île aux pirates.
5.20 High Secret City.
5.25 L'île aux pirates.
5.30 High Secret City.
5.35 L'île aux pirates.
5.40 High Secret City.
5.45 L'île aux pirates.
5.50 High Secret City.
5.55 L'île aux pirates.
6.00 High Secret City.
6.05 L'île aux pirates.
6.10 High Secret City.
6.15 L'île aux pirates.
6.20 High Secret City.
6.25 L'île aux pirates.
6.30 High Secret City.
6.35 L'île aux pirates.
6.40 High Secret City.
6.45 L'île aux pirates.
6.50 High Secret City.
6.55 L'île aux pirates.
7.00 High Secret City.
7.05 L'île aux pirates.
7.10 High Secret City.
7.15 L'île aux pirates.
7.20 High Secret City.
7.25 L'île aux pirates.
7.30 High Secret City.
7.35 L'île aux pirates.
7.40 High Secret City.
7.45 L'île aux pirates.
7.50 High Secret City.
7.55 L'île aux pirates.
8.00 High Secret City.
8.05 L'île aux pirates.
8.10 High Secret City.
8.15 L'île aux pirates.
8.20 High Secret City.
8.25 L'île aux pirates.
8.30 High Secret City.
8.35 L'île aux pirates.
8.40 High Secret City.
8.45 L'île aux pirates.
8.50 High Secret City.
8.55 L'île aux pirates.
9.00 High Secret City.
9.05 L'île aux pirates.
9.10 High Secret City.
9.15 L'île aux pirates.
9.20 High Secret City.
9.25 L'île aux pirates.
9.30 High Secret City.
9.35 L'île aux pirates.
9.40 High Secret City.
9.45 L'île aux pirates.
9.50 High Secret City.
9.55 L'île aux pirates.
10.00 High Secret City.
10.05 L'île aux pirates.
10.10 High Secret City.
10.15 L'île aux pirates.
10.20 High Secret City.
10.25 L'île aux pirates.
10.30 High Secret City.
10.35 L'île aux pirates.
10.40 High Secret City.
10.45 L'île aux pirates.
10.50 High Secret City.
10.55 L'île aux pirates.
11.00 High Secret City.
11.05 L'île aux pirates.
11.10 High Secret City.
11.15 L'île aux pirates.
11.20 High Secret City.
11.25 L'île aux pirates.
11.30 High Secret City.
11.35 L'île aux pirates.
11.40 High Secret City.
11.45 L'île aux pirates.
11.50 High Secret City.
11.55 L'île aux pirates.
12.00 High Secret City.
12.05 L'île aux pirates.
12.10 High Secret City.
12.15 L'île aux pirates.
12.20 High Secret City.
12.25 L'île aux pirates.
12.30 High Secret City.
12.35 L'île aux pirates.
12.40 High Secret City.
12.45 L'île aux pirates.
12.50 High Secret City.
12.55 L'île aux pirates.
13.00 High Secret City.
13.05 L'île aux pirates.
13.10 High Secret City.
13.15 L'île aux pirates.
13.20 High Secret City.
13.25 L'île aux pirates.
13.30 High Secret City.
13.35 L'île aux pirates.
13.40 High Secret City.
13.45 L'île aux pirates.
13.50 High Secret City.
13.55 L'île aux pirates.
14.00 High Secret City.
14.05 L'île aux pirates.
14.10 High Secret City.
14.15 L'île aux pirates.
14.20 High Secret City.
14.25 L'île aux pirates.
14.30 High Secret City.
14.35 L'île aux pirates.
14.40 High Secret City.
14.45 L'île aux pirates.
14.50 High Secret City.
14.55 L'île aux pirates.
15.00 High Secret City.
15.05 L'île aux pirates.
15.10 High Secret City.
15.15 L'île aux pirates.
15.20 High Secret City.
15.25 L'île aux pirates.
15.30 High Secret City.
15.35 L'île aux pirates.
15.40 High Secret City.
15.45 L'île aux pirates.
15.50 High Secret City.
15.55 L'île aux pirates.
16.00 High Secret City.
16.05 L'île aux pirates.
16.10 High Secret City.
16.15 L'île aux pirates.
16.20 High Secret City.
16.25 L'île aux pirates.
16.30 High Secret City.
16.35 L'île aux pirates.
16.40 High Secret City.
16.45 L'île aux pirates.
16.50 High Secret City.
16.55 L'île aux pirates.
17.00 High Secret City.
17.05 L'île aux pirates.
17.10 High Secret City.
17.15 L'île aux pirates.
17.20 High Secret City.
17.25 L'île aux pirates.
17.30 High Secret City.
17.35 L'île aux pirates.
17.40 High Secret City.
17.45 L'île aux pirates.
17.50 High Secret City.
17.55 L'île aux pirates.
18.00 High Secret City.
18.05 L'île aux pirates.
18.10 High Secret City.
18.15 L'île aux pirates.
18.20 High Secret City.
18.25 L'île aux pirates.
18.30 High Secret City.
18.35 L'île aux pirates.
18.40 High Secret City.
18.45 L'île aux pirates.
18.50 High Secret City.
18.55 L'île aux pirates.
19.00 High Secret City.
19.05 L'île aux pirates.
19.10 High Secret City.
19.15 L'île aux pirates.
19.20 High Secret City.
19.25 L'île aux pirates.
19.30 High Secret City.
19.35 L'île aux pirates.
19.40 High Secret City.
19.45 L'île aux pirates.
19.50 High Secret City.
19.55 L'île aux pirates.
20.00 High Secret City.
20.05 L'île aux pirates.
20.10 High Secret City.
20.15 L'île aux pirates.
20.20 High Secret City.
20.25 L'île aux pirates.
20.30 High Secret City.
20.35 L'île aux pirates.
20.40 High Secret City.
20.45 L'île aux pirates.
20.50 High Secret City.
20.55 L'île aux pirates.
21.00 High Secret City.
21.05 L'île aux pirates.
21.10 High Secret City.
21.15 L'île aux pirates.
21.20 High Secret City.
21.25 L'île aux pirates.
21.30 High Secret City.
21.35 L'île aux pirates.
21.40 High Secret City.
21.45 L'île aux pirates.
21.50 High Secret City.
21.55 L'île aux pirates.
22.00 High Secret City.
22.05 L'île aux pirates.
22.10 High Secret City.
22.15 L'île aux pirates.
22.20 High Secret City.
22.25 L'île aux pirates.
22.30 High Secret City.
22.35 L'île aux pirates.
22.40 High Secret City.
22.45 L'île aux pirates.
22.50 High Secret City.
22.55 L'île aux pirates.
23.00 High Secret City.
23.05 L'île aux pirates.
23.10 High Secret City.
23.15 L'île aux pirates.
23.20 High Secret City.
23.25 L'île aux pirates.
23.30 High Secret City.
23.35 L'île aux pirates.
23.40 High Secret City.
23.45 L'île aux pirates.
23.50 High Secret City.
23.55 L'île aux pirates.
0.00 High Secret City.
0.05 L'île aux pirates.
0.10 High Secret City.
0.15 L'île aux pirates.
0.20 High Secret City.
0.25 L'île aux pirates.
0.30 High Secret City.
0.35 L'île aux pirates.
0.40 High Secret City.
0.45

صحن من الامل

Le Monde

MERCREDI 23 FÉVRIER 1999

Le gouvernement négocie avec les chasseurs

Compromis possible sur les dates de fermeture

L'ORTOLAN, petit oiseau prisé par les gourmets du Sud-Ouest, appartient à une « espèce protégée ». Un décret en ce sens, cosigné par Dominique Voynet, ministre de l'environnement, et Jean Glavany, ministre de l'agriculture, devrait être publié début mars. Fruit de laborieuses discussions entre les représentants des chasseurs et les défenseurs de l'environnement, ce texte représente le premier acte d'un compromis global entre les « frères ennemis » de la nature.

Les discussions s'étaient nouées autour de la loi pro-chasse, votée par le Parlement le 11 juillet 1998. En fixant à la fin février les dates de fermeture de la chasse aux oiseaux migrateurs et au gibier d'eau, députés et sénateurs français s'étaient mis aux dispositions d'une directive européenne qui stipule, elle, que les fusils doivent être rangés dès la fin janvier. Cette contradiction a créé un imbroglio juridique que le gouvernement a voulu sortir. Mais cela, il a entamé des négociations discrètes, début janvier. « Il n'est pas question de renégocier [la] directive européenne », a expliqué Dominique Voynet, lundi 22 février, sur Europe 1, mais il permet, tout en la respectant, « aux chasseurs d'exercer leur passion ».

COHN-BENDIT DÉFEND VOYNET

L'accord sur l'ortolan est un premier signe d'apaisement. Une nouvelle réunion, mercredi 24 février, à l'hôtel Matignon cette fois, sous la responsabilité de Jean-Louis Laville, conseiller auprès du premier ministre, et en présence du directeur du cabinet de M. Voynet, pourrait dégager un compro-

mis sur les dates de fermeture de la chasse. Un tel résultat permettrait de réduire les tensions à l'occasion d'un important rassemblement de chasseurs, prévu le 27 février à Cintegabelle, bourgade de Haute-Garonne dont M. Jospin est conseiller général.

C'est dans ce contexte que Daniel Cohn-Bendit rencontrait, lundi 22 février, dans un grand hôtel parisien, Pierre Daillant, président de l'Union nationale des associations de chasseurs. Mais de « Grenelle » ou du « Valta » de la chasse, point. Derrière les caméras, il y avait une figure, mais sur le fond, les discussions sont restées complètes. Le chef de file des Verts, dont plusieurs réunions publiques ont été perturbées par des petits groupes de chasseurs, s'attendait à une manifestation de la violence.

« L'interpellation des candidats fait partie de la règle du jeu républicain, on ne résout pas les problèmes à coup de barre de fer ou de projectiles », a-t-il expliqué. M. Daillant a répondu que l'interpellation du candidat est une violence corporelle n'apporte rien. « Je réprovoque déjà la violence en mai », a-t-il ajouté, un tantinet moqueur. Continuant sur le même ton, le porte-parole des chasseurs a remercié M. Cohn-Bendit « d'avoir fait ce qu'ils auraient souhaité que leur ministre de tutelle fasse ». « Je suis ravi d'avoir trouvé un interprète pour lui expliquer la situation », a-t-il expliqué. « Il n'y a pas de problème entre la position du ministre et la mienne », a immédiatement répliqué le député européen.

Jean-Michel Aphatie et Alain Berne-Méry

Iran : dix-huit morts lors d'une manifestation kurde

DIX-HUIT PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et des dizaines d'autres blessées, lundi 22 février, au cours de manifestations qui ont eu lieu à Sanandaj, chef-lieu du Kurdistan iranien, dans le Moudjahidine du peuple (opposition armée au régime iranien). Les victimes ont été tuées dans une attaque des forces de sécurité et des Gardiens de la révolution contre des dizaines de milliers de manifestants à Sanandaj, a indiqué un communiqué du Conseil national de la révolution iranienne (CNRI) reçu mardi à Nicosie. « L'état de siège a été décrété dans la ville, les forces de l'ordre ayant été incapables de contenir la foule qui protestait contre le régime de manifestants à Ouroumieh et dans les villes d'Iran, durant les protestations contre l'arrestation par Ankara du leader kurde Abdullah Öcalan. La police a tué 18 personnes selon le communiqué. » (AFP)

Le président de l'exécutif corse veut attaquer « Le Point » en diffamation

LE PRÉSIDENT DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSEMBLÉE DE CORSE, Jean Baggioni (RPR), a dénoncé, lundi 22 février, lors d'une conférence de presse dans sa résidence de Ville-di-Pietrabugno (Haute-Corse), la publication, par l'hebdomadaire « Le Point », d'une note adressée à la Direction de la protection de la sécurité de la République (DPS) qui le présente comme détenteur d'informations sur l'assassinat du préfet Erignac. Estimant que « son honneur avait été jeté en pâture », il a annoncé le dépôt d'une plainte pour diffamation devant le tribunal de grande instance de Paris. M. Baggioni a demandé au premier ministre, au ministre de la défense, ainsi qu'au président de la République de faire connaître la lumière sur cette affaire. Le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a condamné, dimanche, la note en cause de Jean Baggioni et demandé « qu'une enquête soit diligentée dans le délai » pour découvrir « les causes et les conséquences de cette divulgation inadmissible ».

Le Parti socialiste apporte son soutien à Claude Allègre

LE PARTI SOCIALISTE a apporté son soutien, lundi 22 février, à Claude Allègre, tout en rappelant qu'« on ne changera pas l'éducation nationale » les enseignants ni contre eux. « Quelles que soient les critiques qui peuvent être formulées, estime Jean-Pierre Sueur, chargé de l'éducation au PS, l'éducation nationale, si on en venait à la réforme, l'idée qu'il est impossible de réformer l'éducation nationale, ce serait une grande victoire pour les conservateurs. » M. Sueur juge « assurément positive » « l'avancée » de M. Allègre sur les heures supplémentaires. Pour autant, le Syndicat national des enseignants du second degré se désarme pas. Dans un communiqué, il a dit, mardi, qu'il « impose une politique gouvernementale scolaire par l'action le 15 et 20 mars ». Pour le SNES, la mise en cause par M. Allègre « la volonté transformatrice du syndicat majoritaire » faisaient pour cela les positions qu'il a défendues montre que, pour le ministre, la fin justifie les moyens.

Tirage du Monde daté mardi 23 février 1999 : 498 749 exemplaires.

La France et les autres pays alpins souffrent d'une situation météorologique très difficile

Des avalanches ont fait au moins cinq morts en Suisse, en Italie et en Autriche

ONDATIONS EN ALSACE, tempêtes de neige dans les Alpes, les Pyrénées et le Jura... Plusieurs régions de France, mais aussi de Suisse, d'Autriche et d'Italie, sont confrontées, mardi 22 février, à des conditions climatiques particulièrement difficiles. La situation est préoccupante dans le massif alpin où les risques d'avalanches gênent le travail des équipes de secours. En plusieurs endroits, l'accès aux stations de sports d'hiver - bon débarras en cette période de vacances hivernales - était pratiquement impossible.

En Suisse, deux personnes ont été tuées et huit autres ont été portées disparues, mardi soir, à la suite d'une avalanche dans la vallée d'Hérens, près de Sion. Mardi matin, il s'agissait peu probable de retrouver les survivants, mais plusieurs autres ont été retrouvés. Sept Français figuraient parmi les personnes recherchées. Toutes étaient originaires de l'ouest de la France. Il s'agit de quatre membres d'une famille de l'agglomération de Caen (Calvados) : une femme, un jeune couple et son petit garçon, qui étaient en vacances dans la région. Un couple d'Aron (Mayenne) et leur fille d'une dizaine d'années figurent également parmi les disparus. Ils ont été pris par l'avalanche alors qu'ils effectuaient une promenade.

Dans d'autres cantons de Suisse, des dizaines de routes ont été coupées, des vols furent endommagés, des habitants évacués par hélicoptères. Des nombreuses rivières ont dépassé leur cote d'alerte, provoquant des inondations et des glissements de terrain.

A Morgex, dans la région ita-

lienne du Val d'Aoste, une femme a été tuée et trois autres personnes blessées, mardi, dans une avalanche. La neige a recouvert plusieurs habitations. En fin de matinée, les secours continuaient de chercher les survivants à la recherche d'autres victimes. L'ouest de l'Autriche, où des personnes sont mortes dans une avalanche qui a entraîné un touriste de montagne. Mardi soir, vingt personnes étaient bloquées dans les stations de sports d'hiver autrichiennes.

« Cela arrive tous les dix ou vingt ans »

Depuis le 27 janvier, il est tombé 3,63 mètres de neige à La Plagne, 4,37 mètres à Flaine et 4,38 mètres à Avoriaz, indique-t-on au Centre d'études de la neige (CEN) de Météo France à Grenoble. En un mois, trois « épisodes » (ensemble de perturbations ponctuelles de brèves acalmies) ont été recensés dans les Alpes. Le dernier a débuté la semaine dernière et « devrait » durer encore quelques jours. La principale préoccupation des services météorologiques est la maîtrise du manteau neigeux. Le risque d'avalanche reste maximal, tant en France qu'en Haute-Savoie.

Mais, pour les experts du CEN, ce type de temps n'a rien d'exceptionnel. « En ce qui concerne le cumul des précipitations (chutes de neige successives), on retrouve des conditions identiques dans la période 1967-1968 pour la Haute-Savoie et 1977-1978 pour la Savoie, précise l'un d'eux. En gros, cela arrive tous les dix ou vingt ans. »

Côté français, trois personnes ont disparu, lundi soir, dans septembre, dans un « igloo » à plus de 3 000 mètres d'altitude, dans le massif de la Vanoise. Les sauveteurs, eux-mêmes contraints de rester dans un refuge, n'ont pu les secourir à cause des conditions météorologiques. Les trois hommes, un Français et deux Per-

sonnages âgés d'une trentaine d'années, avaient pu donner de leurs nouvelles, dimanche en début de soirée, à leur famille en dé-

but de la soirée, à l'aide d'un téléphone portable, mais le signal de cet appareil s'est fini par s'épuiser, de même que les réserves de nourriture. Les sauveteurs leur avaient alors demandé de ne pas quitter leur igloo. Mardi, les équipes de secours envisageaient une intervention par hélicoptère à la faveur d'une légère amélioration des conditions météorologiques.

Toujours dans les Alpes, les recherches ont repris mardi pour tenter de retrouver un Savoisien, des routes ont été coupées, notamment celle reliant Bourg-Saint-Maurice à Val d'Isère. Lundi, le garde du corps, beth Guigon, n'a pu quitter cette station, où elle avait passé le week-end en famille.

D'autres régions françaises sont confrontées à de graves intempéries, en particulier les inondations. C'est le cas de la Franche-Comté où plusieurs localités ont été isolées dans la vallée du Doubs. A Pontarlier, dans le Doubs, les pompiers ont dû évacuer des familles, et une trentaine de personnes, et la préfecture a re-

tenu une trentaine de routes coupées. Dans le massif pyrénéen du Montan, les recherches pour retrouver deux randonneurs ont repris, mardi matin, en dépit du mauvais temps. Une trentaine de CRS de montagne, mais aussi des gendarmes du peloton de haute-montagne du Régiment de Montagne et deux médecins du SAMU, sont partis à 4 h 30 de la commune d'Argelès-Gazost (Hautes-Pyrénées) malgré un vent violent. Il s'agit de deux randonneurs, bloqués à 1 400 mètres d'altitude, soient blessés. L'homme, âgé de vingt-six ans, souffrait d'une blessure à la tête et la femme, âgée de trente-trois ans, de blessures légères. Tous deux sont équipés de vêtements de protection et disposent de couvertures. Un hélicoptère porte d'un groupe de personnes, surprises par le mauvais temps. Les quatre autres ont pu rejoindre la vallée.

Philippe Bureau (avec AFP et Reuters)

La crue du Rhin est maîtrisée

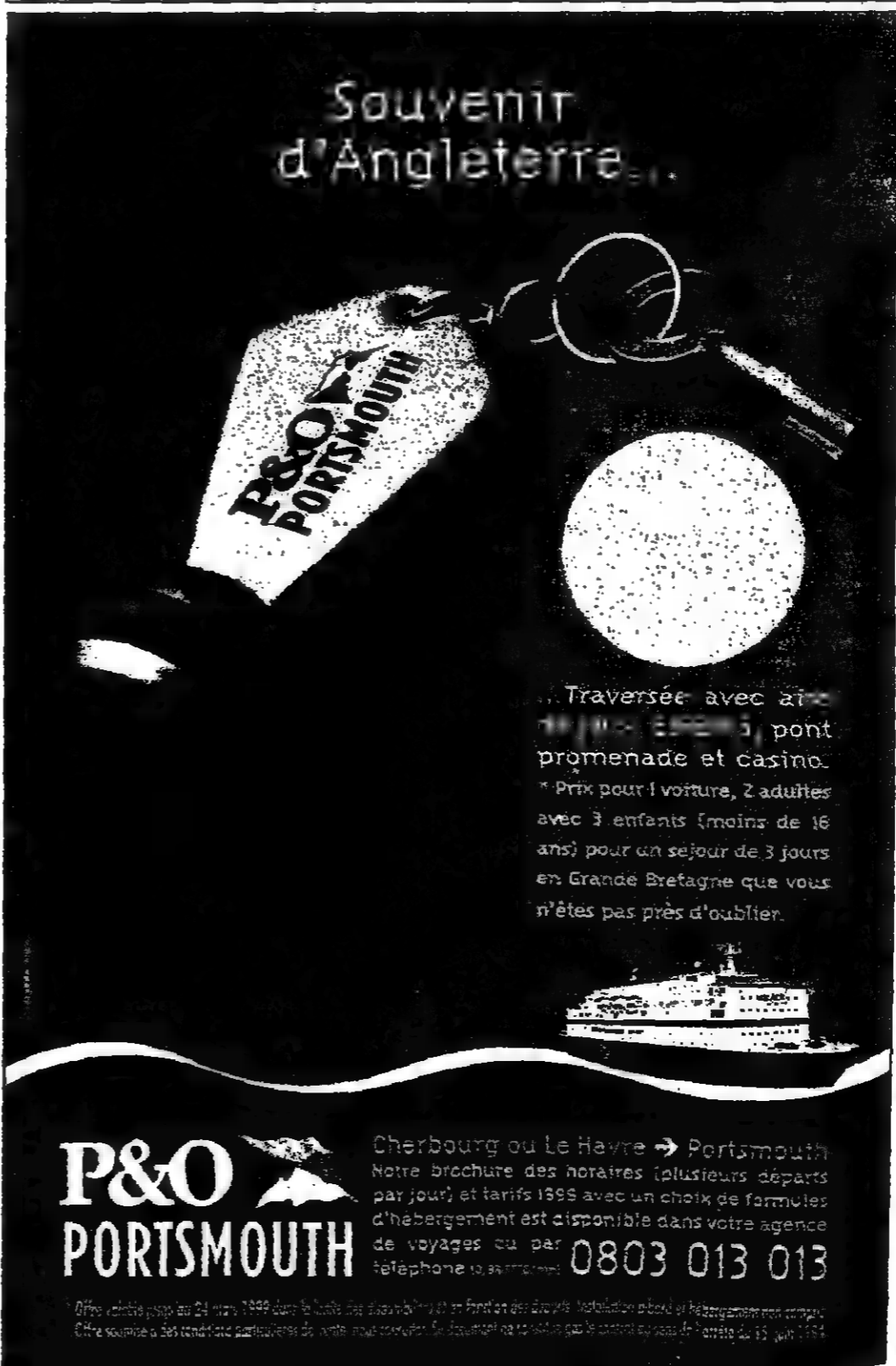
GAMBSHEIM (Bas-Rhin) de l'AFP correspondant régional « Ce n'est pas fini, mais pour l'instant, on peut être rassuré », constate Patrick Junod, le responsable du Centre d'alerte rhénan et d'informations nautiques de Gambsheim (Cartag), aux petites heures du mardi 22 février. La crue du Rhin, comparable à celles de 1970 et de 1990, a été maîtrisée. Depuis vendredi 21 février, l'équipe du Carling est mobilisée à la suite de l'alerte rhénane par les services suisses. Le niveau du Rhin atteignait alors 8,31 mètres, samedi à Lauterbourg (dans le Bas-Rhin, à 60 km en aval de Strasbourg), contre 8,44 mètres samedi neuf ans. Bâle a envoyé, lundi, un message plus alarmiste. Les relevés hydrologiques prévoient une montée de plus en plus ample que celle du week-end, avec un débit susceptible de battre le record de 1935 (4 500 mètres cubes par seconde).

On parle alors de « crue du siècle ». La navigation sur le Rhin est interrompue. La préfecture de région lance une cellule de crise. Pour la première fois, une série de mesures franco-allemandes sont prises en faveur pour « étaler » la crue. Une opération de rétrocession des eaux est décidée dans la nuit de dimanche, afin d'empêcher les barrages agricoles situés à hauteur de Strasbourg, pour un volume de 14 millions de mètres cubes. De leur côté, les Allemands inondent le polder d'Altenheim, en amont de la capitale rhénane. Des eaux sont évacuées vers le champ d'inondation du Vieux Rhin.

L'opération a réussi, mais le Carling reste vigilant. Les mauvaises prévisions météorologiques, qui portent sur un retour de fortes précipitations mercredi et jeudi, sont une nouvelle source de préoccupations. En attendant, mardi au lever du jour, le niveau du Rhin a atteint 8,24 mètres et le débit s'est limité à 4 176 mètres cubes à Lauterbourg. La navigation sur le Rhin a repris dans le cadre de Bâle.

Marcel Toubin

Souvenir d'Angleterre...



Traversée avec air... pont promenade et casino. Prix pour 1 voiture, 2 adultes avec 3 enfants (moins de 16 ans) pour un séjour de 3 jours en Grande Bretagne que vous n'êtes pas près d'oublier.

P&O PORTSMOUTH

Cherbourg ou Le Havre → Portsmouth

Notre brochure des horaires (plusieurs départs par jour) et tarifs 1999 avec un choix de formules d'hébergement est disponible dans votre agence de voyages ou par téléphone 0803 013 013

Offre valable jusqu'au 31 mars 1999 dans la limite des disponibilités et en fonction des disponibilités. Hébergement et restauration non compris. Cette annonce est destinée à promouvoir les services de P&O et ne constitue pas une offre de voyage.

السلامة

Le Monde INTERACTIF

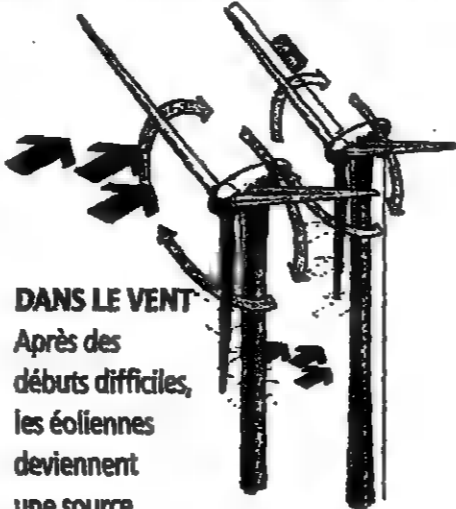
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MERCREDI 26 FÉVRIER 1999

www.lemonde.fr/nvtechno



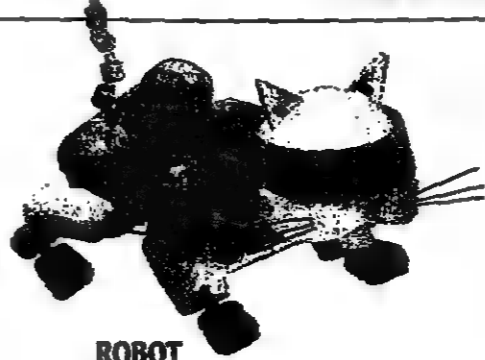
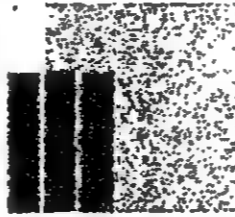
PORTAIT
Jacques Marescaux
a créé un centre
de téléchirurgie
dans des collectivités
locales, des chercheurs
des industriels
du monde entier. P. VII



DANS LE VENT
Après des
débutés difficiles,
les éoliennes
deviennent
une source
d'énergie d'appoint
crédible. P. V

MICROPROCESSEUR

Le 26 février,
sort la nouvelle mouture
de sa célèbre puce :
le Pentium III. P. IV



ROBOT
Des scientifiques
japonais vont fabriquer
un chat en
silicium. P. IV



PETITES ANNONCES
6 pages d'offres d'emplois.
P. VI, VII, IX à XII



Il faudra payer les notes sur Internet

Format de compression numérique musical, le MP3, qu'on croyait inoffensif parce que réservé à un petit nombre, provoque l'enthousiasme des internautes entraînés. L'Europe légifère, et l'édition prépare sa riposte

TROUBADOURS
M. Chomb
et Dom Kiris ont
trouvé sur le Web
le moyen
de promouvoir
leurs chansons
sans passer par
les grands labels. P. II

CONCERT d'annonces. C'est d'abord IBM qui s'associe avec Universal, Sony, Warner, EMI et BMG. L'union pour tester, dès le printemps à San Diego, Californie, un service baptisé « projet Madison ». Le but : permettre aux consommateurs d'acheter et de télécharger en toute sécurité des œuvres musicales sur Internet. L'expérience durera six mois auprès des foyers cibles de la ville. Ce sera aussi, à Strasbourg, Bruxelles, qui se mobilisent pour faire valoir leurs droits à une juste rémunération lors de l'utilisation de leurs compositions sur Internet. Et sont entendus : le 10 février, le Parlement européen a adopté un projet de directive visant à étendre aux nouvelles technologies la législation existante sur les droits d'auteur et droits voisins. Ce texte n'attend plus que son passage devant le Conseil des ministres de l'Europe. C'est encore l'entreprise de capital-risque Sequoia Capital qui

dépense 10 millions de dollars (50 millions de francs, 8,9 millions d'euros) dans la corbeille de MP3.com, un site musical américain. Les grandes manœuvres ont bel et bien commencé sur le front de l'Internet musical. Il faut dire que, des artistes aux producteurs, en passant par les éditeurs et les distributeurs, tout le monde est en alerte. On peut plus facilement d'ignorer les bouleversements engendrés par la musique de qualité CD circule rapidement sur le Web et peut se reproduire facilement à des milliers d'exemplaires partout dans le monde et à moindre coût ! Voilà, en substance, ce qui se cache réellement derrière le sigle MP3.

Enfin, à New York, on estime qu'il faudra attendre la fin de cette expérimentation pour dessiner les futurs modèles économiques de la distribution numérique. Et, surtout, pour imaginer un nouveau mode de relation entre les clients et la musique. Une relation dans laquelle le support pourrait édicter sa place à l'industriel et dans laquelle, artistes, producteurs, éditeurs et distributeurs devaient trouver leur compte.

Guillaume Fraissard
Olivier Zilberstein

Téléchargement et vente en ligne : les nouvelles formes de diffusion vont obliger éditeurs et distributeurs à repenser leur métier



« MP3 » est le troisième mot-clé le plus recherché sur Yahoo ! et le deuxième sur Lycos. Le Web, pourtant, est loin d'être devenu l'auditorium géant qu'on imagine. C'est la faute à la technique

JEAN-PIERRE DUMÉ

Autant de dangers potentiels qui n'empêchent cependant Thierry Hidoux, directeur du disque à la Fnac, de croire à l'avenir de la musique sur Internet. « Quand Canal+ est arrivé, tout le monde a dit que cela tuait le cinéma. S'aperçoit aujourd'hui qu'il n'en est rien. Je pense donc que, dans le domaine de la musique sur Internet, les choses s'autoréguleront. Ce fut le cas pour le cinéma. » En attendant, les disques continuent d'être beaucoup d'intérêt. L'expérience Madison, qui devrait aboutir à une norme de fichiers non duplicables. Chez Sony Music Enter-

Consultants SAP

oui... ou non?

en page centrale

Syntegra

t 3
15

fait
fé-
a mo-
et dé-
le
ait au
n tête
ide en
Après
dé-
à his-
Marc
ire
de ré-
agée.
le An-
Soldat
bateau
Il est
tape, il

page 22

ma, plutôt
dessus, il ne
e décrit ain-
d'Air France
it-fils de cé-
la SFO, ne-
le Force ou-
le a conquis
rait d'un pa-
qui confine,
sot ruminant.

Lire page 13
unification... 18
au de bon... 19
ordina... 20
ordina... 21
ne... 26
e culture... 28
o-révision... 29

MP3. Deux lettres, un chiffre qui n'en finissent plus de donner le tournis à l'industrie musicale.

A l'inverse, ils font le bonheur d'internautes malins, ravis de pouvoir écouter sur leur ordinateur de la musique avec une qualité proche de celle du compact disc. Preuve de ce succès, le MP3 arrive en tête des requêtes dans les moteurs de recherche. Juste après le MP3, principale de ce succès, la facilité d'utilisation et de création de fichiers numériques compressés.

C'est d'ailleurs cette grande simplicité qui a fait réagir les professionnels. Car, avec le MP3, tout internaute averti peut désormais compresser le disque de son artiste préféré et le proposer aux oreilles de millions d'autres surfeurs. La sortie, en décembre 1998, du premier lecteur portable à fichiers MP3, Rio, n'a qu'à ajouter cette inquiétude. Avec lui, la musique téléchargée s'éloigne du micro-ordinateur, elle est réécoutable à loisir, sans l'aide d'une industrie musicale. C'en est trop pour la piraterie des disques déjà démolie par le piratage des disques.

CI-contre, le lecteur miniature MP3 de Cambridge Design. A droite, le Yapp de Samsung, principal concurrent de Rio de Diamond Multimedia.

Le MP3 est mort, vive le MP3 !

Les labels phonographiques annoncent régulièrement la fin d'un norme qui grignote leurs bénéfices, tandis que les fabricants de matériels exploitent le filon

Première à monter front, la puissante RIAA (Record Industry Association of America), qui représente l'ensemble des professionnels de la musique outre-Atlantique. Quelques semaines avant sa commercialisation, elle demande à la Justice de Los Angeles d'interdire le MP3. Demande rejetée. L'argument que l'appareil commercialisé par Diamond Multimedia possède une sortie numérique qui permettrait de s'échanger les fichiers MP3. En France, l'importateur du Rio a accepté de reverser à la Sacem (Société des auteurs-compositeurs éditeurs de musique) 1,50 F (0,23 €) sur chaque unité vendue.

Depuis, la chasse au MP3 est ouverte. Et on ne compte plus les tentatives de fermeture de sites proposant de tels fichiers. D'après la Sacem, « les fichiers MP3 diffusés sur Internet le sont de manière illégale ». Il ne faut pas une journée pour qu'un constructeur annonce le lancement d'appareils compatibles avec le MP3 ou qu'un autre propose ses compositions sur

Internet diffusées de cette façon. La société anglaise Empeg devrait proposer, dans les prochains mois, un autoradio MP3 ; Samsung ou Saehan commercialisent déjà des concurrents.

Rio, et des chercheurs de l'université de Darmstadt, Allemagne, viennent de mettre au point une platine à un lecteur de CD-ROM qui pourra être reliée à une hi-fi classique. Un seul CD peut contenir près de cent cinquante morceaux. Enfin, depuis quelques semaines, Lycos propose un moteur de recherche entièrement consacré à ce genre de fichiers.

Les investisseurs aussi semblent séduits. Le 19 janvier, la firme de capital-risque américaine Sequoia Capital, connue pour avoir parié sur le démarrage de Yahoo ! et 3Com, a investi plus de 60 millions de dollars (9,1 millions d'euros) dans le site mp3.com, pionnier du genre aux États-Unis.

La norme MP3 semble donc promise à un bel avenir malgré l'excommunication décrétée par l'industrie musicale. Elle l'est toutefois à l'heure où les concurrents, que les majors tentent d'expérimenter aux imprimés, et à l'heure où les artistes moins connus cherchent à se faire connaître. Mais n'est-ce pas une particularité qui a fait son succès auprès des internautes ?

G. R.

Des mots et des sons

MP3. Diminutif de MPEG Layer 3, Moving Picture Experts Group. Ce groupe de spécialistes a défini plusieurs normes permettant de transmettre de la musique et du son sous forme numérique dans un format compressé. Le MP3 permet de diviser par douze la taille d'un fichier audio classique, sans perte audible de la qualité sonore. Il faut compter environ 1 Mo pour une minute de son en qualité (44,1 kHz, 16 bits, stéréo) et moins de trente minutes pour télécharger un fichier de 3 à 5 Mo avec un modem classique.

WINAMP. Principal logiciel utilisé pour lire les fichiers MP3. Gratuit, il se télécharge en quelques minutes à l'adresse www.winamp.com.

MADISON. Nom d'un projet qui réunit autour du constructeur informatique IBM, les cinq principales maisons de disques mondiales - EMI, Sony, Warner, Universal et BMG - pour la mise au point d'une nouvelle norme technique d'enregistrement numérique. Un site commun pour acheter des chansons sous forme de fichiers numériques est aussi à l'étude et devrait être expérimenté en printemps aux États-Unis.

SDMI. Secure Digital Music Initiative. Lancé à l'initiative de la Recording Industry Association of America (RIAA) le 15 décembre 1998, le SDMI est un forum dans lequel tous les acteurs de l'industrie musicale sont invités à réfléchir à la mise au point d'une norme ouverte et sécurisée pour la diffusion numérique de la musique sur la Toile. Le projet devrait aboutir à la fin de l'année.

SNEP. Syndicat national de l'édition phonographique. Présidé par Paul René Albertini, PDG de Sony Music France, le SNEP regroupe des producteurs (maisons de disques), des auteurs-compositeurs, des éditeurs et des artistes. Il est composé de membres issus de différents métiers liés au phonogramme : fabrication, production, édition et distribution.

SACEM. Société des auteurs-compositeurs éditeurs de musique. En France, la Sacem gère la gestion collective des droits d'auteur et leur perception. Elle autorise la diffusion publique de la musique protégée.

CDR. Compact disc enregistrable. Il s'en est vendu plus de 35 millions en France. Selon le SNEP, plus de 20 % des copies sont pour des copies de disques musicaux. Un chiffre qui semble largement sous-estimé.

La technique reste la meilleure défense du disque

De la chasse aux mirifiques fichiers musicaux on revient souvent bredouille



qu'oth.net dans son arrière-boutique par l'œuvre de Madonna. Au catalogue, une vingtaine de lignes de hiéroglyphes ou presque : « 5781k fip : //mp3 : mp3@131 104 242 100 : 5500/MP3-alternative/ (Madonna) frosen. mp3 : 4808k fip : //mp3 : mp3@131 104 242 100 : 5500/MP3-alternative/ Madonna-Like a Prayer. mp3 ». Plus d'explications...

Le MP3 par les traditions (« MP3 » serait le troisième mot-clé le plus recherché Yahoo ! et le deuxième sur Lycos) quelques heures à tâtonner n'y changeront rien. Au final, la chasse à la musique révèle bien maigre : les logiciels de téléchargement pour écouter du MP3 sur un ordinateur, les conseils pour transformer un format de titres issus de CD audio ; au mieux, quelques courts extraits de morceaux à la mode. Des compositions personnelles, beaucoup (une cinquantaine d'artistes demandent chaque jour au site MP3.com d'être référencés sur leur site). Le plus souvent, la question n'a pu être trouvée. C'est, encore,

où, pour télécharger un fichier, il faudra indiquer l'adresse d'un autre site de téléchargement. Pour les bonnes trouvailles, il faudra patienter une minute de musique représente environ

1 mégaoctet (environ neuf minutes dans le meilleur des cas avec un modem 28,8 kbit/s).

Une baudruche, MP3 ? Votre. Patentes et droits de propriété intellectuelle sont dans de nombreux domaines de la Toile s'échangent sous le manteau quelques tubes en vogue, qu'il ou là on y fait bien commerce à vil prix d'albums ailleurs. Mais, pour le moment, le téléchargement profane risque fort de rentrer dans le rang. Et il n'est pas que, parmi les quelque 3 500 fichiers vendus en France depuis sa mise sur le marché, le 20 décembre 1998, que parmi les 50 000 censés trouver preneurs d'ici au mois de mars en Europe, beaucoup d'entre eux se retrouvent finalement oubliés au fond d'un tiroir. Ce qui relativise, pour l'heure, le phénomène. L'attente que le législateur ait le cadre du téléchargement et du stockage de la musique sur disque dur, que les logiciels imposent une cryptage et de sécurisation, que du coup la musique au format MP3 sur Internet prenne véritablement son vol, les mélomanes préféreront sans doute le bon vieux CD.

O. Z.

Les marqueurs électroniques

IBM, NEC, Hitachi, Sony et Pioneer ont annoncé la formation d'un consortium chargé de mettre au point une technique anti-piratage des images et des vidéos sur Internet. Le groupe, baptisé Galary, sera chargé d'unifier les méthodes de marquage développées par les cinq industries. Selon le porte-parole d'IBM-Asie, par l'agence Associated Press, « [cette] technologie devrait permettre de protéger les droits de documents, pourvu qu'ils soient stockés sous forme numérique ». Les chercheurs savent d'ores et déjà insérer des marques indélébiles (watermarks) dans les documents informatiques sans altérer leur contenu. Valable ou masqué, le marquage est l'univers numérique que le législateur ne peut pas : les techniques de suppression de celui-ci endommagent le document. La méthode envisagée devrait permettre d'autoriser une copie unique du fichier informatique, par exemple pour transférer le contenu d'un film téléchargé depuis Internet. Le marquage devrait également renforcer la protection des DVD-videos, qui sont sujets au piratage en dépit des techniques cryptographiques employées aujourd'hui.

www.research.ibm.com/image_apps/watermark.html

Trois questions à...

Catherine Keer-Vignale, membre du directoire de la Sacem

1 En quoi Internet pose-t-il des problèmes spécifiques nouveaux concernant l'auteur ?

Si vous faites allusion aux ventes de supports piratés par des particuliers à partir de fichiers MP3, rappelez-vous qu'il y a toujours eu des activités de piraterie. Nous avions vu cela avec le cassette audio. Ces supports sont destinés à enregistrer, le titre privé, des œuvres protégées. Les ayants droit s'étaient mobilisés, et cela a débouché sur la loi Lang de 1991 instituant la rémunération pour copie privée : pour chaque support enregistré, 1,50 F (0,23 €) hors taxes par heure redistribués aux auteurs (2,25 F (0,34 €) le sont) pour la vidéo. Avec les disques durs, les CD-ROM enregistrables, Internet, la notion de support est devenue plus floue.

2 Est-ce à dire que le droit d'auteur n'est pas adapté aux modes de diffusion actuels ? Pourquoi, aujourd'hui, cette protection ne conviendrait-elle plus ? Elle date de 1791 et n'a été retouchée qu'en 1957 et en 1991 par la loi Lang. Les mêmes textes, la jurisprudence ont permis de prendre en compte la radio, la télévision. Il en est de même pour Internet : la rémunération pour copie privée s'applique au Rio. Nos tarifs, en revanche, doivent certainement être revus, car la

perte de rémunération, pour l'auteur, est plus importante avec ces clones parfaits.

3 Faut-il faire appel à la police judiciaire ? Nous sommes pas des officiers de police judiciaire. Nous ne pouvons pas intervenir directement. Pour qu'une affaire de piraterie organisée puisse aboutir, il nous faut d'abord convaincre policiers et magistrats de s'intéresser à la propriété intellectuelle.

Il commence donc par de l'information, nous recevons chaque année, à la Sacem, une vingtaine de magistrats et des commissaires de police afin de les sensibiliser à nos problèmes.

Nous disposons par ailleurs d'enquêteurs qui surfent sur le Web et ont accès à des moteurs de recherche spécialisés afin de détecter l'usage illicite d'œuvres sur Internet. Une fois repéré l'auteur de ces pratiques, nous lui faisons parvenir un courrier électronique, et, faute de réponse, nous nous adressons ensuite à l'hébergeur pour qu'il intervienne auprès du contrevenant. Le meilleur moyen de lutter contre la piraterie reste, malgré tout, l'adoption d'un code mondial d'identification. On devine le temps qu'il faut pour imposer une telle norme.

Propos recueillis par Olivier Zilberstein

Profil

M^{lle} Chomb et Dom Kiris, troubadours sur la scène du Web

ILS s'appellent les Troubadours du désordre, c'est un nom qui leur va bien. Ils se présentent comme un « country folk parigot acoustique », et l'on ne saurait mieux dire. Inclassables, en vérité, M^{lle} Chomb, 33 ans, chanteuse, et Dom Kiris, 34 ans, animateur sur les ondes d'une radio périphérique. Leur univers est celui des vieilles chansons réalistes, l'accent trahissant et pathétique d'un Paris gentiment canaille. Ils chantent Fréhel et Le-maque, Aznavour, Piaf, leurs propres chansons aussi, les cafés de Bastille, Montmartre, la Butte aux Cailles. « Bref, sourit le guitariste, rien qui puisse intéresser les maisons de disques. » Qu'importe, d'ailleurs : les Troubadours du désordre ne se soucient pas de l'affiche. Ils auraient pu continuer ainsi, longtemps, à chanter leur passion uniquement pour les clients du Bougnat, du Couvent, du Consul ou de la Guinguette Pirate.

Sauf qu'ils ont rencontré Internet. Et plus exactement Philippe Toret, qui, son frère Laurent a créé le site Musique-Pro (www.musique-pro.com), serveur musical qui propose aux artistes rejetés par les grands labels d'assurer leur promotion auprès du public et des professionnels. Un site multiservices, en fait : les groupes peuvent s'y présenter, proposer en téléchargement quelques extraits de leur production, vendre en ligne un CD, ou même faire héberger leur propre site.

C'est ainsi que pour Noël 1998 les Troubadours ont été à l'origine d'une opération un peu particulière, bien que l'esprit libertaire qui anime la participation de Louis Bertignac, ils ont mis Musique-Pro, en téléchargement, l'intégralité d'une chanson, La Nique au joyeux. Les internautes invités, en échange, à verser un obole au Secours populaire français. Plus de 15 000 connexions seront enregistrées pour l'occasion. La Nique d'un petit succès, qui a conduit à produire leur propre album, six titres, présent dans les bacs de la Fnac depuis la mi-février. « Internet nous permet tout simplement d'exister », sourit Dom Kiris. Le phénomène n'est pas nouveau : rappelez-vous des radios libres, au début des années 80. Il y a soufflé le même vent de liberté. Le problème, c'est qu'aujourd'hui la FM est bridée, formatée, qu'il est impossible de faire entendre si l'on ne passe pas par une maison de disques. Alors, Internet... Internet et sa vitrine internationale (Musique-Pro enregistre des connexions provenant d'une quarantaine de pays, les Troubadours du désordre ont vendu par ce biais un CD à la Réunion), nouvelle scène d'un art alternatif. Qui servira peut-être de tremplin aux Troubadours. Ou d'autres. Mais, quoi qu'il advienne, M^{lle} Chomb et Dom Kiris ont en tout promis de toujours revenir chanter dans les petits troquets de Paris.

O. Z.

« Je suis... comme je... »

Fuites maîtrisées dans le nucléaire

Le difficile apprentissage du syndicalisme en ligne

LES SECTIONS CGT des centrales EDF de la région Centre ont discrètement lancé en octobre un site sur lequel elles publient les petits boîtes de centrales nucléaires dans lesquelles elles travaillent. Après l'avoir mis en veille à la demande de la direction d'EDF, elles viennent de le relancer. « Les incidents sont en général rendus publics avec plusieurs jours, voire plusieurs mois, de retard, même quand ils n'ont aucune gravité. C'est l'affaire de Belleville qui a déclenché », explique Hugues Savariaud, le responsable du site atomique.com. La direction d'EDF avait, semble-t-il, attendu deux mois, cet automne, pour révéler l'indisponibilité de la tranche n° 2 de ladite centrale. « Cela faisait un moment qu'un de nos militants nous disait qu'il fallait aller sur Internet, l'obstruction de la direction nous a convaincu de nous lancer. »

Sur atomique.com, il n'y pas de secret, simplement la chronique des galères syndicales et les comptes-rendus de réunions techniques. « Au syndicat, nous sommes pas antinucléaire », dit, pour nuancer, Hugues Savariaud. A EDF, la CGT se

curry.edschool.virginia.edu/go/trog/menu.html

Finis les odeurs de formol ! Finis les paillottes sur les paillottes ! L'université de technologie de Virginie (Etats-Unis) invente, sur son site, la technologie virtuelle. Le cobaye est une grenouille. Avant de se lancer, scalpel en main, le visiteur doit suivre une leçon d'anatomie batracienne et les différentes étapes à suivre pour le protocole. Les photographies et des séquences

www.therace.org

Sur les traces de Philaeas Fog : le 31 décembre 2000 sera donné le départ de la Race, le premier tour du monde à la voile en équipage, sans assistance et sans escale. A cette occasion, un important dispositif de caméras embarquées relié à une constellation de satellites permettra aux passionnés de sport nautique de vivre la course de l'intérieur et en temps réel sur le Réseau. Pour l'heure, seules des images du catamaran de Peyron, organisateur et premier concurrent inscrit à l'épreuve, sont disponibles sur le site. Un



D. D.

le. top.des.réseaux

Les sites technologiques et scientifiques à visiter

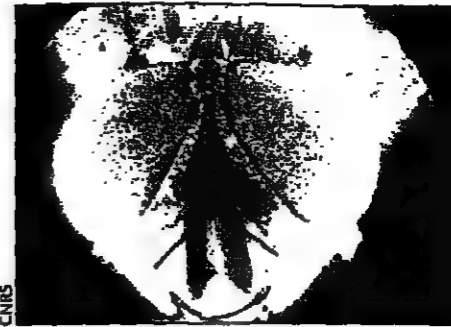
dossier illustré relate l'histoire des multicoques et des fiches techniques reprenant les dernières innovations technologiques apportées aux multicoques.

www.phy.ntnu.edu.tw/java/index.html

Fu-Kwun Hwang, professeur de physique à l'université National Taiwan Normal University. Pour qu'un maximum d'étudiants puissent profiter de ses enseignements, il a transformé son site en laboratoire d'expérimentations physiques. De la mécanique à la thermodynamique, en passant par l'étude des champs électromagnétiques, initiés par des débutants peuvent s'adonner à de multiples expériences. La leçon pratique s'appuie sur une simulation en réalité virtuelle. Le visiteur pourra par exemple observer des trajectoires prises par deux corps en collision ou des déformations induites par une onde sonore, modifiant les variables vitesse ou poids.

www.cybersessions.com

Conçus par la société canadienne Concepts Technologiques, les CyberSessions médicales ont reçu le Grand Prix de l'interactivité lors du CAMES. Diffusées en France, les CyberSessions sont des conférences médicales interactives. Une interface intuitive permet aux participants d'intervenir en temps réel en mode vidéo qu'audio, à débattre des professionnels de la santé. Plus d'une dizaine de conférences ont déjà été organisées en Europe et en France. Les sites sont consultables sur le site.



www.infobiogen.fr/SDV/phototexte.html

Des particules à virus du sida bourgeonnant à la surface d'un lymphocyte infecté ; des cellules ganglionnaires de la rétine embryonnaire d'une souris grise ; un robot-mouche neuromimétique, capable de se déplacer dans un champ d'obstacles qu'il n'a jamais visité auparavant ; le site du département des sciences de la vie du CNRS, à la disposition des visiteurs une banque de plus de 4 000 images. En douze planches, des photographies légendées avec précision donnent à voir, à travers des résultats, des appareils ou des équipements, l'étendue du savoir dans le domaine de la recherche en sciences du vivant.

Une sélection de Stéphane Mandard

disque

EN 1996, Luke Ford a fait vaciller la capitale du X, Los Angeles. En dévoilant sur son site les noms de cinq acteurs porteurs du virus du sida et l'usage des certificats de séro-négativité, il a poussé producteurs et réalisateurs du milieu à s'engager fermement pour l'utilisation de préservatifs au cours des tournages. Ce cyberjournaliste, lauréat du prix du meilleur site pour l'affaire Lewinsky, prône une liberté d'expression totale, laquelle la direction d'EDF d'une vérité suffit à excuser dix erreurs. A trente-deux ans, ce fils de pasteur juif converti au judaïsme après son immigration aux Etats-Unis empoche chaque mois 3 000 \$ (2 618 €, 17 174 F) grâce à son site. Sur votre site, vous parlez de sexe, de drogue, de pornographie, est en plein polar ?

« Je suis manipulé comme je manipule »

Entretien avec Luke Ford, colporteur de ragots en ligne sur le monde du porno

le support le plus facile pour manipuler et le plus souple aussi pour apporter des corrections. C'est une forme de révolution pour un milieu corrompu par le porno. Jusqu'à présent la presse pornographique était employée par l'industrie du film X. De plus, elle ne peut pas permettre de contraindre les grands annonceurs. Les stars des médias traditionnels sont trop complaisantes pour les pouvoirs. Oui, c'est encore plus vrai pour la presse porno, davantage corrompue, l'image de l'industrie du porno a été à supporter. Cela l'a rendue plus parente et plus accessible pour le grand public. J'ai encouragé mes confrères à faire des reportages plus incisifs et plus critiques. Mais les magazines classiques réalisent aussi qu'ils ne peuvent pas rivaliser dans le scoop : leurs parutions sont trop longues. Reste, pour eux, à s'orienter vers des analyses à long terme. Ce qu'ils refusent à faire. Qu'est-ce qui motive les internautes ? Certains veulent dévoiler des informations parce qu'ils ne peuvent pas mettre en avant, qu'on pariera d'eux, la promotion de leurs idées. D'autres sont animés par un esprit revanche et se

disent qu'ainsi ils peuvent polgariser leur information dans le dos. - Avez-vous quelquefois le sentiment d'être manipulé ? - Je suis utilisé et manipulé comme j'utilise et, peut-être, je manipule. Ce qui m'intéresse, ce sont les histoires, des histoires vraies. Mes confrères ont également des propres buts. Ils peuvent nous marchander et échanger les uns avec les autres. - Vous êtes partisan d'une totale liberté d'expression, mais n'y a-t-il pas des informations

que vous avez refusé de publier ? - Il y en a beaucoup, notamment des informations personnelles (noms et téléphones), sans véritable intérêt et dont la divulgation porterait préjudice à certains sans avancer le débat. J'accepte de ne pas raconter les histoires embarrassantes si les personnes impliquées me donnent une information encore plus intéressante. »

Propos recueillis par Frédéric Mahé

Drudge rapporte

LA VICTOIRE amère. L'homme par qui le « Monica Gate » a été révélé a fini par lasser. Drudge, cyberreporter sans scrupules, figure aux côtés de Starr, de Monica Lewinsky et de la droite républicaine - de grand perdant. A force de le présenter comme le champion de la presse sur Internet, on avait un peu trop vite oublié qu'il n'avait fait que récupérer une enquête dévoilant l'existence de l'affaire Monica Lewinsky que le magazine Newsweek souhaitait approfondir avant publication.

Poursuivi par l'entourage du président Clinton, l'homme qui a lancé le « Monica Gate » est l'un des grands perdants de l'affaire

plus fort de l'affaire Lewinsky, le Drudge Report aurait plus d'un million de connexions par jour. Aujourd'hui, Drudge anime en parallèle une émission sur la chaîne Fox News. « J'y gagne de l'argent, avouait-il au Monde [daté 16-17 août 1998]. C'est aussi une bonne façon d'apprendre à faire de la télévision, qui reste le vrai média de masse. Internet n'a pas remplacé. » J'ai fait des erreurs, admet-il. Je les corrige si nécessaire en m'excusant. Mais parfois trop tard. Il poursuit : Sidney Blumenthal, ancien journaliste conseiller du président Clinton, pour avoir écrit dans le Drudge Report qu'il battait la femme. Malgré un démenti publié le lendemain, on lui réclame des millions de dollars de dommages et intérêts. « Se retrouver avec un pareil procès sur le dos c'est spectaculaire pour un type qui travaille seul dans un bureau, affirme Drudge. Je le supporte bien, c'est blessant de guerre. » Une blessure qui pourrait lui coûter cher si le service de la presse présidentielle ne le repousse aux cyberjournalistes peu scrupuleux.

Philippe Bourcier

Faire son cinéma sur la Toile



LA SCÈNE passe dans le désert. Devant un ciel traversé de soucoupes volantes et sur une musique planante, deux personnages animés discutent : un boy et un extraterrestre. La rencontre est brève. A peine le temps de s'échanger trois phrases que les deux personnages se séparent déjà. Devant l'écran d'ordinateur, l'internaute assiste à cette saynète avec une certaine fierté, voir son nom cité au générique mettre son scénario grâce au logiciel Moviemaker de D. Film. Grâce à ce programme mis au point par Akimbo Design, société californienne spécialisée dans le graphisme pour Internet, chacun peut s'improviser réalisateur et choisir ses personnages, le décor, la musique et les quelques lignes de dialogue affichées durant la séquence. Pour l'instant, les choix sont restreints, et la durée de l'animation ne dépasse pas les vingt secondes. Mais le programme devrait à l'avenir autoriser la création de séquences plus longues et surtout plus élaborées.

D. Film permet de monter des animations en ligne

pour le cinéma domestique. Depuis plus de trois ans, ils organisent un festival du film numérique au cours duquel sont présentées les créations de cinéastes épris de technologie. Des réalisateurs qui ont troqué le 16 mm contre le Caméscope numérique, le banc de montage traditionnel contre des logiciels de montage virtuel en temps réel. Certains artistes ont d'ailleurs les honneurs du Sundance Festival, le rendez-vous du cinéma indépendant aux Etats-Unis. D. Film organise aussi depuis 1988 un festival pour les films tournés en vue d'une diffusion exclusive en ligne. Autant de longs-métrages que l'on peut regarder sur leur site. Avant ou après s'être essayé à Moviemaker.

G. F.

www.dfilm.com

Du rifi dans le milieu du X

LE 23 AVRIL, Luke Ford a annoncé - avant de rétracter - que Marc Wallace, un vétéran du film X, était séropositif. Le 28 avril, un fonctionnaire du Protecting Adult Welfare (PAW), un organisme de contrôle, confirme l'information. Au moins trois actrices ayant tourné avec Marc Wallace ont également été infectées. Dans le milieu, l'information fait l'effet d'une bombe : les certificats médicaux sur le « statut HIV » des acteurs sont manifestement faux. Le PAW exige alors que les tests médicaux, les producteurs, jusqu'alors opposés aux préservatifs sur les tournages, s'engagent à en imposer l'utilisation.

www.lukeford.com

chapitre.com
VOITRE LIBRAIRIE SUR INTERNET
"Tous les livres français même les introuvables"
350.000 LIVRES NEUFS ET 50.000 LIVRES INTROUVABLES
www.chapitre.com - minitel : 3615 ALIR (24 F/mn)
chapitre.com - 41, rue de Richelieu - 75001 Paris - Fax : 01 42 97 94 96

Stratégies

Batman signe chez Ubi Soft

Dans la bataille des licences qui oppose les principaux éditeurs de jeux vidéo, Ubi Soft vient de marquer un point. L'éditeur français a en effet signé un accord avec l'américain Warner Bros Interactive Entertainment pour la réalisation des aventures de Batman, le célèbre héros de comics inventé par Bob Kane. Prévu pour l'an 2000, le jeu des aventures de Batman et Robin sera disponible sur tous les formats : micro-ordinateur, Sega Dreamcast, Nintendo 64, Game Boy Color et PlayStation de Sony. Ubi Soft espère ainsi rattraper le retard sur Infogrames qui possède déjà une licence Warner (Looney Tunes) et exploite aussi les personnages d'Astérix ou de Lucky Luke.

Le groupe de Richard Branson s'envole aussi

Revenu sur terre, Richard Branson met son groupe, Virgin, à l'heure du commerce électronique. D'ici la fin 1999, ce sont plus de 472 millions de francs (72 millions d'euros) qui vont être injectés dans cette activité. Tous les secteurs du groupe sont concernés : le transport aérien, la musique, les loisirs électroniques... Richard Branson souhaite que d'ici la fin de l'année les internautes qui se connectent sur le site Virgin puissent acheter leur billet d'avion, réserver des places de cinéma ou commander le disque de leur choix. L'accès au site Virgin Net devient gratuit ainsi que les services financiers proposés sur la chaîne Business.

Eurosport lance un portail sportif

Présent sur le bouquet numérique de Canal Plus, CanalSatellite, la chaîne sportive européenne Eurosport a l'ambition de devenir le premier portail aux sports sur la télévision. Réservé aux abonnés de la chaîne, le service Sport gratuit offre une gamme de rubriques allant des brèves sportives réactualisées en permanence à des tableaux reprenant l'ensemble des classements et des derniers résultats. Eurosport lance aussi une boutique grâce à laquelle les spectateurs pourront, dans un avenir proche, acheter des places pour les événements sportifs.

Emachines veut faire mieux que Microsoft

Stephen Ducker en est persuadé. Sa société Emachines, basée en Californie, est la première à avoir l'histoire américaine à franchir la barre du milliard de dollars en moins d'un an grâce à ses ventes d'ordinateurs à bas prix. « Une performance que même Microsoft n'a pas réussi à atteindre », plaie-t-il à souligner. Raison de l'optimisme : la société devrait vendre près de 2 millions de micro-ordinateurs dans les douze prochains mois. Des ordinateurs bon marché, cédés 399 \$ (2 326 F, 354 €) alors que la moyenne actuelle se situe autour de 599 \$ (3 492 F, 532 €). Les machines ont été vendues en quelques semaines à la fin de 1998.

Le Pentium III fait des vagues

Le 26 février, Intel sort son nouveau microprocesseur

LE 26 FÉVRIER, Intel lancera le Pentium III, quatrième mouture depuis 1993 de ce microprocesseur, après le Pentium, le Pentium Pro et le Pentium II. Pas moins de 300 millions de dollars (268 millions d'euros, 1,75 milliard de francs) ont été investis pour promouvoir la puce. D'un point de vue technique, le Pentium III reprend les grandes lignes de son prédécesseur. La nouvelle puce reçoit 70 nouvelles instructions destinées à accélérer la manipulation des images en 3D, les dimensions de la vidéo et du son. Intel proposera deux versions fonctionnant à 450 MHz et 500 MHz, qu'un nouveau procédé de fabrication permette de grimper à 600 MHz à l'automne et probablement jusqu'à 800 MHz en début d'année prochaine. Les Pentium III devraient équiper les ordinateurs de gamme dans un premier temps, avant de rejoindre progressivement le marché grand public. Intel a conjugué la baisse des coûts de production et de la concurrence.

Intel mise gros sur le Pentium III. La firme, qui affiche des résultats exceptionnels en dépit de la concurrence acharnée d'AMD et Cyrix, doit impérativement profiter de son avance technologique pour assurer l'avenir de son outil industriel. Avec un quart du marché mondial des semi-conducteurs, Intel détient près de 40 % de l'effort de recherche du secteur. Le géant entend couvrir les vives de ses concurrents en les enfermant sur le marché peu lucratif du jeu de gamme. En dépit de leur percée dans les ordinateurs à moins de 1 000 dollars (799 \$, 5 850 francs), AMD et Cyrix parviennent à déloger suffisamment Intel pour investir dans les composants à hautes performances. Intel profite de substantiels bénéfices réalisés sur le haut de gamme pour faire chuter les prix de ses puces Celeron d'entrée de gamme. Le Pentium III sera commercialisé aux alentours de 100 euros (3 280 francs) en volume, ce qui est le prix du Celeron

est tombé à 60 euros (367 francs) début février. Lors du quatrième trimestre de 1998, AMD a réalisé 19,6 millions d'euros de bénéfice (128 millions de francs), soit cent fois moins qu'Intel. Quelques semaines après sa commercialisation, le Pentium III a déjà au cœur d'une polémique dont Intel se rend bien compte. Le géant avait cru bien faire en ajoutant à ses puces un numéro d'identification unique destiné à authentifier les transactions commerciales sur Internet. C'était sans compter la réactivité des associations américaines de protection des droits civiques, qui ont organisé un boycott des puces. A priori, la solution proposée par Intel pouvait sembler anodine : l'utilisateur choisit ou non de télécharger un petit programme sur le site marchand, qui transmet le numéro de la puce pour authentifier les transactions. Hormis la gêne occasionnée pour l'utilisateur - qui est contraint d'utiliser le même ordinateur pour les achats - les militants américains estiment que le numéro de la puce peut détourner son usage initial. Par exemple, pour la détection à distance des logiciels des internautes. Chez Intel, on ne semble pas comprendre l'objet de la polémique. « Notre technologie ne pose pas de problème de vie privée », a affirmé le directeur Hans Jürgen Wetner, responsable des programmes techniques chez Intel Europe. « Nous allons faire un effort pour expliquer le principe. » Le lendemain, Intel faisait machine en arrière, annonçant qu'un logiciel permettrait aux internautes de désactiver le numéro de série. Une décision qui n'a pas convaincu les membres de l'EPIC, l'association qui a pris la tête du boycott. Cette dernière tente depuis février d'entraîner d'autres organisations et la toute-puissante Commission fédérale du commerce (FTC) à fronder Intel, ce qu'ils qualifient de « Brother Intel », en clin d'œil au célèbre Intel Inside (Intel à l'intérieur) destinée à promouvoir les processeurs de la marque.

Danish Delbecq

www.epic.org
www.intel.com

Cap sur le gigahertz

LES PREMIÈRES SÉRIES de Pentium III reprennent la technologie de fabrication de Pentium II et les Celeron : les transistors, briques fondamentales des puces, sont espacés de 250 millionsièmes de mètre (nm). Intel prévoit de lancer des lignes de fabrication de 180 nm cet été. En électronique, la science avance, aime à dire Gordon Moore, cofondateur d'Intel et d'une règle appliquée par l'industrie depuis trente ans qui veut que le nombre de transistors intégrés dans les puces double tous les 18 mois. La réduction de la taille des transistors permet d'augmenter la fréquence des puces et de réduire leur consommation électrique, et surtout leur taille. Les puces se gravent par centaines sur des plaquettes de silicium. Plus elles sont petites, plus on peut en loger : augmenter de manière le coût de fabrication de la puce. Intel est passé maître en cet art de réduire la consommation de ses concurrents. Si les industriels comme IBM peuvent mettre en avant leur technologie scientifique avec des méthodes comme l'interconnexion de pistes sur isolant, ils seraient bien en peine de produire des dizaines de millions de processeurs chaque an

Les sauts de puce d'Affymetrix

DEPUIS quelques mois, Affymetrix, une entreprise californienne spécialisée dans la fabrication de puces à ADN, a annoncé un partenariat avec la Lyonnaise pour développer une puce à ADN spécialisée dans l'analyse microbiologique de l'eau (Le Monde du 13 février). Les deux sociétés ont décidé d'investir 56 millions de francs (8,5 M€) s'appuyant sur la technologie d'Affymetrix. Mi-janvier, Rhône-Poulenc-Roror avait signé un contrat avec Affymetrix pour bénéficier d'un accès préférentiel à sa technologie. La startup compte également des géants de la pharmacie : Roche, Hoechst, Eli Lilly, Glaxo parmi ses partenaires.

Pourquoi un succès ? Parce qu'Affymetrix a été la première société à avoir l'idée de la puce à ADN, que la propriété intellectuelle est difficilement contournable et qu'elle a été très forte sur les grandes densités, analyse Philippe Archinard, directeur général adjoint de bioMérieux. Les puces à ADN sont de petits supports d'un centimètre carré sur lesquels sont accrochées des brins d'ADN à la queue desquels a été accroché un marqueur fluorescent. Quand l'un des brins complémentaires du produit analysé, deux séquences s'accrochent ensemble. La puce est ensuite éclairée par un laser qui excite le composé fluorescent qui met à luire, identifiant formellement le produit. Plus il y a de brins sur la puce, plus on peut faire d'analyses en une seule manipulation.

La force d'Affymetrix tiendrait dans la façon dont elle accroche des brins d'ADN sur la puce. Non pas à l'aide d'une technologie dérivée de l'impression à jet d'encre comme la plupart de ses concurrents (« Le Monde Interactif » du 13 janvier), mais grâce à la photolithographie, méthode empruntée à l'industrie des puces électroniques qui permet de synthétiser et d'incruster les

Une startup californienne multiplie les partenariats pour diffuser sa technologie, qui permet d'identifier toutes sortes de produits en utilisant l'ADN

chaînes d'ADN directement sur le support. En emplant les couches sensibles ainsi obtenues, Affymetrix est capable d'accrocher plusieurs centaines de milliers de brins. A ce procédé bien protégé s'ajoute une vision claire des gains : productivité que la puce à ADN peut apporter aux entreprises pharmaceutiques et une stratégie commerciale adaptée. « Affymetrix cherche surtout à être le point de normes, à être l'Intel Inside des biotechnologies », dit Philippe Archinard. « Nous avons choisi d'entrer dans le programme proposé par la société à simple base d'une analyse financière entre coûts et bénéfices », explique Laura Hahn, de Rhône-Poulenc-Roror. Nous comptons utiliser un volume de produits suffisamment important pour que les remises accordées dépassent ce que coûte l'accès et l'exploitation des technologies d'Affymetrix. La stratégie de l'entreprise s'avère efficace : elle a annoncé début février un chiffre d'affaires en augmentation de 163 % pour 1998 (16 M€, 14 M€, 91,6 M€), un bond de 377 % ses ventes de matériels et puces, des résultats qui laissent pâlir d'envie plus d'un entrepreneur.

Co. M.

L'Actualité Multimédia sur France Info

tous les samedis dans "Multimédia"
tous les dimanches dans "Info-Net"

avec Jérôme Colombain

105.5

Le chat est l'avenir du robot

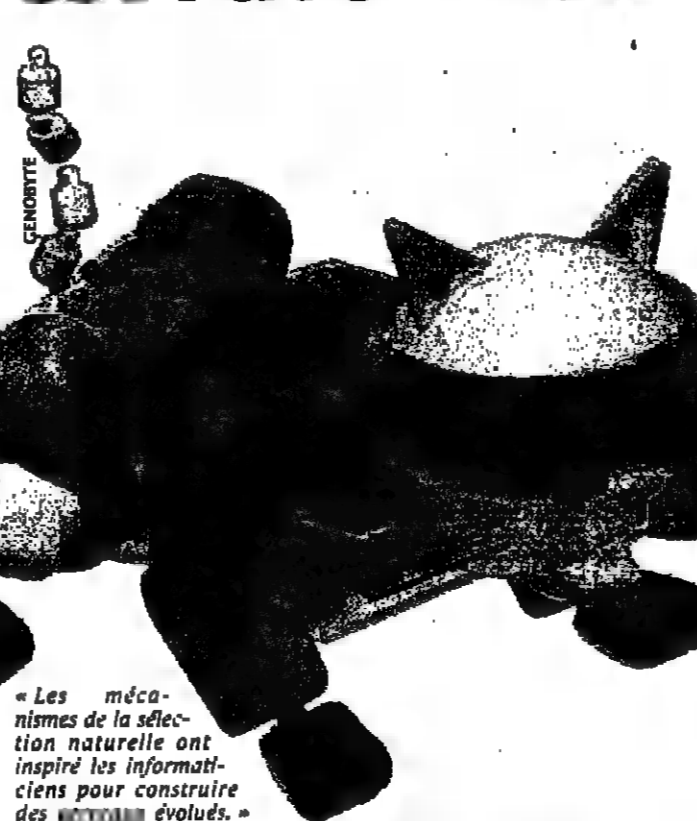
IL S'APPELLE Robokoneko, ce qui signifie « robot-chaton » en japonais. En 2001, cette créature artificielle devrait commencer à rouler dans les rues du laboratoire de l'Institut de recherches en télécommunications avancées où il a été conçu, à Kyoto. À écouter son créateur, qui n'est pas un chat, le docteur Frankenstein, japonais et télévisé, pourrait se faire pour avoir la primeur de ses moutonnements. Car Robokoneko représente une véritable prouesse. Doté d'un cerveau artificiel qui contiendra quelque 38 millions de neurones électroniques, il sera capable de réorganiser à l'impressionnante vitesse de 152 milliards de reconfigurations par seconde. Surtout, il n'aura gardé, pour fonctionner, que les meilleurs neurones, ceux qui, au cours d'une sévère sélection, se sont montrés les plus aptes à reproduire le comportement typique d'un petit chat. Et, pour tout ça, « personne n'aura besoin d'un doctorat pour le constater », s'émervillent les généticiens.

Comme dans toute expérience de ce genre, il faut d'abord concevoir l'appareillage qui donnera vie à la créature. C'est le Brain Group dirigé par Hugo de Garis. Début mars, Genobyte, une petite société du Colorado, lui livrera la machine à construire le cerveau, c'est-à-dire les pièces détachées et les outils. De façon étonnante, le plan de montage ressemble à un traité de biologie, une version cybernétique de L'Origine des espèces de Darwin. Gary Fehr, responsable de la recherche chez Genobyte, l'avoue :

Mot de tête

RÉSEAU NEURONAL. Un réseau neuronal est une structure constituée d'un grand nombre de processeurs fonctionnant en parallèle. Ces neurones artificiels sont nourris de données et surtout dotés de règles pour pouvoir les utiliser, puis entraînés à leur exploitation. Imitant le cerveau biologique, les processeurs peuvent alors réorganiser leur relation par rétroaction. Ainsi, ils sont capables d'apprendre lorsqu'ils commettent une erreur de corrigier eux-mêmes leurs connaissances.

Actuellement, les réseaux neuronaux sont utilisés dans la prospection de pétrole, la météorologie ou la reconnaissance d'écriture.



« Les mécanismes de la sélection naturelle ont inspiré les informaticiens pour construire des réseaux évolutifs. Ceux-ci leur permettent de prendre des raccourcis, d'implémenter des fastidieuses étapes analytiques. Ils connaissent pas les détails de fonctionnement du cerveau artificiel, mais il fonctionne, c'est l'essentiel ! »

L'intérieur de la petite Robokoneko est doté de dizaines de composants électroniques qui portent le fonctionnement de millions de cellules logiques, chacune reliée à 6 autres voisines par des connexions électriques qui peuvent être activées ou désactivées. L'ensemble forme ainsi un pseudo-cerveau tridimensionnel. « Faire croire une cellule artificielle, c'est lui envoyer des codes, des instructions pour qu'elle se connecte à ses voisins », explique Gary Fehr. Ces codes peuvent être vus comme un génome déterminant la manière dont la cellule artificielle se comporte et sur lesquelles elle se connecte. L'ensemble des « gènes » des cellules est analogue au chromosome qui spécifie la configuration du cerveau artificiel à la manière dont ses cellules se comportent. »

Le projet en lui-même : 32 768 modules logiques entre eux, une batterie de logiciels pour faire évoluer le cerveau et lui permettre de garder en mémoire les informations, les schémas des chromosomes numériques (le gé-

A Kyoto, une équipe de chercheurs travaille à la mise au point du plus puissant réseau neuronal jamais construit

gor et Intel avec ses puces. Il s'agit d'un projet génétique des gènes, des cellules, des chromosomes, chaque génération ils s'adaptent, ils échangent des informations. Toute l'information est conservée, les cellules disparaissent, de nouvelles en arrivent, ça se fait tout seul. Robokoneko parvient à un état proche de celui d'un chaton. Avec une puissance de calcul qui rivalise avec le cerveau, on ne peut pas garder la tête froide.

Corinth Manoury

Un cerveau plastique plutôt qu'un cerveau parfait

SI LA PERFORMANCE de Robokoneko impressionne les français, les motivations de leurs homologues nippons le sont moins. Les Français privilégient d'autres approches. Pour Frédéric Alexandre, chargé de recherche à l'Institut national de l'Informatique et de l'Automatique (Inria), « la grande originalité de Robokoneko réside dans l'implantation de cellules électroniques ». Les petits robots qui déambulent dans les laboratoires de tout comme ces robots-footballeurs autour desquels s'agitent les élèves des écoles d'ingénieurs (Le Monde du 8 juillet 1998), mais ils ont un semblant de quotient intellectuel, restent reliés à l'ordinateur sur lequel tournent les programmes. Les seconds sont spécialisés dans l'exécution d'une tâche. Pour en venir à bout, une caméra succinte et une poignée d'artificiels suffisent. Là, l'intelligence du chaton repose sur une structure qui n'a été développée que pour l'entraînement. Travail qui, selon Frédéric Alexandre, « n'a rien de sinécure ». Le chercheur se montre plus réservé, en revanche, sur les algorithmes génétiques, qui permettent de sélectionner les éléments d'une population, celle des neurones dans le cerveau. Lui qui simule les fonctions du cerveau en essayant de leurs corrélations préfère les logiciels d'apprentissage, la démarche et le centre d'intérêt. Frédéric Alexandre ne travaille pas à la mise au point d'un prototype, mais cherche à valider les hypothèses des biologistes sur la schizophrénie ou la maladie de Parkinson.

Les écoliers

s vagues
Cap sur le gigahertz



Initiation
Destiné aux enfants à partir de 4 ans. Souris'max, avec son écran et son petit cristaux liquides, imite l'ordinateur des parents tout en ressemblant à un objet tout droit d'un dessin animé. Vert, jaune et rouge, repliable, il initie les petits au maniement de la souris et les invite à créer des mélodies et des dessins. 25 activités amusantes leur sont proposées : apprentissage de l'alphabet, des chiffres, des lettres, des couleurs et de l'écriture pour développer la mémoire. Il est aussi programmé pour prononcer à voix haute 150 mots de vocabulaire.
449 F (68,45 €).
CQPD : 01-39-98-98-98

Parlant
« Viens, va jouer ! », dit Kovo, à Kovo, superbes peluches, figurant la fille du Roi lion et le fils de la méchante lionne Zira. Ces jouets parlent entre eux ou avec un enfant grâce à un système de microphone et d'enceintes. Ils sont lancés à l'occasion de la sortie en cassette vidéo du Roi lion II - L'Honneur de la tribu (la suite du Roi lion I, Disney, du jeu sur CD-ROM, disponible le 1^{er} avril. Mesurant 40 cm de haut, les peluches imitent également sur la musique originale du dessin animé.
220 F (33,54 €) par peluche.
Lansay : 01-39-98-98-98

Jeux de demain, pas jeux vilains

Des peluches pleines de puces et des manettes pas bêtes



Ambidextre
Programmable, la manette de jeu Cyborg 3D Digital Stick convient aussi bien au droitier qu'au gaucher. Ergonomique, sa prise en main s'ajuste à la longueur du pouce. Le joueur peut aussi régler l'inclinaison de la manette et le balancement du contrôleur de tête. Il dispose de trois boutons de tir et d'une détente pour atteindre les cibles avec puissance et précision, ainsi que d'une fonction 3D Twist, qui oblige les personnages d'un jeu à se tourner pour regarder derrière eux. Disponible pour PC, Macintosh G3 et iMac (version USB).
399 F (60,83 €).
Transcom : 01-39-98-98-98

Vibrant
Race 3264 Shock, le volant à vibrations, pour consoles PlayStation et Nintendo 64, livré avec un levier de changement de vitesses et un pédalier analogique, donne l'impression de piloter une formule 1. L'accélération et le freinage sont progressifs et les sensations, très réalistes. Deux moteurs indépendants, situés dans le volant et non dans sa base, permettent, en effet,

de ressentir directement les chocs dans ses mains. La navigation dans les menus et la programmation des parties s'effectuent à partir du volant. 549 F (83,69 €).
Guillemot : 02-99-08-90-88
www.guillemot.com

Interactif
Avec les livres à paroles Alto rangés dans une mallette colorée, les tout-petits peuvent commencer l'apprentissage du langage, de la lecture et des langues étrangères. Posé sur un pupitre électronique, l'ouvrage se présente sous la forme d'un stylo promené sur les mots, les phrases ou les images pour entendre des paroles, des sons (le babillement d'un éléphant, par exemple) ou des musiques. De nouveaux titres sortent : *Avril : j'apprends l'anglais*, *Les Formes et les Couleurs*. 400 F (61 €) la mallette, la cartouche et le livre de démonstration et 130 F (19,82 €) le livre et la cartouche supplémentaire.
www.tomy.co.uk

Produits sélectionnés par Agnès Batifolier



Dans les labos

Empreintes digitales

Le géant des télécommunications NTT a mis au point une puce électronique capable d'identifier une empreinte digitale en une demi-seconde. D'une surface de 2,2 cm², le composant pourrait être intégré dans les cartes à puce, les téléphones mobiles ou les systèmes de contrôle d'accès. Le système permet une comparaison de l'image numérisée d'une empreinte avec une empreinte préenregistrée.

Vive les pores !

Des chercheurs de la Penn State University (Pennsylvanie) ont mis au point un nouveau matériau poreux de silice dont les cavités ont des dimensions comprises entre 10 et 100 nanomètres. Ce matériau d'un genre nouveau permettrait de piéger des enzymes pour mettre au point des capteurs biologiques ou de fabriquer des matériaux dotés d'une faible conductivité électrique, d'une bonne isolation thermique et des composants électroniques.

Un logiciel antimines

Une équipe de la Johns Hopkins University (Etats-Unis) a mis au point un logiciel de traitement d'images capable de deviner la présence de mines à partir de photographies aériennes. Un système de filtrage permet de prendre six images dans des couleurs différentes à l'aide d'un appareil photographique, qui sont ensuite analysées pour repérer d'éventuelles mines posées sur le sol. Selon les chercheurs, le système a montré un taux de détection de 95 % lors des essais qui ont été réalisés.

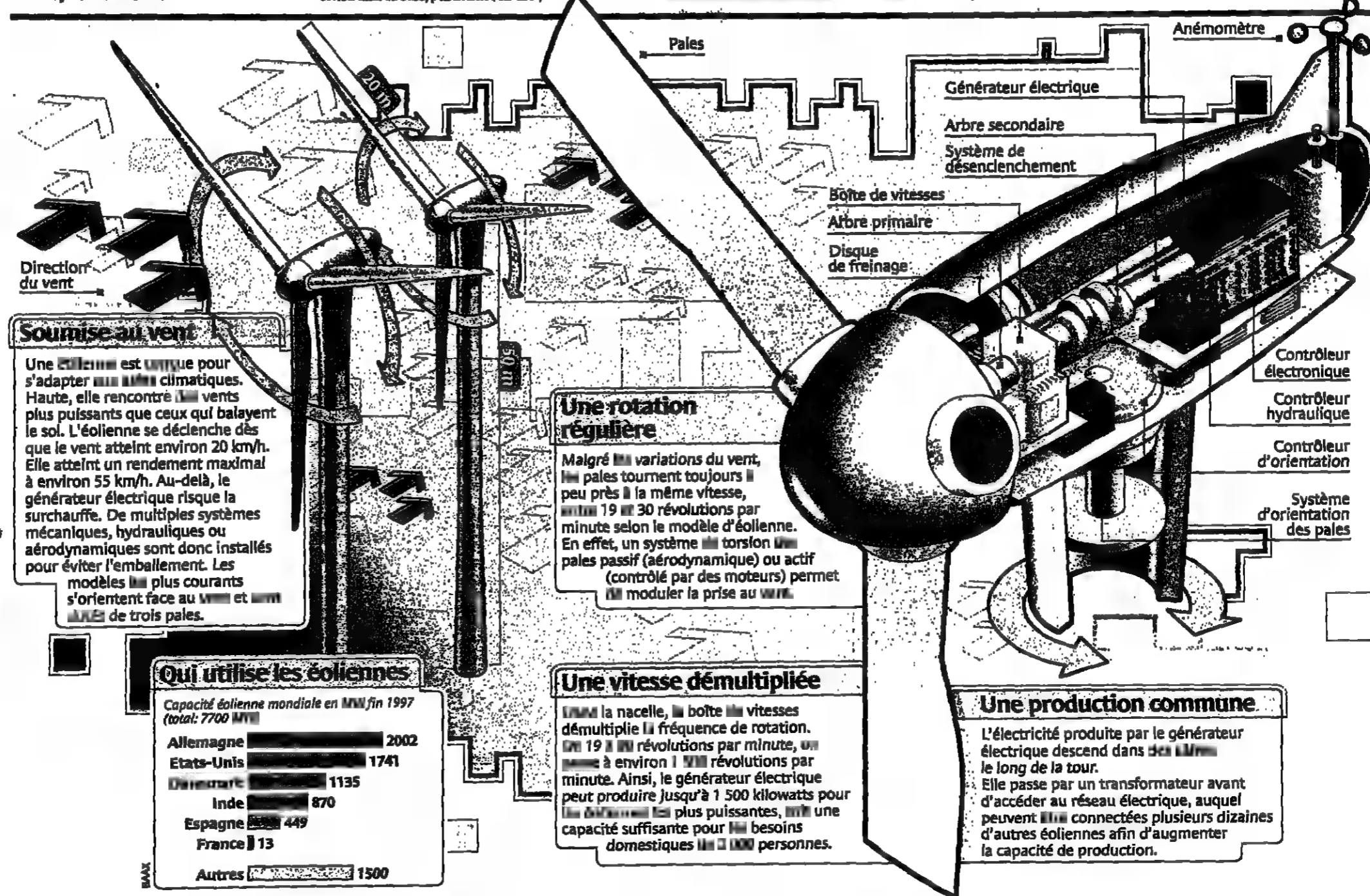
L'émotion synthétique

Un étudiant de l'université de Pennsylvanie affirme avoir mis au point un programme capable d'ajouter de l'émotion dans les phrases prononcées par un système de synthèse vocale. En jouant sur la tonalité, le niveau sonore, l'accentuation et la longueur des voyelles, le logiciel permet de recréer cinq types d'émotion dans la voix synthétique : la peur, la tristesse, la colère, la joie et la neutralité. Au cours de l'étude, trente cobayes qui ont testé le système ne sont pas parvenus à distinguer la voix d'un homme d'une voix de femme.

Autoroutes dans le ciel

NASA s'est associée à sept industriels américains pour mettre au point des cockpits de systèmes de navigation aérienne pour les avions de tourisme. L'objectif est de disposer en 2001 de technologies permettant de développer de petits appareils de deux places accessibles au grand public pour stimuler l'industrie aéronautique américaine.

enir du robot



Soumise au vent
Une éolienne est conçue pour s'adapter aux conditions climatiques. Haute, elle rencontre les vents plus puissants que ceux qui balayent le sol. L'éolienne se déclenche dès que le vent atteint environ 20 km/h. Elle atteint un rendement maximal à environ 55 km/h. Au-delà, le générateur électrique risque la surchauffe. De multiples systèmes mécaniques, hydrauliques ou aérodynamiques sont donc installés pour éviter l'emballement. Les modèles les plus courants s'orientent face au vent et ont trois pales.

Une rotation régulière
Malgré les variations du vent, les pales tournent toujours à peu près à la même vitesse, entre 19 et 30 révolutions par minute selon le modèle d'éolienne. En effet, un système à torsion des pales passif (aérodynamique) ou actif (contrôlé par des moteurs) permet de moduler la prise au vent.

Une vitesse démultipliée
La nacelle, la boîte à vitesses démultiplie la fréquence de rotation. Entre 19 et 30 révolutions par minute, elle passe à environ 1 500 révolutions par minute. Ainsi, le générateur électrique peut produire jusqu'à 1 500 kilowatts pour les éoliennes les plus puissantes, une capacité suffisante pour les besoins domestiques de 100 personnes.

Une production commune
L'électricité produite par le générateur électrique descend dans les câbles le long de la tour. Elle passe par un transformateur avant d'accéder au réseau électrique, auquel peuvent être connectées plusieurs dizaines d'autres éoliennes afin d'augmenter la capacité de production.

Qui utilise les éoliennes

Capacité éolienne mondiale en MW fin 1997 (total : 7700 MW)

Allemagne	2002
Etats-Unis	1741
Danemark	1135
Inde	870
Espagne	449
France	13
Autres	1500

Les éoliennes sont dans le vent

TRAIT A COMMENCÉ par un fiasco : au début des années 80, la Californie se lance dans la production d'électricité « propre » et construit de gigantesques champs d'éoliennes. Les déferlantes de vent. Mais la technologie n'est pas prête, et l'expérience est coûteuse, portée à bout de bras par les autorités fédérales coupent les vivres, provoquant fusions et faillites chez les constructeurs. Aujourd'hui, les conditions semblent enfin réunies pour une nouvelle envolée du marché des éoliennes dans le monde. De 50 kW il y a quinze ans, la puissance des plus grosses d'entre elles a grimpé à 1,5 MW (1 500 kW). Par comparaison, un seul réacteur nucléaire délivre 900 à 1 300 MW.

L'électricité produite par les éoliennes est devenue la source d'énergie renouvelable la plus économique dans les pays où les « gisements » - lieux de production - sont nombreux. Elle reste tout de même au moins 20 % plus chère que l'électricité classique. Par ailleurs, la Commission européenne envisage de doubler le pourcentage de l'utilisation d'énergies renouvelables dans l'Union européenne qui est actuellement de 10 %. L'industrie éolienne devrait bénéficier de cette directive. Cette tendance aux Etats-Unis, où les constructeurs danois d'éoliennes Vestas et Neg Micon livreront respectivement 17 MW et 131 MW courant 1999. Les professionnels tablent sur une croissance

Après des débuts difficiles, elles redeviennent une source d'énergie d'appoint crédible

du marché mondial de 10 % par an. En France, pays du nucléaire, l'énergie éolienne est un phénomène marginal. Pourtant, des projets existent, notamment dans le cadre d'un programme lancé par le ministère de l'Industrie en 1996 qui vise à installer une puissance éolienne de 500 MW d'ici à 2005. Jeumont Industrie, filiale

Framatome, testera prochainement à Wichehem (Pas-de-Calais) un tout nouveau concept d'éolienne de 750 kW, deux fois plus compact qu'une éolienne classique. On innove aussi en Nouvelle-Zélande : la société Vortec a érigé au sud d'Auckland un prototype d'1 MW doté d'un accélérateur de vent inspiré des technologies de réacteurs d'avion. Un diffuseur placé en arrière des pales crée une dépression qui augmente la vitesse de l'écoulement. Autre piste explorée : la construction d'éoliennes à quelques kilomètres de la côte. Les marins vous le diront : rien ne vaut la force des vents du large !

La filière danoise

A L'EPOQUE DU BOOM californien, des sociétés danoises de production de machines agricoles se sont reconverties dans la construction d'éoliennes. Elles y ont laissé des plumes, mais ont fait du Danemark le premier producteur d'éoliennes au monde. Respectivement premier, deuxième et quatrième producteurs mondiaux, les danois Vestas, Neg Micon et Bonus Energy trônent plus de moitié du marché international. Ils ont par ailleurs défini et fiabilisé l'éolienne danoise, qui a l'électricité produite à partir de cette technique attractive aux yeux des investisseurs : un modèle à axe horizontal doté de trois pales conçu pour produire entre 500 à 600 kW. Depuis, d'autres modèles plus puissants (1 685 kW chez Vestas), construits sur le même type, ont fait leur apparition. Pourvu de tels atouts industriels, le Danemark est aussi devenu, proportionnellement, le premier producteur d'énergie éolienne au monde : 7 % de l'électricité qui y est consommée proviennent des fermes éoliennes. Et l'objectif est de parvenir à 20 % en 2008. Au-delà, la manœuvre est périlleuse. Car une partie importante de la production électrique serait conditionnée par les aléas climatiques.

Eric Lecluyse

3

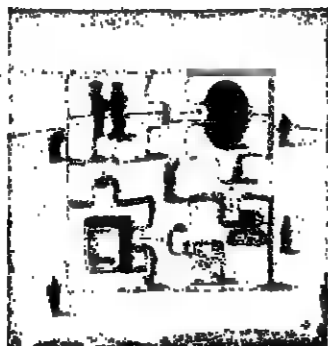
fait
27 fé-
s mo-
e
alt au
n tête
en
Après
le dé-
à his-
Marc
ine es-
ragée.
le Au-
Soldini
e. Il est
tape, il
la
page 22

mon, plutôt
dessus, il ne
e décrit ain-
d'Als France
de-fils de cé-
la SFIO, ne-
he a conquis
rait d'un pa-
s qui confie,
séd ruminant.
Lire page 11
unisation... 18
au de bord... 19
enfin... 22
ordologie... 23
re... 26
e culturel... 28
e télévision... 29

صكنا من الامل

Informatique - Réseaux

Ingénieurs



Pionnier de l'industrie dans le domaine des solutions basées sur le traitement numérique du signal, Texas Instruments France recherche pour renforcer sa position de leader de la branche **composants pour téléphonie mobile** Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes) :

■ **Ingénieur d'application en radiofréquence** (réf. IA) expérimenté, chargé de la conception de modules RF pour GSM/UMTS.

■ **Ingénieur d'application et support logiciel** (réf. IASL) chargé du développement et du support des couches logicielles applicatives et de protocoles (microcontrôleurs et DSP).

■ **Ingénieur d'application et de support système** (réf. IASS)

responsable de l'intégration logiciel et des tests, ainsi que des activités de l'amélioration des performances. Ingénieur diplômé en électronique, avec une expérience dans la téléphonie mobile ou dans les télécommunications.

Vous maîtrisez l'anglais et vous êtes motivé par un travail au sein d'une équipe jeune et dynamique dans un contexte de haut niveau technologique (standards GSM et UMTS) avec de nombreux contacts internationaux.

Valérie GIOVANNETTI, chargée du recrutement, vous remercie de lui adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo) sous la référence **TEXAS INSTRUMENTS** à Jack-Killy, MS 55, BP 5, 06100 Villeneuve-Loubet Cedex.

TEXAS INSTRUMENTS



SDEL est un ensemble de 130 entreprises réalisant dans le monde un C.A. de plus de 10 Milliards de Francs (650 Millions d'€) avec 6 500 salariés dans les métiers de l'ingénierie électrique. Pour accompagner notre développement, nous renforçons nos équipes informatiques et offrons un poste en fixe de :

CHEF DE PROJET E.R.P.

Au sein de la Direction Informatique, vous pilotez la mise en place d'un progiciel E.R.P. dans les filiales au niveau Européen.

Vous analysez les flux d'information, définissez les adaptations, réalisez la réalisation, vous participez également à la mise en œuvre et participez au projet afin d'en garantir le succès.

Ingénieur, doté d'une double compétence informatique et gestion, on vous reconnaît une autorité naturelle et une aisance dans le travail d'équipe. Vous justifiez d'une expérience de 10 ans minimum, acquise de préférence sur un projet d'intégration d'un E.R.P. dans un contexte international.

L'ANGLAIS est indispensable; l'ALLEMAND est souhaité.

Pour ce poste basé en proche banlieue ouest, merci d'adresser votre CV et photo sous réf. **SDEL/ERP** à notre Conseil : **J.B.M. SEARCH** 55, rue A. Brizard 92 300

J.B.M. SEARCH



Basée à Madrid, ELS Informatique est filiale du Groupe SFEIR, Société Française d'Expertise Informatique et de Réalisations. Pour faire face à l'important développement de son activité de prestations de conseil, ELS crée le poste de :

Directeur de Projets

Poste basé en Espagne
Bilingue français/espagnol H/F

Votre mission : directement rattaché au Directeur de l'Informatique, vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos grands clients (banques, institutions financières...). Vous analysez et comprenez leurs besoins, vous préconisez les solutions les mieux adaptées et d'en piloter la mise en œuvre (animation d'équipes de 5 à 10 personnes). Votre compréhension des problématiques et des enjeux de l'entreprise vous permet d'acquiescer la vision globale du fonctionnement des clients et de proposer une solution adaptée.

Profil : âgé d'au minimum 35 ans, vous bénéficiez d'une expérience significative de la conduite de projets informatiques en environnement complexe (conseil auprès de Directions Informatiques, au développement, planification...). Véritable chef d'orchestre, vous maîtrisez la gestion de projet (élaboration, suivi, outil, métrique...). Vous vous distinguez par votre personnalité : leadership, crédibilité, souci de la performance et de l'atteinte des objectifs... La maîtrise du monde de la finance et qu'une bonne connaissance de l'anglais sont des atouts supplémentaires.

Vous êtes prêt à partager une "certaine" du service client au sein d'une équipe performante et engagée et nous vous confierons la responsabilité d'un centre de profit.

Merci d'adresser lettre, CV, votre rémunération actuelle et notre MERCURI URVAL, 4 rue Léon Jost 75017 Paris, s/référence 32.DP/LM portée sur lettre ou par E-mail : xp@mercuri-urval.fr <http://www.mercuri-urval.fr>

Mercuri Urval

Manager reconnu Informaticien confirmé

Nous sommes la filiale française d'un Etablissement Financier de dimension internationale. Notre métier : les activités de marché. Nos forces : un savoir-faire reconnu, des outils à la pointe de la technologie. Notre ambition : l'efficacité. Dans ce cadre nous renforçons notre service informatique.

Adjoint au Directeur Informatique

H/F

Mission : en véritable homme de terrain, vous êtes responsable de l'organisation, de la coordination du management et nos différentes équipes. Vos compétences techniques permettront de gérer efficacement nos projets et crédibiliser votre action, auprès des collaborateurs, dans un environnement réactif et sensible.

Profil : âgé de 35 ans environ, de formation supérieure informatique (Ingénieur, DESS...). Vous managez des équipes (15 personnes environ) dans un milieu exigeant où rapidité et gestion des priorités sont votre quotidien. Vos différentes expériences ont apporté des compétences micro et gros systèmes (DEC ALPHA sous VMS, UNIX...). La maîtrise de l'anglais est nécessaire, la connaissance des activités du marché est un plus.

De réelles possibilités d'évolution s'offriront à vos candidats à valeur ajoutée, dans un groupe mondialement reconnu.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser lettre, CV, photo, (+ rémunération actuelle) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 rue Daru, 75378 Paris Cedex 08 sous la référence. 40.8232/LM portée sur lettre ou par E-mail : pj@mercuri-urval.fr Site Internet : www.mercuri-urval.fr

Mercuri Urval

Que faites-vous le 25 février à 19h



Agence spécialisée en communication de recrutement, nous recherchons des ingénieurs informaticiens (Ecole d'ingénieur ou Université) avec 2 à 8 ans d'expérience pour tester une campagne de communication. Le test aura lieu le Jeudi 25 février à 19 heures (durée : 1h30) et se déroulera à Paris (Porte de Champerret). Rémunération prévue.

Merci de nous contacter au 01 40 89 72 66

Consultant SAP

Ce n'est pas seulement pour vous que vous ne



En 1996, Europe Informatique épouse l'évolution de nos marchés : Syntegra. Une union placée sous le signe des nouveaux savoir-faire qui marie conseils, et intégration de systèmes au sein d'un groupe de personnes. Fort d'une équipe de plus de 100 collaborateurs spécialisés dans la mise en place du progiciel SAP, le pôle ERP français de Syntegra s'inscrit dans cette dynamique de nouveaux savoir-faire. La croissance annuelle supérieure à 10% et son positionnement global sont le reflet de son dynamisme. Les opportunités qui en résultent sont nombreuses. Nous recherchons aujourd'hui :

CONSULTANT SUPPLY CHAIN

Vous avez une expérience en logistique. Vous avez pris du recul et vous êtes familiarisé avec les outils de gestion. Une connaissance de SAP sera une formation vous permettant de nos clients sous SAP.

Europe Informatique

SEL

CHEF DE PROJET E.R.P.

Intégrer un Groupe de conseil de services informatiques de dimension mondiale.

Notre Groupe est l'un des leaders mondiaux du conseil en management et des services informatiques. Notre métier : transformer les systèmes d'information en accompagnement du changement des entreprises. Nous recherchons des experts de grands projets d'intégration de systèmes ou de progiciels.

Directeurs de Grands Projets et Managers d'Activités

H/F

400-600 KF+

PARIS-RP

Agé de 32 à 45 ans, de formation Grande Ecole (X, Centrale, Mines, ENST... ou équivalent), vous possédez 8 à 15 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil, SSII, chez un constructeur ou un grand client utilisateur. Vous devez : ■ conduire plusieurs grands projets de systèmes d'information, bâtir des propositions avant-vente et/ou diriger un département ou un pôle d'activité. Vous souhaitez aujourd'hui donner une forte impulsion à votre carrière en rejoignant un Groupe international leader.

Différentes opportunités vous offrons : ■ la direction de grands projets : ■ la direction d'équipes de 10 à 50 personnes ■ la gestion d'un ou plusieurs projets en parallèle, ■ l'interlocuteur privilégié des clients au plus haut niveau ■ l'avant-vente et la responsabilité technique de comptes ■ un lien étroit avec nos responsables commerciaux, ■ vous intervenez en amont du cycle d'affaires importantes, la construction ■ propositions d'envergure (5 à 100 MF), le développement d'affaires ■ des comptes stratégiques ■ le management d'activité : ■ vous dirigez un pôle de compétences au centre du profit, ■ développez l'offre et la croissance.

Ces postes sont fortement évolutifs. Nous recherchons des candidats à fort potentiel, capable de jouer un rôle moteur dans nos nouvelles stratégies de développement et d'évoluer dans des domaines de plus en plus larges. Anglais courant souhaité.

Pour nous rencontrer rapidement, notre Conseil, merci d'adresser (lettre, CV, photo et référence actuelle) à **MERCURI URVAL**, 14 rue de la Danse, 92052 Paris Cedex 08, s/réf. 59.8072/LM sur lettre et enveloppe ou E-mail : rk@mercuri-urval.fr - <http://www.mercuri-urval.fr> Confidentialité assurée.

Mercuri Urval

KPMG

Audit
Fiduciaire France

Un des principaux réseaux mondiaux de conseil, leader en France sur son marché, développe son département Information Risk Management. Nous recherchons :

Passionné(e)s d'Informatique de Gestion du Risque et de Management

Merci d'adresser

vos candidatures

avec lettre de motivation

manuscrite et CV

Marie-Christine

BROUARD

Département IRI

KPMG Audit

Immeuble KPMG

La Cour Valmy

92025 Paris

Le Département

Audit de projets ou de systèmes d'information, analyse du risque informatique, assistance à la maîtrise d'ouvrage ou missions informatiques dans le cadre d'audits financiers, nos interventions s'étendent de la technique aux aspects contractuels ou réglementaires de l'informatique. Organisés par métier, présents à Paris, Lyon et Marseille, nous sommes la recherche de personnalités à fort potentiel, ouvertes sur le monde de l'entreprise...

Vous devez : ■ une formation supérieure en informatique (Bac + 4 minimum), de 1 à 3 ans d'expérience, ■ souhaitez donner un nouvel élan à votre carrière ■ sein d'une structure de niveau international, en forte croissance.

Nous offrons un poste ■ sein d'une équipe jeune ■ motivée, un plan de formation interne ■ ■ à ■ méthodes ■ outils, ■ la participation à des missions à haute valeur ajoutée auprès de clients prestigieux.

ES-VOUS
à 19h



Numéro de nos chaînes
14 40 89 70

ARS COM

PME spécialisée dans les télécommunications,

recherche pour son développement

JEUNE COMMERCIAL (H/F)

Mobile et motivé de niveau BAC + 2 (sensibilité technique souhaitée) Débutant accepté, formation assurée.

Envoyer lettre de motivation + CV et photo à : **ARS COM - 189, rue d'Aubervilliers 75800 PARIS Cedex 13**

Participez à de grands projets internationaux...

Nous sommes un important Groupe international en forte croissance, l'un des leaders mondiaux dans le domaine de l'intégration de systèmes et des services informatiques. L'une de nos Divisions est totalement dédiée au secteur des opérateurs de télécommunication. Face à son fort développement, nous recherchons plusieurs :

Directeurs de Projets - Chefs de Projets

Systèmes d'Information pour les Opérateurs TÉLÉCOM H/F

Vous serez responsable ■ la conception ■ la réalisation ■ grands projets de systèmes d'information pour nos clients opérateurs, en France, en Europe ou dans ■ monde. Interlocuteur privilégié ■ client, vous êtes le garant ■ sa totale satisfaction, dans le respect ■ nos engagements coûts/délais/qualité. En fonction de votre expérience, vous managez 5 à 10 personnes. Vous gérez des projets d'intégration ■ systèmes et/ou de progiciels.

■ 3 à 10 ans environ, ingénieur Grande Ecole, vous possédez 5 à 10 ans d'expérience de la maîtrise de projets informatiques, acquise en SSII, chez un intégrateur ou au ■ d'une grande entreprise du ■ télécommunications (opérateur ou constructeur). Vous possédez de solides compétences dans un ■ plusieurs des ■ : facturation ■ gestion ■ ■ centres d'appels ■ réseaux intelligents ■ administration de réseaux ■ services en ligne ■ internet ■ réseaux d'entreprise. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

Nous vous proposons des projets passionnants, ainsi que ■ possibilité d'évolution, ■ France comme à l'international.

Les postes ■ basés à PUTEAUX (92), mais supposent une réelle mobilité.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et référence actuelle à notre Conseil **MERCURI URVAL** ■ ■ Victor Hugo, ■ ■ Rueil-Malmaison Cedex, s/référence 36.8041/LM, portée sur lettre et enveloppe, ■ E-mail : ya@mercuri-urval.fr - <http://www.mercuri-urval.fr>

Mercuri Urval

Division d'un important groupe international spécialisé en micro-électronique, parmi les leaders mondiaux de son domaine, recrute pour son centre situé dans une capitale régionale du bord de Loire

Ingenieurs Marketing Stratégique (réf.1430 N) 350 KF +

■ Responsable d'un segment (électronique grand public, automobile, télécommunications et conversion d'énergie), ■ définissez les orientations stratégiques de votre marché. Vous identifiez, définissez ■ accompagnez le développement de ■ produits stratégiques par le biais d'opérations marketing. Vous identifiez les opportunités majeures dans des applications émergentes.

■ A 28/35 ■ vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et vous ■ une expérience de 5 à 10 ■ dans le ■ de l'électronique. Vous parlez couramment anglais. Vous êtes disponible ■ mobile à l'international (25% de déplacements). Nombreuses possibilités d'évolution à l'international.

Ingenieurs Marketing Produits 300 KF +

■ Responsable d'un secteur géographique (France ■ international), vous définissez ■ ■ œuvre la meilleure politique possible afin de faire augmenter les ventes. Vous ■ ■ promotion des produits ■ le support technique auprès de la Force de Vente ■ des clients dans le but de générer des affaires nouvelles. Vous organisez les actions commerciales ainsi que des séminaires.

■ A 27/32 ■ vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs ou d'un IUT électronique complète par une école ■ commerce. Vous avez ■ expérience de 2 à 4 ■ dans le ■ de l'électronique. Vous parlez couramment anglais. Véritable vendeur, ■ êtes ■ disponible et mobile à l'international (30% de déplacements). Nombreuses possibilités d'évolution à l'international.

Merci d'adresser votre candidature à ■ Conseil, ■ l'attention de Guillaume Balaresque, en précisant la référence concernée.

Commercial & Marketing
5, rue de Surène - 75008 Paris
Fax : 01 47 42 08 00
adhomem@tutoriel.fr

notre nom
s direz

réf. CSM **DIRECTEUR DE PROJET**

Fort d'une première expérience de mise en œuvre du produit SAP en tant qu'expert produit et/ou expert métier acquise au sein de grands groupes, vous recherchez la prise en responsabilité de projets ERP ambitieux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. choisie, à Syntegra Christine Doré - Ressources Humaines - Immeuble Lavoisier - 4, place des Vosges - 92052 Paris La Défense cedex. www.syntegra.fr

Syntegra est une branche de BT (British Telecom)

Syntegra

13

15

fait

unes

17 fé-

1 mo-

de -

le

ait au

n tête

en

Après

le dé-

à his-

■

ire es-

la ré-

ragée.

De Au-

Soldini

■

Il est

tape, à

rs.

page 22

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

■

Agenda

RENCONTRES

Du 23 au 25 février

IEC Europe
■ première édition européenne du Salon Internet and Electronic Commerce à lieu à Amsterdam, Pays-Bas.
■ www.ieceurope.com

Du 1^{er} au 11 mars

Marketspace ■ Atlanta
Trois journées de conférences et d'expositions consacrées au commerce électronique.
■ www.xplormarketspace.org

Du 3 au 11 mars

Le 4 mars
Marcher ■ quatre pattes sur la Terre
Conférence de Sabine Renous, directeur de recherche au CNRS, dans l'auditorium ■ Grande Galerie de l'évolution du Muséum national d'histoire naturelle, Paris.
■ www.mnhn.fr

Jusqu'au 7 mars

La Cité de l'espace
■ exposition et animations pour célébrer le 30^e anniversaire de l'exploration lunaire et découvrir les



facettes de la Lune.
■ Cité de l'espace, avenue Jean-Gonord, Toulouse.
■ www.cite-espace.com

Le 10 mars

■ constellations de satellites
■ Les réseaux de satellites et leur rôle dans les télécommunications.
■ Eitan Altman, chargé de recherche à l'Inria Sophia Antipolis.
■ conférence à lieu à la Cité des sciences et de l'industrie, Paris.
■ entrée gratuite.
■ www.cite-sciences.fr/new/agendas/inria.htm

Le 11 mars

Les Jeudis
■ l'informatique
■ deux mois, le recrutement ouvre pour une journée de rencontre avec des professionnels de l'informatique. De 14 heures à 23 heures.

Les rendez-vous de février et de mars

entretiens d'embauche avec ■ consultants.
■ Espace Eiffel Branly ■ Paris
■ www.lesjeudis.com

Jusqu'au 14 mars

Internet ■ conférences.
■ d'initiation pour accéder à l'Internet et au multimédia. Plusieurs rendez-vous consacrés aux logiciels libres ■ également au programme. ■ suivre notamment : une Install Party ■ Linux, le logiciel créé par le finlandais Linus Torvalds, le 27 février de 10 heures à 18 heures. L'entrée ■ libre.
■ Espace Mendès France, 1, place de la Cathédrale, Poitiers
■ w3emf.univ-poitiers.fr

Du 14 au 18 mars

Jardin planétaire ■ symposium ■ Jardin planétaire ■ partie des douze Ateliers du siècle prochain organisés à l'initiative de l'association Prospective 2100. C'est le premier symposium international sur la gestion durable des écosystèmes.
■ www.2100.org

Les 17 et 18 mars

Expo Intranet ■ L'exposition, parrainée par le Sénat, le secrétariat d'Etat à l'Industrie ■ le Medef (ex-CNPF), propose ■ démonstrations de projets intranet et des conférences autour des réseaux d'entreprise.
■ CNIT, Paris-la Défense
■ www.intranet99.org

Du 17 au 22 mars

Salon du multimédia et de l'édition électronique
La 19^e édition du Salon du livre réserve un espace aux éditeurs multimédias. 30 F (457 €)
■ Porte de Versailles, Paris
■ salondulivre.reed-oip.fr

Du 18 au 24 mars

CEBIT ■ Le plus grand ■ de l'informatique ■ Europe ■ tient à Hanovre, dans le nord de l'Allemagne.
■ www.messe.de/cib99/

Du 19 au 21 mars

■ de l'Internet
Trois jours ■ deux nuits pour fêter Internet. ■ trois millions d'internautes français ■ appelés à tendre la main ■ qui ■ connaissent pas ■ le réseau des réseaux. L'Association pour la ■ l'Internet lance un appel aux initiatives ■ site.
■ Partout ■ France avec

un relais européen avec Internet Fiesta (www.internet-fiesta.org).
■ www.fete-internet.fr

DIALOGUES EN DIRECT

Du 22 au 23 février

Technique de recherche d'emploi
Le magazine Rebondir organise une semaine consacrée ■ CV et lettres de motivation. Chaque soir, ■ consultants répondent aux questions ■ internautes en direct. Le lundi et le ■ consacrés aux métiers de l'informatique.
■ www.rebondir.fr

Le 10 mars

A l'ère du ■, une démocratie ■ au net ■ Psychonot ■ débat, retransmis en direct à 20 h 30, sur Internet ■ démocratie. Parmi les invités, Thierry Vedel, politologue ■ chercheur au CNRS, Stéphane Barbery, ancien animateur du Deuxième Monde sur Canal Plus, ■ Jean Rembert, psychologue ■ maître ■ conférences à Paris-X.
■ Web Bar (32, rue ■ Picardie, 75004 Paris).
■ www.psycho-net.com/
■ www.webbar.fr/

Rendez-vous notés par Nivela Bourcier

Manchettes

Le Pentagone remballage ses sites

Les militaires américains vont réduire leur présence sur Internet, annonce l'édition du 16 février de USA Today. Des « cybercombattants » du Pentagone leur ont fait la démonstration qu'il était possible d'obtenir des informations confidentielles concernant des exercices nucléaires en croisant les données disponibles sur les sites militaires américains.

Microsoft en difficulté

Le San Jose Mercury News du 17 février se penche une fois de plus sur ■ Microsoft. L'editorialiste David Ignatius écrit que, l'affaire Clinton achevée, les Etats-Unis vont pouvoir ■ concentrer sur ■ qu'il appelle le « véritable procès du siècle ». Il loue ■ professionnalisme des ■ des deux parties qui ■ préparent l'art du contre-interrogatoire aux ■ discours fleuris ■ souligne les concessions faites par ■ témoins de la défense sous la pression de David Boies, le principal avocat du gouvernement. L'editorialiste conclut que, malgré les erreurs commises par les ■ de Microsoft, ■ partie est loin d'être achevée ■

Jim Benson, tour-opérateur de l'espace

Le Financial Times du 17 février consacre un portrait ■ Jim Benson, fondateur ■ Space Dev, une société qui ■ propose de commercialiser ■ voyages spatiaux. Le premier engin baptisé Near Earth Asteroid Prospector devra être ainsi lancé en avril ■ pour rejoindre l'astéroïde ■ Nereus. Le billet coûtera ■ 10 à 15 millions de dollars (de 9 à 13 millions d'euros, ■ à ■ millions ■ francs), soit environ cinq ■ mois que les prix pratiqués par la NASA.

Linux grand public

Le New York Times du 18 février annonce qu'IBM ■ équipe les ordinateurs de sa nouvelle gamme ■ serveur Netfinity ■ système d'exploitation Linux ■ adapter progressivement ■ programmes à cette norme. Après le ralliement de Hewlett-Packard ■ de Dell, ce ■ soutien conforte ■ position ■ Linux comme alternative à Windows NT.

Lent comme la lumière

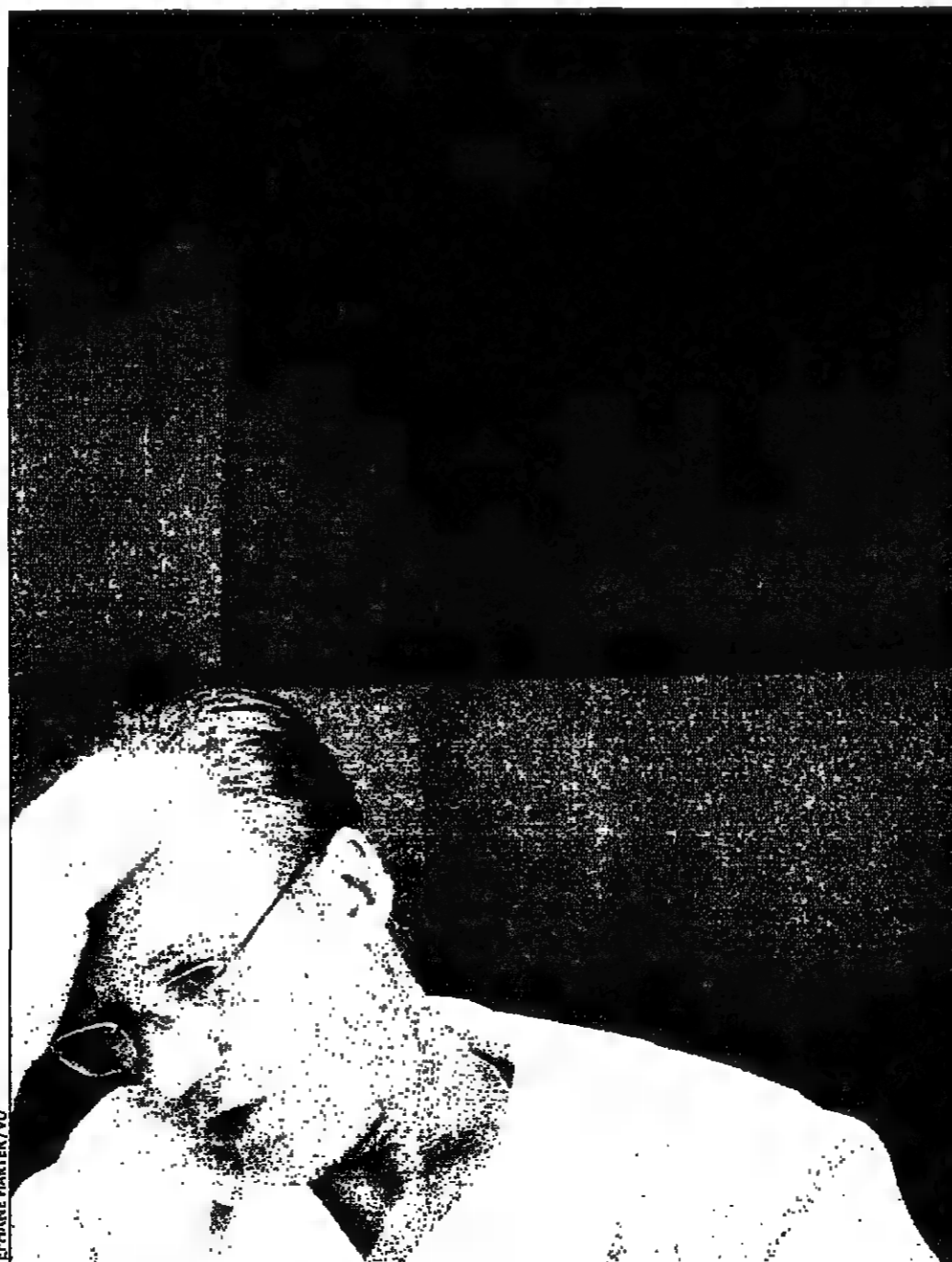
Le même Journal s'extasie sur les recherches d'une chercheuse danoise de Harvard, Lene Vestergaard Hau, qui serait parvenue ■ ralentir un faisceau lumineux jusqu'à ■ vitesse ■ 60 km/h. Cette première expérimentale utilise un état très particulier ■ la matière, ■ condensat de Bose-Einstein, pour engendrer un milieu transparent ayant un indice ■ réfraction gigantesque. L'expérience pourrait, ■ long terme, avoir des applications dans la conception ■ circuits logiques optiques.

Opérations in vivo et in silicio

Jacques Marescaux, professeur de chirurgie digestive au CHU de Strasbourg, ■ crée un centre de téléchirurgie avec des collectivités locales, des chercheurs et des industriels du monde entier

giens, et ■ qui ne diffuseront pas leur travail ■ direct au bloc paraîtront vite suspects ■
■ Le fou ■ la porte, les sages le suivent ■, un proverbe persan que le professeur Joël Leroy, son bras droit, ■ plaie à citer. Jacques Marescaux doit trouver ■ millions ■ francs (12,2 millions d'euros) pour concrétiser son projet. Sa stratégie : séduire avant ■ les Américains. Leurs techniques ■ stimulation ■ d'entraînement virtuel aux opérations militaires et aéronautiques appliquées à la chirurgie digestive lui plaisent : ■ S'ils ■ pot, les ■ suivront ■ La plus grosse firme chirurgicale américaine, United States Surgical Corporation, lâche quelques millions de francs. Suivront la région Alsace ■ le département du Bas-Rhin et la ■ de Strasbourg, imités par des sponsors. Des partenaires étrangers tels que ■ industriels Berchtold, Stricker ■ ■ géant français Alcatel Business System seront les ■ locomotives ■ financières de l'opération. Juin 1993 : la première pierre de l'édifice de ce qui sera l'Institut de recherche ■ les ■ l'appareil digestif ■ posé. Un an plus tard, l'Institut européen de téléchirurgie prend ■ marques sur une surface de 4 500 m².

Chercheurs de l'Inserm et ingénieurs doctorants planchent ensemble sur le foie étalon du Visible Man, le condamné à mort qui a légué son corps à la science, et donnent une lecture très fine d'un scanner à l'aide des logiciels de l'Inria. Des développeurs définissent, avec ■ équipes chirurgicales, ■ représentation graphique d'un organe à traiter chez un patient. ■ Ce croisement de compétences scientifiques ■ capital. Avec l'ordinateur, le travail du chirurgien ■ révolutionné. L'espère d'ici deux ans pouvoir superposer, directement pendant l'intervention, l'image réelle ■ l'organe filmé in vivo ■ et la réalisation virtuelle de l'intervention



STÉPHANE MARESCAUX

obtenue ■ phase préopératoire aujourd'hui. C'est une véritable immersion, qui transforme le praticien en cyberchirurgien ■, explique Jacques Marescaux.

Pendant ■ temps, à l'étage supérieur, des chirurgiens de ■ nationalités viennent périodiquement ■ faire ■ main sur ■ foies de porcs ■ le bloc expérimental multimédia. Zeus, le chirurgien-robot, trône au milieu de ■ salle. ■ Non seulement, le chirurgien gagne en ergonomie puisqu'un bras armé par commande vocale remplace désormais l'assistant qui tenait une caméra tubulaire, mais le

geste ■ affiné grâce à la télérobotique. Le tremblement du geste disparaît ■, précise le professeur. Ses explications, gestes ■ l'appui, sont entrecoupées ■ va-et-vient incessants dans son bureau. Il voudrait en dire encore plus, mais les caméras d'une chaîne de télévision ■ depuis un moment dans le bloc opératoire expérimental pour ■ filmer, lui qui est toujours prêt à cultiver son image ■ les médias.

L'avenir ? Partager son savoir, échanger des avis entre confrères pendant l'opération... Les nouvelles technologies ■ casser ■ mandori-

nat dans la profession. Elles ■ sortir le chirurgien de son isolement, introduire des concepts d'évaluation ■ promouvoir ■ niveaux d'excellence. Les technologies actuelles permettraient d'adapter des chirurgiens-robots en neurologie et orthopédie sans que la présence de l'homme près de la table d'opération soit nécessaire ■, conclut Jacques Marescaux. Plus près de Zeus, les cyberchirurgiens pourront enfin guérir sans faire mal ■ une simple parole prononcée, une imposition nouvelle ■ mains.

Geneviève Meunier

Dates

1971
Jacques Marescaux ■ présente qu'une ■ au concours ■ : Strasbourg. Il ■ est ■ major. Em ■ par son ■ chirurgie digestive, il ■ l'idée ■ se spécialiser en gynéco-obstétrique.

1977
Il est nommé chef de clinique.

1980
Professeur agrégé à l'âge de 32 ans.

1989
Chef du service de chirurgie digestive et endocrinienne des hôpitaux universitaires de Strasbourg.

Une université virtuelle

MISE en service fin 1998 ■ l'Institut européen de téléchirurgie (IETS) ■ Strasbourg, l'université virtuelle a ■ chirurgiens du monde entier. Elle fonctionne ■ quatre structures :
■ un ■ opératoire expérimental multimédia équipé ■ 17 tables d'opération autorisant ■ formes d'interaction vidéo et un chirurgien-robot ;
■ un hémicycle ■ 145 places animé par un panel international de 450 experts. Reliés par réseau ■ aux blocs opératoires du service ■ chirurgie digestive, des conférences et séminaires y sont donnés en traduction simultanée ;
■ une régie vidéo connectée aux blocs opératoires du service de chirurgie digestive du CHU ■ à l'Incad (Institut de recherche contre ■ l'appareil digestif) ;
■ une retransmission sur Internet. ■ D'ici un ■ et demi, ■ devra pouvoir donner ■ lecture ■ chirurgie laparoscopique ■, note le professeur Marescaux.

Mots du bloc

TÉLÉCHIRURGIE
Littéralement « chirurgie ■ distance », la téléchirurgie est à la fois ■ au ■ opératoire (répétition de l'opération par ■ simulations en imagerie de synthèse tridimensionnelle) ■ la manipulation à distance.

LAPAROSCOPE
Il s'agit d'une sonde de la longueur d'un crayon constituée de fibres optiques qui conduisent la lumière ■ l'intérieur du corps opéré.

STÉRÉOTAXIE
Méthode de guidage et d'orientation dans l'espace d'un instrument chirurgical, souvent utilisée ■ neurochirurgie pour effectuer des interventions sur une région précise.

Achats - L

RESPONSABLE ACHATS
FAMILLE DE PRODUITS
ALSTOM

Informatique - Réseaux Télécommunications

Important organisme du service public recherche un :

RESPONSABLE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

A 35 ans environ, ingénieur de formation, vous avez 5 à 7 ans d'expérience de responsable d'études ou de gestion de projets très importants en informatique de gestion.

Animant les 90 informaticiens de votre département, vous assurez le développement cohérent des projets en collaboration avec les Caisses Régionales, supervisez le déroulement et la mise en œuvre de projets en environnement client / serveur (plate forme Windows, Unix, logiciel Mega, Powerbuilder, base de données Oracle), assurez la maintenance des systèmes d'informations de gestion en environnement IBM (Cobol CICS) et BULL (Cobol TDS).

Nous sommes dans une période d'évolution, nous voulons un leader qui sache convaincre, entraîner, associer rigueur et méthode.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A9 02 07, à notre Conseil Catherine BALBARIE, FAVREAU Consultants, 52 rue de la Fédération, 75015 Paris.

Alibabook.com



Votre nouvel espace de travail est là. Vous éprouvez une forte attirance vers les nouvelles technologies. Sûr de vos compétences techniques, vous alliez rigueur, sens de l'autonomie, et créativité. Vous aimez les challenges.

PME en forte croissance, www.Alibabook.com est la librairie francophone leader sur le Net. Nous recherchons :

Des Ingénieurs
pour le développement informatique et logistique, issus des Grandes Ecoles

Un Responsable de base de données
pour le développement de notre base bibliographique, ayant une bonne connaissance du domaine de l'édition

Un Infographiste

Postes basés à Paris.
envoyer CV et lettre de candidature à
Alibabook.com - 29, rue de Condé - 75006 PARIS.

Société de Services, en croissance permanente, partenaire des plus grands comptes industriels français, spécialisée dans des domaines de pointe tels que : La Radiotéléphonie GSM, l'Automobile, la Télévision numérique, la Monétique, la Cryptologie, la Biométrie, les Architectures Client/serveur, ... recherche des

INGÉNIEURS (BAC + 4 / 5) - 6 mois d'expérience minimum.
TECHNICIENS/A.P. (Bac - 2 / 3) - 2 ans d'expérience minimum.

pour travailler sur des projets en :

INFORMATIQUE EMBARQUÉE
Développement des logiciels embarqués (Datal : Emulateur ou Debugger)
Expérience soudeuse d'OS temps réel ou interruptions
Les plus : Cycle en V, SART, OPEN TV, Normes GSM, DVB, MPEG2, ...

ELECTRONIQUE EMBARQUÉE
Conception/Realisation de Cartes à base de µProcessors
Mise au Point/Tests/Validation de Cartes numériques/analogiques

INFORMATIQUE MICRO-CLIENT/SERVEUR
Développement : C, C++, DELPHI, POWERBUILDER, NSDK
SGDR : ACCESS, ORACLE, SYBASE sur plates-formes UNIX ou WINDOWS NT

Merci d'adresser CV, lettre, photo, disponibilité et prétentions s/m, dossier à
PRAESTAR - 40, Rue de la Montagne Sainte Geneviève - 75005 PARIS
(ou par fax au : 01.44.00.16.57 ou E-mail : prestar@wanadoo.fr)

Achats - Logistique - Organisation

ALSTOM est l'un des 1^{ers} fournisseurs mondiaux sur le marché des infrastructures.
ALSTOM TRANSPORT : TGV, Locomotives, Automotrices, Métros, Tramways, Signalisation
25 000 personnes - 33 établissements répartis dans 13 pays.
Son **PLUS IMPORTANT** établissement **ENSEMBLIER** Intégrateur de matériels roulants : conception, production, essais, après-vente, (1 200 personnes dont 170 ingénieurs et Cadres) à **La ROCHELLE** (120 000 hab. - 3h de Paris en TGV)
CREE dans le cadre d'une **POLITIQUE AMBITIEUSE DE SOURCING** :

RESPONSABLE ACHATS DE FAMILLE DE PRODUITS

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION DANS LE GROUPE.

Au sein du Département Achats, vous serez responsable d'une famille de produits (fonction complète : trains et équipements pneumatiques, agencement intérieur) pour les TGV et Automotrices (TAIWAN, SHANGAI, TER, etc.). Force de proposition permanente auprès des directions internes, vous participerez notamment : « à la conception et/ou à la re-définition des produits » à l'élaboration de la stratégie achats « aux appels d'offres nationaux et internationaux ».

Vous gèrerez un panel de fournisseurs réduits et négocierez les contrats dans le souci du meilleur rapport qualité, coût et délai en relation avec le Coordinateur Achats Stratégiques du Siège.

29 ans min. de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un groupe industriel international intégrateur des équipements, la maîtrise de l'anglais et si possible d'une 2^{ème} langue.

DEPLACEMENTS INTERNATIONAUX.

ALSTOM

Merci d'envoyer sous réf. ALSTOM RO/RAF/114M en indiquant votre adresse actuelle à notre conseil Bertrand Podovani
GROUPE BBC - 1 bis place de Valois - 75001 Paris.
DISCRETION ABSOLUE et réponse assurée.

Logiciel de gestion de la chaîne de production et distribution - Développement & Prévision

Directeur commercial du développement

Situé à Paris

Salaire de base élevé de: Environ 1,093,000F jusqu'à 1,367,000F

Depuis plus de deux décennies cette société américaine de services et conseils en informatique a aidé les entreprises à maximiser leur rentabilité et leur productivité grâce au développement et à l'application de solutions informatiques de qualité supérieures. L'objectif extrêmement spécialisé des activités de la compagnie est la provision de solutions pour une planification de la chaîne de production et distribution et ses clients, qui sont typiquement des sociétés de Fortune 500, sont situées à travers le monde.

Avant déjà prouvé l'énorme potentiel du marché européen, la filiale européenne de la compagnie a atteint l'équilibre lui permettant de se développer rapidement - la France représente une première occasion se situant dans une stratégie à long terme. Ceci a créé une position de prestige pour un directeur commercial national qui devra être responsable du développement des affaires avec des clients importants à travers la France.

Pour être retenu, vous devrez :

- Comprendre les principes de la prévision et de la logistique de la chaîne de production et distribution.
- Démontrer de manière impressionnante que vous êtes capable de développer les affaires au plus haut niveau.
- Posséder une approche structurée vous permettant d'identifier et de prendre le contrôle de nouvelles occasions commerciales.
- Avoir assez d'assurance pour diriger au niveau du conseil d'administration et exprimer clairement des propositions complexes.

Si vous êtes un vrai professionnel de la vente, couronné de succès et possédant un antécédent prouvé dans la gestion de la chaîne de production et distribution, cette position est exceptionnelle. Vous représenterez un leader mondial établi ayant des alliances solides et vous jouerez d'une autonomie et d'une liberté considérable vous permettant de vous développer à votre façon. Par conséquent, vous devrez démontrer un haut degré d'auto-suffisance et avoir une pleine confiance à tous les niveaux du cycle des ventes. Une bonne connaissance de l'anglais au travail est aussi requise.

Visiblement, seul des professionnels très expérimentés de cette industrie, doué d'un sens commercial aigu, devront postuler à ce travail à responsabilités. Cependant, les récompenses immédiates sont conçues pour attirer ce genre d'individus, mais il est probable que les possibilités à long terme excéderont toutes les attentes.

Afin d'avoir plus de renseignements sur cette position exceptionnelle, veuillez contacter Karen Whelan dans la plus stricte confidentialité à :

PW Select, Bankside Business Centre,
107-112 Leadenhall Street, London EC3A 4AH,
Royaume Uni.

Téléphone +44 (0)171 891 2628. Télécopie +44 (0)171 891 2629.
E-mail karen.whelan@pwselect.com
Web-site www.pwselect.com



Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadresonline.com> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

Vu sous cet angle,
pour vos recrutements
vous ne serez plus seul.



صلى الله عليه وسلم

Le monde de l'industrie et de la recherche

LOUIS VUITTON

Une certaine idée de la création... Depuis 1854, Louis Vuitton exprime le changement dans le respect de la tradition. Bagages, maroquinerie et aujourd'hui prêt-à-porter : Louis Vuitton anticipe sans cesse les tendances. Avec 5.000 collaborateurs, nous réalisons 8,8 milliards de francs de CA dont plus de 90 % à l'international. Pour satisfaire une haute exigence de qualité, nous contrôlons l'ensemble de nos 11 sites de production.

RESPONSABLE DE FABRICATION

Dépendant du Directeur de notre site industriel d'Issoudun (36), vous animez une unité de fabrication d'environ 230 personnes. Vous avez sous votre responsabilité une équipe d'agents de maîtrise et travaillez en étroite collaboration avec l'ensemble des services de l'entité de production. Un excellent leadership, une attirance pour la technique alliée à un sens de la qualité et de l'esthétique ainsi qu'une attitude pragmatique sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction. Grâce à votre sens aigu de l'équipe et de l'animation des hommes, vous responsabilisez les agents de maîtrise et les accompagnez dans leur mission.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur de 30 ans environ ayant un fort potentiel, une expérience de 4 ans minimum dans une fonction impliquant la gestion d'importantes équipes. Une bonne connaissance de l'anglais serait un plus. Notre très forte croissance permettra à une personne qui en démontrera les capacités d'accéder à des postes de responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, et photo) sous référence RF/M/02 à Louis Vuitton Maillet, Direction des Ressources Humaines, 2 rue du Port-Neuf, 75034 Paris Cedex 01.

LV

Systèmes industriels à l'export

Nous sommes l'un des grands partenaires internationaux des entreprises industrielles et proposons une gamme complète de prestations : études, réalisation, mise en service, exploitation, assistance... Notre entité spécialisée « Pétrole/Gaz » intervient dans le cadre de son développement des responsables de projet et des ingénieurs spécialisés.

Responsable de projet

• Instrumentation/Systèmes

REF. C313 H

Depuis les études préliminaires (faisabilité, conception, définition de cahiers des charges...) jusqu'à la réalisation des contrats, vous prenez en charge la conduite de projet aux plans humain, technique et de gestion, en instrumentation, électricité et contrôle. Assisté par des « experts techniques », des ingénieurs « métiers », vous êtes impliqué dans la réalisation des projets. Ingénieur généraliste, vous justifiez de 8 ans environ d'expérience en animation d'équipes techniques et gestion de projet. Vous maîtrisez parfaitement la conception et la mise en œuvre des systèmes de contrôle/commande, des installations électriques et connaissez les procédés Pétrole/Gaz.

Ingénieurs spécialistes

• Electricité mt/bt, réseaux, énergies

REF. C313 I

• Systèmes de contrôle de procédés (DCS, ESD, superviseurs...)

REF. C 313 J

Expert de votre spécialité, vous intervenez à tous les stades des projets depuis l'étude préalable, l'exécution des lots concernés en coordination avec le BE, les fournisseurs, le chantier... jusqu'à la mise en service. Ingénieur de formation, vous justifiez de 5 ans minimum d'expérience en tant que spécialiste d'un de ces domaines et vous souhaitez aujourd'hui valoriser cet acquis. Capable de rédiger des dossiers d'ingénierie pour votre partie, vous connaissez les spécificités des procédés industriels Pétrole et Gaz.

Ces postes nécessitent une bonne aisance relationnelle, de la rigueur et un sens profond de l'équipe. Ils sont à pourvoir en très proche région parisienne Ouest et impliquent des déplacements de courte durée à l'étranger. La pratique de l'anglais est évidemment indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence choisie, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 3 rue E.-A. Peugeot, Tour Corvus, 92408 Neuilly-Malmaison Cedex.

E-mail : ochaumette@occonseil.fr



Bruxelles • Casablanca • Frankfurt • Londres • Madrid • Milan • Varsovie • Vienne

Nos nouvelles coordonnées à Paris...



Mac Cormick Hamilton International

3, rue de Penthièvre, 75008 Paris
Tél. : 01 53 30 70 10
Fax : 01 53 30 09 79
e-mail : paris@mchigroup.com

MINI BABYBEL - KIRI - PORT-SALUT - ROUY



Ces marques que vous connaissez déjà bien, c'est la Division LAITERIE des Fromageries BEL (un groupe performant : 9,2 milliards de CA, 7100 personnes) qui vous propose aujourd'hui un challenge.

Dans le cadre de la politique industrielle déterminée par le Groupe et la Division, le Chef de Projet Ingénierie a pour mission :

- d'aider les exploitants dans la définition des besoins d'investissements et en particulier dans l'élaboration des plans directeurs,
- de proposer toutes améliorations d'équipements,
- de faire réaliser dans le meilleur rapport qualité/coût et dans le meilleur délai les investissements demandés.

Nous recherchons pour ce poste un ingénieur généraliste possédant une expérience de plusieurs années dans la maîtrise des procédés et des processus.

- idéalement 5 à 10 ans d'expérience,
- de formation Grandes Ecoles (Centrale, Arts & Métiers...),
- expérience dans le secteur agro-alimentaire appréciée,
- mobile géographiquement (ce poste basé à Vincennes nécessite de nombreux déplacements).

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV et une lettre manuscrite de motivation en précisant la rémunération souhaitée, sous référence CFI à Fromageries BEL - Service du Personnel Laiterie - 4, rue d'Anjou - 75008 PARIS.



Filiale d'un grand groupe aéronautique. Leader dans le domaine de l'Image de Synthèse Temps Réel

INGENIEURS EN ELECTRONIQUE

Responsable de développement : réf.: EH1

Mission : Vous prenez en charge les spécifications et études d'architecture de systèmes de traitement et synthèse d'image. Vous encadrez un groupe d'ingénieurs chargés du développement de cartes et Asics numériques.

Profil : Avec une expérience d'au moins 7 ans en conception en électronique digitale et des connaissances en analogique, vous maîtrisez la conception de calculateurs de traitement du signal ou d'image. Une expérience d'encadrement dans un contexte de sous-traitance internationale serait un plus.

Ingénieurs d'études : réf.: EH2

Mission : Vous participez aux études d'architecture de cartes et Asics de traitement et synthèse d'image. Vous assurez le développement de sous-ensembles, de la définition jusqu'aux tests des prototypes.

Profil : Avec une expérience d'au moins 2 ans en électronique digitale, vous maîtrisez la conception structurée, en langage VHDL, de circuits Fpgas ou Asics.

Merci d'adresser votre candidature à Mme Vicaire, Sogitec 4, rue M. Monge 92158 Suresnes Cedex.

FRANCE TELECOM, opérateur mondial, 157 milliards de francs de chiffre d'affaires, possède le premier centre européen de recherche et développement en télécommunications, dont les innovations contribuent à donner au Groupe une réputation d'excellence technique. Afin de maîtriser l'ensemble de la filière de l'innovation face à un marché en constante évolution et fortement concurrentiel, nous renforçons nos équipes de Propriété Intellectuelle avec des ingénieurs brevets spécialisés dans les hautes technologies (télécoms, génériques, logiciels, informatique) et maîtrisant l'anglais.

Ingénieur brevets senior

Mandataire européen

Vous prenez en charge la direction, la protection et la défense de l'innovation du Groupe en matière de propriété intellectuelle. Vous assurez la mise en œuvre de la politique définie dans ce domaine, animez l'équipe d'ingénieurs brevets qui vous assiste dans vos missions. Les postes sont basés à Issy-les-Moulineaux (92).

Ingénieurs brevets

Diplômés du CEPI (3 années d'expérience)

Vous prenez en charge la rédaction et le suivi d'un portefeuille de brevets. Les postes sont basés à Issy-les-Moulineaux (92).

Ingénieurs propriété intellectuelle

Diplômés du CEPI (5 années d'expérience)

Interface entre la R&D et le service central de Propriété Intellectuelle, vous détectez les inventions et incitez à les faire protéger. Les postes sont basés à Caen (14) et Lannion (22).

Vos qualités de rigueur, de méthode et votre sens relationnel favoriseront votre réussite au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser, sous référence FTB, votre dossier de candidature à notre conseil, qui vous garantit une totale confidentialité : SM CONSEIL, 67 rue de Miromesnil, 75008 Paris.



France Telecom

Nous allons vous faire aimer l'an 2000

صدا بين الامم

REPRODUCTION INTERDITE

LEMONUE / MEKLENDI 24 FEVRIER 1999 / XI

Carrières internationales

Phenomenal growth Unprecedented challenge

Spain & The Netherlands

As the world leader in high-performance engineering thermoplastics, GE Plastics manufactures state-of-the-art products that serve the automotive, business equipment, construction and electronic industries.

GE Plastics de España has announced plans to build a second polycarbonate plant in Cartagena, Murcia, Spain. We now have the following vacancies for two technical minded and service oriented individuals.

Monomer & Polymer Process Chemistry Technologist
Ref: MPPCT

and a

Monomer & Polymer Process Engineering Technologist
Ref: MPPET

In both positions you will lead lab and pilot scale process development programs in carbonate and alcohol synthesis or in polycarbonate synthesis. Key aspects are:

- Coordinate scale-up and implementation of new technology developments;
- Mathematical modeling of polymer reaction processes or monomer processes (reaction and separations);
- Validation of process models using statistical data analysis tools;
- Application of mathematical models to new process development, process optimization and plant issue resolution.

A Master Degree in Chemistry (desirable Ph.D. in Chemistry or Chemical Engineering) and a minimum of 3 years of experience in chemical process development is essential. Excellent analytical capabilities are needed. The successful candidate should have the ability to excel in a fast paced global team environment, interacting with both technicians, peers and leadership teams. Your written & verbal communication skills are therefore excellent. You are fluent in English and Spanish.

For more information, please contact Bob Tattersall, phone +34 968 129 828, or send your CV by mail, e-mail or fax to GE Plastics de España, attn. Mr. Bob Tattersall, Apdo. Correo 569, Ctra. Cartagena - Alhama de Murcia, 30390 La Alfranca, Cartagena (Murcia), fax: +34 968 129 893, e-mail: Bob.Tattersall@gepex.ge.com. From our European HQ in Bergen op Zoom we work with customers and

colleagues to deliver engineering solutions throughout Europe, Africa and the Middle East. The European HQ has the following vacancies:

Color Technologist
Ref: CT

In this position you will be responsible for the technical development and commercialization of new engineering plastic products with unique aesthetic/coloristic characteristics predominantly focusing on improved outdoor durability.

Your requirements are:

- Ph.D. in inorganic, analytical or polymer chemistry;
- Demonstrated technical leadership in the area of color or colorants technology in combination with a solid knowledge of engineering thermoplastics;
- Proven ability to work cross functionally with customers, suppliers and marketing, sales & manufacturing plants, translating color requirements into final applications;
- Proven ability to commercialize new products from technology to manufacturing to final customer application ensuring optimal cost/quality balance;
- Excellent (global) communication skills;
- English and German speaking, writing;
- Key words: action oriented, "hands on" attitude, open minded, team player.

If you want more information, please contact Jan de Boer, manager Crystalline Technology, phone +31 (0) 164 292 772, or Rick Joyce, manager Cyclics, phone +31 (0) 164 292 308. To apply, send your CV in mail, e-mail or fax. General Electric Europe, attn. Mr. Jan de Boer, PO Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, The Netherlands, fax: +31 (0) 164 292 327, e-mail: Jan.DeBoer@gepex.ge.com, e-mail: Rick.Joyce@gepex.ge.com.

Lexan® Product Specialist
Ref: LPS

In this position you will be responsible to lead the development and commercialization of new Polycarbonate Products. Key responsibilities include:

- Identify new product opportunities with customers and the marketing and commercial organizations;
- Implement innovative solutions to achieve the required product performance;

• coordinate activities with local and global commercial, manufacturing, and technical resources to develop, scale-up and sample new products;

• communicate results and report progress to key stakeholders. A Ph.D. degree in Material Science with a minimum of 3 years of industrial experience in product development are essential. Knowledge of reactive extrusion and polymer blends is highly desirable. The successful candidate must have excellent written and verbal communication skills and the ability to monitor and implement technical solutions in a dynamic global environment. You should have an energetic and flexible personality with the ability to collaborate effectively across functions and organization levels.

If you want more information please contact Greg Stoddard, manager Lexan Technology Europe (phone: +31 (0) 164 292 248), or send your resume to e-mail (Greg.Stoddard@gepex.ge.com), fax: +31 (0) 164 292 734 or mail to General Electric Europe, attn. Mr. Greg Stoddard, PO Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, The Netherlands.

Teamleader Process Technology Development
Ref: TPTD

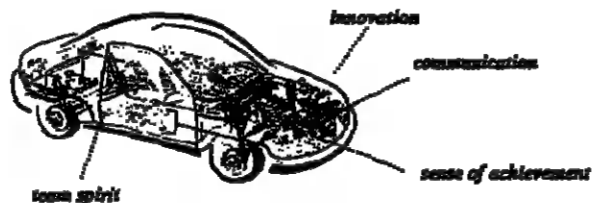
As a teamleader you will lead polymer and monomer process technology development programs and team efforts. Key responsibilities include:

- Initiate and drive polymer and monomer process technology development programs in close cooperation with corporate research and global technology and manufacturing teams;
- Translate manufacturing and business needs into process development programs and lead them from concept to successful implementation. An academic degree and a Ph.D. in Chemical Engineering or equivalent experience/education is required. Also at least 5 years of technical and project leadership experience in process technology programs. The successful candidate is a creative and innovative worker with excellent communication skills.

If you need more information, please contact Martin Oeyevaar, Site Leader Lexan Process Technology, or send your CV by mail, e-mail or fax. General Electric Europe, attn. Mr. M. Oeyevaar, PO Box 117, 4600 AC Bergen op Zoom, The Netherlands, Phone: +31 (0) 164 292 735, fax: +31 (0) 164 292 734, e-mail: Martin.Oeyevaar@gepex.ge.com.



GE Plastics



We have a lot in common.



We are the most important and most diversified automobile outfitters in the world (200,000 people, 171 plants, 17 technical units in 36 different countries). Technological innovation is the basis of our vast range of solutions. The taste for initiative allows us to respond to all European demands in terms of systems and components. If these values are a motivation for you, if team spirit is also your strong point, let's face the future together.

We are looking for

Product Marketing Managers

Delphi Delco Electronics Systems
European Headquarters Wiesbaden, Germany

For the areas: Passive Safety Systems, Cockpit and Vehicle Architecture.

Your job responsibilities will include:

- Definition and execution of all elements of the marketing mix;
- Definition of new product opportunities;
- Analysis of target markets and competition;
- Close cooperation with our sales/engineering centers across Europe and with our headquarters in USA;
- Representing Delphi Delco at European vehicle OEM's as well as exhibitions, conferences, etc.
- Development and implementation of product strategies throughout Europe.

Candidates must possess a university degree in Engineering, additional business education/trainings preferred. We also require 2 - 5 years experience in the international automotive/electronic industry.

We are looking for globally-thinking and ambitious individuals who are fluent in English and at least in one additional language. Candidates must also be willing to travel and to work in multi-functional and multi-cultural teams. Computer skills with programs such as MS Word and Excel are essential.

We offer competitive salary and benefits, and access to international promotion and career opportunities within a global corporation.

If you meet our criteria, please fax or mail your application including your salary requirement in English to the address below:

Karin Peschl, Human Resources Manager, Delco Electronics Europe GmbH, Gustav-Nachtigal-Straße 5, 65189 Wiesbaden, Fax: +49-611-7877851, email: kpeschl@delcoelect.com

DELPHI
Automotive Systems



Le groupe Fiat est l'un des plus grands groupes industriels du monde, présent dans 60 pays, avec 220 usines de production et 221.000 employés. Aujourd'hui Fiat, grâce à sa présence internationale, opère principalement dans le secteur des véhicules automobiles, avec l'objectif de développer son activité au niveau mondial et d'accroître les services liés à son activité. Pour vaincre ce défi, le Groupe Fiat recherche des :

JEUNES INGENIEURS

pour former le futur management au sein du groupe avec pour objectif une croissance générale.

Les candidats doivent posséder le

profil suivant :

- Diplôme d'ingénieur
- Etre membre de la communauté européenne
- Très bonne connaissance de la langue anglaise
- Etre intéressé par le secteur des véhicules automobiles
- Ouverture internationale et disponibilité à se déplacer.

En échange les candidats sélectionnés

recevront :

- Engagement de la part du Groupe Fiat de Londres
- Programme de formation, à Turin
- Expériences dans différents pays et secteurs du Groupe Fiat comme celui des projets, de la production et de la vente.
- Rémunération motivante et opportunité de carrière.

Les lettres de motivation écrites en anglais, accompagnées du CV avec photo, devront être envoyées à :

Graduates Recruitment

PHAROS - FIAT S.E.P.I.N. S.p.A.
C.so Marconi, 20 - 10125 TORINO (ITALIE)

FAX : 0039.011.6862389
E-MAIL : Pharos3@fiatgroup.com

Fiat Auto

IVECO



RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

3
15

fait
Jines
17 fé-
mo-
et dé-
e le
ait au
n tête
de en
Après
le dé-
à his-
Marc
ire es-
de ré-
ragée.
lle Au-
Soldini
bateau
s. Il est
tape, à
rs.
page 22

page 22

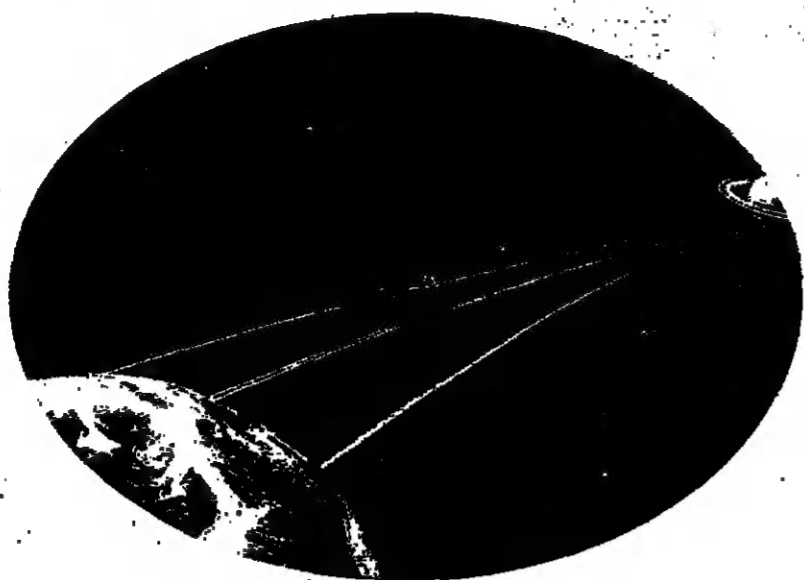
TA

mou, plutôt
dessus, il ne
e décrit ain-
d'Ale France
31-41 de cé-
la SFIO, ne-
le Force ou-
he a conquis
rait d'un pa-
qui confie,
né numériq.

Lire page 13
unification... 18
su de bord... 19
d'ind... 22
orologie... 25
re... 26
e culturel... 28
e télévision... 29

Informatique - Réseaux Télécommunications

**C'est fou
ce que l'homme peut faire
grâce à la technologie.**



**C'est fou
jusqu'où la technologie
peut aller grâce à l'homme.**

ALTEN : avec plus de 600 millions de francs de chiffre d'affaires (95,6 millions d'euros) et près de 1 600 collaborateurs, le Groupe est aujourd'hui un acteur majeur dans le domaine du Conseil et de l'Ingénierie en Technologies Avancées. Pour poursuivre sa forte croissance (+ 50 % en 1998), ALTEN recrute en 1999 plus de 800 collaborateurs, et notamment :

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Futur gestionnaire d'un centre de profit, vous aurez pour mission de développer votre portefeuille de clients, d'assurer le recrutement ainsi que le *management* d'une équipe. De formation supérieure (ingénieur ou école de commerce), vous avez une première expérience dans la vente grands comptes de prestations ou de solutions techniques liées à l'informatique ou aux métiers de l'ingénieur. Réf. LM 907 1A

INGÉNIEURS TÉLÉCOMS

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience en spécification/développement, intégration, supervision de systèmes et d'équipements dans les environnements GSM, DECT, DCS, autocommutateurs, routeurs, protocoles, commutations RNIS, X25, SNMP, CDMA, ATM, applications Internet et Intranet. Réf. LM 907 TR2

ADMINISTRATEURS SYSTÈMES/INGÉNIEURS RÉSEAUX

Ingénieur ou universitaire, vous avez 1 à 5 ans d'expérience dans le domaine des systèmes et réseaux en :
• administration des plates-formes UNIX (Solaris, HP-UX, AIX) et Windows NT,
• administration de réseaux : HP Openview, IBM, Netview 6000...
• architecture réseaux Lan et/ou Wan,
• configuration, déploiement et une bonne connaissance des équipements du marché.
Réf. LM 907 ASR

INGÉNIEURS TECHNOLOGIES OBJET

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience du développement objet (C++), en environnement industriel et maîtrisez les méthodologies de conception objet (OMT, BOOCH...). Réf. LM 907 ITO

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez de 1 à 5 ans d'expérience :
• autour d'un moteur temps réel de type VRTX, VX Work,
• en C, C++, Ada sous UNIX, NT. Réf. LM 907 TRI

ADMINISTRATEURS SYSTÈMES/SGBDR

NT - UNIX/ORACLE - SYBASE - INGRES.
De formation ingénieur ou universitaire, vous justifiez d'une expérience intéressante en administration et évolution des systèmes et/ou des bases de données relationnelles. Réf. LM 907 ASS

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence correspondante, à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 221 bis bd Jean-Jaurès, 92514 Boulogne-Billancourt Cedex.
e-mail: cv@alten.fr

<http://www.alten.fr>



CONSEIL ET INGENIERIE EN TECHNOLOGIES AVANCEES

**Nous vous offrons
toutes les chances
de saisir
votre chance**

CADRES

le 1^{er} service Internet
d'offres d'emploi

Toutes les offres d'emploi

de 20 titres de presse de référence.

20 titres de presse de référence s'unissent pour vous offrir grâce à CADRES ON LINE, plus de 2500 offres d'emploi cadres sur Internet et sur Minitel, actualisées en permanence. CADRES ON LINE, est le premier service d'offres d'emploi à vous proposer une fonctionnalité d'alerte sur profil. CADRES ON LINE, c'est aussi une palette de services uniques (évaluation de salaires, conseils pour la recherche, réponse en direct aux annonces, commandes d'ouvrages de référence).

Connectez-vous, pour avoir toutes les chances
de construire votre avenir.

Web : <http://www.cadresonline.com>

3615 cadresonline (2,23 F la mn)

CADRES ON LINE regroupe toutes les offres d'emploi de ces 20 titres de presse.

L'EXPRESS

L'USINE
NOUVELLE

Le Monde

ouest
france
01 Informatique

LE MONITEUR

la France Agricole

LSA

RIA

01 RESEAUX

AGRO
Caractère

property

DECISION
CARPUS
INTERNET

L'ECHO

Le sang
Le plaisir
tomber